



Comment Netflix dynamite la télé et le cinéma

► Au premier trimestre 2018, Netflix a dépassé toutes les prévisions en conquérant 7,4 millions de nouveaux clients dans le monde

► Le service compte désormais 125 millions d'abonnés, dont 3,5 millions en France. Il dépensera 8 milliards de dollars dans les contenus en 2018

► L'entreprise est implantée dans la Silicon Valley, où 5 000 employés codent ses algorithmes, et à Los Angeles, pour commander les films et les séries

► Les groupes audiovisuels français et le monde du cinéma peinent à organiser leur riposte face à la puissance de la société américaine

► Netflix va devoir affronter la concurrence des GAFA, qui veulent à leur tour proposer des offres sur les films et les séries

CAHIER ÉCO - PAGES 2-3

DANS LA SYRIE DE BACHAR AL-ASSAD UN REPORTAGE EXCEPTIONNEL



SUPPLÉMENT
8 PAGES

► L'envoyé spécial du « Monde » a pu traverser la Syrie, du sud au nord, de Damas à Alep, à l'insu du régime



Le 11 mars 2018, dans le souk de la vieille ville de Damas. FRED, POUR « LE MONDE »

Politique

L'IFP, cette école laboratoire de l'union des droites

Créé en 2004, l'Institut de formation politique (IFP) attire des centaines de candidats. L'école inspire l'académie politique que veut lancer Marion Maréchal-Le Pen à Lyon

PAGE 7

International

« Gaza est comme un tigre affamé »

Le chef du Hamas à Gaza, Yahya Sinouar, soutient la marche du grand retour des 14 et 15 mai mais se dit prêt au dialogue avec Israël. A ce jour, la répression des manifestations a fait 48 morts

PAGE 2 ET CAHIER ÉCO - PAGE 5

Municipales

A Paris, la droite sans chef ni ligne

PAGE 6

Burkina Faso

Enquête sur les exactions des forces antiterroristes

PAGE 4

Débats

Le nucléaire, une préférence justifiée ?

CAHIER ÉCO - PAGES 6-7

JE NE SERAIS PAS ARRIVÉ LÀ SI...

Erik Orsenna : « Ma terreur, c'est de devenir fou »

L'écrivain raconte à Sandrine Blanchard les rencontres qui l'ont forgé

PAGE 17

Barbara Cassin, femme, philosophe et académicienne



A son domicile parisien, le 11 mai. JULIE GLASSBERG POUR « LE MONDE »

Elue à l'Académie française le 4 mai, la philosophe Barbara Cassin explique, dans un entretien au Monde, pourquoi il ne faut céder ni au « global english » ni au nationalisme linguistique. Elle

revient, de manière nuancée, sur l'écriture inclusive, ouverte aux accords de proximité mais hostile au point médian. « L'enfer est pavé de bonnes intentions. », ponctue-t-elle.

PAGE 18

Cannes

Le film noir, selon Jia Zhang-ke

► « Les Éternels » : le réalisateur chinois offre une histoire poétique et fulgurante au sein de la pègre

► « Diamantino » : un ovni de Gabriel Abrantes et Daniel Schmidt

► « Les Confins du monde » : âpre récit de la guerre d'Indochine, par Guillaume Nicloux

► « Le Livre d'image » : Godard tel qu'en lui-même

PAGES 10-12

ÉDITORIAL
CINÉMA :
LA CAUSE DES
FEMMES

PAGE 20 ET DÉBATS PAGE 19

PATEK PHILIPPE
GENEVE

Fondez votre propre tradition.



Calatrava
Réf. 6006G
patek.com

Tél. 01 42 44 17 77



Le leader du Hamas, Yahya Sinouar, dans son bureau à Gaza City, le 10 mai.
KHALIL AMRA / AP

Sinouar : « Gaza est comme un tigre affamé »

Le chef du Hamas dans la bande de Gaza soutient pleinement la marche du grand retour des 14 et 15 mai

GAZA - envoyé spécial

Il arrive sourire aux lèvres, veste grise sur chemise sombre, yeux perçants et barbe blanche, puis salue l'assistance de quelques mots courtois. Les coupures de courant, lors de son allocution, ne lui inspirent aucune irritation. Ainsi va la vie à Gaza.

Rompu à la clandestinité, détenu pendant près d'un quart de siècle dans les prisons israéliennes, Yahya Sinouar n'aime pas les caméras. Il se montre pourtant à l'aise, en ce jeudi 10 mai, lors de sa première rencontre avec des journalistes étrangers depuis sa désignation comme chef du Hamas à Gaza, il y a quinze mois.

La curiosité est grande. C'est lui qui pousse le mouvement islamiste, maître affaibli d'un territoire à l'agonie, sur deux voies délicates : la réconciliation avec le Fatah du président Mahmoud Abbas, actuellement dans l'impasse, et la « résistance populaire ». « Nous croyons que s'il y a un moyen de résoudre pacifiquement le conflit [avec Israël] sans causer de destructions, ça nous convient », estime-t-il. Délaissant pour l'heure la lutte armée, le Hamas a choisi de soutenir la « marche du grand retour », qui mobilise des milliers de Gazaouis, chaque vendredi, depuis le 30 mars, à la frontière avec l'Etat hébreu. A ce jour, les soldats israéliens ont tué 48 personnes et blessé par balles plus de 2 000 autres.

Voici qu'approche le grand final de cette mobilisation, les 14 et 15 mai, à l'occasion du déménagement de l'ambassade américaine à Jérusalem, puis de la commémoration de la Nakba, l'exode de centaines de milliers de Palestiniens lors de la création d'Israël, en 1948. L'hypothèse d'un bain de sang sans précédent, au cas où les manifestants tenteraient massivement de franchir la clôture, est évoquée de part et d'autre. « Ces barbelés ne sont pas

une vache sacrée ou un tabou auquel personne ne pourrait toucher », souligne Yahya Sinouar. « Quel est le problème si des centaines de milliers [de manifestants] passent la clôture, qui n'est pas une frontière reconnue ? », s'interroge-t-il, faussement naïf.

Le Hamas appelle-t-il les Gazaouis, dès lors, à franchir la démarcation et à passer de l'autre côté, pour une victoire symbolique dont le prix humain serait terrible ? Son chef prétend que les manifestants sont libres de leur engagement. « Gaza est comme un tigre affamé qui a passé onze ans en cage [depuis l'instauration du blocus égypto-israélien], qui a été humilié par Israël, mais a fini par s'en échapper. Il se cache et personne ne sait ce qu'il va faire », dit Yahya Sinouar.

Profil pacifique

A plusieurs reprises, ce dernier a insisté sur le profil pacifique des manifestants, même si certains brûlent des pneus, lancent des pierres et essaient de cisailler la clôture. « Pendant ces quarante jours de marche pacifique, il n'y a pas eu un seul tir contre les soldats israéliens, pas une seule roquette déclenchée », souligne-t-il. Mais à aucun moment Yahya Sinouar n'appelle, par exemple, les enfants et les femmes à se tenir loin de la clôture pour ne pas s'exposer aux balles israéliennes. Depuis des semaines, de nombreux cadres du Hamas utilisent la même formule : tout vaut mieux que de « mourir à petit feu ».

Un haut responsable de l'appareil sécuritaire israélien estime que le Hamas utilise la marche comme une « catharsis pour le peuple », mais que sa vraie stratégie ne se dessinera qu'au terme de la mobilisation. Selon un diplomate européen, le Hamas chercherait à faire monter les enchères et à inquiéter Israël, avant les 14 et 15 mai, sans souhaiter un bain de sang qui pourrait précipiter une confrontation militaire. « Ce qui est en jeu, c'est la survie

même du Hamas à Gaza, dans la perspective d'un éventuel plan de paix proposé par Trump, qui comporterait des mesures pour alléger les conditions de vie des habitants », explique ce diplomate. L'Egypte essaie de réduire la tension, en ouvrant opportunément pour quatre jours le point de passage de Rafah.

« Bombe à retardement »

De son côté, la presse israélienne a fait état de contacts indirects entre le Hamas et Israël, en vue de la conclusion d'une trêve à long terme, sur dix ou quinze ans.

Conscient de la supériorité militaire écrasante de l'Etat hébreu et du marasme ambiant à Gaza, le Hamas y serait prêt. Yahya Sinouar nie toute négociation en cours. Pourtant, selon deux sources diplomatiques, l'Allemagne et le Qatar, en plus de l'Egypte, s'activeraient en vue d'un compromis sur des sujets-clés, comme le sort des deux civils israéliens détenus à Gaza, ou bien les prisonniers palestiniens.

Pour sa part, Israël se dit prêt à favoriser des projets de développement dans le territoire, mais

« S'il y a un moyen de résoudre pacifiquement le conflit [avec Israël] sans causer de destruction, ça nous convient »

YAHYA SINOUAR

réclame au préalable la fin des branches armées. « Le Hamas n'a pas de problème avec l'idée de négociations politiques, c'est Israël qui en a et pose des conditions très difficiles, comme le désarmement, explique l'analyste Ibrahim Al-Madhoun, proche du mouvement islamiste. Le Hamas ouvre la porte, il est flexible. Mais Israël doit aussi donner en échange. »

Condamné pour assassinat – il était notamment chargé de la traque des informateurs israéliens à la fin des années 1980 –, Yahya Sinouar a fait souvent référence, jeudi, à sa vie carcérale. Il a pris en exemple la grève de la faim de vingt jours qu'il avait suivie, avec

d'autres prisonniers palestiniens, pour obtenir le droit à un stylo et à un carnet. Il n'hésite pas à faire le parallèle avec les conditions de vie à Gaza, estimant qu'elles sont bien pires qu'en prison, du point de vue sanitaire ou de la nourriture. « Le plus dangereux est que la jeunesse a commencé à perdre foi dans la possibilité d'une vie digne », transformant le territoire « en bombe à retardement ».

Pas d'alignement avec Téhéran

Interrogé sur la responsabilité du Hamas dans cette misère, Yahya Sinouar a évoqué les « projets d'envergure » menés à bien malgré le blocus. En réalité, les seules infrastructures construites l'ont été par le Qatar, tandis que l'Unrwa, la mission de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, a aidé à la réhabilitation des logements, après la guerre de l'été 2014.

Enfin, le leader du mouvement islamiste rejette l'idée d'un alignement sur Téhéran, parfois évoqué par des responsables israéliens. « Nos relations avec l'Iran, le Qatar et la Turquie étaient bonnes ces dernières

années, car ces pays soutenaient le peuple palestinien. Cela ne nous a pas empêchés, en même temps, d'établir de bonnes relations, équilibrées, avec l'Egypte. » Depuis octobre 2017, Le Caire joue un rôle-clé de médiateur entre le Hamas et le Fatah, pour les pousser à la réconciliation.

Mais la récente et mystérieuse tentative d'attentat contre le convoi du premier ministre, Ramî Hamdallah, à Gaza, puis la tenue du Conseil national palestinien, à Ramallah, le 30 avril, dénoncée par le Hamas et le Jihad islamique, ont confirmé le pessimisme ambiant. D'autant que Mahmoud Abbas a décidé, une nouvelle fois, de sabrer les salaires des fonctionnaires à Gaza, pour accroître la pression sur le Hamas.

« Nous ne disons pas que la porte [de la réconciliation] s'est refermée, mais ce qui s'est passé compromet les chances de réussite », résume Yahya Sinouar. Il ne semble nullement préoccupé par la confrontation à venir avec le « raïs ». Comme si l'horizon s'arrêtait, pour l'heure, aux barbelés à franchir mardi. ■

PIOTR SMOLAR

A Jérusalem, un déménagement très symbolique et contesté

LES OUVRIERS S'AFFAIENT, des fleurs aux couleurs du drapeau américain sont déjà disposées, la police finalise son dispositif. Les derniers préparatifs étaient en cours vendredi 11 mai, avant l'inauguration de l'ambassade américaine à Jérusalem, prévue lundi. Ce déménagement, annoncé en décembre 2017 par Donald Trump lors de sa reconnaissance historique de la ville comme capitale d'Israël, est le cadeau suprême de son administration à son allié stratégique, à l'occasion du 70^e anniversaire de l'Etat.

Il s'agit d'un déménagement symbolique, d'un changement de plaque sur un bâtiment du consulat américain, dans le quartier d'Armona, au sud de Jérusalem. Le déplacement éventuel de tous les services actuellement présents à Tel-Aviv vers un site pour l'heure non identifié réclamerait

sans doute plusieurs années et un investissement énorme. « Des centaines de millions de dollars », a même estimé sur Twitter l'ancien ambassadeur américain Dan Shapiro, devenu analyste en Israël. Après avoir laissé planer le suspens, Donald Trump a renoncé au déplacement. Il adressera un message vidéo à l'assistance, lundi.

Trois Etats de l'UE présents

Une grande cérémonie d'accueil est prévue dimanche au ministère des affaires étrangères, en présence du premier ministre, Benjamin Nétanyahou, de l'ensemble du gouvernement et de dizaines de diplomates étrangers. La Hongrie, la Bulgarie et la République tchèque, trois Etats membres de l'Union européenne, qui s'est opposée à la reconnaissance unilatérale de Jérusalem comme capitale par Washington, vont

pourtant participer à cette soirée. Du côté américain, la délégation sera conduite par le secrétaire au trésor, Steven Mnuchin, Ivanka Trump et son mari, Jared Kushner, conseiller du président.

Tandis que la fête battra son plein du côté israélien, les Palestiniens comptent se rassembler et manifester contre ce déménagement. Une attention particulière sera portée à la bande de Gaza. Les 14 et 15 mai, qui sera le jour de commémoration de la Nakba, l'exode de centaines de milliers de Palestiniens au moment de la création de l'Etat hébreu, une foule nombreuse est attendue le long de la frontière avec Israël, faisant craindre de nouvelles violences. Vendredi, le bilan des manifestations, qui ont rassemblé 15 000 personnes selon l'armée, s'est élevé à un mort et environ 140 blessés par balles. ■

P. SM.

Michael Cohen, « pitbull » déchu de Donald Trump

Le président américain a pris ses distances avec son ancien avocat après une enquête du FBI et une cascade de révélations sur ses affaires

WASHINGTON - correspondant

Le 5 avril, il était encore « Michael » dans la bouche de Donald Trump. « Michael est mon avocat », précisait-il à la presse embarquée à bord d'Air Force One pour un déplacement en Virginie-Occidentale. Moins d'un mois plus tard, il n'était plus question que de « Mr. Cohen, un avocat », sur le compte Twitter du président des Etats-Unis. Le glissement sémantique a des allures de cordon sanitaire. Un raid de la police fédérale (FBI) le 9 avril et une cascade de révélations ont transformé, il est vrai, l'ancien proche du magnat de l'immobilier en quasi-pestiféré.

Pour Michael Cohen, la chute a débuté le 12 janvier avec la publication d'un article du *Wall Street Journal*. Il relayait son rôle dans le versement de 130 000 dollars (108 000 euros) à une ancienne actrice pornographique, Stephanie Clifford alias « Stormy Daniels », à la veille de l'élection de 2016. L'argent, qui avait transité par une société écran créée pour la circonstance, devait servir à acheter le silence de la jeune femme à propos d'une éventuelle relation extraconjugale que Donald Trump aurait eue avec elle. L'avocat avait nié, avant d'admettre être à l'origine de ce marchandage.

Ses déboires ont pris une autre tournure le 8 mai avec la révélation par un autre avocat, Michael Avenatti, le conseil de l'ancienne actrice, du versement de millions de dollars sur le compte de la même société par des firmes souhaitant manifestement s'attacher les services d'un proche du nouveau président des Etats-Unis. Un constat particulièrement embarrassant pour Donald Trump, qui avait promis à son ar-

rivée à la Maison Blanche d'« assécher le marigot » dans lequel s'ébrouaient selon lui lobbyistes et responsables politiques.

Diplômé d'une école de droit controversée, la Western Michigan University Cooley Law School, propriétaire de taxis avant d'investir dans l'immobilier, Michael Cohen est entré au service de M. Trump au milieu des années 2000, jouant d'un ressort essentiel pour le milliardaire : la loyauté. « Si quelqu'un fait quelque chose que M. Trump n'aime pas, je vais faire tout ce qui est en mon pouvoir pour régler le problème au profit de M. Trump. Si vous faites quelque chose de mal, je vais venir, vous attraper par le col et je ne vous lâcherai pas tant que ce ne sera pas terminé », expliquait-il à la chaîne ABC en 2011.

« Grave erreur de jugement »

En septembre 2017, il en rajoutait dans son rôle revendiqué de « pitbull » au cours d'un entretien avec *Vanity Fair*. « Je suis le gars qui arrête les "fuites". Je suis le gars qui protège le président et la famille. Je suis le gars qui prendrait une balle pour le président », assurait-il à la veille d'un témoignage au Congrès dans le cadre de l'affaire sur les interférences prêtées à la Russie pendant la campagne présidentielle.

Michael Cohen a-t-il conçu de l'amertume pour avoir été tenu à

« Je suis le gars qui prendrait une balle pour le président »

MICHAEL COHEN
en septembre 2017, dans un entretien avec « Vanity Fair »

distance de la Maison Blanche après une victoire pour laquelle il s'était dépensé sans compter, imaginant pouvoir occuper les plus hautes fonctions, dont celle de chef de cabinet ? Le *New York Times* en a fait l'hypothèse.

Elle pourrait expliquer pourquoi l'avocat a monnayé au prix fort sa proximité de naguère. En quelques mois, Michael Cohen a ainsi accumulé près de 3 millions de dollars. Parmi ses bienfaiteurs figurent une entreprise d'aviation sud-coréenne, Korea Aerospace (150 000 dollars), le géant pharmaceutique suisse Novartis (1,2 million de dollars), une firme de lobbying de Washington (500 000 dollars) ou encore l'opérateur de télécoms AT&T (600 000 dollars), engagé dans un projet de fusion avec le groupe Time Warner auquel le président est notoirement hostile.

Ces entreprises ont reconnu ces versements, non sans gêne. « Tout ce que nous avons fait était légal et légitime », a ainsi indiqué Randall Stephenson, le patron d'AT & T, dans un courrier interne, mais « notre collaboration avec M. Cohen représente une grave erreur de jugement ». Le directeur des affaires juridiques du groupe, Bob Quinn, va d'ailleurs « prendre sa retraite », selon la formule de M. Stephenson.

Une société attire plus particulièrement l'attention. Il s'agit de Columbus Nova, une firme d'investissement dirigée par l'oligarque russe Viktor Vekselberg, un proche de Vladimir Poutine. Elle aurait versé 500 000 dollars à Michael Cohen. Présent à la cérémonie d'investiture de Donald Trump, le 20 janvier 2017, M. Vekselberg fait partie du groupe d'hommes d'affaires russes proches du régime sanctionnés début avril par Washington, en repré-

LE PROFIL



Michael Cohen

Michael Cohen est né en 1966 à Long Island, dans l'Etat de New York. Inscrit sur les listes électorales comme républicain puis comme démocrate avant de revenir dans le giron du Grand Old Party, il s'était présenté à des élections locales, sans succès, en 2003 et en 2010. Entré au service de Donald Trump comme avocat dans les années 2000, il a soutenu la campagne du milliardaire en 2016.

sailles à l'empoisonnement, au Royaume-Uni, d'un ancien agent double russe, imputé à Moscou.

Le 9 mai, la porte-parole de la Maison Blanche, Sarah Sanders, a refusé de commenter ces informations relevant selon elle de décisions d'entreprises privées. Elle a ajouté ne pas avoir entendu « le président exprimer d'inquiétudes à ce sujet » et elle a indiqué ne pas avoir « été au courant » de décisions favorables à ces sociétés prises par la Maison Blanche pendant cette période.

Le 26 avril, au cours d'un entretien téléphonique avec la chaîne conservatrice Fox News, Donald Trump avait décrit son ancien proche comme « un homme d'affaires ». « Je n'ai rien à voir avec ça », avait-il assuré, ajoutant que l'avocat ne s'occupait que d'une « minuscule petite fraction » de ses dossiers juridiques. ■

GILLES PARIS

Anciennes élites contre nouveaux venus chez les sunnites d'Irak

A Fallouja, des candidats indépendants ont tenté, avant les législatives du 12 mai, de contester le clientélisme des dirigeants locaux

FALLOUJA (IRAK) - envoyée spéciale

Sur l'artère centrale de Fallouja, les affiches de campagne de Mohamed Al-Halboussi sont plus grandes et plus nombreuses que celles des autres candidats. Le gouverneur de la province sunnite de l'Anbar, dans l'ouest de l'Irak, n'a pas lésiné pour remporter son siège au Parlement lors des élections du 12 mai. Numéro un sur la liste Hawiyatunna (« notre identité »), le quadragénaire mise sur la popularité que lui donne la fonction qu'il occupe depuis sept mois. Avec un certain succès – bien des commerçants du marché central disent vouloir voter pour lui. « Il a fait beaucoup pour la sécurité et les services à Fallouja. Il a pavé plusieurs routes », assure Abdelatif Al-Qoubaissi, un vendeur de vêtements de 20 ans.

« On aura la moitié des sièges dans l'Anbar », assure le député Mohamed Al-Karbouli, le chef de la coalition au niveau national, qui a aidé M. Halboussi à accéder au poste de gouverneur. M. Karbouli a une stratégie bien rodée pour se recycler politiquement, en dépit d'accusations de corruption : « On a beaucoup de nouveaux visages, assure le quadragénaire. Ça fait un an et demi qu'on forme des groupes de jeunes leaders et qu'on identifie les candidats les plus populaires. » Avec des listes dans six provinces sunnites et mixtes – dont Bagdad –, il prédit à sa coalition entre 20 et 25 sièges au Parlement.

« On en a assez de la corruption »

Peu d'experts se hasarderont à de telles prédictions. A l'image de la scène politique nationale, le camp sunnite est fracturé. Nombreux sont ceux qui anticipent une chute du nombre de sièges pour les sunnites. Ils avaient obtenu 71 élus sur 329 en 2014, alors qu'ils représentent 40 % des 37 millions d'Irakiens. Dans l'Anbar, 374 candidats concourent pour 15 sièges. Les élites locales au pouvoir, à l'instar du député Karbouli, sont certaines de tirer leur épingle du jeu du fait de leurs réseaux, de leurs relais à Bagdad et de leur argent. Les nouveaux venus, eux, misent sur la désaffection de la population envers ces élites, dont la corruption et la négligence sont un des facteurs qui ont poussé la province dans les bras de l'organisation Etat islamique (EI) en 2014.

« J'aimerais que les gens réalisent que c'est le devoir du gouverneur de rétablir les services et qu'il l'a fait avec l'argent de l'Etat. Ceux qui sont au pouvoir utilisent l'argent et les moyens que leur offre leur fonction pour faire campagne », s'offusque Ziyad Al-Ahrar, conseiller du porte-parole du Parlement, le sunnite Salim Al-Joubouri. A 48 ans, il candidate pour la première fois au sein de la coalition multiconfessionnelle de l'ex-premier ministre chiite, Iyad Al-Allaoui. « On en a assez de la corruption, on veut le

Corruption et négligence sont un des facteurs qui ont poussé la province de l'Anbar dans les bras de l'EI en 2014

changement. Les gens vont choisir les nouveaux visages et ceux qui font vraiment des choses pour l'Anbar », assure-t-il, soulignant le rôle qu'il a joué dès la reprise de la ville à l'EI, en juillet 2016. Il a fait le pari de ne pas mentionner le nom de sa tribu pour jouer la carte de « l'Etat civil ». Même si dans l'Anbar, concède-t-il, le vote tribal domine.

« On aura deux-trois nouveaux visages, tout au plus. Tout candidat au pouvoir qui a la capacité d'offrir des emplois et peut utiliser les moyens de sa fonction pour mobiliser sera réélu », assure Faysal Al-Eissaoui, le maire d'Amriyat Al-Fallouja, près de Fallouja. Allié du gouvernement dans la lutte contre l'EI, il concourt sous l'étiquette Al-Nasr, la coalition du premier ministre Haider Al-Abadi, pas très populaire par ici. « M. Abadi n'a pas fait grand-chose, si ce n'est des promesses. Il est comme les autres, sauf qu'il est moins sectaire », estime Abou Ahmed, 40 ans.

Faysal Al-Eissaoui compte sur son nom pour recueillir les suffrages. « Ma force, c'est ma grande tribu et les nombreux soutiens que j'ai gagnés dans la lutte contre Daech et l'aide aux déplacés », dit-il. Dans le camp d'Amriyat Al-Fallouja, beaucoup des 20 000 déplacés en âge de voter disent le soutenir. Des camions d'aide ornés de son affiche électorale, mais aussi de celles d'autres candidats, font les allers-retours dans le camp.

Certains déplorent ce mélange des genres destiné à influencer les 1,6 million de déplacés, qui voteront manuellement. « La participation des déplacés devrait être élevée, mais j'ai bien peur que les candidats riches utilisent la pauvreté à des fins électorales », déplore le maire de Fallouja, Eissa Al-Eissaoui, issu de la même tribu mais pas de la même famille que son homologue d'Amriyat Al-Fallouja.

Candidats et électeurs se plaignent aussi qu'un grand nombre d'habitants de l'Anbar n'aient pas reçu leur carte pour le vote électronique. De 30 % à 40 % des électeurs de Fallouja pourraient ne pas pouvoir voter. Le maire pointe du doigt la commission électorale et des candidats en panne de popularité. « Des milliers de cartes n'ont pas été distribuées, déplore Eissa Al-Eissaoui. La commission électorale dit que certaines ont été perdues et d'autres ont été distribuées. Mais à qui ? Ça sent la fraude. » ■

HÉLÈNE SALLON

Au Mexique, la campagne électorale ensanglantée par les cartels

Avant les élections générales du 1^{er} juillet, sept candidats ont été assassinés en deux semaines

CHILAPA (ÉTAT DE GUERRERO) - envoyée spéciale

Efrain Flores, 34 ans, a jeté l'éponge. Candidat à un siège de député dans l'Etat de Guerrero, au sud-ouest du Mexique, ce père de deux enfants a renoncé à sa campagne pour protéger sa vie et celle de ses proches. Vendredi 11 mai, le septième assassinat d'un candidat aux élections locales, depuis deux semaines, semble lui donner raison. Les crimes politiques battent des records historiques à l'approche des élections générales du 1^{er} juillet.

Vendredi, José Remedios, candidat du Mouvement de régénération nationale (Morena, gauche) à la mairie d'Apaseo el Alto, a été criblé de balles dans un parc de cette ville coloniale de l'Etat de Guanajuato (ouest). Trois jours plus tôt dans le Guerrero, zone stratégique de la production et du trafic de marijuana et de pavot, à la base de l'héroïne, le corps d'Abel Montufar gisait à l'intérieur de sa camionnette près de Coyuca de Catalan. Ce candidat aux législatives locales sous la bannière du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, centre, au pouvoir) avait révélé être menacé par le crime organisé. En huit mois, 91 candidats, élus

locaux et dirigeants de partis, ont été tués, selon Etellekt. Le cabinet d'analyse des risques comptabilise aussi plus de 200 agressions politiques depuis le début du processus électoral en septembre. Du jamais-vu dans un pays, où 88 millions d'électeurs seront appelés, dans cinquante jours, à élire leur président, leurs représentants fédéraux et 2 800 mandats de maires ou de députés locaux.

Partout, les candidats de tout bord sont pris pour cible. Le 6 mai, dans le Chihuahua (nord), les autorités ont découvert successivement les cadavres d'un dirigeant local du Parti Rencontre Sociale (PES, chrétien conservateur) et d'une candidate du Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche, opposition) à la mairie d'Ignacio-Zaragoza. Quelques jours plus tôt, trois autres candidats municipaux du PES, du Parti action nationale (PAN, droite) et du Mouvement citoyen (MC, gauche) étaient assassinés par balles dans les Etats de Mexico (centre), d'Hidalgo (centre) et de Jalisco (ouest).

« Pas question de risquer ma vie pour un mandat », confie Efrain Flores, conseiller municipal de Chilapa, au centre du Guerrero, région qui détient la palme nationale des crimes politiques (18 ho-

micides, dont 12 candidats depuis huit mois). Cet ancien militant du PRD a abandonné ses prétentions électorales après l'assassinat, le 21 février, d'Antonia Jaimes, candidate à un poste de député local sous la bannière du PRD dans cette ville de 130 000 habitants. « Les cartels cherchent à influencer les scrutins locaux pour rendre les autorités complices de leurs trafics, explique-t-il. Impossible de faire campagne sans nouer un pacte avec eux selon la règle mafieuse du plomb ou de l'argent. »

Démocratie « tronquée »

Depuis quatre ans, la guerre territoriale que se livrent les cartels de Los Rojas et de Los Ardillos a transformé Chilapa en champ de bataille. Les homicides sont passés de 55 en 2014 à 177 en 2017. Le Guerrero, où 17 groupes mafieux s'affrontent, est devenu la région la plus violente du pays (2 876 meurtres en 2017, plus de 25 000 au niveau national).

« Le crime organisé et le gouvernement local ne font qu'un », dénonce Orenicio Sanchez, candidat à la mairie de Chilapa, contrôlée presque sans interruption par le PRI depuis des décennies. M. Sanchez, champion local de la coalition nouée entre le PES et le Mou-

vement de régénération nationale (Morena, gauche), assure n'être de même avec « aucun cartel », même s'il reconnaît « mener une campagne discrète pour éviter de se mêler des querelles mafieuses ».

Mardi, le représentant des Nations unies, Alan Garcia, en visite à Chilapa, a qualifié de « terrifiante et catastrophique » la crise sécuritaire dans le Guerrero. Dans la foulée, la présidente du Tribunal électoral, Janine Ojalora, s'est inquiétée de la violence du crime organisé qui « tronque la démocratie en décidant qui est candidat ou non ».

Même préoccupation de la part du président de la Commission mexicaine des droits de l'homme, Luis Raul Gonzalez, qui a déploré « la faiblesse de l'Etat de droit » et « l'impunité » des meurtriers alors que les crimes politiques ne sont presque jamais élucidés. Deux semaines plus tôt, Enrique Vargas, président de l'Association nationale des maires, appelait le gouvernement à « renforcer le protocole de protection des candidats et des élus locaux ». Orenicio Sanchez refuse, lui, une surveillance policière : « Les forces de l'ordre sont infiltrées par les cartels. Est-ce raisonnable de se faire protéger par ses éventuels bourreaux ? » ■

FREDERIC SILBA

MALAISIE L'ex-premier ministre interdit de sortie du territoire

Les autorités malaisiennes ont interdit à l'ex-premier ministre Najib Razak de quitter le territoire national, samedi 12 mai. Selon certaines sources, le nouveau chef du gouvernement, Mahathir Mohamad, nommé jeudi, aurait l'intention de rouvrir les enquêtes sur l'affaire du fonds souverain malaisien 1MDB, qui éclabousse Najib depuis 2015. – (AFP)

NICARAGUA Le président Ortega accepte une médiation

Le président du Nicaragua, Daniel Ortega, a accepté vendredi 11 mai les conditions « préalables » à tout dialogue posées par la Conférence épiscopale après les manifestations contre l'exécutif. Les évènements ont demandé la fin de la répression, et que la Commission interaméricaine des droits de l'homme soit autorisée à enquêter sur la mort de 49 personnes depuis le début de la contestation. – (AFP)

Au Burkina, les exactions des forces antiterroristes

Plus de 24 500 Burkinabés ont fui leur village dans le nord, terrifiés par les djihadistes et les forces de sécurité

REPORTAGE

OUAGADOUGOU - correspondance

Il y a un mélange de tristesse, de méfiance, de peur et d'incompréhension dans son regard. Ses mains tremblent et se tordent quand il raconte son histoire, « pour que tout ça s'arrête ». Makido Lawol (le nom a été modifié) a fui son village, situé aux alentours de Damba, dans la province du Soum, au nord-ouest du Burkina Faso, depuis quatre mois.

Comme ce grand homme peut au visage émacié, ils sont, selon OCHA, l'Agence de coordination des affaires humanitaires des Nations unies, près de 25 000 Burkinabés à avoir fui leur localité, dans le nord du pays. Pas seulement pour échapper aux djihadistes qui ne cessent de terroriser la région depuis plus de deux ans, mais aussi, selon le propos de ces déplacés, pour se protéger de leurs propres forces de sécurité, militaires, policiers ou gendarmes.

Une allégation confirmée par un Rapport de mission de suivi des déplacements des populations du Burkina Faso vers le Mali que *Le Monde* s'est procuré. Dans ce document, daté de janvier 2018, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) indique qu'entre 2 000 et 3 000 ressortissants burkinabés ont fui chez leurs voisins maliens pour « venir chercher la paix » dans un pays pourtant encore plus en guerre que le leur, « par crainte des persécutions menées par l'armée burkinabée et d'autres groupes armés ». « Certaines personnes rencontrées ont fait cas d'arrestations, de menaces et d'autres exactions ayant entraîné la mort de membres de leurs communautés », précise le rapport.

Huit cadavres

Le récit glaçant de Makido Lawol le confirme. « Les hommes de tenue (forces de sécurité) n'épargnent plus les innocents, tout le monde le sait, mais personne ne dit rien, par peur », raconte-t-il, excédé. Le quadragénaire estime qu'il a de la chance d'être encore en vie. Fin décembre, les attaques terroristes se multipliaient dans le Nord. Makido Lawol et d'autres villageois ont alors fui leur village. Aux alentours du 27 décembre, sur la route entre Damba et Bourro, un des groupes, composé des villageois originaires de Damba, aurait, selon plusieurs sources, croisé un convoi du Groupement des forces antiterroristes (GFAT). « Ils les ont arrêtés. Puis, sur la route, ils ont exécuté huit personnes », assure Makido Lawol. Inquiet de ne pas retrouver son fils, il part à sa recherche. « C'est là que je suis tombé sur les huit cadavres. J'ai alors reconnu le corps de mon fils », balbutie-t-il.

Pourquoi de telles exactions sur des populations que les forces de sécurité sont censées protéger? Pour les hommes envoyés dans le Nord, en particulier ceux du GFAT, les attaques à répétition – 80 attentats ayant entraîné la mort de 133 personnes, de 2015 à octobre 2017 – sont extrêmement complexes à gérer. Dans le Soum, la population n'a jamais collaboré



Lors d'une opération de recherches de groupes armés terroristes, dans le nord du Burkina Faso, à la frontière avec le Mali, le 6 mars 2016. SOPHIE GARCIA/HANS LUCAS

autant que l'auraient voulu les militaires. Sous-équipés et peu, voire pas formés, les hommes du GFAT ont payé un lourd tribut lors de ces attaques.

L'un des membres des forces antiterroristes a accepté de parler au *Monde*, sous le couvert de l'anonymat : « Pourquoi peine-t-on à collecter des renseignements, alors que les terroristes les obtiennent facilement? Parce que les renseignements viennent des populations locales. Au nord, les gens sont complices. Quand on vient nous dire que, si nous sommes attaqués, ce n'est pas la peine d'attendre un appui aérien ni d'espérer un renfort avant quatre heures, il faut prendre le problème à bras-le-cors pour ne pas être attaqué », explique-t-il, visiblement à bout de force. « Une fois au nord, c'est du non-stop, poursuit-il. Alors on commet des erreurs, c'est sûr. Il y a eu des bavures. Des gens ont été abattus, et on s'est rendu compte après coup qu'ils n'avaient rien à voir avec les terroristes. » Il finit par craquer : « Nous sommes des bourreaux. On ne peut pas être à l'aise avec cette situation. Le seul réconfort qu'on puisse trouver, c'est de se dire que, si on ne l'avait pas fait, si on ne les avait pas tués, eux, ils l'auraient fait. »

« Une alerte sans équivoque »

Selon notre source du GFAT, la hiérarchie militaire a demandé aux troupes opérant dans le nord du pays de tenir leur langue. « Le message disait clairement que des enquêteurs cherchaient à en savoir plus sur les modes d'action du GFAT et que, secret professionnel oblige, tout militaire qui ne le respecterait pas encourrait les sanctions qui s'imposent », assure-t-il.

Dans un mail interne daté du 5 janvier 2018 que *Le Monde* s'est procuré, un employé des Nations unies a lancé à ses collègues « une alerte sans équivoque » sur les « exactions multiples commises dans le nord du Burkina depuis au moins une semaine, par les forces de sécurité burkinabées ». « Le bilan provisoire estimé dont nous disposons à ce jour fait état de

« Les terroristes disent aux villageois que leur lutte est la leur : sauver les habitants des forces de sécurité »

ABDULRHAMANE BARRY
militant de la société civile

70 morts au minimum », écrit-il. Un chiffre impossible à vérifier.

Abdulrahmane Barry est un des rares militants de la société civile à oser encore voyager dans les contrées les plus reculées du nord du Burkina et à dénoncer publiquement ce qui s'y passe. A son retour d'une énième tournée dans le Soum, fin janvier, le coordinateur des organisations de la société civile du Nord était très inquiet. Il dit être tombé sur des tombes, aux alentours de Djibo, présentées par les habitants comme étant celles de victimes des forces de sécurité. « L'armée ne peut pas prendre des gens, les torturer et les tuer. Ce n'est pas seulement une question de droits de l'homme!, clame-t-il. Les terroristes s'en servent. Maintenant, ils vont là où l'armée commet des bavures et disent aux villageois que leur lutte est la leur, à savoir sauver les habitants face aux forces de sécurité. »

En octobre dernier, Abou Tall (le nom a été modifié), habitant dans les environs de Kéréboulé, dans le Soum, affirme avoir vu débarquer des terroristes sur le marché, convoquer les villageois et leur livrer un discours « rassurant ». « Ils nous ont dit qu'ils ne s'intéressaient pas aux civils, qu'on ne devait pas s'inquiéter, car ils s'intéressaient uniquement aux ennemis de la population, aux forces de sécurité », affirme-t-il.

A sa droite, un jeune étudiant se prend la tête dans les mains. Il dit avoir perdu plusieurs membres

de sa famille à Damba, son premier frère à Bourro, « tué, lui aussi, par les forces de sécurité » et affirme que son deuxième frère est en prison. « Je suis traumatisé. Je n'arrive pas à travailler, à dormir, à rester seul. Je pense sans arrêt à mon frère tué. C'est en train de m'envahir », chuchote-t-il, les yeux brillants. Alors, l'étudiant l'avoue, il a hésité : « Je me suis posé la question de rejoindre les terroristes. Les parents des victimes, les gens comme moi, traumatisés, sont tentés. Entre des terroristes qui n'attaquent pas les civils et des forces de défense avec lesquelles être neutre ne suffit plus pour rester en vie, que choisir, à votre avis? »

Préoccupé par la situation, Human Rights Watch (HRW) a lancé une enquête pour en savoir plus sur « plusieurs allégations crédibles d'abus, y compris de meurtres, commis par les forces de sécurité burkinabées au cours d'opérations antiterroristes ». « Ces abus ne sont pas seulement une violation du droit national et international, explique Corinne Dufka, directrice adjointe de HRW Afrique de l'Ouest. Ils encouragent aussi l'enrôlement dans les groupes islamistes armés, qui ont, eux aussi, commis de sérieuses exactions. »

Fin 2017, les Nations unies ont également lancé une enquête sur ces présumées violations des droits de l'homme, à la demande du secrétariat général de l'ONU, à New York. Un premier rapport confidentiel lui a été transmis, tandis que l'enquête se poursuit. Selon nos informations, une

équipe des droits de l'homme des Nations unies va être déployée au Burkina, pour « produire des rapports sur les manquements au respect des droits humains, prévenir et faire de la formation ».

Le ministère de la défense affirme quant à lui ne pas avoir de preuves permettant de confirmer ces présumées exactions. « Il faut que les internationaux arrêtent de se lancer dans des conclusions hâtives. Nous n'avons aucun intérêt à couvrir et à laisser s'opérer ce genre de chose. Si une voix pouvait nous révéler qu'il y a bien eu des exactions, nous serions les premiers à prendre les mesures judiciaires qui s'imposent », a assuré au *Monde* le colonel-major Moussa Diallo, conseiller technique du ministre de la défense, le 20 avril. Des huit corps retrouvés sans vie entre Damba et Bourro, fin décembre, le ministre a affirmé ne pas avoir eu connaissance.

Ouverture d'enquête

Accusé pendant des mois par plusieurs observateurs de « minimiser » la situation, voire de « fermer les yeux pour ne pas démoraliser les troupes », le ministre de la défense assure avoir réagi, fin avril. « Le ministre a demandé au procureur militaire d'ouvrir une enquête sur le cas de Damba. Il a aussi demandé à la justice militaire de tout faire pour qu'il y ait, à l'avenir, des prévôtés, c'est-à-dire des gendarmes et des greffiers militaires, présents sur toutes les opérations du GFAT. Et ce dans le but de pouvoir ouvrir immédiatement des enquêtes sur toute allégation de violation des droits de l'homme », annonce Moussa Diallo.

La pression mise par plusieurs organisations internationales a, selon nos sources, permis de faire baisser le nombre d'exactions depuis le début de l'année. « Ça s'est calmé, mais ça ne s'est pas arrêté pour autant. Ils vont essayer de masquer un peu tout ça pendant un temps », estime un responsable humanitaire. ■

MORGANE LE CAM

LES DATES

2018

2 mars Les dernières attaques terroristes d'envergure se sont déroulées dans le centre de Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, pays comptant 19 millions d'habitants. Elles ont visé l'ambassade de France et l'état-major des armées burkinabées, tuant huit soldats. Ce double attentat a été revendiqué par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM). La nouvelle coalition d'Al-Qaïda pour le Sahel a dit avoir agi en réponse à la lutte orchestrée contre elle par la France.

2017

13 août Une autre attaque, cette fois-ci non revendiquée, a ciblé Ouagadougou, faisant dix-neuf morts et vingt et un blessés. Deux assaillants ont ouvert le feu sur l'Aziz Istanbul, un café-restaurant halal situé sur la principale avenue de la capitale.

2016

15 janvier Trente personnes, dont six Canadiens et cinq Européens, ont été tuées lors d'un raid djihadiste perpétré contre le café-restaurant Le Cappuccino et l'hôtel Splendid, dans le centre de la capitale. L'assaut, mené par les forces burkinabées soutenues par des militaires français, a duré une douzaine d'heures. L'attaque a été revendiquée par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), qui l'a attribuée au groupe djihadiste Al-Mourabitoune.



Les traînées blanches laissées par les avions contribuent au réchauffement climatique

Ces nuages auraient un impact plus important que le carburant brûlé par les appareils

Les traînées de condensation qui s'étirent derrière les avions à réaction accentuent le réchauffement climatique de façon importante – probablement davantage que le carburant brûlé pour faire voler les appareils. On le savait depuis quelques années, mais une synthèse très complète sur les *contrails* (contraction de l'anglais *condensation trails*), parue mardi 8 mai dans la revue *Nature Communications*, rappelle le constat. Cette publication fait aussi le point sur quelques solutions envisageables.

À l'heure actuelle, l'aviation est responsable de 4% du «forçage radiatif anthropogénique», c'est-à-dire du déséquilibre d'origine humaine entre l'énergie entrante et sortante dans l'atmosphère terrestre. Ce pourcentage se partage entre les nuages générés par les avions et le CO₂, issu des réacteurs. «C'est environ moitié-moitié, ou peut-être même un peu plus pour les nuages», indique Bernd Kärcher, auteur de l'étude et physicien au Centre allemand pour l'aéronautique et l'astronautique (DLR). Il est important de remarquer que le CO₂ persiste beaucoup plus longtemps dans l'atmosphère que les nuages produits par les avions. Empêcher la formation de ces nuages pourrait donc constituer une solution rapide pour ralentir le changement climatique, et nous donner un peu de temps pour arriver à réduire les émissions de CO₂.

Ces conclusions tombent la même semaine que la publication, dans *Nature Climate Change*, d'une étude affirmant que les émissions de gaz à effet de serre causées par le tourisme, dont le transport aérien constitue une large part, sont passées en quatre ans, entre 2009 et 2013, de 3,9 à 4,5 milliards de tonnes équivalentes de CO₂. Pour juger de l'impact réel sur le climat, il faut cependant ajouter l'effet des nuages produits par l'aviation, exclus de l'analyse.

Comme tous les nuages, les traînées de condensation – ou *cirrus homogenitus*, le nom que leur a donné en 2017 l'Organisation météorologique mondiale – naissent quand de la vapeur d'eau se condense sur de fines particules en suspension dans l'air.

«Voler plus haut»

Les réacteurs d'avion facilitent le phénomène en rejetant des poussières de suie dans un environnement autrement dépourvu de particules. De la vapeur d'eau provenant du réacteur s'agglutine sur les poussières pour former des gouttelettes. Plus loin dans le sillage de l'appareil, où le souffle du moteur s'est refroidi, les gouttelettes gèlent et forment de microscopiques cristaux de glace. Dans les minutes et les heures qui suivent, l'humidité naturellement présente dans l'air fait croître les cristaux et en décuple la taille.

Sous certaines conditions, les traînées de condensation peu-

Les cirrus d'origine humaine sont presque transparents, mais renvoient tout de même vers le sol un peu de radiation

vent subsister dans l'atmosphère pendant des heures. Certaines deviendront des cirrus, ces nuages rappelant les cheveux d'ange qu'on voit très haut dans le ciel. Presque transparents, les cirrus absorbent tout de même une partie de la radiation provenant de la Terre et la réémettent vers le sol. Les rayons du soleil, eux, traversent les cirrus sans trop de mal. L'effet net est donc un réchauffement de la température de surface, contrairement aux nuages plus bas, opaques et blancs, qui la diminuent.

La multiplicité des variables impliquées a beau compliquer la tâche des scientifiques qui veulent comprendre comment les avions génèrent des nuages, elle leur offre aussi beaucoup de pistes pour réduire leur impact délétère sur le climat.

Parmi les solutions à court terme, Bernd Kärcher pense aux combustibles synthétiques, dérivés du charbon, du gaz naturel

ou de la biomasse, ou encore aux biocarburants, dont la combustion entraîne l'émission de beaucoup moins de particules dans l'air que le kérosène. L'hydrogène liquide ou le gaz naturel liquéfié représentent également des options prometteuses, mais plus difficile à mettre en place car elles nécessitent d'autres types de moteur. Les avions électriques régleraient évidemment aussi le problème, mais demeurent pour l'instant un «rêve lointain», selon Bernd Kärcher.

De même, un détournement du trafic aérien pourrait réduire la formation de nuages produits par l'aviation. «Voler plus haut, où l'air est froid est sec, pourrait réduire la formation de traînées», précise Bernd Kärcher. Toutefois, les trajets actuellement empruntés minimisent les temps de vol et les coûts, et les compagnies aériennes seront réticentes à les modifier, estime le scientifique.

Avant toute action, une plus grande reconnaissance du problème sera essentielle. Dans son article de synthèse, Bernd Kärcher note que l'Organisation de l'aviation civile internationale a adopté en 2016 un plan de compensation et de réduction des émissions de carbone dans le but de réduire son impact sur le changement climatique, mais qu'elle n'y considère pas les nuages générés par l'aviation, qui constituent pourtant la moitié du problème. ■

ALEXIS RIOPEL

Inquiétante épidémie d'Ebola en RDC

L'OMS a comptabilisé trente-deux cas et dit se préparer au «pire des scénarios»

L'alerte est sérieuse, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui s'attend au «pire des scénarios» s'agissant de l'épidémie de fièvre Ebola qui touche la République démocratique du Congo (RDC). L'agence des Nations unies a annoncé, vendredi 11 mai, avoir comptabilisé sur les cinq dernières semaines trente-deux cas dont deux confirmés, dix-huit probables et douze suspects, avec dix-huit morts – dont dix-sept suspectés mais pas avérés pour absence de prélèvements. La région touchée se situe à Bikoro, au bord du lac Tumba, dans la province de l'Équateur, dans le nord-ouest du pays, près de la frontière avec la République du Congo.

L'OMS ne veut pas renouveler l'expérience de 2014-2016, lorsque cette fièvre hémorragique – qui se transmet par contact physique avec les fluides corporels et dont le taux de létalité varie entre 30% et 90% – avait tué, en Afrique de l'Ouest, 11 300 personnes. Beaucoup avaient alors dénoncé un retard dans la réponse internationale.

La RDC a déjà été confrontée à neuf reprises à des flambées d'Ebola, depuis que le virus a été découvert dans le pays en 1976. «Notre priorité est de nous rendre à Bikoro pour travailler au côté du gouvernement de la RDC et de nos partenaires en vue de réduire les pertes en vies humaines et les souff-

rances» liées à cet épisode, a déclaré Peter Salama, le directeur général adjoint de l'OMS chargé de la préparation et de la riposte aux situations d'urgence.

L'OMS a débloqué 1 million de dollars (830 000 euros). Une quarantaine de personnes doivent être déployées, s'ajoutant à la vingtaine qui sont déjà mobilisées. «Nous devons comprendre la situation épidémiologique sur le terrain, retracer les contacts qu'ont eus les personnes malades, les suivre, installer des centres d'isolement et de prise en charge», a indiqué l'OMS le 11 mai.

«Une équipe sur le terrain»

Médecins sans frontières a envoyé une équipe renforcer le «pool d'urgence Congo» (PUC) déjà sur place. Une trentaine de personnes devraient être opérationnelles dès samedi. «À l'heure actuelle, nous avons sur le terrain une équipe de médecins, d'experts en eau et assainissement, de promoteurs de la santé, de logisticiens ainsi qu'un épidémiologiste», précise Julien Raickman, chef de mission MSF en RDC.

Reste à travailler avec les communautés villageoises qui, comme en Afrique de l'Ouest en 2014, se tournent plus volontiers vers les guérisseurs traditionnels, et à les convaincre de faire confiance aux équipes médicales internationales. ■

RÉMI BARROUX

Gîtes & Chambres d'hôte

Reproduction interdite

Tarifs 01/01/18		1 parution	3 parutions
Forfait 10 lignes + photo		149 € HT	298 € HT
Modules	80 H x 69 L	198 € HT	452 € HT
	80 H x 141 L	198 € HT	452 € HT

Tél. : 01 57 28 39 11 audrey.belliot@mpublicite.fr

SÉJOURS ET HÉBERGEMENTS INSOLITES



CHATEAU DE MONTMIRAIL

A 1 h 30 de Paris, laissez vous séduire par la magie d'un séjour dans le château de la princesse de Conti où le temps semble à jamais suspendu. Au 1^{er} étage du château nos 5 chambres d'hôte offrent une vue imprenable sur la campagne perchonne.

www.chateaudumontmirail.com
Tél. : 02 43 93 72 71



CHALET LA PROVIDENCE

Chambre d'hôte de charme au Sauze, station village des Alpes du Sud à 3 km de Barcelonnette. Chalet montagnard. L'hiver au cœur des pistes de ski, l'été au départ des alpages, chalet tout bois et cosy, au calme. 5 chambres avec salles de bains et TV. Garage moto et vélo fermé. Parfaitement situé pour profiter de la nature et des diverses activités sportives et culturelles de la vallée de l'Ubaye.

www.chaletlaprovidence.com
Tél. : 06 81 21 91 59



Villa Korrigans

Cette villa située à 300 mètres de la plage possède un plus une vue panoramique sur le station balnéaire des Sables d'Or les Pins. Dans un cadre luxueux, entre une partie de flipper, un moment de relaxation dans la piscine balnéo ou bien le hammam, vous réfléchirez à deux fois avant d'aller vous balader sur notre magnifique Côte d'Emeraude... Véritable havre de paix, cette charmante villa d'architecture pour 12 personnes sera à coup sûr l'un de vos meilleurs souvenirs de vacances !

lesvillas.dessables@gmail.com - Tél. : 06.81.63.80.28



DOMAINE DE L'ASENON

Cet ancien relais de poste du 19^e siècle est situé en Aveyron, à Loupiac. Notre domaine abrite gîtes et chambres d'hôtes, au cœur d'un parc arboré de 6 000 m². Idéalement situé entre Rocamadour et Saint Cirq Lapopie, proche des grottes de Foissac, Conques, Peyrusse le Roc, Figeac et des bastides de Ville neuve et de Villefranche de Rouergue. Un havre de paix pour lézarder au bord de la piscine, dévorer un livre à l'ombre du tilleul, ou profiter des chemins de randonnée.

www.domainedelasenon.com
contact@domainedelasenon.com
Tél. : 06.46.10.54.72



Dormir en Vallée de Chevreuse

Chambres d'hôte -gîtes- meublées de tourisme

Des hébergements de qualité au cœur du Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse aux portes de Versailles et de Paris

Réserver sur : dormirenvalléedechevreuse.com



CATLANTE CATAMARANS

Les plus belles îles du Monde se découvrent par la mer Corse, Grenadines, Seychelles...

Catlante vous accueille à bord de ses catamarans, véritables maisons d'hôtes des mers, pour des croisières alliant convivialité, confort et évasion. Une cabine ou tout le bateau, seul, en couple ou entre amis, profitez de nos prestations tout-inclus.

www.catlante-catamarans.com
01.55.20.90.90 - 7j/7 - 9h-20h



VOTRE GÎTE & CHAMBRE D'HÔTE

DANS **Le Monde**

CONTACT : audrey.belliot@mpublicite.fr - Tél. : 01 57 28 39 11 - Fax : 01 57 28 21 36

FORFAIT 10 LIGNES SUR 1 COLONNE + PHOTO	
30 caractères/ligne	CAPITALES : 24 caractères/ligne
1 parution : 149 € HT	3 parutions : 298 € HT
Modules	
80 H x 69 L : 198 € HT	80 H x 141 L : 452 € HT

A Paris, une droite sans chef et sans ligne

En quête d'une tête d'affiche pour les municipales, Les Républicains s'interrogent sur une coalition avec LRM

Deux ans des municipales, la droite rêve d'une revanche en reconquérant Paris, en 2020. «*La fenêtre de tir est étroite, mais il y a un coup à jouer*», assure le maire (Les Républicains) du 17^e arrondissement, Geoffroy Boulard. Sur le papier, la configuration pourrait sembler idéale : la maire sortante (PS), Anne Hidalgo, est fragilisée, et le parti présidentiel, La République en marche (LRM), qui n'a pas de troupes rompues au combat municipal, devra chercher des alliés.

De leur côté, Les Républicains (LR) tiennent neuf mairies d'arrondissement sur vingt et restent le premier groupe d'opposition au Conseil de Paris. Les guerres des clans et les luttes intestines dans lesquelles se sont abîmés pendant des décennies les « barons » de la droite ont cessé, sous la houlette de la nouvelle patronne du groupe LR au Conseil de Paris, Florence Berthout, qui a resserré les rangs.

Mais la situation de la droite parisienne, même temporairement pacifiée, reste fragile. Depuis le départ en juin 2017 de Nathalie Kosciusko-Morizet, battue aux législatives, elle est désespérément en quête d'une tête d'affiche pour les municipales. «*Entre une vieille garde complètement carbonisée et une jeune garde au sein de laquelle personne n'émerge, nous sommes dans un désert assez abyssal*», résume l'élue LR du 9^e arrondissement, Jean-Baptiste de Froment.

En quête d'un casting, la droite recherche aussi une stratégie. Face à l'absence d'un leader identifié, une partie des élus LR imagine en effet une « coalition » avec LRM portée par un candidat qui ne serait pas nécessairement LR. «*Pour gagner face à Hidalgo, nous devons bâtir une offre politique qui rassemble au-delà des vieilles étiquettes*», fait valoir M. Froment, premier vice-président du groupe.

Transcender les clivages

Ce courant macron-compatible au sein de LR est notamment incarné par la maire du 9^e arrondissement, Delphine Bürkli. Sans aller jusqu'à prôner ouvertement une alliance avec LRM dès le premier tour des municipales, elle juge que, «*si l'on arrive à se mettre d'accord sur un projet d'alternance et de gouvernance, toutes les options sont ouvertes*». Autrement dit, elle n'écarte pas une candidature commune portée par la droite et les macronistes. Le 6 avril, elle a ainsi pris le temps d'arpenter les rues de



Le Conseil de Paris, en mars 2013. XAVIER POPPY/REA

son arrondissement avec Benjamin Griveaux. Le porte-parole du gouvernement, qui ne cache pas son envie de porter les couleurs macronistes à Paris, venait sonder les commerçants du quartier sur l'enjeu du travail du dimanche. Interrogée sur un éventuel soutien à M. Griveaux, M^{me} Bürkli refuse de se prononcer avant de savoir si ce dernier sera investi par LRM.

Car la maire du 9^e mise aussi sur un autre prétendant, capable selon elle de transcender les clivages partisans : Pierre-Yves Bournazel. Le conseiller de Paris du 18^e arrondissement – qui a soutenu les campagnes parisiennes de Françoise de Panafieu (2008) et de « NKM » (2014) – prépare depuis longtemps sa propre candidature. Elu député en 2017, avec le soutien d'Edouard Philippe, il est membre du groupe Agir-Les constructifs à l'Assemblée. A la Mairie de Paris, il siège au groupe LR. «*2020 ne sera pas la victoire d'un camp contre un autre. Il faut en finir avec le gouvernement des partis à Paris*», fait-il valoir.

Son ambition est de réussir à créer «*un large spectre*» qui irait de la droite à LRM, en passant par des élus centristes, tout en captant des électeurs de gauche déçus par Anne Hidalgo. A ce stade, M. Bournazel est pourtant loin de susciter l'enthousiasme dans les rangs LR à l'Hôtel de ville. «*Bournazel n'est nulle part ! Il n'est ni En marche ! ni LR. Il va falloir qu'il dise où il se situe*», grince un élu de droite.

La patronne des troupes LR dans la capitale regarde la démarche de M. Bournazel d'un bon œil, mais se garde d'encourager sa candidature ni aucune autre à ce stade. «*2018 ne sera pas l'année des candidatures. Nous devons d'abord cultiver notre jardin, faire pousser nos propositions. L'urgence est de rassembler notre camp*», explique M^{me} Berthout. Au passage, la maire du 5^e arrondissement met en garde ses élus contre la tentation de «*s'afficher avec tel ou tel*» macroniste à deux ans de l'échéance municipale. «*Il faut se garder des combinazione*», insiste-t-elle.

Reste qu'en dehors de M. Bournazel aucun volontaire ne s'est manifesté pour porter une candidature LR « pur jus » en 2020. La seule à sortir du bois est la maire du 7^e arrondissement, Rachida Dati. Interrogée par *Le Monde* sur l'éventualité d'une candidature, l'ex-garde des sceaux répond que «*tout est possible*». «*Je prendrai ma décision dans la concertation avec ma famille politique*», précise l'ex-ministre de Nicolas Sarkozy.

Députée européenne, elle se trouve toutefois face un «*cruel dilemme*», selon ses mots. Du fait de

« L'urgence est de rassembler notre camp. Il faut se garder des "combinazione" »

FLORENCE BERTHOUT
chef du groupe LR
au Conseil de Paris

la loi sur le cumul des mandats, elle devra choisir entre briguer un nouveau mandat au Parlement de Strasbourg en 2019 ou demeurer maire du 7^e. «*Rachida est passionnée par Paris*», remarque une élue (LR). «*Quel que soit mon choix, je prendrai ma part du combat parisien*», s'engage M^{me} Dati.

« Pas de zigzag »

En attendant, la maire du 7^e arrondissement fustige le positionnement de M. Bournazel. «*Ceux qui veulent aller sur les plates-bandes d'En marche ! prennent le risque de se faire marcher sur les pieds. La droite parisienne ne doit pas faire de zigzag. Elle doit rester dans sa tranchée et chasser en meute*», poursuit-elle.

Un autre paramètre rend le casting de la droite pour les prochaines municipales compliqué : le nouveau patron de LR, Laurent Wauquiez, aura voix au chapitre sur le choix de la candidature. «*S'il nous demande de soutenir un profil qui incarne sa ligne populiste,*

nous nous couperons définitivement des attentes des Parisiens», s'alarme un élu LR de la capitale.

Nommé par M. Wauquiez, le secrétaire départemental de LR à Paris, Geoffroy Boulard, s'emploie à rassurer les élus dans ses tournées des arrondissements : «*Wauquiez n'interfère pas dans les affaires parisiennes, assure l'élue. Il est conscient que sa ligne ne peut pas être celle de la droite dans les grandes métropoles. Il souhaite que nous forgions un discours qui parle à notre électorat urbain.*»

Certains élus LR redoutent toutefois que le patron du parti tente in fine d'imposer son choix. «*Si nous investissons un profil LR casher qui court uniquement dans son couloir, on ne fera pas plus de 15 %*», prévient un conseiller de Paris. La droite parisienne se donne jusqu'en 2019 pour dénicher son candidat. En attendant, elle va continuer de donner l'impression de courir dans toutes les directions, comme un canard sans tête. ■

BÉATRICE JÉRÔME

Des députés en guerre contre l'article 40 de la Constitution

Des élus veulent profiter de la réforme constitutionnelle pour supprimer une disposition qui leur retire l'initiative de la dépense publique

C'est l'histoire d'un article de la Constitution qui complique la vie des parlementaires. Et dont ces derniers rêvent, depuis longtemps, de se débarrasser. Il s'agit de l'article 40 de la Constitution de 1958, qui retire de facto aux députés et sénateurs l'initiative de la dépense publique. L'article pose en effet une condition majeure au dépôt d'amendement parlementaire : celui-ci n'est pas recevable s'il a pour effet d'augmenter les dépenses publiques. Une précaution justifiée par le souci d'éviter tout dérapage budgétaire.

Mais les parlementaires estiment que ce garde-fou restreint leurs pouvoirs. «*C'est un bouclier budgétaire pour le gouvernement mais, le problème, c'est qu'on s'en sert comme d'un outil politique afin d'éviter l'examen de certains*

amendements», explique la présidente du groupe socialiste à l'Assemblée, Valérie Rabault, ex-rapporteuse générale du budget.

En 2008, lors de la révision constitutionnelle lancée par Nicolas Sarkozy, les présidents des commissions des finances à l'Assemblée et au Sénat, Didier Migaud et Jean Arthuis, avaient déjà plaidé, en vain, pour la fin de ce qu'ils qualifiaient alors de «*forme d'autocensure parlementaire*».

L'examen du projet de loi constitutionnel voulu par Emmanuel Macron et qui doit débiter avant l'été au Palais-Bourbon va rouvrir le débat. Certains élus, de droite ou issus de la majorité notamment, plaident à nouveau pour sa suppression. «*Aujourd'hui le seul vrai législateur en France c'est l'exécutif*», tonne ainsi la députée LRM Barbara Pompili, présidente

de la commission du développement durable. Selon l'élue de la Somme, la disparition de l'article 40 «*redonnerait de la valeur au travail parlementaire*».

Le débat n'est pas anodin dans un contexte où la première version du projet de loi constitutionnel, présentée le 9 mai en conseil des ministres, est jugée au Sénat comme à l'Assemblée trop restrictive des droits du Parlement. Les élus fourbissent donc leurs armes pour répondre à l'exécutif.

M^{me} Pompili affirme que plusieurs présidents de commission se trouvent sur cette même ligne. C'est notamment le cas de Brigitte Bourguignon (LRM), aux affaires sociales, qui avait fait une proposition en ce sens dans le cadre des groupes de travail sur la réforme de l'Assemblée nationale. Le député Les Républicains et président

de la commission des finances, Eric Woerth, défendra lui aussi cette position. «*C'est désresponsabiliser le Parlement que d'encadrer son droit d'amendement*», défend celui qui est pourtant ancien ministre du budget et apôtre de la maîtrise de la dépense publique.

« Glissière de sécurité »

En décembre 2017, l'un des groupes de travail partisan sur la réforme de l'Assemblée nationale jugeait que la question de l'article 40 «*mérite d'être débattue*», car elle «*reflète une conception du parlementarisme héritée des débuts de la V^e République*» qui «*n'a nullement su empêcher la dérive des finances publiques*».

Les détracteurs de cet article s'appuient sur une réflexion en cours à l'Assemblée : plusieurs députés sont mobilisés autour de la

création d'un outil d'expertise budgétaire au service des élus, qui permettrait notamment de mesurer le coût des amendements. De quoi réguler et responsabiliser leur dépôt, selon ceux qui ne veulent plus de l'article 40. M^{me} Pompili n'envisage d'ailleurs la suppression de ce dernier qu'à condition que les amendements dispensés «*soient obligatoirement assortis d'une étude d'impact*».

Sa proposition ne fait pas l'unanimité au sein de la majorité. «*On est dans un pays qui vit en déficit sans interruption et qui a une proposition à la dépense publique, l'article 40 est une glissière de sécurité bienvenue*», plaide le président (LRM) de la commission des affaires économiques, Roland Lescure. «*Ce n'est pas un tabou, mais ce n'est pas l'urgence*», explique l'entourage de la chef de file du groupe

LRM à la commission des finances, Amélie de Montchalin.

Pour le député MoDem Jean-Noël Barrot, l'article 40 deviendra acceptable quand les élus auront accès aux moyens d'expertise. «*Aujourd'hui, nous sommes frustrés car nous ne pouvons pas faire des contre-propositions crédibles, or l'expertise nous en donnera les moyens et l'article 40 apparaîtra alors comme un principe sain*», estime l'élue des Yvelines. De son côté, Valérie Rabault plaide pour une solution intermédiaire : un aménagement de l'article pour que des amendements coûteux puissent être débattus, à condition qu'ils n'excèdent pas un seuil de dépenses. Elle balaye les espoirs de ses collègues : «*Ces gens se font plaisir en voulant supprimer l'article 40, mais cela n'arrivera jamais*». ■

MANON RESCAN

L'IFP, cette école laboratoire de l'union des droites

Créé en 2004 à Paris, l'institut inspire l'académie politique que veut lancer Marion Maréchal-Le Pen à Lyon

Un petit autocollant sur la porte d'entrée indique au visiteur qu'il est arrivé à destination : « Institut de formation politique » (IFP). Contrairement à certaines écoles privées qui affichent leur nom en grosses lettres pour mieux séduire le chaland, l'IFP mise sur la discrétion, comme pour ne pas déranger le voisinage dans ce quartier bourgeois qu'est le 16^e arrondissement de Paris. Dans certains milieux, la réussite se vit à l'abri des regards.

Fondée en 2004, cette institution connaît un essor inédit depuis quelques années, au point d'inspirer l'ancienne députée frontiste Marion Maréchal-Le Pen, qui entend lancer sa propre « académie de sciences politiques » à Lyon. Distincts, les deux projets ont en commun de vouloir former la jeunesse militante de droite et d'extrême droite, de lui offrir un cadre, un corpus idéologique, des références, des techniques de propagande, mais aussi de jeter des ponts entre les différentes sensibilités qui la composent, entre soldats d'une même bataille culturelle.

« Passage obligé »

L'IFP « est en train de devenir un passage obligé pour tout mec de droite un peu sérieux », assure Charles de Meyer, cofondateur de la controversée association SOS Chrétiens d'Orient. Assistant parlementaire de l'ancien député d'extrême droite Jacques Bompard, puis de sa successeure à l'Assemblée nationale, Marie-France Lorho, ce proche de l'Action française a été tour à tour auditeur puis intervenant à l'école. Outre des militants du groupuscule maurrassien, on trouve parmi les dizaines d'élèves qui se succèdent dans les locaux, séminaire après séminaire, des représentants du parti Les Républicains, du Front national, de Debout la France, quelques identitaires, d'anciens participants de La Manif pour tous mais aussi des jeunes dépourvus de tout engagement partisan.

Les prétendants doivent être âgés de 18 à 30 ans et se plier à un



Après La Manif pour tous, « nous sommes passés de 100 candidats par an à 300 »

ALEXANDRE PESEY
directeur de l'IFP

processus de sélection. En 2017, l'école affirme avoir reçu 420 candidatures pour 180 places. Les formations se déroulent le week-end, en complément des études classiques. « C'est un lieu de rencontre, où se prépare la relève. L'IFP ne s'est jamais mise au service de tel ou tel, ce qui rassure les cadres d'en haut », note Charles de Meyer. « C'est l'école des droites au sens large », appuie le directeur de l'IFP, Alexandre Pesey.

A l'heure des balbutiements, il y a bientôt quinze ans, l'institution ne se voyait pourtant pas comme un laboratoire de la re-composition politique et de l'union des droites. Ses promoteurs traquaient plutôt à la sortie des écoles de commerce dans l'espoir d'attirer des jeunes désireux de porter haut le libéralisme économique, cet idéal célébré chez les Anglo-Saxons mais moins en cour en France.

Deux bonnes fées se sont penchées sur le berceau du nouveau-né : le groupe de pression Contribuables associés, qui lutte contre « l'oppression fiscale », et la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (Ifrap), farouche lobbyiste en faveur de la baisse de la dépense publique. Le journal d'extrême droite *Les 4 Vérités* a aussi apporté son soutien au pro-

jet. Trois entités qui s'avèrent de redoutables spécialistes de la levée de fonds auprès des particuliers, soit le gros des ressources de l'IFP. Une technique importée des Etats-Unis, notamment des sphères républicaines et libertariennes.

Militants plus structurés

Par la grâce d'amitiés bien placées, les premiers séminaires se sont organisés au château de Vaux-le-Vicomte (Seine-et-Marne). « Les promotions étaient assez différentes, peu de gens faisaient la synthèse. C'était soit des souverainistes, soit des libéraux, qui venaient avec leurs bouquins de Frédéric Bastiat [penseur libéral du XIX^e siècle] », se souvient le président de l'Union nationale interuniversitaire (UNI), syndicat étudiant de droite), Olivier Vial, qui a participé comme intervenant aux travaux de l'IFP.

« Aujourd'hui, les militants ancrent davantage leur engagement sur une thématique en particulier que sur la fidélité à une famille de pensée, ajoute-t-il. Ils se définissent comme étant de droite, mais se montrent préoccupés par la famille, l'immigration, l'islam... »

La Manif pour tous, qui a éveillé de nombreux jeunes conservateurs à l'engagement politique, a partir de 2013, a représenté un virage important dans l'histoire de l'école. « Nous sommes passés de 100 candidats par an à 300 », affirme Alexandre Pesey. La « crise migratoire » de 2015, dit-il, a aussi mobilisé tout un courant identitaire contre ce qu'il appelle « le grand effacement ».

L'IFP est devenu depuis un laboratoire du « libéral-conservatisme » et draine des militants des grandes écoles de plus en plus structurés idéologiquement. On

leur apprend à s'exprimer dans les médias, à mobiliser des réseaux, à s'outiller pour débattre. Les stars du combat identitaire et anti-islam Eric Zemmour et Philippe de Villiers sont accueillis à bras ouverts comme « grands témoins ». Mais c'est la venue comme simple étudiante de l'ex-députée FN du Vaucluse Marion Maréchal-Le Pen, en 2015, qui braque vraiment les projecteurs sur l'école.

L'égérie de l'union des droites devient alors un argument promotionnel : des bannières sont créées avec son image, comme avec celles d'autres intervenants, tel le député du Loir-et-Cher Guillaume Peltier, vice-président de LR, venu en 2016. Lui ne partage pas l'objectif d'unir les droites, mais il assume de porter la bonne parole de son parti. « J'y suis intervenu avec la fierté de mes convictions, avec la ferme intention de leur donner envie de s'engager chez LR, plaide-t-il aujourd'hui. Cela ne me choque pas qu'on y retrouve des sensibilités différentes. Mon ambition, c'est d'aller recruter partout. » Invité lui aussi, le président des Républicains, Laurent Wauquiez, n'a pour l'heure jamais fait le déplacement, et ne devrait pas le faire, assure son entourage.

A sa manière, l'institution est venue pallier le déficit de structures dans les partis politiques pour former les cadres et militants. Les jeunes LR se dispersent en différents campus chaque année, et la direction du parti commence tout juste à lancer un projet d'école des cadres ; le FN, lui, n'a jamais vraiment investi ce chantier.

Très proche de LR, l'UNI – où le directeur de l'IFP, Alexandre Pesey, a milité – est plus avancée dans ce domaine, mais le syndicat étudiant a fortement incité ses troupes à toquer à la porte de l'IFP. Toujours avec la même logique : planter des graines pour le futur. Un ancien militant de La Manif pour tous veut croire que le temps joue en leur faveur : « Nous en sommes à la deuxième étape, en floraison printanière. On voit les fleurs, pas encore les fruits. » Les jardiniers seront en tout cas à pied d'œuvre. ■

OLIVIER FAYE

Génération identitaire passible de poursuites

La chancellerie a rappelé l'existence d'infractions visant les comportements hostiles à la circulation des migrants

C'est un rappel de la loi qui a relancé la polémique. Le procureur de Gap, Raphaël Balland, a dû révéler, vendredi 11 mai, l'existence de plusieurs procédures à l'encontre du groupe Génération identitaire (GI) après la publication d'une circulaire du ministère de la justice, révélée par Mediapart mercredi et que *Le Monde* a pu consulter. Publié le 4 mai, le texte rappelle à tous les procureurs du pays l'existence d'infractions « visant les comportements hostiles à la circulation des migrants ».

Une semaine plus tôt, M. Balland avait classé sans suite une enquête (la seule connue jusqu'alors) ouverte après que des militants liés au groupe d'extrême droite s'étaient enorgueillis d'avoir « raccompagné » des migrants à la frontière franco-italienne dans la nuit du 26 au 27 avril. Ils faisaient parler d'eux depuis le 21 avril, date à laquelle ils avaient bloqué un col des Hautes-Alpes à l'aide de grillage en plastique pour empêcher des migrants d'entrer sur le sol français. Le parquet n'avait pas précisé les faits qui auraient pu apparaître comme délictueux, et avait déclaré qu'« aucune infraction » n'avait été constatée.

Il en existe pourtant, selon le ministère, qui se défend toutefois d'avoir voulu intervenir dans cette affaire. « A la suite de plusieurs incidents en lien avec des passages à la frontière de migrants, plusieurs procureurs avaient interrogé la chancellerie par l'intermédiaire des procureurs généraux », a expliqué au *Monde* Rémy Heitz, auteur de la circulaire et directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère. Ces textes sont rarement appliqués, notre objectif était de rappeler l'Etat du droit afin que l'Etat puisse apporter une réponse coordonnée. »

Présence de militants

La circulaire – qui rappelle également les délits dont sont passibles les personnes qui viennent en aide aux migrants et les immunités dont elles peuvent bénéficier – fait référence à deux infractions du chapitre usurpation de fonction du code pénal qui permettraient de poursuivre les militants identitaires.

La première, « l'immixtion dans une fonction publique », est passible de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. « Le contrôle du respect des frontières, par la surveillance

visuelle, ou l'édification d'obstacles, par des personnes hostiles à la circulation des migrants (notamment des militants se revendiquant de la mouvance identitaire) » sont susceptibles de caractériser ce délit, tout comme « la reconduite à la frontière des migrants (...), y compris sans violence ».

Aux militants identitaires, qui estiment que le code pénal les autorise à « appréhender l'auteur d'une infraction flagrante punie d'une peine d'emprisonnement » (article 73), ce qui est le cas de l'entrée irrégulière sur le territoire, la circulaire répond que l'action doit pour cela être « isolée ». « Dès qu'une opération de contrôle ou de surveillance est organisée, on est dans de l'immixtion de fonction publique, et l'Etat ne peut pas le tolérer », nous précise M. Heitz.

Le document mentionne une seconde possibilité de poursuites, au titre de « l'exercice d'une activité ou l'usage de document créant la confusion avec une fonction publique », passible d'un an de prison et de 15 000 euros d'amende.

Mais pour l'heure, Génération identitaire, dont aucun militant n'a été interpellé, dit poursuivre sa « surveillance » dans les Alpes, et les associations d'aide aux

Se défendant d'être « inactif » dans ce dossier, le procureur de Gap a décidé de « lever le secret des enquêtes »

migrants confirment la présence de militants.

Pour se défendre d'être « inactif » dans ce dossier, le procureur de Gap a décidé de « lever le secret des enquêtes ». Dans un communiqué, vendredi, il a précisé que l'enquête classée le 27 avril n'avait pour but que de vérifier si les militants identitaires « avaient commis des violences ou proféré des menaces ou tenu des propos racistes », ce qui a rapidement été écarté.

Mais le procureur a affirmé ne pas s'en être tenu là. Le parquet a aussi demandé aux forces de l'ordre « d'ouvrir des enquêtes du chef d'usurpation de fonctions ». A ce jour, « aucune infraction n'a été relevée du chef d'activité créant une confusion avec une activité publique », selon le communiqué.

M. Balland a également révélé avoir demandé l'ouverture d'une enquête préliminaire du chef d'immixtion dans une fonction publique, dont les investigations sont en cours. Il décidera ensuite si « le délit d'usurpation dans une fonction publique est suffisamment caractérisé pour en poursuivre les auteurs identifiés ».

Ces éléments n'ont qu'à moitié rassuré les associations. « Nous avions déjà connaissance de ces textes et nous travaillons depuis des semaines à la collecte de témoignages, en lien avec d'autres associations et des avocats », explique Agnès Antoine, du pôle juridique du collectif Tous Migrants. « Nous nous préparons à un nouveau classement sans suite. Nous étudions la possibilité de porter plainte et de nous constituer partie civile, mais nous voulons pour cela les éléments les plus solides possible. »

Malgré le communiqué du procureur, le collectif s'insurge contre le « deux poids deux mesures » du parquet, qui a engagé le 23 avril des poursuites contre des militants venus en aide aux migrants. Ils seront jugés fin mai pour « aide à l'entrée d'étrangers en situation irrégulière et en bande organisée ». ■

ÉLÉA POMMIERS

UNIVERSITÉ Arcueil : Castaner juge « inacceptable » le blocage des examens

Le délégué général de LRM, Christophe Castaner, a jugé « inacceptable », vendredi 11 mai, que des étudiants de Nanterre aient été empêchés par des opposants à la réforme des universités de passer leurs examens, délocalisés à Arcueil en raison de la paralysie de leur fac. Il a dénoncé « l'irresponsabilité de certains "responsables" politiques », alors que le député Eric Coquerel (LFI) était venu soutenir les bloqueurs. L'université a annoncé le report des partiels prévus vendredi et samedi, tout en « condamnant » et en « déplorant » l'action des opposants. – (AFP)

JUSTICE Six mois d'interdiction d'exercer pour un médecin du travail

La chambre disciplinaire nationale de l'ordre des médecins a sanctionné, le 4 mai, la docteure Karine Djemil, médecin du travail, de six mois d'interdiction d'exercer dont trois mois avec sursis. Deux employeurs avaient déposé une plainte contre M^{me} Djemil qui avait, dans un écrit, établi un lien entre la santé de deux salariées licenciées pour inaptitude et le harcèlement sexuel dont elles étaient victimes.

Au SAMU, l'onde de choc du drame de Strasbourg

Le scandale suscité par la mort de Naomi Musenga pourrait accélérer les évolutions du système de régulation médicale

La révélation des circonstances ayant précédé la mort de Naomi Musenga, 22 ans, le 29 décembre 2017, à savoir un refus inadapté et irrespectueux de prise en charge par le SAMU de Strasbourg, va-t-elle accélérer l'évolution de la régulation des urgences en France? Après trois jours de tempête médiatique, les représentants du SAMU avaient encore du mal, vendredi 11 mai, à évaluer la portée de l'onde de choc suscitée par ce drame.

Tous faisaient d'abord état d'une hausse sensible du nombre d'injuries et de menaces reçues par les centres de régulation. Certains médecins urgentistes s'indignaient d'un traitement médiatique « injuste », regrettant par exemple la publication d'appels à témoigner de mauvaises expériences avec le SAMU. « Il suffit qu'il y ait un cas où ça n'a pas bien marché pour que ça efface les 99,99 % des cas où ça fonctionne », déplorait l'un d'eux. François Braun, le président de SAMU-Urgences de France, s'inquiétait d'une dégradation de l'image du SAMU. Pour lui, « ce qui s'est passé met le doute sur un système qui fonctionne bien, voire très bien, avec le risque que des patients n'appellent plus, ce qui se traduirait par des pertes de chances pour eux ».

Dans la journée, l'organisation avait renvoyé à tous les SAMU une série de recommandations de bonnes pratiques en matière de régulation médicale, rappelant notamment aux opérateurs qu'il fallait « éviter absolument toute familiarité, toute plaisanterie et tout propos agressif, péjoratif, méprisant ou injurieux » lors des échanges téléphoniques. Des règles de bon sens qu'avait visiblement oubliées l'opératrice strasbourgeoise.

Formation initiale obligatoire

Les évolutions structurelles, elles, sont au menu de la rencontre lundi 14 mai avec la ministre de la santé, Agnès Buzyn. La première question posée devrait être celle de la formation des assistants de régulation médicale (ARM), un métier crucial, accessible avec un simple bac et quasiment sans formation spécifique. Un rapport du Sénat de septembre 2017 estimait que cette fonction était « bien souvenue » exercée « par des personnes manquant d'expérience, quand ce n'est tout simplement pas d'une formation initiale ». Les auteurs proposaient de mettre en place une formation initiale obligatoire et standardisée d'au moins deux ans, incluant des périodes

de stage et sanctionnée par un diplôme qualifiant.

Deuxième sujet : la mise en place d'un numéro et d'une plate-forme uniques entre le SAMU (le 15) et les pompiers (le 18). Un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) et de l'Inspection générale de l'administration (IGA) est attendu prochainement sur les conditions de mise en place de cette mesure qui divise depuis des années les blancs (le SAMU) et les rouges (les pompiers).

Il sera enfin question de moyens humains supplémentaires. Même si M^{me} Buzyn a assuré que le drame de Strasbourg n'était pas « une question de moyens », mais « une question de formation, d'empathie et d'écoute », la question sera abordée. « Les professionnels dans les SAMU travaillent dans des conditions épouvantables depuis des années et n'ont plus les moyens d'assurer un service public correct », juge Wilfrid Sammut, médecin au SAMU dans les Yvelines et membre du syndicat des praticiens hospitaliers anesthésistes-réanimateurs.

Liaisons vidéo

Par manque de médecins régulateurs, explique Christophe Prudhomme, le porte-parole de l'Association des médecins urgentistes (AMUF), le protocole prévoyant que les ARM ne décident pas seuls des suites à donner aux appels (à l'exception de ceux demandant une adresse de dentiste ou de pharmacie) « n'est pas toujours appliqué » dans les SAMU, dont celui où il exerce, en Seine-Saint-Denis. Conséquence : « On fait porter aux ARM des responsabilités qu'ils ne devraient pas avoir. Appliquer les règles de bonnes pratiques va augmenter la charge de travail ».

A la Société française de médecine d'urgence, on compte également plaider pour une modernisation des pratiques. Karim Tazarourte, son vice-président, urgentiste à Lyon, s'interroge ainsi sur la possibilité de recourir plus souvent à des liaisons vidéo, grâce aux smartphones. « L'image serait une information supplémentaire et nous aiderait à faire un tri pour ne pas rater les appels qui présentent un caractère de gravité », dit-il.

Les nouvelles mesures devraient être annoncées lors de la publication des conclusions de l'enquête flash de l'IGAS commandée par M^{me} Buzyn sur le drame de Strasbourg, a annoncé vendredi soir son ministère. ■

FRANÇOIS BÉGUIN

L'« ami » chinois du couple Fabius qui a spolié deux fonds français

Un litige oppose les sociétés Natixis et Impala à une entreprise de thé qui finance l'association de la compagne de l'ancien premier ministre

Debout devant le pupitre, Laurent Fabius, alors ministre des affaires étrangères, vient de terminer, ce 30 septembre 2014, son discours lors de l'inauguration de l'exposition « Visages de Chine », à Toulouse, l'un des événements marquant les 50 ans de relations entre la France et la Chine. Dans la foulée, il se dirige vers l'un des stands dressés pour l'occasion, celui d'une entreprise de thé chinoise, Sanhe, vante ses produits et fait l'éloge de son jeune président, Wu Rongshan.

Un peu plus tard, c'est la compagne de M. Fabius, Marie-France Marchand-Baylet, qui pose devant les photographes, dégustant les thés de cette même société, l'une des principales donatrices de son association Flag France, créée pour valoriser le patrimoine français. Ce n'est pas la première fois que le couple Fabius célèbre les activités de Sanhe. Ils l'ont également fait en Chine. En 2015, le ministre attribuera la Légion d'honneur à M. Wu.

Au même moment, pourtant, cette entreprise et son dirigeant sont accusés d'escroquerie et de fraudes par deux fonds d'investissement français, Natixis et Impala, qui tentent, depuis 2011, de récupérer leur créance. En 2014, elle s'élevait, selon eux, à 38 millions d'euros.

Cette sollicitude de l'un des plus hauts personnages de l'Etat, qui deviendra, en 2016, président du Conseil constitutionnel, en faveur d'une société défaillante mais proche de l'association de sa compagne est le principal enseignement du récit d'un long contentieux financier que *Le Monde* a pu reconstituer et qui dure toujours.

Tout commence en 2010 lorsque Natixis, filiale du groupe Caisse d'épargne, convainc le fonds Impala (groupe Louis-Dreyfus) d'investir à ses côtés 25 millions d'euros dans une société chinoise spécialisée dans la production de thé. Ils prennent 30 % du capital de Sanhe.

En 2011, le cabinet d'audit américain Ernst & Young démissionne de son mandat de commissaire aux comptes de Sanhe et lui retire sa certification lors de l'augmentation de capital. Selon le cabinet, les comptes sont faux et des fraudes grossières ont été commises. Jusqu'en 2014, Natixis et Impala ne déposeront aucune plainte, notamment parce qu'ils ont investi par l'intermédiaire d'une société offshore, South Sparkle, dissimulée derrière des coquilles vides logées aux îles Vierges britanniques.

Transaction en 2015

Mais les deux fonds espèrent toujours récupérer leur mise grâce à une clause de l'accord initial, selon laquelle ils peuvent, quatre ans après, vendre leurs parts à M. Wu. En vain. Face au refus de Sanhe d'honorer cet engagement, Natixis et Impala décident d'ouvrir, en 2014, une procédure d'accord transactionnel devant le tribunal de commerce de Paris. Pour conserver une chance de convaincre M. Wu, qui clame sa proximité avec M. Fabius, ils sollicitent le banquier d'affaires Cyril Benoit. Celui-ci a été son conseiller de 1997 à 2002 à la présidence de l'Assemblée nationale, puis au ministère de l'économie et des finances. Dans une note du 6 janvier 2015, M. Benoit s'inquiète que « M. Wu se prévaut

Les deux fonds tentent depuis 2011 de récupérer une créance qui s'élevait à 38 millions d'euros en 2014

notamment de relations personnelles avec le ministre ».

La petite société de Wu figure, en effet, parmi les principaux donateurs de l'association Flag France, créée, en juin 2013, par M^{me} Marchand-Baylet. Le 23 février 2014, en Chine, M. Fabius, ministre des affaires étrangères, a célébré l'ouverture par Sanhe d'un salon de thé sino-européen dans la ville de Fuzhou, où se trouve le siège de la société. Le site Internet de Sanhe montre le ministre et M. Wu mettre en terre un arbre millénaire pour sceller l'amitié franco-chinoise.

Marie-France Marchand-Baylet a demandé à Sanhe de créer le thé de « l'impérissable amitié », qui est remis par Laurent Fabius aux présidents Xi Jinping et François Hollande lors de la visite, fin février 2014, du président Xi à Paris. Enfin, grâce aux fonds versés par les donateurs de Flag France, dont Sanhe, la résidence de l'Orangerie de La Celle-Saint-Cloud (Yvelines), qui appartient au Quai d'Orsay, est, en partie, restaurée en 2014.

Un accord est finalement homologué entre les deux parties, en juin 2015, par le président du tribunal de commerce de Paris. Natixis et Impala acceptent d'aban-

donner quelque 16 millions d'euros de créance. Ils n'ont reçu, à la fin mars 2018, qu'un peu plus de 180 000 euros... Au printemps 2017, Natixis a fini par jeter l'éponge et a cédé à Impala sa part de créance et la gestion du dossier.

« Aucune proximité particulière »

Contacté, Impala ne dément pas. Les dirigeants de Natixis ont indiqué, pour leur part, qu'ils « n'avaient plus rien à voir avec cette histoire depuis la cession de leur créance ». L'avocat français de Sanhe, M^e Jean-Pierre Versini-Campinchi, n'a pas souhaité réagir aux questions que soulève la proximité existant entre son client, M. Fabius et M^{me} Baylet.

M. Fabius assure au *Monde* que « le dirigeant de Sanhe [lui] a été présenté en Chine comme un important propriétaire de champs de thé et un ami de la France, sans aucune information défavorable le concernant ». Et précise n'avoir « rencontré l'intéressé que lors d'événements officiels ou protocolaires, ce qui ne dénote aucune proximité particulière ».

« En 2013, plusieurs personnalités du monde économique, dont M. Wu, ont souhaité s'associer aux manifestations initiées par Flag France pour le 50^e anniversaire des relations diplomatiques entre la France et la Chine, explique de son côté au *Monde* M^{me} Marchand-Baylet. Pendant la durée de nos relations avec Sanhe, personne ne m'a fait part d'un différend commercial qui opposerait à deux fonds d'investissements français. » M^{me} Marchand-Baylet n'a pas souhaité dévoiler le montant versé par M. Wu à son association. ■

JACQUES FOLLOROU

Année après année, l'échec à prévenir les expulsions locatives perdure

Le manque et la cherté des logements en région parisienne ne permettent pas de trouver des solutions pérennes. Au détriment des familles, comme celle de Noudjoud Tailoul

La politique du « logement d'abord », que prône l'actuel gouvernement, consiste à épargner aux personnes qui sont à la rue un parcours heurté, d'hôtels en centres d'hébergement ou en logements passerelles, et à proposer directement un logement pérenne, social ou pas. C'est non seulement plus efficace mais aussi moins cher pour les finances publiques. Ce bon principe se heurte néanmoins au manque de logements et, dans le Grand Paris, à leur cherté.

Le cas de Noudjoud Tailoul, mère de famille franco-algérienne, illustre l'échec de la prévention en la matière. « Le logement, c'est tout », rappelle-t-elle : le 13 avril, elle a été expulsée manu militari avec ses cinq enfants. Ils se retrouvent aujourd'hui entassés dans deux chambres d'hôtel, à Longjumeau, dans l'Essonne, coincés entre une zone industrielle et des boîtes de nuit. « Quand je suis arrivée avec mes valises, je voulais me jeter par la fenêtre. J'avais l'impression d'être une merde », a-t-elle confié, en larmes, aux travailleurs sociaux de la Fondation Abbé Pierre (FAP).

La trêve hivernale s'achevant le 31 mars, le printemps et l'été sont propices aux expulsions. Au fil des ans, le nombre de déci-

sions n'a cessé d'augmenter. Il avait atteint 126 946 en 2015 (dernier chiffre connu), en hausse de 80 % depuis 2000. Les exécutions avec le concours de la force publique ont plus que doublé, passant, dans le même temps, de 5 936 à 14 127.

Cette année encore, les expulsions vont bon train, selon les associations. Les dispositifs de prévention, dont la circulaire du 22 mars 2017 qui demande aux préfets de veiller au relogement des expulsés, la priorité en principe accordée aux situations d'urgence, sans oublier la procédure de droit au logement opposable (DALO), ne fonctionnent tout simplement pas.

A 42 ans, M^{me} Tailoul vit seule avec ses cinq enfants de 18 ans à 21 mois. Et se retrouve sans travail ni logement. Elle a été agent de service à l'hôpital Georges-Pompi-

dou, auxiliaire de vie auprès de personnes âgées, et ne demande qu'à être embauchée. « Dès que je peux, je fais des heures, et j'avais même trouvé une garderie pour la dernière ; mon but n'est pas de vivre du RSA. » Dix années durant, elle a payé rubis sur l'ongle à son propriétaire privé un loyer de 800 euros par mois pour un appartement de 57 mètres carrés, porte de Clichy (Paris 17^e).

Une « famille brisée »

Un nouveau propriétaire a repris l'appartement pour le vendre, et la résiliation du bail a été confirmée, en 2013, par le tribunal d'instance. « Je ne conteste pas sa décision, mais je n'ai rien trouvé d'autre, car les agences immobilières ne voulaient même pas regarder mon dossier, et ma demande de logement social, déposée dès 2005, n'a jamais abouti », raconte-t-elle.

La famille a, en 2015, été reconvenue prioritaire et même bénéficiaire du DALO, ce qui aurait dû la protéger de toute expulsion sans relogement. L'Etat a d'ailleurs à deux reprises, les 23 septembre 2016 et 13 mars 2018, été condamné par le tribunal administratif à la reloger et à l'indemniser. La commission de prévention des expulsions a aussi été saisie, tout comme le

Défenseur des droits et le comité de suivi de la loi DALO, en vain.

« Tous les leviers ont été actionnés, c'est désespérant, juge Sophie Chambeffort, de la FAP. C'est une famille brisée. L'aîné, étudiant en droit, est en passe d'abandonner, la scolarité de ses frères et sœurs est compromise, l'asthme redouble chez un des enfants... » Chaque matin, la tribu réalise un périple d'une heure trente en transports en commun pour rejoindre l'école du 17^e arrondissement. M^{me} Tailoul patiente dans le quartier, sa paperasse sous le bras pour les démarches, et son bébé dans la poussette, jusqu'à récupérer les écoliers à la fin des classes, et repartir à Longjumeau.

En région parisienne, le parc privé est désormais inaccessible aux foyers même un peu aisés, et le parc social de plus en plus cadencé. A Paris, moins de 4 % des 250 000 HLM se libèrent chaque année, un plus bas historique. « Plus personne ne quitte son HLM : les seuls départs sont les décès », résumait sans détour Jean-Claude Driant, professeur à l'École d'urbanisme de Paris et membre de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, lors de la présentation du 12^e rapport de l'institution, le 2 mai. ■

ISABELLE REY-LEFEBVRE

Bonnes Adresses

Tarifs 01/01/18		Tél. : 01 57 28 38 52
1 parution	Professionnels	Particuliers
Forfait 5 lignes	65€ HT	65€ TTC
Forfait 10 lignes	110€ HT	110€ TTC

Reproduction interdite



90 ans
DE FABRICATION FRANÇAISE

**OFFREZ-VOUS
LE CONFORT LITERIE DUVIVIER
À PRIX ANNIVERSAIRE**



MATELAS COMPLICE
140x190 cm
599€
(éco part. 6€ incluse)

ALGERIE ALGERIE Voir conditions en magasin - Offre valable jusqu'au 16 juin 2018.

SUSPENSION
RESSORTS
COSYFERM

ZONE
LOMBAIRE
REINFORCEE

CADRAGE
PERIMETRIQUE

MOUSSE
À MÉMOIRE
DE FORME

AÉRATEUR
DUVIVIER
AIRSYSTEM®

GARANTIE
10 ANS

LITERIE DUVIVIER
DEPUIS 1928

Espace Topper
Maison familiale depuis 1926

EN EXCLUSIVITÉ À PARIS

Paris 15° sur 500 m² : 66 rue de la Convention
01 40 59 02 10 - 7j/7 - M° Boucicaut, parking gratuit

Paris 12° sur 300 m² : 56-60 cours de Vincennes
01 43 41 80 93 - 7j/7 - M° Porte de Vincennes ou Nation

Canapés, armoires lits, dressings, mobilier contemporain : nos adresses sur www.topper.fr

JAMES le couturier de l'homme
Le prêt-à-porter à votre mesure

**PRIX EXCEPTIONNELS
SUR TOUT LE MAGASIN**

LIQUIDATION D'HIVER

CESSATION D'ACTIVITÉ

Du mardi au vendredi de 14 h 30 à 19 heures,
Samedi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures
53, rue d'Avron - 75020 PARIS - Tél. : 01.43.73.21.03

LIVRES

ACHÈTE LIVRES ANCIENS
du 15^e au 20^e siècle, bibliothèques d'érudits, sciences, voyage, illustrés, atlas, E.O., autographes, manuscrits, gravures, etc.
Tél. 06 80 06 54 24
hubert.hoppenot@orange.fr

ANTIQUITÉS

ACHÈTE
Mobilier de toutes époques
Pianos et billards anciens
Manteaux de fourrure
Sacs à main de marque
Foulards et vêtements de marque
Bijoux Dupont, Cartier...
Bijoux or, argent, fantaisies
Cuivres et étains anciens
Argenterie & Ménagères
Bibels de vitrine & divers
Tableaux, gravures & lithos...
Livres, photos & papiers anciens
Sculptures et vases chinois
Boudhas, coraux, Jades
Tapis et tapisseries
Trophées de chasse
Pendules et horlogeries
Vieux vins et champagnes

Maison Charles Heitzmann
01 40 55 46 15
DÉPLACEMENT ET ESTIMATION
GRATUITS SUR TOUTE LA FRANCE
Paiement comptant immédiat
charlesheitzmann@free.fr
www.antiquaire-heitzmann.fr

**ACHAT AU DESSUS
DE VOS ESTIMATIONS
ET EXPERTISES**

« ART D'ASIE » :
CHINE, JAPON
ET MOYEN-ORIENT
06 07 55 42 30
P. MORCOS

EXPERT CNE

- * Porcelaines et Bronzes
- * Cristal de Roche
- * Corail et Ivoires Anc.
- * Jade blanc et couleurs
- * Cornes et Laques
- * Peintures et Tissus anc.
- * Manuscrits et Estampes

**DÉPLACEMENT
PARIS - PROVINCE**
morcospatrick@orange.fr

Ensemble Royal
Fauteuil inclinable
et son pouf
1890€
au lieu de 333€

LE PLUS GRAND ESPACE RELAXATION À PARIS

ESPACE TOPPER
Maison familiale depuis 1926

CANAPÉS, LITERIE, MOBILIER : 3 000 M² D'ENVIES !

Paris 15° • 7j/7 • M° Boucicaut • P. gratuit

Canapés : 63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40
Literie : 66 rue de la Convention, 01 40 59 02 10
Armoires lits : 60 rue de la Convention, 01 45 71 59 49
Dressing Celio : 143 rue Saint-Charles, 01 45 79 95 15
Steiner et Leolux : 145 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81
Mobilier contemporain : 147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81

www.topper.fr

ACHÈTE VINS

ACHÈTE CHER
VINS ET CHAMPAGNES

Tout millésimes même abimés

SPIRITUEUX
PAIEMENT IMMÉDIAT
06 28 71 37 00
contact@jacquesacombe.vin
www.jacquesacombe.vin

MODE

"TABARRO"
LA CAPE VENITIENNE

Shop online
www.tabarrosanmarco.com
monica.daniele@tin.it
0039 338 8167955
MONICA DANIELE
VENISE

BIJOUX

PERRONO-BIJOUX

Anciens. Occasions argenteries.
Brillants. Pierres précieuses.
Création & transformation
réparations. Achats ventes.
Echanges sélectionnés par le guide
PARIS PAS CHER

OPÉRA : angle bd des Italiens
4, rue de la Chaussée d'Antin
Tél : 01 47 70 83 61

ÉTOILE : 37, avenue Victor Hugo
Tél : 01 45 01 67 88

Ouverts les lundis

Immobilier

Tous les mercredis et samedis - Vos annonces sur LeMonde.fr

Tarifs 01/01/18 • Tél. : 01 57 28 38 52 • immobilier@publicite.fr

Forfait 5 lignes	Particuliers	Professionnels
1 parution	65€ TTC	65€ HT
La ligne supplémentaire	15€ TTC	15€ HT

31 caractères ou espaces par ligne. Modules : nous contacter

VENTES

APPARTEMENTS

PARIS 9^e

« TREVISE »
Dernier étg. plein soleil
3P. Charme - **770.000€**

« PROCHE TRUDAINE »
5° Balcon - 4P. 2 chambres
Gde récept. - Parfait état
Chbre serv. - **1.140.000€**

« PARADIS »
3P. 2 chbres - Terrasse de
35m² - 2 park. - **1.300.000€**

« ROCHECHOUART »
Hausmannien - 6P. 4 chbres
Parfait état - **1.875.000€**

« MONCEY »
Bel ancien - 6 P. 4 chbres
charme-soleil - **1.970.000€**

FEAU 9EME
01.84.79.76.24
www.feau-immobilier.fr

LOCATIONS

SAISONNIÈRES

AMÉLIE LES BAINS
(Pyrénées-Orientales), à 25 mn
de la frontière Espagnole.
Idéal curistes ou vacanciers.
Studio de 30 m². **Mai, juillet,
et décembre.** Tout confort, au
5^e ét. dans un immeuble avec asc.,
terrace de 10 m² avec vitres
couissantes, vue sur la montagne.
**Accès direct aux thermes par
ascenseur, extérieur privatif.**
2 couchages max. (lit 140), linge
non fourni, entièrement meublé
et équipé (TV-Wi-Fi), salle de bain
avec baignoire, WC séparé.
Lave-linge. Stationnement gratuit
facile au pied de l'immeuble.
Photos supplémentaires sur
demande. Mai et juillet :
cure de trois semaines : 550 € CC.
Décembre : cure de trois semaines :
500 € CC. Semaine : 200 € CC.
Tél. : 06 43 43 63 32

MEUBLÉES

Get a Home in France

Pour Clientèle INTERNATIONALE/
SOCIÉTÉS, Recherchons
Appartements Meublés/Vides à
LOUER/VENDRE à Paris.
Le Spécialiste à Paris de la
**LOCATION MEUBLÉE LONGUE
DURÉE**

GetaHomeInFrance.Co.Uk
Tél. : 06 09 33 91 68.

RECHERCHE

ASSOCIÉ

Particulier cherche un **associé
sur projet immobilier** à 30%,
avec un apport de 500.000€
ou un prêt de 300.000€, durant
8 mois dont 200.000€ d'intérêts,
avec toutes les garanties.
Valeur du projet 7.000.000€
06.63.17.51.83

Le Monde
Bonnes Adresses

Pour communiquer dans cette rubrique, appelez le :

01.57.28.38.52

Envoyer votre texte par e-mail :
nathalie.lavenu@publicite.fr

**Le Monde partout
tout le temps
avec vous**

Formule Intégrale
6 mois
169€



BULLETIN D'ABONNEMENT

A compléter et à renvoyer à : Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9

173EMQAD6M

OUI, je m'abonne à la **FORMULE INTÉGRALE** du Monde pendant 6 mois pour **169€** au lieu de ~~134,20€~~ (prix de vente en kiosque). L'accès à l'**Edition abonnés du Monde.fr** 7 jours/7

+ 6 quotidiens + tous les suppléments
+ M le magazine du Monde.

Je règle par :
 Chèque bancaire à l'ordre de la Société editrice du Monde
 Carte bancaire : Carte Bleue Visa Mastercard

N° : _____

Expire fin : _____ Date et signature obligatoires

Notez les 3 derniers chiffres figurant au verso de votre carte : _____

Nom : _____
 Prénom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____
 Localité : _____
 E-mail : _____

J'accepte de recevoir des offres du Monde ou de ses partenaires OUI NON

Tél. : _____

IMPORTANT : VOTRE JOURNAL LIVRÉ CHEZ VOUS PAR PORTEUR*

<input type="checkbox"/> Maison individuelle	<input type="checkbox"/> Interphone : <input type="radio"/> oui <input type="radio"/> non	<input type="checkbox"/> Dépôt chez le gardien/accueil	<input type="checkbox"/> Dépôt spécifique le week-end
<input type="checkbox"/> Immeuble	<input type="checkbox"/> Boîte aux lettres :	<input type="checkbox"/> Bât. N° _____	
<input type="checkbox"/> Digicode N° _____	<input type="radio"/> Nominative <input type="radio"/> Collective	<input type="checkbox"/> Escalier N° _____	

*Sous réserve de la possibilité pour nos porteurs de servir votre adresse

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 80, BOULEVARD AUGUSTE-BLANQUI - 75013 PARIS - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 94 610 34870€ - Offre réservée aux nouveaux abonnés et valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2018. En application des articles 38, 39 et 40 de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de radiation des informations vous concernant en vous adressant à notre siège.



Zhao Tao, sur la terrasse de l'hôtel Marriott, à Cannes, le 11 mai.

STEPHAN VANFLETEREN
POUR « LE MONDE »

Le film noir selon Jia Zhang-ke

Le réalisateur chinois se confronte au genre avec une histoire poétique et fulgurante, qui se déroule au sein de la pègre de Datong, dans la province du Shanxi

LES ÉTERNELS

SÉLECTION OFFICIELLE
En compétition

La première vertu du Festival de Cannes est d'être ce lieu, à peu près unique au monde, où les plus grands cinéastes du temps aiment à se retrouver. C'est le cas depuis quelques années du réalisateur chinois Jia Zhang-ke, 47 ans, chroniqueur balzacien des mutations de son pays natal dans une brassée de films à l'intelligence aiguë et à la forme somptueuse.

Durant les trois années qui le séparent de son dernier passage avec *Au-delà des montagnes* (2015), Jia Zhang-ke s'est occupé. Il a trouvé le temps de lancer le projet d'un réseau de salles consacré au cinéma indépendant, de créer un ambitieux festival de cinéma dans sa région natale du Shanxi, de se faire élire député de cette même région, de voter enfin à ce titre les pleins pouvoirs, en mars, au président Xi Jinping.

De quoi étonner pour un réalisateur qui a eu d'emblée et assez longtemps maille à partir avec les autorités de son pays depuis *Xiao Wu artisan pickpocket* (1997), premier long-métrage interdit. De quoi, aussi, susciter la perplexité de ses laudateurs, qui voyaient en lui depuis vingt ans la figure tutélaire du cinéma chinois indépendant, plus enclin à défier le pouvoir qu'à lui signer des chèques en blanc. Sans doute faudrait-il être fin connaisseur de la Chine pour se faire une religion sur cette étonnante transformation de Jia Zhang-ke en mini-puissance politique. En tout état de cause, l'industriel

créateur a également pris le temps de réaliser un nouveau film, son neuvième long-métrage de fiction à ce jour, vers lequel on comprendra que la curiosité, comme jamais, a poussé les festivaliers. Bien leur en a pris, puisqu'ils auront pu constater que le talent du cinéaste est toujours éclatant et que son film – voilà bien la grandeur de l'art – ne parle justement que d'une chose : celle de la non évidente fidélité à soi-même.

Les Eternels lève le rideau en 2001 à Datong, dans l'électricité d'un pays saisi par la fièvre du changement, entre salle de spectacle et arrière-salle de jeu, et dont le nouvel hymne serait

YMCA, des Village People. Dans la lumière bleue, rouge et verte des néons, un couple règne sur ces agapes, Bin, moustachu trapu et dur à cuire, chef d'une petite bande mafieuse, et sa fiancée Qiao, liane brune fortement stylée.

Trois époques

La solution, elle la trouve dans l'enseignement. « J'ai appris la danse à des élèves avec l'exigence que l'on m'avait infligée. J'étais la professeure la plus redoutée de l'école », s'amuse-elle avant de reprendre son sérieux pour raconter la façon dont le cinéaste Jia Zhang-Ke, en quête d'étudiants-danseurs pour son film *Platform* (2000), a fait irruption dans un de ses cours. « A la fin, son assistant est venu me dire qu'il voulait collaborer avec moi. Puis ils se sont mis à me parler de cinéma, du festival de Berlin, je ne comprenais, ne connaissais rien. Quand ils sont repartis, je n'y ai plus pensé. » Trois mois plus tard, on l'attendait sur le tournage.

**« Les Eternels »
lève le rideau
en 2001,
à Datong,
sur
l'effervescence
d'un pays saisi
par la fièvre
du changement**

à temps et fait usage d'une arme à feu, ce qui lui vaut une peine de prison de cinq années.

L'ellipse de son emprisonnement – et Dieu sait que Jia a l'ellipse la plus élégante du cinéma contemporain – nous fait bondir à sa libération en 2006, date à laquelle elle retrouve, dans un pays en chantier, Bin converti dans l'industrie, accompagné d'une nouvelle fiancée, et peu enclin à lui témoigner la reconnaissance et encore moins l'amour qu'il devrait à son sacrifice.

La finale voit un Bin laminé et paralytique, essoré par son incurieux capitaliste, revenir auprès de Qiao, qui a, quant à elle, repris et poursuivi avec succès la

petite entreprise mafieuse de leurs débuts.

Ce qui se passe ensuite sera naturellement à découvrir en décembre, date de la sortie du film. En attendant, plusieurs choses peuvent être d'ores et déjà mises au crédit de Jia Zhang-ke. L'extraordinaire fluidité d'un récit pourtant lacunaire, enchaînant des régimes de narration différents, non dépourvu par ailleurs d'incidents parfaitement étranges.

L'humour qui affleure

Les correspondances nombreuses avec le reste de l'œuvre (la région du Shanxi, le chantier du barrage des Trois-Gorges, la colossale mutation urbanistique, la dérive et l'enlèvement des espoirs, la fièvre de changement qui laisse les individus sur le carreau). La beauté stupéfiante, inédite dirait-on, jamais vue sous cette forme et en de tels enchaînements, qui émane de certaines séquences, tels les deux amants qui se séparent inexorablement dans une chambre jaune infusée par la tristesse et la honte, ou cet immeuble d'outre-monde surgi de la nuit, magiquement éclairé par de possibles forces extraterrestres, dans un ciel étoilé sous lequel Qiao revient seule chez elle pour y refaire sa vie.

Il faudrait encore souligner l'humour qui affleure ici plus qu'à l'ordinaire, à commencer par ce redoublement brechtien qui court tout au long du film entre pègre et capitalisme, et qui nous laisse clairement entendre que la première peut du moins se prévaloir d'une certaine « droiture » et du respect des traditions.

L'extraordinaire homme du train rencontré par Qiao à son retour, exemple de folie désespérée des grandeurs engendrée par le libéralisme, vaut au passage son pesant de cacahuètes, qui prétend monter une entreprise de voyage touristique destiné à se rapprocher des ovnis.

Telle est la manière originale avec laquelle Jia Zhang-ke – désireux depuis quelque temps de se confronter au genre – s'empare du film noir, après s'être essayé au film de sabre (*A Touch of Sin*, 2013) ainsi qu'au mélo (*Au-delà des montagnes*, 2015). Celui-ci, magnifiquement déstabilisant, poétique et fulgurant, opaque et lumineux à la fois, fera, gageons-le, partie de ses plus grands films. ■

JACQUES MANDELBAUM

Film chinois de Jia Zhang-ke.

Avec Zhao Tao, Liao Fan (2 h 21).

Sortie en salle le 26 décembre.

De la danse au cinéma, les pas de deux de Zhao Tao

CE FAMEUX JOUR D'ÉTÉ où il a emmené sa fille à un stage de danse, le père de Zhao Tao était loin d'imaginer les conséquences de cette initiative. Car du haut de ses 13 ans, la gamine n'allait pas s'en remettre. Son rêve serait désormais de devenir danseuse. Elle s'y obstine d'emblée, souhaite suivre les cours que propose son collège dans cette discipline. Son père s'y oppose, elle s'inscrit en cachette, il l'apprend et, pour la première fois, la frappe. Ils n'échangeront plus un mot pendant un an.

C'est pourtant ce père qui, sans doute impressionné par la persévérance de sa fille, finit par l'inscrire à une école professionnelle de danse dont elle dit avoir encore sur le corps la trace des souffrances auxquelles il a été soumis pendant six ans. Ce n'est rien. Le pire arrive lorsqu'elle intègre la prestigieuse Académie de danse de Pékin, où le rêve, cette fois, vire au cauchemar. « Je ne parviens pas à trouver les mots pour exprimer ce que j'ai ressenti. L'enseignement était tellement

strict, l'atmosphère si austère que j'éprouvais un sentiment d'oppression physique et psychologique, comme si on contrôlait mon esprit. Je me mettais à détester cette discipline dont j'avais voulu faire mon métier. Je me demandais comment j'allais sortir de ce cercle infernal. »

« La professeure la plus redoutée »

La solution, elle la trouve dans l'enseignement. « J'ai appris la danse à des élèves avec l'exigence que l'on m'avait infligée. J'étais la professeure la plus redoutée de l'école », s'amuse-elle avant de reprendre son sérieux pour raconter la façon dont le cinéaste Jia Zhang-Ke, en quête d'étudiants-danseurs pour son film *Platform* (2000), a fait irruption dans un de ses cours. « A la fin, son assistant est venu me dire qu'il voulait collaborer avec moi. Puis ils se sont mis à me parler de cinéma, du festival de Berlin, je ne comprenais, ne connaissais rien. Quand ils sont repartis, je n'y ai plus pensé. » Trois mois plus tard, on l'attendait sur le tournage.

Des journées qui commencent à 5 heures du matin, dans un froid qui lui gèle les doigts... la jeune femme prend conscience que la danse n'est pas le seul endroit où s'exercent les sacrifices. L'équipe du film, des trentenaires qui se battent pendant les pauses avec des pistolets à eau, contribue toutefois à rassurer, voire régénérer Zhao Tao. « Cette décontraction m'a fait du bien. Je me suis dit : mais il y a de la vie dans tout cela. » Le tournage s'achève, elle retourne à ses cours, la rigueur, la discipline... quand elle apprend quelques mois plus tard par Jia Zhang-Ke que le film est sélectionné au festival de Venise. « Tu verras, c'est une très jolie ville en Italie », lui dit-il.

L'épisode suivant est presque une répétition du précédent. En 2001, le cinéaste rappelle Zhao Tao pour *Plaisirs inconnus* (2002) puis pour aller présenter le film à Cannes. Sur cette deuxième expérience, l'actrice confie avoir rencontré ses premières difficultés. « Dans Platform, je jouais mon propre rôle mais dans celui-ci,

j'étais une petite frappe. Il m'a donc fallu travailler mon personnage, pour le construire. » Après cela, hormis deux incartades avec Isaac Julien (*Ten Thousand Waves*, 2010) et Andrea Segre (*La Petite Venise*, 2011), sa collaboration avec Jia Zhang-Ke ne s'interrompt pas.

Peu avant de tourner *Still Life* (2006), Zhao Tao abandonne définitivement l'enseignement. Lors de sa projection, le film soulève en elle une telle émotion qu'il l'éclaire enfin sur « ce qu'est le cinéma ». De même que c'est avec *Still Life* que l'actrice saisit pleinement l'attention que porte le cinéaste sur les gens ordinaires et sur l'influence des bouleversements radicaux de la Chine sur l'individu.

Jia Zhang-Ke et Zhao Tao se sont mariés en 2012, ont tourné *A Touch of Sin* (2013), *Au-delà des montagnes* (2015) et *Les Eternels*, installant une collaboration dont l'actrice dit qu'elle les a fait mûrir ensemble, « moi en tant qu'actrice, lui en tant que cinéaste ». ■

VÉRONIQUE CAUHAPE

Jean-Luc Godard, ivre d'images

Le dernier film du cinéaste, âgé de 87 ans, est présenté à Cannes en compétition, en l'absence de son auteur

LE LIVRE D'IMAGE

SÉLECTION OFFICIELLE
En compétition

À u début, il y a le noir, d'ouï sons et images jaillissent comme les éclats du silex, avant de retomber aussi sec dans l'obscurité. Tout, dans *Le Livre d'image* – le dernier film de Jean-Luc Godard, présenté à Cannes en compétition, en son absence – ramène à ce noir, support intangible et marge sans bordure d'un film qui crépite par salves successives.

L'écran n'est pas une toile blanche, mais un gouffre sans fond, une caverne d'où l'œuvre émerge. Et c'est bien à une caverne que l'on pense encore quand la voix off et rocailleuse de Godard, récitant ses versets élégiaques, résonne, s'emporte, s'élève et gronde comme un éboulement.

Le Livre d'image s'inscrit dans la veine « mélangée » de l'œuvre godardienne, celle des montages d'emprunts, fabriqués à partir d'extraits d'autres films, d'archives, de reportages télé, de fragments textuels ou musicaux. Le tout constituant un maëlström dont la beauté réside non seulement dans l'assemblage, mais aussi dans la manière avec laquelle il réussit à transfigurer les matériaux de départ. Comportant peu de plans tournés par le cinéaste, ce dernier film se présente un peu comme une extension du court-métrage *De l'origine du XXI^e siècle*, réalisé en 2000 pour l'ouverture du Festival de Cannes.

Godard orchestre ici une suite en quatre mouvements. Le premier, variation sur la notion de remake, constate l'invariable répétition des guerres (qualifiées de « divines ») et des catastrophes au cours de l'histoire, en confrontant les conflits d'antan avec ceux d'aujourd'hui. Intervient ensuite un passage ahurissant sur les trains – de *Berlin Express* à *Shanghai Express* – dont les défillements scandés, reflet du procédé cinématographique, évoquent les mouvements conjoints de l'histoire et des images.

Puis Godard embraye sur la question du Moyen-Orient et de sa satellisation par le reste du monde, à travers plusieurs passages, lus par lui, du roman *Une ambition dans le désert* (1984), de l'écrivain égyptien francophone Albert Cosseray. Enfin, le film se

conclut en associant le terme de « révolution » et l'image terminale d'une chute.

Le Livre d'image frappe par ses étranges alliages. Bégaiements de l'image et du son, attaques sèches et intempestives, images sales, baveuses, démantibulées, fouillées jusque dans la chair du photogramme : chaque archive, chaque fragment est ici investi, non seulement pour ce dont il témoigne, mais aussi comme une matière plastique, infiniment malléable (les sources n'y sont pas sacralisées).

Teintes fauves et fiévreuses

Godard poursuit les expériences d'*Adieu au langage* (2014), son précédent long-métrage, non plus avec la 3D mais cette fois avec le son. Les objets sonores (voix, bruits, musiques) surgissent des quatre coins de la salle, rebondissent d'un bord à l'autre. Ainsi *Le Livre d'image* est-il un film qui s'écoute « dans la profondeur ». A ce titre, rien d'anodin à ce que Godard, dans son commentaire, en vienne à disserter sur la différence musicale entre la mélodie et le contrepoint, thème secondaire qui se superpose à la première.

Le film apparaît également comme une synthèse : Godard y condense sa pensée historique (invoquant de façon plutôt inattendue Joseph de Maistre, philosophe contre-révolutionnaire et ultramontain) et pratique même l'autocitation, récapitulant ici nombre d'extraits de ses précédents films, notamment du *Petit Soldat* (1960), des *Carabiniers* (1963), de *Week-end* (1967) ou encore d'*Hélas pour moi* (1993).

Les plans venus d'ailleurs sont parfois repeints aux teintes fauves et fiévreuses des toiles de Nicolas de Staël, d'Henri Matisse ou d'André Derain, ce qu'autorise la palette graphique de la vidéo.

Car l'autre horizon du film, après la musique, est la peinture, qui s'installe ici comme généalogie des images animées. *Le Livre d'image* n'est ni un livre ni même un film, mais un feu de camp dans la nuit, dont les images sèchement frottées les unes contre les autres produisent de la lumière et de la chaleur. Livre d'image, ivre d'images. ■

MATHIEU MACHERET

Essai cinématographique de Jean-Luc Godard (1h34). Sortie en salle prochainement

Gabriel Abrantes et Daniel Schmidt, les réalisateurs et l'actrice Cleo Tavares, sur la Plage Nespesso, à Cannes le 11 mai

STEPHAN VANFLETEREN POUR « LE MONDE »



Un ovni pop et déjanté

Les réalisateurs mettent en scène un personnage inspiré de Ronaldo

DIAMANTINO

SEMAINE DE LA CRITIQUE

Un ovni a survolé la Croisette vendredi 11 mai, venu tout droit du Portugal avec de drôles de passagers à bord : une star de football déchue et candide, Diamantino, interprétée par Carlotto Cotta, le héros de *Tabou* (2012) et des *1001 nuits* (2015) de Miguel Gomes ; deux sœurs maléfiques qui instrumentalisent leur frère afin de promouvoir l'extrême droite et la sortie du Portugal de l'Europe (Sonia et Natasha Matamouros) ; une jeune policière noire, Aïcha (Cleo Tavares), qui se fait passer pour un garçon réfugié et mène l'enquête. En regardant *Diamantino*, film inclassable sélectionné à la Semaine de la critique, coproduit par la France, le Portugal et le Brésil, le public ne savait pas toujours s'il fallait rire ou s'inquiéter. Est-ce un polar, de la science-fiction, un film romantique, un conte politique ?

Sur le plan esthétique, le grain de la pellicule seize millimètres côtoie le cinémascope, les effets numériques, la caméra drone... Entre avant-garde et culture populaire, ce film multiforme affiche une forte ambition : toucher le plus

grand nombre tout en étant radical et inventif. Nous avons rencontré les deux jeunes réalisateurs (nés en 1984) après la projection, dans le petit jardin d'une résidence cannoise où Daniel Schmidt, d'une blondeur pâle, faisait sécher son vernis à ongles. « Nous pensons que la comédie est le meilleur outil pour parler de la crise contemporaine », disent-ils d'une même voix.

L'univers de Gabriel Abrantes et de Daniel Schmidt est riche, foisonnant, éclectique, nourri de pop culture, de comédies hollywoodiennes, d'essais philosophiques ou de tragédies grecques. Les deux se connaissent depuis 2006 et viennent d'horizons différents. Gabriel Abrantes a étudié dans une école des beaux-arts à New York « marquée à gauche et gratuite », la Cooper Union for the Advancement of Science and Art. Daniel Schmidt, lui, était inscrit dans une école de cinéma new-yorkaise chic et coûteuse qui l'a fort dérouté, où les jeunes gens apprenaient surtout à appliquer les recettes des aînés... Leurs deux mondes se sont complétés et le tandem n'a pas tardé à cosigner des films.

Prouesse sportive

Le personnage de Diamantino est un mythe, même s'il renvoie explicitement à l'icône Cristiano Ronaldo, footballeur star avec lequel le héros du film entretient une forte ressemblance physique. Les deux cinéastes saluent la performance de l'acteur portugais Carlotto Cotta. Pour Abrantes et Schmidt, la prouesse sportive peut être un geste esthétique. Et de citer le jeu du tennisman suisse Roger Federer, et son analyse littéraire par l'écrivain américain David Foster Wallace (1962-2008).

Les réalisateurs aiment les fausses pistes. Au premier abord, Diamantino apparaît limité intellectuellement. Il écarquille les yeux le jour où il aperçoit, depuis son yacht, une frêle embarcation remplie de jeunes Africains. « C'est quoi des réfugiés ? », demande-t-il à son père, interprété par Chico Chapas, un acteur non professionnel révélé dans la trilogie des *1001 nuits* de Gomes. Abrantes et Schmidt préfèrent le qualifier de « naïf » : « *Diamantino* peut être ignorant des faits, mais il n'est pas bête. Nous avons voulu créer un personnage tellement ouvert, tellement simple qu'il arrive à réagir aux crises contemporaines d'une manière nouvelle », souligne Daniel Schmidt. Accablé par son but manqué lors d'un match décisif, le

joueur se retrouve sur le plateau d'une émission animée par une vedette, où il est sommé de répondre aux questions par « oui » ou « non » – une parodie de l'interview d'Oprah Winfrey avec Lance Armstrong, en janvier 2013, où celui-ci avait ficelles pour tirer les larmes de son invité, et c'est l'une des scènes les plus fortes du film.

Diamantino est enfin une histoire d'amour au sein d'un couple fort peu conventionnel. La jeune policière, véritable James Bond au féminin, et lesbienne au début de l'histoire, va tomber amoureuse de Diamantino, dont le corps est en train de se transformer, et de se

féminiser, sous l'effet d'une manipulation génétique décidée par ses sœurs jumelles – deux clones de Cruella. L'histoire d'amour va-t-elle triompher ? Le duo de choc Abrantes et Schmidt avoue son goût pour les vieilles comédies hollywoodiennes, dont ils vantent la « radicalité », et citent dans leur répertoire *L'impossible Monsieur Bébé* (1938) de Howard Hawks, avec Katharine Hepburn et Cary Grant dans le rôle d'un paléontologue. Point de léopard dans *Diamantino*, mais d'autres bêtes hantent le terrain de foot. ■

Film franco-portugais-brésilien de Gabriel Abrantes et Daniel Schmidt. Avec Carlotto Cotta et Cleo Tavares (92 minutes). Sortie en salle prochainement.



PYRAMIDE VIDEO et arteEDITIONS présentent

LA SÉRIE-ÉVÉNEMENT SUR arte

FIERTÉS

Une mini-série en 3 épisodes de PHILIPPE FAUCON



30 ANS DE COMBATS POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS

3 GÉNÉRATIONS

3 DESTINS D'HOMMES

EN DVD ET VOD

TÊTU

linrockuptibles

Le Monde



amaris
business explorers
since 2007

Leader indépendant de l'innovation, Amaris est présent depuis 2007 dans 50 pays et apporte son expertise à 750 clients grâce à ses 5 000 experts.

amaris | inspiring change



Gaspard Ulliel dans les locaux d'Unifrance, à Cannes, le 11 mai.
STEPHAN VANFLETEREN
POUR « LE MONDE »

La vengeance du soldat Tassen

Après récit de la guerre d'Indochine, le film de Guillaume Nicloux montre le conflit comme une névrose sexuelle

LES CONFINS DU MONDE

QUINZAINE DES RÉALISATEURS

Guillaume Nicloux poursuit une œuvre protéiforme et en zig-zags, où chaque film semble ne vouloir ressembler en rien à celui qui le précède. Si ce n'est par une inclination, depuis *Valley of Love* (2015), pour les dérives existentielles, les expéditions autant extérieures qu'intérieures de personnages itinérants. *Les Confins du monde* ne déroge pas à la tendance, puisqu'il décrit, pendant la guerre d'Indochine, la marche à travers la jungle de Robert Tassen (Gaspard Ulliel), soldat français, en même temps que son enlèvement dans une obsession de plus en plus délirante.

Le film s'attache à la période trouble de 1945-1946, marquée par

l'occupation momentanée du Tonkin par les forces japonaises et l'émergence de la résistance indépendantiste. Tassen est l'unique rescapé d'un massacre lié au « coup de force » du 9 mars 1945, riposte japonaise à la reprise en main du territoire par les Français.

Au début du film, le soldat se relève d'un épais charnier, où gisent à la fois son unité décimée ainsi que des parents. Recueilli et soigné par des villageois, il rejoint l'armée française, obnubilé par l'idée de se venger, notamment sur la personne de Vo Binh, un lieutenant d'Ho Chi Minh. Trois rencontres jalonnent sa quête : celles de l'écrivain Saintonge (Gérard Depardieu), du soldat Cavagna (Guillaume Gouix), qui rejoint son bataillon, et de la prostituée Maï (Lang-Khê Tran), dont il tombe amoureux.

Le premier intérêt du film est ainsi de se pencher sur un épisode

de l'histoire coloniale assez peu visité par le cinéma français, à l'exception de *317^e section* (1965), de Pierre Schoendoerffer, référence explicite. Difficile de ne pas l'inscrire également dans un réseau d'influences, qui iraient des récits de Joseph Conrad à l'iconographie de la guerre du Vietnam dans le cinéma américain (*Apocalypse Now* au premier chef), en passant par les films de Samuel Fuller (*Les maraudeurs attaquent*, 1962).

Corps exposé sans ménagement

Mais l'originalité du film est aussi d'échapper un peu à tout cela, comme à la problématique coloniale, pour se creuser une autre voie : celle de l'enlèvement d'un homme dans un territoire et une idée fixe, qui ne sont peut-être jamais que les deux versants d'une même solitude. La mise en scène frappe par sa sécheresse, mais surtout par son impudicité. Le corps y

est exposé sans ménagement, qu'il s'agisse des cadavres mutilés ou de la sensualité des soldats, rendue âpre et brutale par les souffrances qu'ils endurent. Au motif de la vengeance, s'adosse bientôt celui de la sexualité malade.

La guerre apparaît comme une névrose sexuelle, par la virilité convulsive qu'elle mobilise, mais surtout comme une permanente angoisse de la castration. Les amputations du Vietnam, la sangsue qui s'immisce dans le pénis d'un soldat, la morsure des serpents (symbole phallique explicite), ne racontent pas d'autre histoire. Celle d'hommes qui, progressivement désertés par la vie, regardent leurs sexes tomber. ■

MATHIEU MACHERET

Film français de Guillaume Nicloux. Avec Gaspard Ulliel, Guillaume Gouix, Lang-Khê Tran, (1h43). Sortie en salle prochainement

L'humanité au défi de la monstruosité

Dans la section Un certain regard, le film d'Ali Abbasi inquiète et ne cesse de dérouter en même temps qu'il émerveille

GRÄNS

UN CERTAIN REGARD

Éprouvant début de sélection cannoise qui passe les festivaliers à l'épreuve de la laideur et de la monstruosité. Entre *Donbass*, de Sergei Loznitsa (satire grimaçante du cynisme de la politique russe en Ukraine), et *Yomeddine*, d'A.B. Shawky (road-movie édulcoré d'un lépreux à la recherche de ses origines), on préférera en tout état de cause l'étrange et remarquable film suédois d'Ali Abbasi, *Gräns* (*Border*) – adapté du roman homonyme de John Ajvide Lindqvist – qui s'empare de la question sous les auspices « naturels », si l'on peut dire, du genre.

Son héroïne se nomme Tina, elle exerce la profession de douanière, où elle excelle grâce à un sens de l'odorat particulièrement développé qui lui permet sans faillir de détecter les sentiments cachés des individus qui lui passent sous le nez. La découverte de Tina pour le spectateur n'est pas une mince affaire. Faciès tirant vers le Néandertal plutôt que le Sapiens, corps épais et difforme, malpropreté générale, regard bestial qui vous fige.

Fantastique familial

Tout tire en un mot la belle Tina vers l'animal ou le monstre primitif, et tout l'enjeu du film consistera, précisément, à faire entrer cet objet de répulsion sinon dans le monde de l'humanité, du moins dans celui d'une reconnaissance par ladite humanité d'une différence ontologique dont elle-même va lentement

prendre conscience au cours de l'intrigue. Vivant avec un amant éleveur de chiens débile qui la trompe allègrement, questionnant en vain un père sénile sur des origines qu'elle soupçonne hétérodoxes, Tina va rencontrer son destin en la personne de Vore, un être repoussant qu'elle arrête à la frontière, qui lui ressemble comme deux gouttes d'eau, et avec lequel elle va tisser une relation édifiante.

Point n'est besoin d'ajouter un mot dans l'attente d'une sortie prochaine. Disons que ce film qui met l'humanité au défi de la monstruosité entre dans la catégorie d'un fantastique familial à la manière du récent *Les Bonnes Manières*, des Brésiliens Juliana Rojas et Marc Dutra (mythe du loup-garou, conte de fées et lutte des classes). Autant dire qu'il inquiète en même temps qu'il émerveille, qu'il n'est pas dépourvu d'une singulière beauté, et qu'il ne cesse de dérouter, au meilleur sens de ce terme.

Son titre dit bien par ailleurs ce qu'il veut dire, la question de la « frontière » étant celle qui le travaille par excellence, entre animalité et humanité, politique d'accueil des réfugiés et mythes fantastiques nordiques. L'auteur lui-même en sait quelque chose, qui est né en Iran en 1981, avant de s'installer dans les années 2000 en Suède, puis au Danemark. ■

JACQUES MANDELBAUM

Film suédois d'Ali Abbasi. Avec Eva Melander, Eero Milonoff, Jörgen Thorsson, Viktor Akerblom (1h41). Sortie en salle prochainement.

JUSTICE

L'enquête sur la Cité du cinéma classée sans suite

Ouverte en décembre 2013 par le parquet de Paris, puis transférée au Parquet national financier, l'enquête préliminaire sur la Cité du cinéma de Luc Besson, visant d'éventuels détournements de fonds publics, a été

classée sans suite. Cette enquête faisait suite à un signalement de la Cour des comptes sur les conditions de financement du projet. Installée à Saint-Denis, la Cité du cinéma accueille l'École Louis-Lumière, des plateaux de tournage, un auditorium et des espaces événementiels. – (AFP)

Théâtre de la Ville
CONCERT D'OUVERTURE DE CHANTIERS D'EUROPE

Camané invite Agnès Jaoui
PARIS-LISBONNE

LUNDI 14 MAI
THÉÂTRE DE LA VILLE-ESPACE CARDIN
1, AVENUE GABRIEL - PARIS 8

Mairie de Paris
theatredelaville-paris.com 01 42 74 22 77

Fiertés noires sur tapis rouge

Ryan Coogler, le réalisateur de « Black Panther », s'est prêté au jeu de la masterclass à Cannes

Une rumeur voudrait que Thomas Bangalter, moitié du duo Daft Punk, soit un festivalier régulier. Point de casque à Cannes, cependant : le musicien parisien aime, paraît-il, à sillonner la Croisette incognito, c'est-à-dire à visage découvert. Cette année, allez savoir, il a peut-être prêté son cœur pap' à un vieux pote, la pop star The Weeknd, avec lequel les Daft fraient sur leurs derniers tubes, *Starboy* et *I Feel It Coming*.

Car lui, c'est une certitude, est bel et bien de la fête. Jeudi 10 mai, le chanteur de R'n'B, de son vrai nom Abel Makkonen Tesfaye, s'est infiltré au premier rang du « Rendez-vous avec Ryan Coogler ». Soit un dialogue de deux heures entre le réalisateur de *Black Panther* et le critique afro-américain Elvis Mitchell.

La salle Buñuel est bondée. En haut des gradins trône Raoul Peck, héraut du cinéma « réalisé par des gens de couleur noire », ainsi que le formule en préambule le délégué général, Thierry Frémaux, qu'on a connu moins pusillanime.

Victime d'une sono défaillante, Ryan Coogler s'en remet d'entrée de jeu à la maestria acoustique de The Weeknd, qui pose sa voix suave sur la bande-son de *Black Panther* : « Abel, viens nous aider ! », plaisante le jeune homme de 31 ans. Il faudra trois interventions de techniciens pour que résonne dans toute son acuité l'accent au couteau de Coogler.

D'un long périple en Afrique

Ce crescendo figure assez joliment la prise en considération grandissante, au sein de l'industrie cinématographique, des voix afro-américaines. Car l'ascension saisissante du réalisateur n'est pas isolée, comme en témoignent les cartons de *Straight Outta Compton* (2015), de F. Gary Gray, ou de *Get Out* (2017), de Jordan Peele. « Il fut un temps où les équipes de basket ne faisaient pas jouer de Noirs, de peur de ne pas vendre de tickets ! », parabolise le cinéaste. Et puis ça a changé. Au tour du cinéma de changer. »

Y aurait-il déjà une griffe Coogler ? La masterclass, acérée, en fait l'hypothèse, en même temps

L'industrie du cinéma prend de plus en plus en considération les voix afro-américaines

que la genèse. Enfance dans des faubourgs fauchés, choyée par des parents assistants sociaux : « J'ai eu de la chance, la plupart de mes potes ne connaissaient pas leur père, se souvient le cinéaste, après qu'Elvis Mitchell lui eut fait remarquer combien l'absence paternelle traverse ses trois films. Personne ne se voyait vivre au-delà de 25 ans : la mort, la prison bouchaient nos horizons. »

De son père, Coogler héritera le goût et la pratique assidue du sport, grâce auxquels il intégrera les bancs universitaires ; de sa mère, une cinéphilie hypermnésique, façon base de données – « maman, c'était IMDB avant qu'IMDB n'existe ! »

La faconde des Wakandais – les habitants du royaume afro-futuriste de *Black Panther* –, il l'a nourrie au cours d'un long périple en Afrique, du Cap au Kenya : « Disney m'avait parqué dans des hôtels sécurisés, alors j'ai sympathisé avec le personnel... Je me suis familiarisé avec la musicalité de leur langue, j'ai découvert leurs rituels. Par moments, j'avais l'impression d'être à une fête chez moi, à Oakland : les gestes pour faire circuler les boissons sont les mêmes ! »

Pour l'heure, ses scénarios sont des adaptations de faits réels – la bavure raciste de *Fruitvale Station* – ou d'univers préexistants – la saga Rocky, les comics Marvel. Mais Coogler dit avoir envie de se frotter à une histoire originale. « Ou alors, pourquoi pas une suite de *Black Panther* centrée sur les personnages féminins – peut-être les plus importants du film, bifurque-t-il aussitôt. La décision ne m'appartient pas totalement. Au final, cela reste un business. Et j'espère qu'on laissera ce business dans un meilleur état qu'on ne l'a trouvé. » ■

AURELIANO TONET

Le défi de créer après Pina Bausch

Deux chorégraphes mettent en scène sa troupe, neuf ans après sa mort



Nayoung Kim dans «New piece 2», d'Alan Lucien Oyen.

ALAN LUCIEN OYEN

DANSE

WUPPERTAL (ALLEMAGNE)

Un cap est franchi. Neuf ans après la mort brutale de Pina Bausch (1940-2009), sa compagnie, le Tanztheater Wuppertal, fait la grande bascule. Pour la première fois, deux chorégraphes internationaux, le Grec Dimitris Papaioannou et le Norvégien Alan Lucien Oyen, mettent en scène la troupe. Leurs spectacles long format, à l'affiche à partir du 12 mai à l'Opéra de Wuppertal, puis en tournée, sont déjà inscrits au répertoire, où ils rejoignent la quarantaine de chefs-d'œuvre de l'artiste allemande.

Le défi est massif. A la manœuvre, Adolphe Binder, directrice artistique depuis mai 2017. Dégager l'avenir de 36 danseurs, dont près de la moitié n'a pas connu Pina Bausch, tout en continuant de jouer son répertoire exige de l'instinct et de la détermination. « Comment contribuer à l'œuvre énorme de Pina et développer la compagnie, me suis-je d'abord demandé, confie cette femme, dramaturge et manager. Qui seront les prochains noms de la danse-théâtre ? Il n'y a pas trente-six mille artistes actuellement capables de concevoir des spectacles d'envergure en prenant des risques. J'ai choisi Papaioannou et Oyen parce qu'ils sont très différents et

complémentaires, et qu'ils possèdent tous les deux l'esprit Pina. »

Bonne pioche ? En répétition, le 26 avril, chacun de leur côté avec une demi-troupe, ces deux chorégraphes s'attaquent à forte partie. Marcher dans les traces de la géante Pina Bausch, collaborer avec des interprètes dont certains sont des bêtes de scène, des icônes depuis plus de trente ans, file le frisson. « Ce sont des monstres qui m'impressionnent énormément », commente Dimitris Papaioannou, 53 ans, metteur en scène des Jeux olympiques d'Athènes en 2004, dont la pièce *The Great Tamer* a été le phénomène de l'édition 2017 du Festival d'Avignon.

Scènes surgies d'une rêverie
« C'est la première fois que j'accepte de travailler avec une autre troupe que la mienne. Nous avons discuté pendant six mois avec Adolphe avant que j'accepte, raconte-t-il. Mon processus de création est long et chaotique, je préfère le garder confidentiel. Mais comment refuser de créer pour la compagnie de Pina Bausch ? Je l'aurais regretté sur mon lit de mort, c'est certain ! »

Alan Lucien Oyen, 40 ans, tête de pont d'une nouvelle génération nordique, surfe quant à lui sur des collaborations variées avec le Ballet national de Norvège ou celui de Göteborg. « Evidemment, ce n'est pas simple, confie-t-il. Au départ, j'étais effrayé. Et puis, peu à

Collaborer avec des interprètes qui sont des bêtes de scène, des icônes depuis plus de trente ans, file le frisson

peu, devant ces danseurs humbles, accueillants, j'ai commencé à me sentir moi-même et libéré. Je me demande parfois si Pina aurait aimé mon travail mais l'important est de continuer à avancer. »

Sur le plateau de Papaioannou, des matelas de polystyrène noir colorent le tableau d'ensemble. Rien d'étonnant de la part de ce metteur en scène d'abord passé par la peinture, dont le geste spectaculaire est très plastique. Une naïade dorée se laisse caresser par des mains lentes, une tête de bouc pend à un clou. Un homme empaqueté dans du papier surgit nu, beau comme une statue.

« Imaginez que c'est du chocolat ! », glisse le chorégraphe pour piquer de gourmandise les gestes des interprètes. Il compose au millimètre chaque séquence, s'assoit parmi les danseurs en cercle pour discuter. « A deux semaines de la première, c'est vrai que je suis connecté sur le négatif, reconnaît-il. Je

vois d'abord ce qui ne marche pas. »

Chez Oyen, dont la première est le samedi 2 juin, tout est douceur sur fond de rivière de piano. Le thème du spectacle, dont le titre comme celui de Papaioannou n'est pas encore trouvé, est celui de la mémoire. Les interprètes chuchotent, proposent des scènes l'air de rien comme surgies d'une longue rêverie... Oyen les observe, sourit. « J'essaye de créer un lieu ouvert, tranquille, pour que chacun se sente confortable, raconte-t-il. Les danseurs et moi, nous sommes devenus amis et c'est sécurisant pour être soi-même. Je déteste l'autorité et je préfère que tout le monde soit en confiance. »

Dos à dos, côte à côte, les chorégraphes turbinent. « Ce n'est pas toujours simple mais je crois que cette étape est très importante pour la survie de la compagnie, affirme le danseur anglais Scott Jennings. Personnellement, je n'ai pas connu Pina. J'interprète son répertoire depuis 2012 mais j'espérais un jour véritablement créer des spectacles. Je suis heureux de me retrouver avec mes collègues dans cette énergie de travail et de découverte. C'est très excitant. » ■

ROSITA BOISSEAU

Tanztheater Wuppertal Pina Bausch. Opéra de Wuppertal. **New Piece 1**, de Dimitris Papaioannou. Du 12 au 20 mai. **New Piece 2**, de Alan Lucien Oyen. Du 2 au 10 juin.

Un clip de Childish Gambino fait débat

Le rappeur signe une vidéo coup de poing fustigeant une Amérique « insouciante et raciste »

Depuis le 5 mai, le clip vidéo de Childish Gambino, *This is America*, cumule plus de 82 millions de vues sur YouTube. Il vient de faire mieux que la bande-annonce du prochain *Star Wars*, *Solo: A Star Wars Story* (12 millions), diffusée sur Internet depuis plus d'un mois, film dans lequel il joue sous son nom d'acteur, Donald Glover, le rôle de Lando Calrissian. Ce nouvel épisode de la saga sera présenté en avant-première au Festival de Cannes mardi 15 mai avant la sortie en salle le 23. Mais pour l'instant, les médias s'intéressent surtout au contenu politique de son clip, un pamphlet à la fois contre la société du divertissement, la prolifération des armes à feu aux Etats-Unis et les violences racistes.

Dans cette vidéo de quatre minutes, Childish Gambino, qui sortira un nouvel album avant l'été chez Sony, dresse le portrait d'une Amérique insouciante qui préfère danser, courir après l'argent, plutôt que de regarder ce qui se passe dans son arrière-cour. Musicalement, *This is America* est moins créatif que les titres de son précédent album, *Awaken, My Love!*. En revanche, sur Internet comme dans la presse, le clip *This is America* fait l'objet d'une analyse sémiologique pointue. *The New York Times*, le magazine anglais *Dazed & Confused*, et bon nombre d'internautes sur les réseaux sociaux ont passé en revue tous les tableaux du clip, décryptés les chorégraphies qui s'inspirent à la fois d'une danse sud-africaine, le

Gwara Gwara, du « stanky leg » texan, et de la gestuelle de Jim Crow. Ce personnage fut popularisé dans les années 1830 par l'acteur (blanc) Thomas D. Rice qui, grîmé en Noir, moquait la gestuelle des populations afro-américaines. A la fin du XIX^e siècle, lorsque les Etats du Sud des Etats-Unis ratifièrent les lois de ségrégation raciale, elles furent appelées « lois de Jim Crow ».

Tueries de masse

Dans le clip, Childish Gambino, torse nu, mime le ménestrel tout en tuant à bout portant un guitariste noir. Avec une mitraillette, il fusille une chorale gospel, en référence à la tuerie de Charleston, où neuf paroissiens afro-américains ont été tués le 18 juin 2015 par un suprémaciste blanc.

Elevé à Atlanta, ville à laquelle l'acteur et scénariste consacre une série diffusée en France sur OCS, Donald Glover a été très marqué par les tueries de masse récentes, les meurtres de jeunes Noirs par des policiers blancs... Quand nous l'avions rencontré, en février 2014, après la sortie de son deuxième album *Because the Internet*, il détournait déjà les clichés racistes. Dans le clip *The Worst Guys*, il filmait des amis surfers et commentait : « *Le surf est considéré comme un sport de Blancs en Californie, il faut de l'équipement, savoir nager et habiter près de la mer. Pendant l'esclavage, on interdisait aux Noirs d'apprendre à nager.* » ■

STÉPHANIE BINET

GALERIE

GALERIE DOMINIQUE FIAT

Katya Traboulsi

Katya Traboulsi fait de la géopolitique en sculpture. Née au Liban en 1960, peintre et essayiste, elle a choisi pour cela une forme familière à ses concitoyens, l'obus. Chacun de ceux qu'elle produit se caractérise par son matériau et ses ornements. L'iranien est en bois peint d'un paysage et de figures du style des peintures mogholes ; l'irakien est en pierre blanche et marbre, avec une tête façon Sumer ; le yéménite ressemble à une stèle anthropomorphe de calcaire ; le nigérian est habillé de perles colorées à motifs géométriques ; la porcelaine de l'obus turc est peinte d'oiseaux et de fleurs... Il y en a une douzaine, posés sur deux caissons de bois vert kaki. On admire l'efficacité du symbolisme et l'habileté avec laquelle l'artiste insère des références historiques et religieuses dans le ventre et la partie fuselée de l'obus. On peut aussi s'amuser de voir des allusions artistiques prendre possession d'un objet de mort. Mais ces pays dont ces munitions sont supposées venir sont des nations aujourd'hui en guerre, ce qui est nettement moins plaisant. ■ PHILIPPE DAGEN
« Perpetual identities », Galerie Dominique Fiat, 16, rue des Coutures-Saint-Gervais, Paris 3^e. Tél. : 01-40-29-98-80. Du mardi au samedi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 mai

Le Monde | L'Obs | Télérama | Courrier International | IHUFFPOSTI

Couthures - sur - Garonne

FESTIVAL INTERNATIONAL DE JOURNALISME

13-14-15 juillet 2018

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : VIVRE AVEC LES ROBOTS

LES CHEMINS DE L'EXIL

APRÈS #METOO, OÙ SONT LES HOMMES ?

VINS DU FUTUR, FUTUR DU VIN

JOURNALISME ET POLITIQUE, FATALE ATTRACTION

ÉDUCATION À L'INFORMATION, TOUT EST À (RE)FAIRE

JOURNALISTES, DES HISTORIENS DE L'IMMEDIAT ?

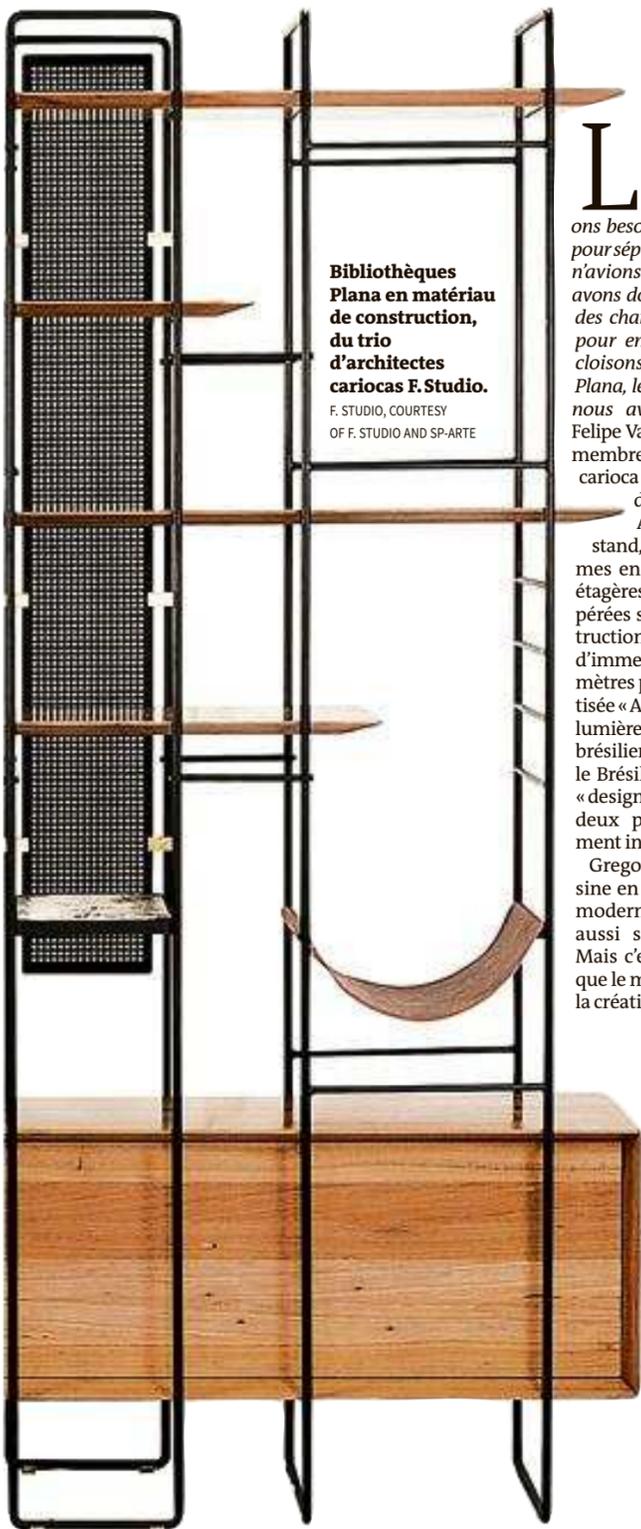
RÉSERVEZ VOTRE PASS DÈS MAINTENANT !

Programme et billetterie sur festivalinternationaldejournisme.com

www.fnac.com et en Magasins Fnac - Carrefour - U - Géant - Intermarché

LE BRÉSIL MÉLANGE LES GENRES

Dans la lignée d'Oscar Niemeyer, une nouvelle génération de créateurs mêlant les métiers d'architecte et de designer émerge au Brésil. La dernière foire d'art et de design de Sao Paulo les a mis en avant



Bibliothèques Plana en matériau de construction, du trio d'architectes cariocas F. Studio.
F. STUDIO, COURTESY OF F. STUDIO AND SP-ARTE

DESIGN

Lorsque nous avons lancé notre agence d'architecture dans une friche industrielle de Rio, nous avions besoin de monter des cloisons pour séparer nos espaces mais nous n'avions pas les moyens. Nous avons donc récupéré des tubes sur des chantiers et les avons soudés pour en faire des bibliothèques-cloisons. C'est ainsi qu'est née Plana, le premier des meubles que nous avons dessinés», s'amuse Felipe Vargas, 30 ans, l'un des trois membres fondateurs de l'agence carioca F. Studio. A la foire d'art et de design de Sao Paulo SP-Arte, mi-avril, sur leur stand, trois bibliothèques filiformes en acier, traversées par des étagères en bois et en béton récupérées sur des chantiers de construction, rappellent la silhouette d'immeubles à toit plat. Quelques mètres plus loin, l'exposition baptisée «Arquitects Projects» met en lumière le mobilier d'architectes brésiliens. Un choix évident tant le Brésil est devenu la patrie des «designers-architectes». Ici, les deux professions sont intimement intriquées.

Gregori Warchavchik, qui dessine en 1928 la première maison moderniste de Sao Paulo, signe aussi son mobilier rigoureux. Mais c'est dans les années 1960 que le mouvement s'affirme avec la création de Brasilia. «Lorsque le



Vase géométrique d'Humberto da Mata, formé à l'architecture à Brasilia. MARCELO TRAD

président Juscelino Kubitschek a demandé à Oscar Niemeyer de créer une capitale de toutes pièces, l'industrie nationale du meuble était quasi inexistante», avance Etel Carmona, directrice de la plus grande galerie de design du Brésil et editrice de la plupart des meubles d'Oscar Niemeyer. «L'architecte s'est alors attelé à la tâche et a dessiné une incroyable collection avec des confrères : sa fille Anna Maria, mais aussi Sergio Rodrigues et Jorge Zalsupin. Ces quatre-là ont lancé l'âge d'or du design brésilien, aux courbes à la fois modernistes et sensuelles, rappelant celles des bâtiments de Niemeyer.»

Au mitan des années 1960, le Brésil bascule dans la dictature et les architectes en place sont victimes d'une chasse aux sorcières. José Zanine Caldas est contraint de quitter son poste de professeur à l'école d'architecture de Brasilia. Banni, il décide de s'installer sur une plage au sud de Rio, où il construit de ses mains une maison et son mobilier. «En n'utilisant que des matériaux issus de démolitions, cet autodidacte a conçu une demeure



Chaise longue Rio, d'Oscar Niemeyer, éditée par la galerie Etel.
FERNANDO LAZLO

d'une grande modernité. Il l'a meublée avec des pièces fabriquées en bois récupéré sur des coques de bateaux, qui ont marqué l'histoire du design brésilien...», raconte la galeriste Aline Chastel, passionnée par le modernisme brésilien, qu'elle exposera à Paris à la rentrée (Galerie Chastel Maréchal, à partir du 5 septembre).

Autre raison historique de la fusion entre les deux métiers : la formation. Les premières écoles de design sont apparues récemment au Brésil, ce qui a laissé le champ libre aux architectes de formation. A Sao Paulo, la principale école d'architecture (FAU-USP) propose les deux formations et la plupart des architectes sont aussi formés au design. «Mon approche des objets est la même que celle d'un immeuble : la résolution d'un besoin du quotidien, saupoudré de poésie», explique Isay Weinfeld, qui s'est rendu célèbre par ses maisons brouillant les frontières entre intérieur et extérieur.

Réminiscences

Aujourd'hui, dans un pays où les écarts de richesse sont toujours flagrants, la classe moyenne reste embryonnaire, ce qui bloque le développement de l'industrie du meuble. Entre Tok & Stock (l'Ikea local) et le mobilier sur mesure pensé pour l'aménagement des appartements de luxe, impossible de voir apparaître des éditeurs milieu de gamme à l'europpéenne. Une économie atone qui contraint beaucoup d'architectes à dessiner eux-mêmes leur mobilier pour leurs projets.

Paradoxalement, l'espoir de voir émerger une scène design viendra peut-être de la crise... Alors que les distributeurs de design importaient la quasi-totalité du mobilier acheté au Brésil, la chute du réal en 2015 a permis de redécouvrir la scène locale, quelque peu en sommeil depuis l'époque moderniste. Les clients se sont alors tournés vers des savoir-faire et des matériaux brésiliens. Ana Neute, étudiante en architecture à Sao Paulo, rêvait de devenir artiste et a trouvé dans le design une voie médiane. Sa collection de lampes Bruta décline l'«or végétal», une fibre naturellement dorée, qu'elle fait tisser par des artisans. «Mon travail reste lié à l'architecture par la pureté des lignes, le

sens de l'essentiel et les formes circulaires.»

Un design pauliste en plein bouillonnement, comme l'a montré le off du salon SP-Arte. Dans le quartier bohème de Vila Madalena, la galerie-studio-bar-espace de coworking des architectes de Prototyp & accueille les visiteurs avec bières fraîches et musique locale. «Je suis formé à l'architecture, mais aussi à la photo et au graphisme. J'ai commencé par dessiner des meubles sur mesure pour mes projets d'architecture, puis j'ai eu envie de développer un design dessiné et fabriqué au Brésil à un prix correct, plus démocratique», explique Felipe Protti. Ses créations forment comme des paysages intérieurs : un petit canapé se prolonge en table basse et, dans ses larges fauteuils en cuir et bois tropical, on perçoit des réminiscences des maîtres modernistes.

Retour au salon. Installé dans le pavillon de la biennale, un paquebot vitré dessiné par Niemeyer en 1957 dans le parc Ibirapuera, siège de nombreux musées. Humberto da Mata, originaire de Brasilia, nous accueille devant son stand de céramiques. A ses débuts, l'architecte est rapidement intégré à une agence, mais le quotidien et les contraintes lui pèsent : «J'ai quitté Brasilia il y a huit ans et certains des projets sur lesquels j'ai travaillé là-bas ne sont toujours pas construits...»

Vivant aujourd'hui à Sao Paulo, Humberto da Mata est emblématique de cette jeune garde des architectes brésiliens qui se tournent vers le design parce qu'ils en apprécient la souplesse et la possibilité de fabriquer dans un pays où l'artisanat est très fort. Humberto da Mata a réalisé ses vases Morpheus en céramique pigmentée basée sur des formes archétypales : cercles, tubes... avec l'aide d'un céramiste expérimenté. «L'architecture et le design ont des tas de points communs. Le processus est similaire, il faut gérer la construction, la matière, les maquettes en 3D, le volume et la relation entre l'homme et son environnement», philosophe Humberto da Mata qui, dans sa carrière, n'a jamais voulu choisir entre architecture et design. ■

MARIE GODFRAIN

Lina Bo Bardi, le retour en Italie

RÉSISTANTE, communiste, architecte, écrivaine... Quand Lina Bo Bardi (1914-1992) débarque à Sao Paulo, à la fin de la seconde guerre mondiale, cette Italienne a déjà vécu mille vies. Elle y dessine des bâtiments qui ont marqué l'histoire de la ville, dont le Secs, un centre de loisirs brutaliste, et le MASP (Musée d'art de Sao Paulo), où les tableaux semblent suspendus comme par magie grâce à des panneaux en verre fixés perpendiculairement à des blocs de béton.

Sa mythique Casa de vidro, une maison en verre noyée dans une jungle qu'elle a entièrement plantée, est une autre de ses réalisations mythiques. Dans le salon ouvert sur la nature environnante, le piète-

ment en acier bleu de la table rappelle celui des montants des fenêtres. Sous la maison, dans l'ancien garage, s'élève une sorte de trépid construit dans un tronc, qu'elle avait imaginé comme un siège archaïque pour les habitants qui attendaient le bus sur le bord de la route.

Le siège Pompéia

Cette pièce est exposée jusqu'à la fin de l'année par la galeriste star milanaise Nina Yashar, dans son Nilufar Depot. Dans un espace surdimensionné, elle met en lumière les œuvres de l'architecte-designer italienne, qu'elle collectionne depuis quatre ans, aux côtés de meubles prêtés par la Fondation Lina Bo Bardi, qui veille sur

l'héritage. «J'apprécie son œuvre à la fois rationaliste et rare, qui m'émeut terriblement», confie-t-elle.

La scénographie du curateur Joseph Grima est particulièrement réussie. Sur des socles en brique inspirés de l'église Espirito Santo qu'elle a conçue pour un village brésilien, est posé un plancher de verre qui accueille les meubles et les assises de l'Italo-Brésilienne. On y redécouvre le siège Pompéia, réalisé en pin lamellé-collé, matériau habituellement utilisé dans le bâtiment. Mais aussi les chaises pliantes du MASP dont les jambes minimalistes évoquent les escaliers gracieux qui mènent à ce musée construit sur pilotis.

Nina Yashar avoue avoir du mal à se séparer de cette collec-

tion mais de nombreux musées la réclament déjà. Son métier de galeriste est pourtant là pour lui rappeler qu'exceptées la poignée de pièces qui retourneront à la Fondation Lina Bo Bardi, elle devra vendre le reste du mobilier. «C'est un geste compliqué pour moi, avoue-t-elle. Ces meubles d'une incroyable modernité incarnent le travail de cette femme engagée qui avait pour souci le bien-être des populations. Lina est l'une des trois grandes femmes designers du XX^e siècle avec Eileen Grey et Charlotte Perriand.» ■

M. GOD.

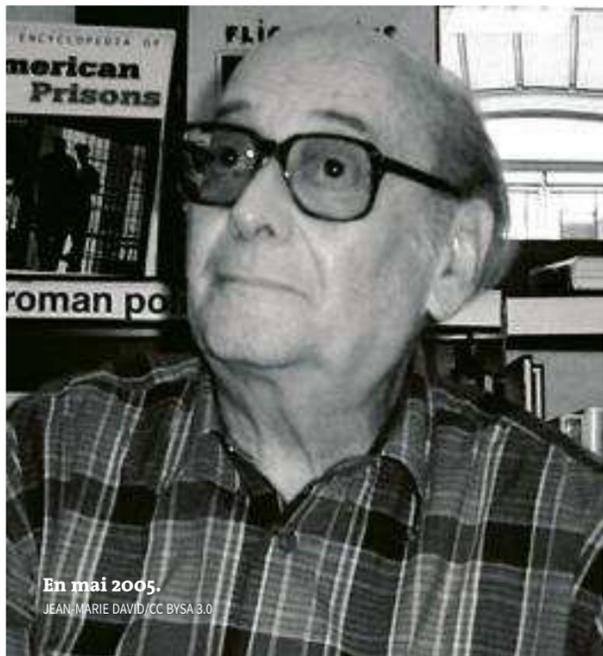
Lina Bo Bardi e Giancarlo Piretti, jusqu'au 29 décembre. Nilufar Depot, à Milan. Nilufar.com



Bureau de Lina Bo Bardi, en bois de jacaranda (1955). DANIELE IODICE

Fred Kassak

Ecrivain et scénariste



En mai 2005.
JEAN-MARIE DAVID / CC BY-SA 3.0

Lauréat du Grand Prix de littérature policière, scénariste des « Cinq dernières minutes », Fred Kassak est mort le 12 avril, à l'âge de 90 ans. Avec Jean Amila, Pierre Siniac et Sébastien Japrisot, l'écrivain aura œuvré à la réinvention du roman noir dans les années 1950 et 1960, deux décennies au cours desquelles la télévision et la radio, avides de programmes à suspense, ont abondamment popularisé le genre.

Les récits resserrés de Fred Kassak se caractérisent par une cruelle ironie, un sens consommé des dialogues et des intrigues où des individus ordinaires, mus par l'envie, se retrouvent piégés dans de fatals engrenages. Parce qu'il aimait mystifier le lecteur jusqu'au retournement final, lequel incitait parfois à relire un roman - tel l'original *Nocturne pour assassin* (1957) - pour en observer l'ingénieux mécanisme, son ami, le critique et romancier Michel Lebrun le qualifia de « *mâtin des magiciens* ».

Humour à froid

Pierre Humblot, alias Fred Kassak, est né le 4 mars 1928. Pendant l'exode, le jeune Parisien découvre dans le grenier d'une maison près de Saumur une collection de romans policiers parus aux éditions du Masque - maison qui rééditera en 1998 et 2003 l'intégrale de ses huit polars. Il les devore et s'inocule le virus.

Après-guerre, il place nouvelles et reportages dans divers magazines, en marge de son emploi de secrétaire au Touring club de France. Il s'inspirera de cette expérience professionnelle pour ce drôle de roman qu'est *Caraboolages* (1959), où un employé d'une association de tourisme, condamné à subvenir aux besoins de deux foyers (épouse et maîtresse), entend de dépecer sa hiérarchie afin de grimper les échelons.

Son inspecteur nommé Sommet apparaît en 1957 dans son premier roman policier, *Plus amer que la mort*. Contrairement aux conventions du genre, il ne s'agit pas d'un fin limier et d'un enquêteur hors pair. Fred Kassak délaisse la dimension procédurale, chez lui secondaire, pour mieux s'attacher à la psychologie des criminels pris dans des machinations dont ils perdent la maîtrise.

Son humour à froid achève de convaincre la critique, qui le consacre pour *On n'enterre pas le dimanche*, Grand Prix de littérature policière en 1958, l'année où Chester Himes est primé pour *La Reine des pommes* dans la catégorie « roman étranger ». « *Il y a*

4 MARS 1928 Naissance à Paris

1957 « Plus amer que la mort », premier polar

1958 « On n'enterre pas le dimanche », Grand Prix de littérature policière

1958 Scénario du premier numéro des « Cinq dernières minutes »

12 AVRIL 2018 Mort à Paris

un univers de la solitude. Un univers gris, sordide, plein de hurlements silencieux et de monologues interminables. La vie qui se recroqueville sur elle-même et qui se racornit. Les pensées qui tournent en rond et qui rancissent... », lit-on dans ce portrait d'un jeune écrivain qui a assasiné son agent littéraire.

Tandis que des cinéastes (Michel Drach, Pierre Chenal, Michel Audiard) adaptent ses livres avec plus ou moins de fidélité, l'ORTF sollicite sa plume. Fred Kassak signe ainsi le scénario du premier numéro des « Cinq dernières minutes » diffusé le 1^{er} janvier 1958, l'histoire d'un meurtre commis au Nouvel An et résolu par un commissaire à gabardine et nœud papillon, interprété par Raymond Souplex. « *Bon Dieu mais c'est bien sûr!* » La formule fera florès et Fred Kassak continuera de collaborer régulièrement à cette série télévisée comptant 56 épisodes, puis aux collections « La Brigade des mineurs » et « Drôles d'histoires ».

« *Le fait de travailler pour la télévision n'a eu aucune influence sur mes romans, confiera-t-il à la revue Temps Noir qui a consacré, en 2004, un beau numéro-hommage à cette figure un peu oubliée de l'histoire littéraire. Construire des énigmes policières et chercher des indices à fournir aux téléspectateurs était un travail de technicien, pas d'écrivain. Non, j'ai eu dès le début une volonté d'écriture cinématographique. (...) J'étais très cinéophile et imaginer mon roman en film m'aiderait beaucoup.* » A la radio, Fred Kassak livre une trentaine de fictions dramatiques, notamment pour l'émission « Les Maîtres du mystère » qui rassemble en 1965 jusqu'à 12 millions d'auditeurs par semaine.

Quoique fécond et passionnément inventif - à l'image de l'avalanche meurtrière déclenchée par la voix de Mireille Mathieu dans son roman *Voulez-vous tuer avec moi?* (1971) -, Fred Kassak se méfiait de l'imaginaire: « *Elle ne peut fournir que des lieux communs, estimait-il. C'est dans la réalité qu'on trouve cette originalité qui donne de la vie aux idées.* »

MACHA SÉRY

Le Monde

Le Carnet

Vos grands événements

Naissances, baptêmes, fiançailles, mariages

Avis de décès, remerciements, messes, condoléances

Colloques, conférences, portes-ouvertes, signatures

Soutenances de mémoire, thèses, HDR

Expositions, vernissages

Pour toute information Carnet :

☎ 01 57 28 28 28

☎ 01 57 28 21 36

✉ carnet@mpublicite.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Franck et Elisabeth Privault, Pierre et Marielle Caille, ses enfants, Orianne et Romain Oger-Privault, Adrien et Gaël Privault, Franz et Laëtitia Caille, Morgane et Hélène Caille, ses petits-enfants, Soline Oger, son arrière-petite-fille,

ont la douleur d'annoncer le décès de

docteur
Françoise CAILLE-WINTER,
médecin psychiatre et psychanalyste,

survenu dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 16 mai 2018, à 15 h 30, en l'église d'Auvers-sur-Oise.

103, avenue Michel-Bizot,
75012 Paris.

Ludres. Nancy. Washington DC.

La famille

a la douleur de faire part du décès de

Charles CHONÉ,
ancien maire de Ludres,
ancien président fondateur
de la communauté urbaine
du Grand Nancy,

survenu le 9 mai 2018,
dans sa quatre-vingt-onzième année.

Ses obsèques seront célébrées le jeudi 17 mai, à 10 heures, à l'espace Chaudouard de Ludres, suivie de l'inhumation au cimetière de Ludres.

L'offrande tiendra lieu de
condoléances.

P.F. et Marbrerie Pinheiro - Nancy :
Tél. : 03 83 55 19 24.

M^{me} Patrick du Cheyron de Beaumont,
sa femme,
M. Michel du Cheyron de Beaumont,
son frère,

M^{me} Marie-Huberte du Cheyron
de Beaumont,
sa sœur,
M. et M^{me} Philippe du Cheyron
de Beaumont
et leurs enfants, Solal et Aurel,
M. et M^{me} Laurence Belka Mansouri,
sa nièce et son époux,

ont l'immense chagrin de faire part
du décès de

**M. Patrick
du CHEYRON de BEAUMONT,**

survenu le 7 mai 2018,
dans sa soixante-douzième année.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 17 mai, à 15 heures, en l'église Saint-Pierre, à Royan, suivies de l'inhumation au cimetière Monperrier, de cette même commune.

178, rue du Faubourg-Saint-Honoré,
75008 Paris.

Eveline et Martine,
ses filles,
Roland et Hubert,
ses gendres,

Chloé, Noémie, Magali, Violette,
Ariel, Robin,
ses petits-enfants,

Anouk, Emile, Adèle, Anatole, Mila,
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Francisca FILDERMAN,
née HOUTZAAGER,

survenu le mercredi 9 mai 2018,
à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 14 mai, à 15 h 30, au cimetière du Père-Lachaise, boulevard de Ménilmontant, Paris 20^e.

Eveline Filderman,
19-21, rue Baudin,
93310 Le Pré-Saint-Gervais.

Martine Filderman-Adda,
12, rue Henri Dunant,
94500 Champigny-sur-Marne.

Sylvie,
son épouse,
Olivier, Hubert, Claire, Alexandre,
ses enfants,
Emilie et Clément,
ses beaux-enfants,
François, Marie, Natacha, Nikita
et Elouan,
ses petits-enfants,
Marie-Annick, Daniel et Yves,
sa sœur et ses frères,

ont la tristesse de faire part du décès de

Christian GOUDINEAU,
professeur honoraire
au Collège de France,

survenu le 9 mai 2018.

Une cérémonie aura lieu au crématorium
du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e,
le mercredi 16 mai, à 13 h 30.

7, allée des Mouille-Boeufs,
92290 Châtenay-Malabry.

Nous avons la profonde tristesse
d'annoncer le décès de

Claude JACQUEMART,
ENA promotion Albert Camus,
officier de la Légion d'honneur,

survenu à Sedan, le 6 mai 2018,
à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Un hommage lui sera rendu au
crématorium de Prix-lès-Mézières,
le mardi 15 mai, à 13 heures.

Marie-Geneviève,
son épouse,
Jean-François et Nathalie,
Marie-Hélène et Claude,
ses enfants et leurs conjoints,
Quentin et Florence, Mathieu et Meryl,
Antoine, Chloé et Nicolas, Kévin, Léa,
Arthur,
ses petits-enfants et leurs conjoints,
Naomi, Eléonore, Nils, Léon,
ses arrière-petits-enfants,
Jean-Paul et Evelyne,
Marie-Claude et Serge,
Colette et Hugues,
son frère et ses sœurs et leurs conjoints,
Ses neveux et nièces,
Toute sa famille,
Ses amis.

Ni fleurs ni plaques.

La famille remercie sincèrement celles
et ceux qui par leur présence ou par un don
à l'institut Curie s'associeront à cet
hommage.

Alain Jouffray,
son fils,
Claire,
sa belle-fille,
Luc, Olivier et Gaël,
ses petits-fils,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Gisèle JOUFFRAY,
née BARNÉOUD,
professeur d'histoire de l'art,

survenu le 9 mai 2018, à Autrans,
à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

Une cérémonie civile aura lieu à la
chambre funéraire des Pompes Funèbres,
La Tronche (Isère), le mardi 15 mai,
à 13 h 45.

Anne Audibert Lacoste,
son épouse,

Caroline et Krishna Clough,
Anne-Françoise Lacoste
et Richard Pace,
Antoine et Alexandra Lacoste,
Stéphane et Catherine Marcie,
Frédéric Marcie,
Florent et Philomène Marcie,
ses enfants et beaux-enfants,

Lorraine, Marie, Jean, Grégoire,
Maxime, Isadora, Victoire, Salomé,
Alicia et Arsène,
Diane, Abel, Alexandre, Hippolyte,
Marguerite, Jeanne et Ulysse,
ses petits-enfants
et beaux-petits-enfants,

Léonard, Achille, Marius, Aristide
et Basile,
ses arrière-petits-enfants,

ont l'immense tristesse de faire part
du décès soudain de

docteur Bernard LACOSTE,

survenu le 5 mai 2018.

Une cérémonie religieuse sera
célébrée le mercredi 16 mai, à 15 heures,
en l'église Saint-Thomas-d'Aquin,
Paris 7^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

25, rue de Verneuil,
75007 Paris.

Le président-directeur général
de l'IRD
Et l'ensemble des personnels de l'IRD,

ont appris avec tristesse le décès de

Michel LEVALLOIS,

à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Michel Levallois a été président
de l'IRSTOM de 1988 à 1994.

Ils s'associent à la peine de sa famille
et de ses proches.

(Le Monde du 9 mai.)

M^{me} Hélène Rossi,
son épouse,
Bernard et Annick, Dominique,
ses enfants,
Camille et Marc-Antoine,
Perrine et Clément,
Xavier-Pierre et Angélique,
Jean-Baptiste, Anne,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. René ROSSI,

survenu le 3 mai 2018.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église Saint-Médard, Paris 5^e,
le mercredi 16 mai, à 10 h 30.

Annie,
sa femme,
Catherine et Jean-Christophe Rozé,
sa fille et son gendre,
Pierre et Matthieu,
ses petits-enfants,
Suzanne et Jean-Bernard,
sa sœur et son beau-frère,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Jacques TOHIER,

professeur

à l'École normale supérieure de Cachan,

survenu le 10 mai 2018,
dans sa quatre-vingt-huitième année.

Nous remercions très sincèrement
M^{me} Coumba Sow, pour sa gentillesse
et sa bienveillance.

La cérémonie aura lieu le mercredi
16 mai, à 16 heures, au crématorium
du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Anniversaire de décès

Le 14 mai 1978 disparaissait, emporté
par une avalanche,

Patrick ROCHARD.

Il nous accompagne chaque jour.

Élisabeth,
son épouse,
Ivan et Fabrice,
ses enfants
Et ses petits-enfants.

Souvenirs

Au

docteur Jean-Louis FRASCA,

tué à trente-six ans,
le samedi 14 septembre 1996.

Jean-Jacques Baudouin-Gautier,
ton ami.

Déjà un an depuis le décès brutal de

Pierre LE SAULNIER,

le 5 mai 2017.

Notre chagrin reste immense et son
absence douloureuse.

Famille Mottier-Le Saulnier,
14, rue Jean Longuet,
92290 Châtenay-Malabry.

Communications diverses



**Plateforme
de la création architecturale**

Duos et Débats, saison 2-2018

Soirée-débat inaugurale

Julien De Smedt,

Bruxelles, Copenhague

versus Bruther, Paris

Modération : **Sophie Treclat**

jeudi 17 mai 2018 - 19 heures

djset Makkouk Disquaire Club

et cocktail - 21 heures

Entrée libre - inscription

[citedelarchitecture.fr](#)

Les rendez-vous

à ne pas manquer en mai !

Focus

« L'université de Bron-Parilly,

une utopie construite »,

par René Dottelonde, architecte

mardi 22 mai - 19 heures

Laboratoire du logement

« Construire sur les toits, version XS »,

débat avec les architectes

David Fagart et Line Fontana, POA

Frédéric Mouly et Manuèle Van der

Hoeven, MOVA.

Modération, Francis Rambert, directeur

de la Création architecturale,
mercredi 30 mai - 19 heures.



Le Monde

La Maison Heinrich Heine
en coopération avec
Boulevard Extérieur
et
Le Monde

organise une soirée d'hommage à

Daniel Vernet
(1945 - 2018)

autour de deux tables rondes
• **L'Europe : ses divisions, ses perspectives**
• **Le nouveau désordre international**
• **mot de fin : Alain Frachon**

mercredi 16 mai 2018,
à partir de 18 heures

**Fondation de l'Allemagne -
Maison Heinrich Heine**
Cité internationale universitaire de Paris,
27c, boulevard Jourdan, Paris 14^e.

Réservation :
contact@maison-heinrich-heine.org
Tél. : 01 44 16 13 00.
www.maison-heinrich-heine.org

SOCIÉTÉ DES LECTEURS DU MONDE

**Rencontre
de la société des lecteurs**

« **Macron, un an après -
Auditorium Le Monde** »

Le Monde vous convie chaque mois
à rencontrer ses journalistes,
autour d'une thématique d'actualité.
Ce sera l'occasion d'échanger avec vous
sur nos pratiques professionnelles.

Le thème de cette nouvelle rencontre :
« **Macron, un an après,
comment Le Monde a couvert le début
du mandat du chef de l'Etat** ».

Elle réunira **Françoise Fressoz**,
éditorialiste,
Caroline Monnot,
directrice adjointe de la rédaction,
et **Nicolas Chapuis**,
chef du service France-Politique.
La conférence sera animée
par **Franck Nouchi**, médiateur.

le mercredi 16 mai 2018, à 19 heures.

Auditorium du journal Le Monde
80, boulevard Auguste-Blanqui,
Paris 13^e.

Réservation obligatoire par mail
uniquement et dans la limite
des places disponibles à
sdl@lemonde.fr

Assemblée générale

L'Association Jeunesse et Marine
tiendra son Assemblée générale ordinaire
le samedi 26 mai 2018, à 15 heures,
au siège, 9, rue de la Vêga, Paris 12^e.

Ordre du jour :
• Rapport moral
• Rapport d'activités
• Rapport financier
• Budget 2018
• Augmentation de la cotisation annuelle
• Renouvellement des membres
sortants du CA.

Société éditrice du « *Monde* » SA
Président du directoire, directeur de la publication
Louis Dreyfus
Directeur du « *Monde* », directeur délégué de la
publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directeur de la rédaction Luc Bronner
Directrice déléguée à l'organisation des rédactions
Françoise Tovo
Direction adjointe de la rédaction
Philippe Broussard, Alexis Delcambre, Benoît Hopquin,
Franck Johannes, Marie-Pierre Lannelongue,
Caroline Monnot, Cécile Prieur
Direction éditoriale Gérard Courtios, Alain Frachon,
Sylvie Kauffmann
Rédaction en chef numérique
Philippe Lecœur, Michael Szadkowski
Rédaction en chef quotidien
Michel Guerin, Christian Massol
Directeur délégué à l'aménagement du groupe
Gilles van Kote
Directeur du développement numérique
Julien Laroche-Joubert
Rédacteur en chef chargé des diversifications
éditoriales Emmanuelle Davidenkoff
Chef d'édition Sabine Ledoux
Directeur artistique Anis Papatheodorou
Photographie Nicolas Jimenez
Infographie Delphine Papin
Médiateur Franck Nouchi
Secrétaire générale du groupe Marguerite Moleux
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Conseil de surveillance Jean-Louis Beffa, président,
Sébastien Cargnicon, vice-président

Le retour sur le droit chemin d'un « Rémi sans famille »

Emmanuelle Bercot signe un mélodrame intense et maîtrisé, quoique trop fermé sur lui-même

FRANCE 2
DIMANCHE 13 - 21 H 00
FILM

Il faut avoir un cœur de pierre pour ne pas s'émouvoir du sort de Malony, que sa mère abandonne à 6 ans dans le bureau d'une juge pour enfants. Pourquoi ne pas s'abandonner à son tour? Les tribulations de Malony, délinquant mal aimé et mal aimé, beau garçon perpétuellement sur le point de se casser la gueule dans les abîmes qu'il ouvre sous ses pas, entretiennent une suspense très simple: va-t-il s'en sortir ou pas?

Emmanuelle Bercot le dirige avec assurance à travers les chausse-trappes que le scénario sème sur son parcours. Ces pièges, que Malony ne sait pas toujours éviter, sont ceux qui guettaient déjà les jeunes héros en quête de rédemption sociale au temps de la révolution industrielle, d'Oliver Twist au Rémi de *Sans famille*. La maîtrise d'un genre – le mélodrame – et l'intensité que lui insufflent réalisatrice et acteurs donnent à *La Tête haute* toutes les chances d'impressionner, d'émouvoir.

Mais si l'on prête attention à la musique implicite du scénario et de la mise en scène, on peut voir le film d'Emmanuelle Bercot d'une autre façon, comme un plaidoyer pour l'enfance en danger, qui se



Rod Paradot et Sara Forestier dans « La Tête haute ». FRANCE 2 CINÉMA/WILD BUNCH

retourne contre ceux-là mêmes que l'on prétendait défendre.

Après son abandon dans le bureau de la magistrate par une mère indigne (Sara Forestier), on retrouve Malony (Rod Paradot) à l'adolescence, au moment où il occupe ses loisirs à conduire des voitures volées. La même juge le suit, toujours raide dans son expression, toujours souple dans ses

décisions. Et finit par assigner l'accompagnement de Malony à Yann, un éducateur qui ressemble au jeune garçon.

Une présence électrique

A chaque errrement de l'adolescent, la magistrate oppose une solution – placement en foyer, stage d'insertion professionnelle – que Yann est chargé de mettre en

œuvre. Malony avance sur le parcours qui lui est proposé puis s'en écarte, à charge pour la juge et l'éducateur de trouver une nouvelle voie d'accès au droit chemin. Tout se fait contre lui, contre son incompréhension, contre son rejet des autres et de lui-même.

L'abondance de personnages secondaires ne doit pas faire illusion. *La Tête haute* est un huis clos

et c'est sans doute là sa plus grande faiblesse. Tous les enjeux du destin de Malony sont contenus dans le bureau de la juge, comme si rien ne se passait ailleurs, dans la rue, dans la ville, dans les institutions. Sans trêve, l'enfant rejette l'amour et l'attention qu'on lui offre, jusqu'à ce qu'une brèche s'ouvre dans ses défenses.

La conclusion de *La Tête haute* pèse lourd dans les sentiments qu'inspire le film. Sans la dévoiler, il est permis de relever qu'elle consiste à faire rentrer dans l'ordre celui qui en était sorti. On comprend bien qu'Emmanuelle Bercot a voulu montrer comment une société peut prendre en charge les plus fragiles des siens. Elle parvient – grâce à la présence électrique de Rod Paradot – à incarner cette partie de la collectivité qui suscite la sollicitude (parfois) et la crainte (souvent). Mais ici, l'« oublié » ne l'est jamais, toujours objet d'observation et de décisions. Finalement, la seule injustice dans *La Tête haute* est celle que Malony commet à son propre égard, et le seul souci de la société, en la personne de ses deux anges gardiens, est de la redresser. ■

THOMAS SOTINEL

La Tête haute, d'Emmanuelle Bercot. Avec Rod Paradot, Catherine Deneuve, Benoît Magimel (Fr., 2015, 120 min).

La « bleuite » ou le terrible virus de la suspicion

En 1957, les services français lancent une redoutable opération de manipulation de l'armée de libération algérienne

FRANCE 5
DIMANCHE 13 - 22 H 40
DOCUMENTAIRE

Pas seulement en raison de son nom, la « bleuite » pourrait s'apparenter à une maladie virale, contagieuse, voire honteuse; de celles que l'on tait malgré les traces laissées sur la peau. Et des stigmates, cette opération d'infiltration et de manipulation menée par les services français lors de la guerre d'Algérie, en aura laissé, tant sur les corps torturés que dans les mémoires.

Il n'est pour s'en convaincre que d'écouter, aujourd'hui, Rémy Madoui, ex-membre de l'ALN (Armée de libération nationale) raconter à mots comptés les tortures que lui infligèrent ses frères d'armes, pendant deux semaines. Une éternité. Avant qu'il parvienne, par miracle, à s'évader.

Cette guerre secrète, retorse, qui entraîna une purge effroyable au sein de l'armée algérienne, n'est pas de celles que l'on raconte volontiers, d'un côté comme de l'autre de la Méditerranée. Aussi est-ce l'un des grands mérites de

Jean-Paul Mari que de retracer avec minutie cet épisode méconnu, en s'appuyant sur de maigres archives, et les témoignages éclairants et émouvants d'anciens maquisards.

L'épisode a pour prélude et pour cadre la Casbah. C'est là, au plus fort de la bataille d'Alger, que le capitaine Paul-Alain Léger choisit de lancer, en 1957, une opération d'infiltration et de déstabilisation de ce bastion FLN. Rompu en Indochine à la technique de « retournement de l'ennemi », ce fin psychologue forme très vite une petite

équipe de « bleus » qui ne cessera de grossir au fil des semaines.

Grâce à ces hommes, arborant pour certains des bleus de travail, mais aussi à quelques femmes – comme la fameuse Ouria –, l'officier français parvient à arrêter Yacef Saadi, chef FLN de la Zone autonome d'Alger. La ZAA décapitée, Paul-Alain Léger la « ranime » avec une redoutable duplicité. Le temps pour lui d'intoxiquer l'ALN, tout particulièrement le colonel « Amirouche le terrible », en lui faisant croire que ses troupes sont infestées d'agents doubles. Le

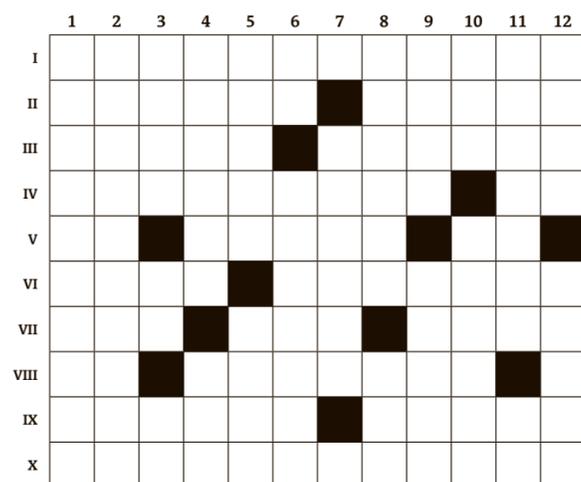
poison de la suspicion inoculée, la « bleuite » peut alors se répandre dans tout le maquis. Aveuglement et paranoïa faisant le reste, elle conduira à une vaste purge au sein de l'ALN. Purge dont, aujourd'hui encore, on ne peut dénombrer les victimes – certains avancent le chiffre de 4 000 morts –, ni mesurer les conséquences réelles qu'elle eut sur l'Algérie naissante. ■

CHRISTINE ROUSSEAU

La Bleuite, l'autre guerre d'Algérie, de Jean-Paul Mari (Fr., 2017, 52 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 18 - 111
PAR PHILIPPE DUPUIS



SOLUTION DE LA GRILLE N° 18 - 110

HORIZONTALEMENT I. Impertinence. II. Nerveusement. III. Anière. ONU. IV. Tupi. Rotin. V. Tienne. En. Bi. VI. Estaing. Aéré. VII. Ni. Gâtas. Tir. VIII. Tâtes. Macula. IX. Ira. Ailloli. X. Ferronniers.
VERTICALEMENT 1. Inattentif. 2. Menuisière. 3. Pripet. Tar. 4. Eveinage. 5. RER. Nias. 6. Tuèrent. An. 7. Is. Gamin. 8. Nette. Sali. 9. Em. INA. Clé. 10. Néon. Etuor (route). 11. CNN. Brille. 12. Etudierais.

HORIZONTALEMENT

I. Met à l'abri. II. Première dame de compagnie. Gaidid des mers froides. III. Evacue les eaux. Prennent des couleurs chez les militaires. IV. Ses exercices aident à bien démarrer. En prise. V. Possessif. Posture du yoga. Le chlore. VI. Les poules n'y sont pour rien chemin faisant. Champs et grands marchés aux bestiaux en région. VII. Assure l'égalité. Chaîne populaire. Bien fatiguée. VIII. Renfort d'angle. Beurre, crème ou fromage. IX. Etale les fautes au départ. Tombe avec régularité. X. Créancières toujours frappantes.

VERTICALEMENT

1. Réparent les préjudices et les dommages. 2. Entaillera en attendant le tenon. 3. Passai à un autre timbre. Ouverture de gamme. Sur le rivage. 4. Assurera un solide rapprochement. Bien bas. 5. Divisions du temps à Rome. Facteur avant de devenir mon oncle. 6. Dans la pluire. Rackettent et imposent le silence. 7. Doux et bon en apparence. 8. Entraînai petit à petit. Bavard emplumé. 9. Jamais facile à partager. Allemande, dans les eaux de la Baltique. 10. Grogne du cruciverbiste. Font entrer avec difficulté. 11. Equipé pour aller au travail. Personnel. 12. Ses eaux gardent leur secret. Sortent de la gousse du cassier.

SUDOKU

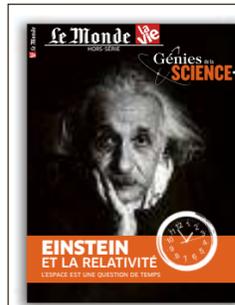
N°18-111

1	6	2	9	3	5	4	8	7
8	7	5	4	2	6	3	9	1
4	9	3	8	7	1	2	6	5
2	3	6	7	4	9	5	1	8
5	1	8	3	6	2	7	4	9
7	4	9	1	5	8	6	3	2
9	2	4	6	8	7	1	5	3
6	5	1	2	9	3	8	7	4
3	8	7	5	1	4	9	2	6

Expert

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)



EINSTEIN ET LA RELATIVITÉ

Un hors-série **Le Monde**
124 pages - 9,90 €
Chez votre marchand de journaux et sur laboutiquelavie.fr

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000.
Capital social : 124.610.348,70 €.
Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).
Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13 Tél. : 01-57-28-20-00
Abonnements par téléphone : de France 3289 (Service 0,30 €/min + prix appel) ; de l'étranger : (33) 1-76-26-32-89 ; par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr.
Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €
Courrier des lecteurs
blog : <http://mediateur.blog.lemonde.fr/> ;
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr
Médiateur : mediateur@lemonde.fr
Internet : site d'information : www.lemonde.fr/ ;
Finances : <http://finance.lemonde.fr/> ;
Emploi : www.talents.fr/ ;
Immobilier : <http://immobilier.lemonde.fr/>
Documentation : <http://archives.lemonde.fr/>
Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0722 C 81975 ISSN 0395-2037



Présidente : Laurence Bonicalzi Bridier
80, bd Auguste-Blanqui, 75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79 rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Toulouse (Occitane Imprimerie)
Montpellier (« Midi Libre »)

Origine du papier : France. Taux de fibres recyclées : 100 %.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement, porteur de l'Écolabel européen sous le N°FI/37/001.
Écotrophisme : P10t = 0,009 kg/tonne de papier

Erik Orsenna

« Ma terreur, c'est de devenir fou »

Écrivain et académicien, Erik Orsenna, 71 ans, vient de publier *Dernières nouvelles du monde*, un recueil de ses « petits précis de mondialisation ». Il a par ailleurs remis en février à la ministre de la culture un rapport sur l'extension des horaires des bibliothèques, et sera, du 19 au 21 mai, l'un des invités du festival Etonnants voyageurs, à Saint-Malo.

Je ne serais pas arrivé là si...

Si autant de gens ne m'avaient pas enfanté. Je suis un enfant du projet pour mes parents, qui n'ont pas arrêté de me bercer avec des histoires, et je suis un enfant de l'amitié et de la confiance. Rien n'aurait été possible sans la rencontre de trois éditeurs : Jean Cayrol, Claude Durand et Jean-Marc Roberts. Je me souviendrai toute ma vie de ce jour où, marchant avec Jean Cayrol, nous rencontrons Jean-Marc Roberts. « *Regarde-le bien, ce sera ton frère* », me dit Cayrol. Et ce fut le cas.

Quelles sont ces histoires que vous racontiez vos parents ?

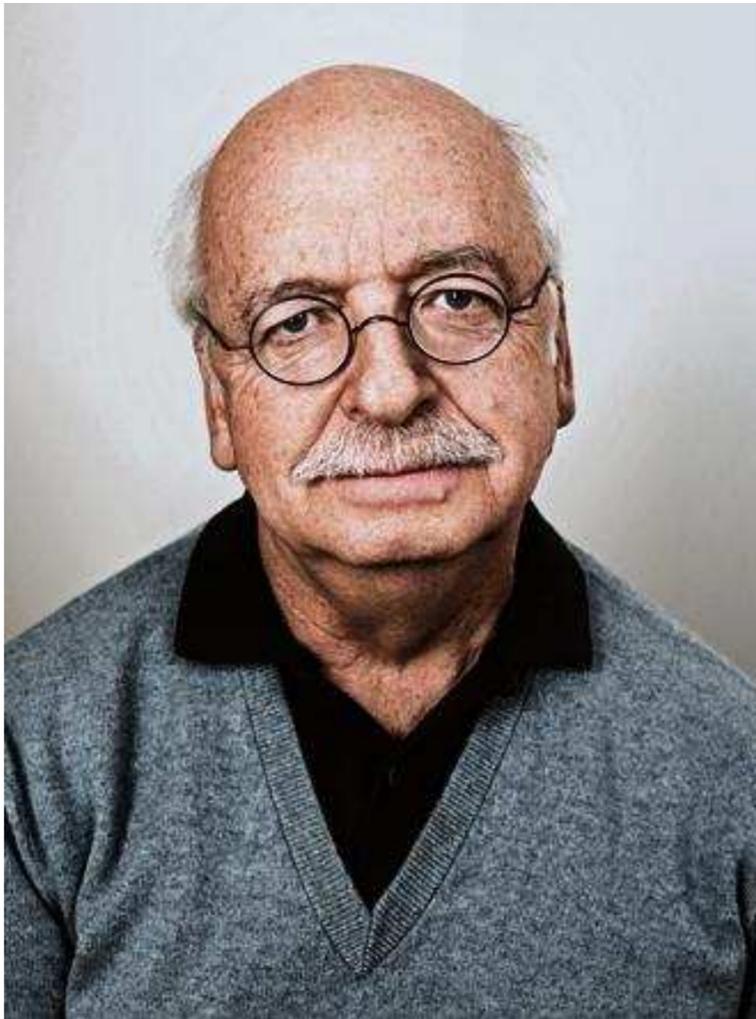
Quand j'étais petit, ma mère, monarchiste, me racontait des histoires de France. C'était Saint Louis sous son chêne, Louis XI et Jean de la Balue, Marie-Antoinette... Son père, qu'elle admirait, est mort l'année où je suis né. J'étais celui qui devait faire aussi bien que lui. Elle me disait : « *Tu seras écrivain et tu serviras la France*. » Quant à mon père, qui a été officier de marine de réserve, il m'aidait à m'endormir en me racontant des histoires de pirates, de remorqueurs, de sous-marins. Il passait tous ses étés sur l'île de Bréhat – c'est ce qui comptait pour lui et ce qui continue à compter pour moi. Les bras de la vie, c'est comme une histoire. Il faut s'y blottir. Les histoires vous font avancer, comprendre, elles donnent du courage et réconfortent. C'est comme naviguer : dire « il était une fois », c'est hisser la voile.

Vous êtes vraiment le fruit de cette enfance bercée par les histoires ?

Absolument. Mes parents m'ont donné les clés pour sortir du milieu de la moyenne bourgeoisie dans lequel ils étaient. Leur vie était extrêmement ennuyeuse. Tous les dimanches, ils recevaient toujours les mêmes gens, qui disaient toujours les mêmes choses. Je me souviens avoir un jour quitté la table, j'avais à peine 10 ans, pour regarder par la fenêtre. Nous habitons Paris, à l'angle du boulevard Pasteur et de la rue de Vaugirard, je voyais des gens passer et je me disais : « Il doit y avoir des personnes passionnantes dans la ville, un jour je les rencontrerai. » Mes parents ne s'entendaient pas, mais, à l'époque, on ne divorçait pas. Si je me suis mis à raconter autant d'histoires, c'était pour combler ce silence qu'il y avait entre eux. Je chroniquais un journal familial et j'abonnais de force la famille.

Quand avez-vous commencé à écrire des histoires ?

Je lisais beaucoup. Vers 7 ans, grâce aux albums de Tintin, j'ai su ce que je voulais faire plus tard : raconter des histoires, servir mon pays et voyager. J'ai commencé à écrire vers 8-9 ans. Ensuite il a fallu trouver un métier qui aille avec tout ça. A 15 ans, c'était réglé, j'ai choisi professeur d'économie – et non de lettres, parce que je ne voulais pas être prof de ma passion. Et puis j'étais – et je le suis toujours – fasciné, émerveillé par les femmes. La première fois que je suis allé à la Comédie-Française, il y avait sur scène Geneviève Casile. Le soir, dans mon lit, j'ai éclaté en sanglots tellement je trouvais qu'il n'y avait plus de femmes aussi belles ! A 11 ans, j'ai même demandé à être abonné au magazine *Elle* ! Dès cet âge, chaque année, j'écrivais un roman. J'en ai jeté onze, j'ai proposé le douzième, qui a été refusé, le treizième a été accepté et le dix-septième a eu le Goncourt [*L'Exposition coloniale, en 1988*]. C'est vraiment l'obstination. Mais il y a eu un drame dans ma vie : à 15 ans, je décou-



JÉRÔME BONNET
POUR « LE MONDE »

JE NE SERAIS PAS ARRIVÉ LÀ SI... « Le Monde » interroge une personnalité en partant d'un moment décisif de son existence. Cette semaine, l'écrivain Erik Orsenna évoque les rencontres qui l'ont forgé

vre le Nouveau Roman. Du formalisme, plus de personnages, plus le droit de raconter des histoires, le drame absolu. Heureusement il y avait les latinos : Julio Cortazar et Gabriel Garcia Marquez. Ah bon, on a le droit de raconter ? Et c'est parti.

Mais pourquoi ce choix d'enseigner d'économie ?

Parce que pour agir, il faut comprendre les mécanismes. J'étais passionné par les questions de développement Nord-Sud – c'est pourquoi je me suis spécialisé dans les matières premières – et par la politique, qui occupait un tiers de mon temps. La conviction que j'avais et que j'ai encore, c'est que soit les parties du monde se développent de façon à peu près harmonieuse, soit cela va être infernal. J'ai adhéré au PSU [*Parti socialiste unifié*] à 17 ans. J'ai plus appris là-bas et au PS qu'à l'université. Quant aux études, j'ai commencé par une licence de philo avec comme profs Vladimir Jankélévitch, Raymond Aron, Robert Misrahi et Gilles Deleuze. Quelle chance ! Ensuite j'ai enchaîné Sciences Po et l'économie.

Pourquoi avoir choisi « Orsenna » comme nom de plume ?

A cause de Raymond Barre, qui était le président de mon jury de thèse. Pendant la soutenance il me dit [*il se met à imiter la voix de Raymond Barre*] : « *Grâce à cette thèse, je peux voir que vous allez avoir une carrière d'économiste. Comme je sais que, par ailleurs, vous écrivez, je me permets de vous donner un conseil : prenez un pseudonyme.* » Comme j'aimais beaucoup *Le Rivage des Syrtes*, j'ai écrit à Julien Gracq. Il m'a donné la permission d'utiliser un nom de ville. Ce pseudonyme m'a influencé. En fait, j'aurais dû être géographe !

Pourquoi dites-vous être un « enfant de l'amitié et de la confiance » ?

Les moments-clés de ma vie correspondent à des rencontres. J'ai quelques noms à qui je dois tout. D'abord la confiance de Jean-Marc Roberts, qui, dès le début, m'a accompagné dans tous les projets de littérature. Puis, fin décembre 1973, à l'ancien siège du PS, lors d'une réunion à laquelle je participe en tant qu'économiste, survient la deuxième chance de ma vie : je rencontre Jacques Attali. A l'époque, je travaillais beaucoup mais je n'avais pas de reconnaissance. Attali m'écoute et m'embauche dans le centre de recherche IRIS, à Dauphine. Il me fait confiance. J'étais comme un fou ! J'intègre son équipe. Je lui dois immensément. C'est grâce à lui que j'entrerai

en 1981 à l'Elysée. Bertrand Poirot-Delpech est aussi un des éléments de la confiance. Toute ma vie je me souviendrai de ce jour de 1977 où je découvre, dans *Le Monde*, son article sur *La Vie comme à Lausanne*. Je suis en larmes. [*Il s'interrompt, la voix étranglée.*] Grâce à ce deuxième roman édité, j'obtiens le prix Nimier. J'ouvre la porte d'un restaurant, le jury m'ouvre les bras, quasiment physiquement : il y a là Jean d'Ormesson, Paul Guimard, Félicien Marceau, Dominique Rolin, Antoine Blondin... et ils me disent « *Vous êtes des nôtres* ».

Et vous vous dites : « Ça y est, je suis écrivain » ?

J'ai trouvé ma famille. Le projet d'être écrivain devient la réalité. J'avais ramé jusqu'à 30 ans, j'étais dans la besogne et le sérieux, et là, tout devient facile. Le Nimier c'est la confiance, le Goncourt c'est la liberté, et l'Académie c'est le remerciement à mes parents. J'ai eu ce privilège immense, quand j'ai été élu, à 51 ans, que mes parents soient là lors du discours. Et puis il y a François Mitterrand, bien sûr. Il me fascinait à cause de son immense culture, sa présence, son autorité, le romanesque de sa vie. Et également François Jacob, mon voisin à l'Académie française. Et aussi Isabelle Autissier, grâce à qui j'ai fait le plus beau voyage de ma vie : deux mois en Antarctique à six, sur un bateau de 15 mètres.

Toutes ces rencontres qui ont tant compté ne sont pas dues qu'au hasard...

Non, comme le disait Pasteur : la chance ne sourit qu'aux esprits préparés. Mais j'ai un sentiment de bol infini. Et puis, ça paraît naïf de dire cela, mais je suis passionné par les gens. Je n'ai pas de hiérarchie entre les êtres humains. Le métier de vivre me passionne.

Après vos huit ans de cabinets ministériels et présidentiels, vous a-t-on proposé d'autres postes ?

Où oui ! On m'a proposé d'être consul général à Jérusalem, RFI, la Villa Médicis, le ministère de la culture – sous la présidence de Sarkozy – et plusieurs fois d'être ambassadeur. J'ai refusé car je suis quelqu'un de mission. Je sais discuter et aimer les gens, mais je ne sais pas les gérer. Dans les cabinets, je ne supportais pas la hiérarchie. Les relations de pouvoir m'ennuient. Quand j'étais conseiller culturel de Mitterrand, on m'aimait et on m'appelait par intérêt et par hiérarchie. Je déteste dominer et être dominé. Avec le pouvoir, les gens ne sont pas eux-mêmes, donc ils ne sont pas intéressants. Je veux être libre.

Vous êtes un homme aux mille vies, quel est votre moteur ?

C'est me demander sans cesse « comment ça marche » et « pourquoi pas » ? Ce qui donne dans la vie personnelle des éléments relativement chaotiques ! Je ne suis pas intelligent mais obstiné et clair. Je sais raconter comment ça fonctionne : d'où les petits livres sur la mondialisation, ou sur le coton, l'eau. Je ne suis ni un créateur ni un essayiste. J'ai besoin d'aller sur le concret. Je suis le plus heureux des hommes quand un gamin ou une gamine qui a lu *La grammaire est une chanson douce* me dit : « *Merci monsieur, c'est grâce à toi que j'aime lire* ». Je suis un prof : comprendre et transmettre, c'est ça ma vie. C'est infini.

La mélancolie ou la déprime vous sont-elles totalement étrangères ?

Le problème chez moi, c'est l'état explosif, le trop dans l'envie de vivre. Ma terreur, ce n'est pas de mourir, c'est de devenir fou. Je ne sais pas qui je suis, je m'en fous. Je n'aime que mes projets. Je suis celui qui avance, qui cherche. En gros, je suis intéressant mais invivable !

En 2008, dans votre livre « La Chanson de Charles Quint », vous évoquez la disparition de votre femme...

Le roman dit la vérité. Plus que ce que je pourrais dire. C'est le mentir vrai. Je ne peux pas en parler.

De tous vos voyages, que vous reste-t-il ?

Quand vous franchissez le 60° parallèle sud, vous entrez dans un endroit commun, sans nationalité et dans la machine de froid de la planète. Vous sentez la force immense de la nature, son incroyable beauté et en même temps une vraie sagesse des nations. Isabelle Autissier m'a donné de grandes leçons d'écologie. Il y a une petite histoire que j'aime bien : deux planètes se rencontrent. L'une dit : « Je ne sais pas ce qui se passe en ce moment, j'ai de plus en plus chaud et des sortes de petites bêtes me percent de partout ». L'autre répond : « Ne t'en fais pas, j'ai connu ça, c'est l'espace humaine, ça passera. » Rien n'est plus bête que l'idée de sauver la planète, c'est nous qu'il faut sauver. La planète, elle s'en fout, elle va continuer. Si la prise de conscience a avancé, nous n'avons pas encore tiré les conséquences de la fragilité de notre planète.

Et que vous a appris votre enquête sur la mondialisation ?

Depuis le moment où je l'ai commencée, mon optimisme maladif en a pris un coup. La montée des inégalités est une question-clé. J. P. Morgan, banquier américain du début du XX^e siècle, expliquait qu'il ne prêterait jamais d'argent à une société dans laquelle le rapport entre le moins payé et le plus payé dépasse 1 à 30. Désormais, dans les entreprises, cet écart peut être de 1 à 300. S'il y a trop d'écart, il n'y a pas un projet commun de société mais une déchirure. Et c'est notre cas. Deuxième élément d'inquiétude : vous avez un monde de plus en plus complexe qui désespère les gens. Quand on est paumé, on préfère le simple, même si c'est faux. D'où la montée du populisme. Enfin, comme tout va plus vite, on est pris en otage par le court terme. Si vous mélangez la complexité et la tyrannie du court terme, vous avez la passion pour les régimes forts. Je note un vrai déclin de la démocratie. Donc, mon inquiétude grandit.

Votre itinéraire politique va du PSU jusqu'à votre soutien à Macron...

Deux expériences m'ont beaucoup marqué. D'abord la commission Attali [*« pour la libération de la croissance française », en 2007*]. C'était un cadeau d'y être, car on apprenait tout le temps et tout le monde s'écoutait. Pour moi, la politique se résume dans la formule « l'art du possible ». Ce n'est pas seulement la croissance, c'est le développement. Deuxième expérience : la commission Rocard-Juppé [*en 2009*], dite « du grand emprunt », où ce fut le même enthousiasme. Quand Emmanuel Macron – que j'avais connu lors de la commission Attali et avec qui j'avais tout de suite tissé des liens d'amitié – s'est présenté pour la présidentielle, je me suis dit : « Allons-y. »

Comment vous définissez-vous politiquement aujourd'hui ?

Maintenant, je suis libre par rapport à un ami devenu président. Je suis très inquiet de la dérive des continents à l'intérieur de la France. Il y a plusieurs France. Les intermédiaires, ce ne sont pas les députés, ce sont les maires. On a abandonné l'aménagement du territoire, c'est un crime. La question, ce sont les inégalités territoriales. Vous assignez à résidence. Ma bataille, c'est d'alerter : il n'y a pas que les villes, il n'y a pas que les gens surdiplômés. La colère monte. Je vais écouter. Je serai le reporter de la colère. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
SANDRINE BLANCHARD

Barbara Cassin

« Je travaille sur ce que peuvent les mots »

Elue à l'Académie française le 4 mai, la philosophe explique pourquoi il ne faut céder ni au « global english » qui envahit la planète ni au nationalisme linguistique

Entretien

Philologue, philosophe et directrice de recherche émérite au CNRS, Barbara Cassin a été élue le 3 mai à l'Académie française au fauteuil du musicologue Philippe Beausant. Cette helléniste, traductrice de Parménide et auteure de *L'Effet sophistique* (Gallimard, 1995), s'est notamment attachée à réhabiliter les sophistes, ces éducateurs itinérants de la Grèce antique qui enseignaient l'art oratoire, méprisés et relégués par la philosophie.

Directrice du *Vocabulaire européen des philosophies. Dictionnaire des intraduisibles* (Seuil/Le Robert, 2004), auteure de *Eloge de la traduction. Compliquer l'universel* (Fayard, 2016) et commissaire de l'exposition « Après Babel, traduire », qui s'est tenue au MuCEM de Marseille en 2017, Barbara Cassin a mené une critique du *globish* (*Google-moi: la deuxième mission de l'Amérique*, Albin Michel, 2007) et de l'idéologie de l'évaluation (*Derrière les grilles: sortons du tout-évaluation*, Fayard/Mille et une nuits, 2014) et plaide pour un rapport à la langue enrichi par la traduction. A 70 ans, elle devient la neuvième femme à entrer à l'Académie française, et la cinquième à y siéger actuellement. Dans un entretien au *Monde*, elle revient sur les raisons de sa candidature et de son élection.

Pourquoi avez-vous porté votre candidature à l'Académie française ?

D'abord parce que Marc Fumaroli me l'a demandé. Sa démarche m'a touchée, en premier lieu parce que j'admire son travail sur *L'Age de l'éloquence* [*Champion, 1980*], depuis que j'ai moi-même commencé à explorer la rhétorique et la sophistique grecques. Peu de gens en France se sont intéressés aux sophistes de la première sophistique, ces imposteurs, ces mauvais autres de la philosophie, honnis par Platon et Aristote. Encore moins à la seconde sophistique, qui produit pourtant cette efflorescence extraordinaire qu'est le roman grec. Et personne n'a pensé avant Marc Fumaroli ce qu'il appelle la « troisième sophistique », un nouveau continent de langage exploré avec amour et haine par les jésuites, au seuil de l'époque classique.

Cela a l'air inactuel, mais ça ne l'est pas du tout. Fumaroli écrit : « On est toujours le sophiste de quelqu'un » : l'éloquence ne se divise pas si facilement en deux camps, celui des bons et celui des méchants. La philosophie non plus, je crois. Marc Fumaroli a élargi ma perception, comme sur un tout autre plan Jean Bollack et Heinz Wismann ont élargi ma perception de la langue et des textes grecs. Mais mon élection à l'Académie française tient à une certaine conjonction des astres. En 2012, l'Académie française m'a décerné son Grand Prix de philosophie pour l'ensemble de mon œuvre, et j'ai été sensible au fait d'être reconnue par cet aréopage qui n'était pas mon environnement habituel. Et je m'y trouve accueillie aujourd'hui de manière vraiment chaleureuse.

Après votre « Dictionnaire des intraduisibles », aviez-vous envie de travailler au dictionnaire de la langue française ?

L'idée de travailler à un dictionnaire du français pris dans un flux constant, puisqu'il ne cesse de se refaire, me ravit. C'est vraiment l'*energeia* des Grecs, non pas une œuvre close, mais de l'énergie en acte. J'aime l'idée de travailler avec le français modifié par le temps, d'opérer ainsi une refonte temporalisée. Dans le *Dictionnaire des intraduisibles*, je développais l'idée que le français est une langue entre autres, évidemment à nulle autre pareille, mais que c'est son rapport aux autres langues, à l'intérieur et à l'extérieur d'elle, qui est essentiel.

Je pensais aussi que les académiciens avaient les mêmes ennemis que moi : d'un côté, le *globish*, ce *global english* qui laisse subsister les langues de culture seulement comme des dialectes, et, de l'autre, le nationalisme ontologique, l'essentialisation d'une langue supérieure enracinée dans un peuple ou dans une race, à la manière de Rivarol ou de Heidegger. Ce sont des travers dans lesquels l'Académie ne saurait tomber. Mais encore faut-il étayer la manière de ne pas y tomber, notamment avec cet intérêt pour la traduction qui est le mien, et qui est déjà puissamment développé par François Cheng, Andreï Makine, Michael Edwards, Dany Laferrière, Amin Maalouf et plusieurs autres.

L'Académie française n'est donc pas académique ou conservatrice en matière linguistique, comme le débat autour de l'écriture inclusive pourrait le laisser penser ?

Je ne crois pas que l'Académie française développe un rapport à la langue conservateur, ni conservatoire. L'écriture inclusive ? Pour ma part, je comprends son intention, bonne, et je la trouve déplacée. L'enfer est pavé de bonnes intentions. Quand on écrit une fois « Cher-e-s ami-e-s », même s'il y va de l'importation volontariste d'une préoccupation étrangère à la grammaire, c'est un signal, un clin d'œil presque, qui fait remarquer quelque chose de la langue : le masculin, qui est un genre, l'emporte parce qu'il n'est pas un genre. Mais écrire ainsi tout du long et prétendre y contraindre, c'est un gâchis illisible, inesthétique, donc impardonnable. La langue heureusement se débrouille toujours pour avoir le dernier mot.

En revanche, mettre l'adjectif au féminin quand c'est le genre du dernier substantif dans une énumération, même si l'un des substantifs qui précède est masculin, j'ai déjà eu envie de le faire dans la langue courante. Cette évolution-là, qui sera peut-être celle de l'usage, je la trouverais normale et esthétique. C'est pour cela qu'un dictionnaire tel que celui de l'Académie française doit accompagner l'usage en normant la langue. Cette dialectique entre l'écart et la norme et cette complémentarité entre la norme et l'usage ont toujours été familières au grammairien, elles m'intéressent et m'enchantent.

L'Académie française n'est pas votre « monde immédiat », dites-vous. Pour quelles raisons ?

L'Académie française est surtout composée de romanciers et d'écrivains. Je suis philosophe et philologue. Mais j'ai parfois eu l'impression pénible de devoir tenir sous le boisseau mon côté, disons, littéraire. A vrai dire, en tant que chercheuse au CNRS, j'ai souvent eu peur de trop « écrire ». Dans les années 1970, nous faisons avec deux amis une revue de poésie murale, *Un poème, revue de poésie paraissant partout où elle peut*, et René Char, qui a infiniment compté pour moi, m'a dit : « Toi, tu es poète. »

J'ai toujours écrit, par exemple un recueil de nouvelles, *Avec le plus petit et le plus inapparent des corps* [Fayard, 2007], dont le titre est une phrase du sophiste Gorgias. J'aimerais pouvoir refuser la sclérose des genres, qui suppose que la

« L'IDÉE DE TRAVAILLER À UN DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS PRIS DANS UN FLUX CONSTANT ME RAVIT »



SEB JARNOT

philosophie n'est pas de la littérature ou que le roman n'est pas de la pensée. C'est sans doute dans *La Nostalgie* [Fayard, 2015] que je me suis le plus laissé faire par l'écriture, où j'évoque aussi bien Ulysse que cette nostalgie qui m'envahit lorsque je reviens en Corse. Ecrire, pour moi, c'est savoir ce que je vais dire, et être surprise à la fin par ce qui se trouve écrit.

Vous pouvez donc aussi bien travailler avec le révolutionnaire Alain Badiou, avec qui vous dirigez la collection « Ouvertures » aux éditions Fayard, qu'avec l'académicien Jean-Luc Marion ?

J'aime travailler avec Alain Badiou, un vrai ami et un vrai philosophe, même si nous ne sommes pas d'accord sur tout, si je trouve son platonisme tyrannique et s'il trouve mon aristotélisme démocratique-médiocre. Et j'ai envie de travailler avec Jean-Luc Marion, même si nos mondes spirituels diffèrent. Je crois à un relativisme conséquent, lié à la considération de la personne et du moment, lié au meilleur et au particulier. J'ai à apprendre des autres.

Votre élection n'est-elle pas le signe d'un nouveau moment féministe ?

Certainement. C'est important qu'il y ait des femmes à l'Académie française, comme il est important qu'il y en ait au gouvernement. Non par souci mathématique de parité, mais parce que je pense que les hommes et les femmes n'appréhendent pas les choses de la même manière. Nous n'avons pas le même rapport au pouvoir et à la norme. Avec Badiou, par exemple, nous travaillons sur le rapport homme/femme/philosophie : y a-t-il une manière féminine ou masculine de faire de la philosophie, y a-t-il des raisons de genre au fait que je sois proche du sophiste Gorgias et lui du philosophe Platon ? Qu'en est-il du rapport au pouvoir ? et du style ?

L'Académie française n'est-elle pas un monde d'hommes ?

L'Académie française est une institution créée par des hommes, et l'on y porte l'épée. A rebours de cette tradition, Jacqueline de Romilly s'était fait faire un sac à main au moment de son intronisation [en 1988]. J'ai trop lu Freud, qui voyait dans le sac à main un objet sexuellement féminin, avec fermoir renvoyant à la chasteté, pour avoir la même envie. Ici comme ailleurs, on n'est plus obligé de croire à la domination masculine. *Graecia victa* – la Grèce vaincue, un féminin plein de a – a vaincu son féroce vainqueur, masculin et romain, en le sé-

« JE NE CROIS PAS QUE L'ACADÉMIE FRANÇAISE DÉVELOPPE UN RAPPORT À LA LANGUE CONSERVATEUR NI CONSERVATOIRE »

duisant... En résumé, je m'en suis sortie souvent par la séduction, mais il est temps de faire autrement ! Nous devons adopter une stratégie lorsque nous sommes assignées à une identité de genre. Lorsqu'on me dit : « Tu dis ça parce que tu es femme », je réponds : « Pas du tout, je dis ça parce que je suis une philosophe. » Et lorsqu'on me dit : « Tu dis ça parce que tu es une philosophe », je réponds : « Pas du tout, je dis ça parce que je suis une femme. » Etre femme, c'est peut-être une identité stratégique.

Cette élection consacre une personne qui a connu des réussites, mais aussi des échecs académiques. Est-ce également un signal important ?

Les hommes et les femmes n'ont sans doute pas le même rapport à l'échec. J'ai échoué maintes fois à l'agrégation de philosophie, peut-être à cause de – ou grâce à – 68. Le premier jour du concours de l'École normale (« Sèvres », à l'époque, réservé aux filles), j'ai flairé en arrivant une odeur de poudre de riz et de peur. Je me suis dit : « Je n'appartiendrai pas à ce corps-là. » J'ai rendu sans le vouloir une copie de philosophie en histoire et une copie de lettres en philosophie. Les genres se mélangeaient déjà...

Ce signal est donc très important, car la République peut reconnaître ceux qui ont échoué ou qui sont passés par d'autres voies que celles dites « royales », même pour devenir philosophe. Je dois ajouter quelque chose. Je viens d'avoir 70 ans, je suis chercheuse émérite, ce qui implique que je n'ai plus le droit d'avoir des doctorants ou des postdoctorants, ni de diriger des projets européens. Le rapport à l'âge et à la retraite peut être violent si l'on n'en fait pas, comme disent les Espagnols, une *jubilacion*. Heureusement que la bienveillance d'un laboratoire d'excellence et d'une récente École universitaire de recherche m'a donné jusqu'ici la possibilité de travailler avec l'aide nécessaire. Cette élection à l'Académie, qui me permet de mettre ce que je sais faire au service de la

langue et de la culture françaises, est pour moi quelque chose de très concret, c'est une façon de ne pas passer sous les fourches Caudines de la limite d'âge. Je ne dis pas cela par volonté de m'accrocher et de ne pas laisser les autres générations prendre leur place, mais parce que c'est souvent – en France, à la différence des États-Unis – au moment où l'autorité de l'œuvre accomplie permettrait de mener des projets ambitieux qu'il nous est interdit de les porter.

De la traduction de Parménide à l'exposition « Après Babel, traduire », sont-ce toujours les mêmes questions qui vous animent ?

Je travaille sur ce que peuvent les mots. Dans *L'Effet sophistique*, j'ai montré comment les sophistes avaient été rejetés par la tradition philosophique parce que, disait Aristote, ils parlaient « pour le plaisir de parler ». Or, du même coup, ils délimitaient du dehors la grande philosophie de l'Être et de la Vérité, ils en faisaient voir les ressorts cachés. Dans *Vérité, réconciliation, réparation* [Seuil, 2004], j'ai voulu mettre au jour comment parler fabriquait du politique : en Afrique du Sud, le peuple arc-en-ciel. La phrase de Desmond Tutu, archevêque anglican de Johannesburg qui a présidé la commission « vérité et réconciliation », pourrait être prononcée par Gorgias : « C'est un lieu commun de traiter le langage comme mots et non comme actes. La commission n'est pas de cet avis. Le langage, discours et rhétorique, fait les choses. Il construit la réalité. »

Avec le *Dictionnaire des intraduisibles*, j'ai exploré la manière dont on philosophe en langues, non au moyen de concepts prétendument universels mais au moyen de mots ; les « intraduisibles », ces symptômes de différence des langues, comme *duende* ou *mind/Geist/esprit*, ne sont pas ce qu'on ne traduit pas, mais que l'on ne cesse pas de traduire. L'exposition relève de la même démarche, avec l'idée que la traduction est un savoir-faire avec les différences, dont nous avons plus que jamais besoin, y compris politiquement.

On peut trouver bien des formes sensibles à la même idée. Mon élection à l'Académie française est une façon de reconnaître que cet entremêlement des genres est admis, admissible et, au fond, normal. Philosophie littéraire et littérature pensive, il faudrait que, de la même manière, les rayons des librairies devinssent poreux. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS TRUONG

Le régime congolais de plus en plus isolé en Afrique

Analyse

JOAN TILOUINE
Le Monde Afrique

À KINSHASA, LES STRATÈGES DU RÉGIME SE MÉFIENT DE L'AXE PRETORIA-LUANDA, OÙ DES APPARATCHIKS AUX DESSEINS RÉFORMATEURS ONT ACCÉDÉ AU POUVOIR

C'est un pays stable d'Afrique australe, le Botswana, qui donne une leçon de bonne gouvernance au géant d'Afrique centrale, la République démocratique du Congo (RDC). En marge d'un sommet du Commonwealth, le 19 avril à Londres, le nouveau président, Mokgweetsi Masisi, investi deux semaines plus tôt, a critiqué son homologue congolais, Joseph Kabila, toujours à la tête de l'Etat malgré la fin de son mandat en décembre 2016: «*Les tensions montent en RDC. Le président est resté au pouvoir plus longtemps que prévu et il y a de l'agitation.*» Cinq jours plus tard, les chefs d'Etat de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), présidée par le Sud-Africain Cyril Ramaphosa, se sont retrouvés autour de M. Kabila, à Luanda, capitale de l'Angola. Dans les conclusions de ce sommet, l'organisation régionale rappelle son attachement «*à la mise en œuvre du calendrier électoral*» et à la «*tenue des élections pacifiques et crédibles*» en RDC. Avec deux ans de retard, les élections sont censées se tenir le 23 décembre. Une date qui pourrait être historique, tant elle marquerait la fin de la crise politique et permettrait la première alternance pacifique dans ce pays.

Malgré des pressions diplomatiques et des sanctions économiques ciblées, les Occidentaux, à court d'idées pour maintenir la pression sur le régime de Kabila, semblent avoir atteint leurs limites. Leurs positions sont jugées «*humiliantes*», «*agressives*» et «*contre-productives*» par les diplomates des pays et des organisations de la sous-région, désormais à l'œuvre, avec une approche plus subtile, parfois facilitée par les liens étroits tissés durant les guerres congolaises.

Stratège habile, le président congolais de 46 ans connaît bien ses parrains régionaux sans qui son père, Laurent-Désiré Kabila, n'aurait pu renverser Mobutu Sese Seko en mai 1997. Il se méfie désormais de son voisin angolais qu'il soupçonne de «*neutralité malveillante*». Au pouvoir depuis septembre 2017, le président angolais, Joao Lourenço, général à la retraite choisi par le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), le tout-puissant parti-Etat, a fini par se retourner contre son prédécesseur et à s'ouvrir aux Occidentaux dont la France, où il est attendu le 28 mai. Il tente de mener des initiatives régionales pour faire pression sur M. Kabila, qui le soupçonne de soutenir son opposition.

«*Dans notre intérêt et pour la stabilité de la région, les élections sont impératives et Kabila doit partir*», confie un diplomate angolais. L'impulsion angolaise semble soutenue par le président sud-africain, M. Ramaphosa, élu en février à la place de Jacob Zuma, ami et partenaire d'affaires de la famille Kabila. Syndicaliste devenu homme d'affaires prospère

puis chef du Congrès national africain (African National Congress, ANC), M. Ramaphosa a déjà agacé Kinshasa. «*On n'a pas apprécié que M. Ramaphosa abrite la conférence de lancement du mouvement politique de l'opposant Moïse Katumbi [le 12 mars, à Johannesburg] et qu'il y envoie une délégation de l'ANC*», dit un proche conseiller de M. Kabila.

«SORTIE HONORABLE»

A Kinshasa, les stratèges du régime se méfient de l'axe Pretoria-Luanda, où des apparatchiks aux desseins réformatifs ont accédé au pouvoir. Un cacique de la région reste toutefois fidèle au régime Kabila: le Zimbabwéen Emmerson Mnangagwa, qui a mis fin à trente-sept ans de règne de Robert Mugabe. En toute discrétion, le nouvel homme fort d'Harare tente de «*négoier une sortie honorable à Joseph Kabila*», comme le dit l'un de ses conseillers.

Durant la seconde guerre du Congo (1998-2003), le Zimbabwe avait déployé près de 12 000 soldats pour venir en aide à Kabila père, contre le Rwanda et l'Ouganda déterminés à faire chuter leur ancien protégé. M. Mnangagwa était alors conseiller spécial du président Mugabe pour la RDC, où il orchestrait notamment la mainmise sur l'exploitation illégale de mines pour le compte de l'élite politico-militaire zimbabwéenne.

«*C'est grâce à eux qu'on est au pouvoir, et ils sont avec nous*, admet volontiers un dignitaire du régime de Laurent-Désiré Kabila devenu l'un des stratèges de son fils. *Le Zimba-*

bwe nous a clairement conseillé de renforcer notre parti et nous a reproché de ne pas avoir formé un puissant parti-Etat.» Parmi les pistes de «*sortie honorable*» figure en bonne place la conservation du pouvoir par un parti fort... que présiderait M. Kabila. Le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), considéré comme une «*coquille vide*» par certains de ses responsables, a révisé ses statuts. Mais nul n'est dupe sur sa capacité à devenir en quelques mois un appareil puissant et de masse tel que le MPLA, l'ANC, ou encore le Front patriotique rwandais (FPR). Au sein de la communauté régionale, traditionnellement très impliquée en RDC aux côtés de Kabila père et fils, les lignes évoluent donc. Plus question pour la SADC de faire bloc derrière le régime congolais. La crise congolaise redéfinit les rapports de force régionaux, permettant à certains Etats d'agir au nom de la «*stabilité régionale*», de renforcer leur légitimité en s'imposant comme des interlocuteurs privilégiés d'Occidentaux privés de leviers sur le régime congolais. Et de se positionner pour l'après-Kabila.

«*Les problèmes du Congo ne sont pas seulement des problèmes congolais. Chacun des neuf voisins est affecté par ce qu'il s'y passe*», a déclaré le président rwandais, Paul Kagame, interrogé par le milliardaire anglo-soudanais Mo Ibrahim, le 28 avril. Moïse Katumbi, l'ancien gouverneur proche de M. Kabila devenu opposant, se trouvait dans la salle où était remis le prix de la Fondation Mo Ibrahim pour la bonne gouvernance... ■

Le cinéma doit mettre à l'écran davantage de femmes de plus de 50 ans

Au-delà d'un certain âge, les comédiennes se voient proposer un nombre ridicule de rôles. Un collectif de professionnels, dont font partie Agnès Jaoui et Vincent Lindon, dénonce le sexisme et l'âgisme à l'œuvre dans cette «*invisibilisation*»

Collectif

Aujourd'hui, en France, une femme majeure sur deux a plus de 50 ans: elles représentent 51% de la population féminine majeure, et un quart de la population majeure totale. Mais cette majorité réelle dans la vie est traitée comme une minorité invisible dans les fictions.

Sur l'ensemble des films français de 2015, seuls 8% des rôles sont attribués à des comédiennes de plus de 50 ans. En 2016, c'est encore moins: 6%. Les personnages féminins ne vieillissent pas, ils disparaissent des écrans! A l'inverse de leurs partenaires masculins, à l'image, les femmes ne semblent avoir qu'une alternative: être jeunes ou rester jeunes.

Créée en 2015 au sein de l'association Actrices et acteurs de France associés (AAFA), la commission AAFA-Tunnel de la comédienne de 50 ans s'est donné pour mission de faire bouger le curseur des représentations des femmes de plus de 50 ans au cinéma et à la télévision. Il ne s'agit pas ici d'un combat d'actrices en mal de rôles, mais bien d'un véritable enjeu de société: derrière l'invisibilité des personnages féminins de plus de 50 ans à l'écran se cache la question de la non-représentation des femmes de ces âges.

Oui, les fictions cinématographiques et télévisuelles ont une responsabilité et un rôle à jouer. Car, au-delà d'être des objets artistiques, elles véhiculent des normes, transmettent des valeurs et mettent en jeu des représentations qui influencent notre perception du monde et construisent notre inconscient collectif. Comment les jeunes femmes pourront-elles se construire si ces représentations sont biaisées? Si les rôles modèles portés par les actrices de plus de 50 ans disparaissent?

Dans le sillage de l'affaire Harvey Weinstein, la parole se libère et

entraîne une prise de conscience des schémas sexistes qui entravent les femmes. Questionner la représentation des femmes de plus de 50 ans dans les fictions, c'est questionner les rapports de domination entre hommes et femmes, qui subordonnent celles-ci et les effacent à l'âge de leur puissance et de leur maturité. Ce sont les mêmes mécanismes sexistes à l'œuvre qui transforment les jeunes femmes en objets puis les font disparaître passé 50 ans... Deux faces de la même médaille. Il est urgent d'agir. Notre société évolue et ses représentations sont à la traîne. Les fictions doivent nourrir l'imaginaire collectif et permettre, par effet de miroir, de lutter au cœur même de notre société contre la double peine: sexisme et âgisme.

DES SOLUTIONS CONCRÈTES

C'est dans cet esprit que nous avons lancé, par le biais d'une plate-forme participative, le manifeste AAFA-Tunnel des 50. Il propose des actions concrètes pour changer ces modèles périmés, tout en préservant la liberté de création artistique, en veillant particulièrement: à la proportion de personnages féminins de plus de 50 ans dans les fictions; à ce que les personnages féminins de plus de 50 ans soient en phase avec l'évolution de la place des femmes de cet âge dans la société; à ne pas spécifier dans les scénarios le genre des rôles pouvant être joués indifféremment par une femme ou un homme, notamment pour les rôles de fonction et de pouvoir, qui sont généralement donnés aux hommes de plus de 50 ans, lorsque cela ne change pas le sens de l'histoire. La parenthèse «*F/H*» pourra ainsi être apposée après la dénomination du rôle; la différence d'âge dans les couples de fiction sera également plus proche de la réalité (2 ans dans les couples français, d'après l'Insee), lorsque cela ne change pas le sens de l'histoire. Par exemple, quand le personnage masculin a plus de 50 ans, éviter de lui oc-

troquer une compagne de 20 ans sa cadette. Il faudra veiller aussi à la vraisemblance entre l'âge des rôles féminins de plus de 50 ans et celui des actrices choisies pour les interpréter.

Scénaristes, réalisatrices, réalisateurs, directrices et directeurs de casting, actrices, acteurs, agentes et agents artistiques, productrices, producteurs ont répondu en nombre à notre appel. En signant le manifeste AAFA-Tunnel des 50, ils s'engagent à agir dans la pratique de leurs métiers respectifs. Spectatrices et spectateurs apportent également leur soutien au manifeste, et la mobilisation prend de l'ampleur.

Ce premier pas des artistes et du public prouve un éveil des consciences, qui interroge et bouscule les stéréotypes. Mais nous ne pourrions pas rattraper le retard pris sans l'intervention de nos institutions. Nommer et quantifier le problème, briser l'omerta, prendre des mesures incitatives. Si la liberté de création doit être préservée, les aides et subventions peuvent, elles, être fléchées, des indicateurs appliqués. Il n'est plus temps d'observer mais d'agir! Concrètement.

Nous demandons au ministère de la culture que soit lancée une étude genrée et par âge de notre profession, afin de dresser un tableau objectif et indiscutable des discriminations. Nous demandons aussi que l'indicateur de l'âge des actrices et acteurs soit ajouté aux veilles chiffrées du Centre national du cinéma (CNC) et du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Nous demandons ensuite que les propositions d'actions lancées par le manifeste AAFA-Tunnel des 50 soient reprises, d'une part, dans les recommandations du CSA relatives à la lutte contre les discriminations et au respect des droits des femmes dans l'audiovisuel public et, d'autre part, dans les recommandations aux collègues qui décident des aides à l'écriture et à la production du CNC. Enfin, pour faire évoluer les représentations et sortir des stéréotypes qui nous entravent, nous demandons des obligations de progression de la représentation des femmes de plus de 50 ans dans les fictions produites dans l'audiovisuel public.

Dans son discours du 7 février 2018, le ministre de la culture disait: «*Pour changer les comportements, il faut changer les regards, et donc les images.*» Dont acte. Qui n'est pas représenté n'existe pas! ■

Correspondances sous surveillance



CONVERSATIONS SECRÈTES
SOUS L'OCCUPATION
Antoine Lefebure,
Tallandier, 384 pages,
22,50 euros

Le livre

Au lendemain de l'installation de l'Etat français à Vichy, le 10 juillet 1940, le maréchal Pétain, qui dispose des pleins pouvoirs, demande au Service des contrôles techniques (SCT) de lui rapporter ce que les Français disent et écrivent sur lui. Il décide donc de séparer le SCT du ministère de la guerre et d'en faire un organe ultrasecret de surveillance pour identifier les dissidents, repérer les ennemis d'Etat et faire la chasse aux juifs.

Cette arme redoutable que fut le SCT, Antoine Lefebure la connaît bien: en 1993, il avait publié *Les Conversations secrètes des Français sous l'Occupation*, chez Plon. Vingt-cinq ans plus tard, il s'est replongé dans le sujet après que le gouvernement de François Hollande eut décidé, en décembre 2015, d'ouvrir aux chercheurs l'ensemble des archives les plus secrètes de la seconde guerre mondiale. L'ouvrage qui ressort aujourd'hui chez Tallandier est donc une version considérablement remaniée: l'auteur, spécialiste de l'histoire des technologies de communication, dit avoir trié plus de trois cent mille lettres et interceptions téléphoniques produites entre 1937 et 1945. Finalement, il a porté son attention sur trente mille d'entre elles faisant écho aux événements tragiques de la période.

«MACHINE DE GUERRE»

Parmi celles-ci, une lettre d'un père expliquant à une parente les motivations de son fils qui a choisi de rejoindre la Légion tricolore aux côtés des Allemands; une conversation téléphonique entre deux Marseillais sur des actes de résistance qui ne se définissent pas encore comme tels ou encore des lettres de condamnés à mort, victimes de la répression du régime de Vichy. Antoine Lefebure dit n'avoir identifié qu'un nombre limité de lettres de dénonciation. Les arrestations de juifs et de résistants «*n'étaient la plupart du temps que les conséquences de l'activité sinistre des "contrôles techniques"*», soutient l'auteur, qui décrit bien les rouages du SCT, «*machine de guerre*» dirigée d'une main de fer par l'amiral Darlan, puis par René Bousquet, «*grand organisateur du système des fichiers et d'interceptions*».

S'il restitue la France des années noires dans sa complexité, l'ouvrage manque, en revanche, de clarté. Après avoir consacré un chapitre beaucoup trop long à l'interception des correspondances françaises depuis Louis XIII, l'auteur plonge dans l'étude de l'écoute des Français après 1940, sans analyser les points de convergence et de rupture en matière de surveillance entre la III^e République et le régime de Vichy.

De même, certains découpages chronologiques sont opérés sans grand souci de rigueur: en témoigne le troisième chapitre, consacré à l'«*ère Darlan*», que l'auteur situe un peu trop facilement entre 1939 et 1942. Enfin, les documents présentés sont trop souvent reproduits sans commentaires pour éclairer le lecteur. Ils ne servent donc qu'à illustrer les propos de l'auteur, alors qu'il y aurait tant à dire sur leurs contenus. ■

ANTOINE FLANDRIN



PLANÈTE | CHRONIQUE
PAR STÉPHANE FOU CART

Les opioïdes, un mal américain

À presque un quart de siècle de distance, les deux scènes se ressemblent étrangement : des quinquagénaires à la mise impeccable, grisonnants et cravatés, debout en rang d'oignons sous les ors du Capitole, levant la main droite pour prêter serment. Mardi 8 mai, une brochette de patrons de sociétés de distribution de produits pharmaceutiques ont été interrogés, trois heures durant, par une commission parlementaire désireuse de faire la lumière sur la « crise des opioïdes » qui frappe les Etats-Unis. Voilà qui rappelait les auditions, au printemps 1994 et au même endroit ou presque, des sept grands capitaines de l'industrie cigarettière américaine, jurant leurs grands dieux que la nicotine n'induisait aucune dépendance chez les fumeurs... Comme le scandale de la dissimulation des risques du tabac en son temps, celui des opioïdes vient rappeler que les principales menaces qu'affronte la société américaine ne sont aujourd'hui pas extérieures – comme les gesticulations de Donald Trump veulent le faire accroire –, mais intérieures.

De fait, la dépendance aux opioïdes qui s'est installée dans la population américaine est aujourd'hui l'une des plus graves crises sanitaires – peut-être la plus grave – auxquelles sont confrontés les Etats-Unis. Elle a été causée par l'autorisation, au milieu des années 1990, d'antalgiques puissants, proches cousins de l'héroïne et de la morphine, prescrits non de manière ponctuelle – après une intervention, ou à des patients en soins palliatifs, par exemple – mais en traitement de douleurs chroniques.

Lobbying forcé des industriels

Ce changement des pratiques médicales – suscité par les laboratoires ayant développé et commercialisé ces antidouleurs – a provoqué une catastrophe. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : pour l'année 2016, les autorités sanitaires américaines ont recensé 64 000 morts par overdose, dont une grande part provoquée par des produits à base d'opioïdes, obtenus sur prescription ou illégalement sur le marché noir. Dans ce bilan, l'héroïne est bien à l'origine d'environ 15 000 morts, mais une étude publiée en 2014 par le *Journal of the American Medical Association (JAMA)* suggère qu'aux Etats-Unis les trois quarts des utilisateurs d'héroïne actuels sont entrés en dépendance après une prescription d'opioïdes par leur médecin.

Au total, même s'il est impossible de le démontrer formellement et de le quantifier de manière précise, il est plausible qu'une très large part de la mortalité par overdose enregistrée ces dernières années outre-Atlantique soit directement ou indirectement le fait de la mise sur le marché de ces analogues. Un simple chiffre permet de s'en convaincre : en 1990, au plus fort de la guerre de l'Etat fédéral contre les cartels colombiens, le nombre de morts par overdose aux Etats-Unis n'excédait pas 10 000 par an, toutes catégories confondues. C'est aujourd'hui

LES TROIS QUARTS DES UTILISATEURS D'HÉROÏNE SONT ENTRÉS EN DÉPENDANCE APRÈS UNE PRESCRIPTION D'OPIOÏDES PAR LEUR MÉDECIN

sept fois plus. Pour fixer les idées, rappelons que les armes à feu font environ 34 000 morts par an aux Etats-Unis, ou encore que le pic de mortalité annuelle due au sida y a été atteint en 1995 avec quelque 46 000 morts...

Et il ne s'agit encore là que de mortalité. Le problème posé par la crise des opioïdes est bien plus vaste. Ce fléau travaille en profondeur, et pour longtemps, la société américaine. Selon un rapport récent de l'Académie des sciences des Etats-Unis, environ 2 millions d'Américains souffrent d'une dépendance aux opioïdes ; une étude récente, conduite par l'économiste Alan Krueger (université de Princeton), suggère que l'augmentation continue, entre 1999 et 2015, des prescriptions d'opioïdes pourrait expliquer une partie de la baisse, récente et rapide, du taux de participation de la population au marché de l'emploi. La part de la population qui ne travaille pas et n'est pas en recherche d'emploi a en effet atteint, aux Etats-Unis, plus de 62 % en 2015.

Du jamais-vu depuis quarante ans. En l'espace d'une quinzaine d'années, au sein de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), le pays est passé des plus forts taux de participation au marché de l'emploi, au plus faible de tous (avec l'Italie). L'évolution de cet indicateur signale un mouvement de désocialisation peut-être plus inquiétant encore que la mortalité galopante attribuable à la crise des opioïdes.

Dans une longue enquête publiée en octobre 2017, le *Washington Post* a exploré les ressorts du désastre en cours. Certains aspects tiennent à des pratiques illégales : corruption de médecins et de pharmaciens, etc. Mais d'autres relèvent de pratiques licites, ou de biais de fonctionnement structurels de l'administration fédérale : lobbying forcé des industriels auprès du législateur, régulation faible, conflits d'intérêts, débouchage des experts des organismes régulateurs par les firmes régulées, etc. Autant de maux que l'Amérique ne doit qu'à elle-même, aggravés par la conviction profonde, très ancrée à droite de l'échiquier politique américain, que toute régulation est superflue puisque la main invisible du marché – qui, elle, ne tremble pas – est supposée capable d'y suppléer in fine. A l'évidence, ce n'est pas tant l'organisation Etat islamique, l'Iran ou la Corée du Nord qui menacent désormais l'Amérique, que l'Amérique elle-même.

Cette réalité est loin d'être cantonnée à la question des opioïdes. Le 30 janvier, le directeur de l'American Meteorological Society, la société savante qui rassemble nombre de spécialistes des questions de météo et de climat, écrivait à Donald Trump pour demander que la science climatique soit prise en compte dans sa politique. Le 25 avril, le président américain lui répondait sans fard qu'il était là pour protéger l'Amérique « des fardeaux réglementaires inutiles ». ■

FAIBLE RÉGULATION, LOBBYING, CONFLITS D'INTÉRÊTS... AUTANT DE MAUX QUE LE PAYS NE DOIT QU'À LUI-MÊME

CINÉMA : LA CAUSE DES FEMMES

ÉDITORIAL III

Cinquante ans après Mai 68, la révolution n'est pas au programme du Festival de Cannes. Et pas seulement parce que les aphorismes de Jean-Luc Godard ont pris un coup de vieux. Alors que l'affaire Weinstein a déclenché depuis sept mois un vent de révolte tous azimuts pour défendre la cause des femmes et dénoncer à voix forte le sexisme ordinaire – ou extraordinaire –, nul vent de fronde ne souffle sur la Croisette. Il est vrai que ce producteur américain, accusé de harcèlement et d'agressions sexuelles par de nombreuses actrices, y a longtemps joué les nababs.

Cela imposait d'autant mieux la retenue, voire la discrétion embarrassée, que le monde du cinéma s'est toujours montré passablement schizophrène avec les fem-

mes. Reconnues, encensées et primées comme actrices, volontiers starisées, adulées ou transformées en icônes mondiales, elles ont pour l'essentiel été ignorées dans tout autre rôle.

Les chiffres sont même stupéfiants : depuis sa création, en 1947, en soixante et onze éditions, 82 cinéastes femmes ont vu leurs œuvres sélectionnées par le Festival de Cannes, contre 1 645 hommes. Le nombre de réalisatrices en compétition officielle y est toujours marginal – aucune en 2012, une en 2013, trois cette année. Quant aux récompenses, n'en parlons pas : une demi-palme d'or décernée à Jane Campion en 1993 pour *La Leçon de piano*, partagée avec Chen Kaige. Ce ne sont pourtant pas les talents féminins qui manquent, comme le démontrent les programmations plus mixtes, voire paritaires, des sections parallèles de la Quinzaine des réalisateurs, de la Semaine de la critique et de l'ACID (Association du cinéma indépendant pour sa diffusion).

Plus largement, l'on sait que, dans l'univers du septième art, les inégalités sont aussi flagrantes que choquantes. A peine plus du quart (28 %) des avances sur recettes, ces aides vitales attribuées par le Centre national du cinéma, le sont à des projets menés par des femmes, alors qu'elles constituent 60 % des effectifs sortant de l'Ecole nationale des métiers de l'image et du son (Femis). Le déséquilibre est de même am-

pleur pour les aides européennes. Quant aux inégalités des salaires et des cachets, elles y sont plus indécentes que dans la plupart des autres domaines d'activité, avec un écart de 42 % en défaveur des femmes. Pas question pour autant d'introduire des mesures de discrimination positive – des quotas –, s'insurgent les gardiens du temple.

Cannes 2018 se contentera donc d'initiatives feutrées en faveur de la cause des femmes. Après d'autres, c'est la « reine » Cate Blanchett qui préside un jury pour la première fois majoritairement féminin. Samedi 12 mai, ce sont 82 femmes, autant que de réalisatrices sélectionnées depuis 1947, qui devaient faire une symbolique « montée des marches » en s'arrêtant au milieu pour marquer le chemin qui reste à parcourir. De même, les directeurs et programmeurs des différentes sections cannoises vont signer une charte de la diversité afin d'atteindre la parité dans leurs instances dirigeantes. Le 14 mai enfin, la ministre de la culture va annoncer la tenue d'assises pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Récemment, Françoise Nyssen, la ministre de la culture, assurait que « le secteur culturel a un devoir d'avant-garde » en la matière. Cannes s'honorerait de ne pas faire la sourde oreille à cette injonction. La liberté chérie des cinéastes – appellation opportunément bisexuée –, ne saurait être l'ennemie de leur égalité. ■



SMART CITIES LES PRIX DE L'INNOVATION

Le Monde

LA SMART CITY RÉDUIRA-T-ELLE LES INÉGALITÉS ?

17.05.18
8H30-17H
LYON

HÔTEL DE VILLE
1 place de la Comédie

PROGRAMME

- 9h Les liens entre nouvelles technologies et inégalités : enjeux globaux et urbains
- 9h30 Comment la ville intelligente peut-elle embarquer tous les territoires ?
- 9h50 Les tiers lieux peuvent-ils être des outils d'intégration territoriale ?
- 10h05 Mobilité : le big data peut-il désenclaver les quartiers délaissés ?
- 10h45 La "smart city" permettra-t-elle de réduire la fracture énergétique ?
- 11h10 La ville intelligente pour tous : comment former tous les citoyens aux nouvelles compétences requises par la "smart city" ?
- 11h40 Comment bien faire vieillir les villes intelligentes sans renforcer ou créer de nouvelles inégalités ?
- 12h15 Remise des Prix européens de l'innovation urbaine *Le Monde Smart Cities*.
- 14h Villes intelligentes, villes solidaires : comment bâtir une vraie ville intergénérationnelle ?
- 14h30 Des projets pour intégrer les plus fragiles dans la ville. Rencontre avec trois startups.
- 14h45 Les villes européennes face au défi de l'accueil des migrants. Quelles stratégies innovantes ?
- 15h30 Vienne, un modèle de ville intelligente et inclusive ?
- 16h Logement, aménagement, équipements... Comment les villes de demain peuvent-elles apporter plus d'égalité entre les hommes et les femmes dans l'espace public ?
- 16h35 Lyon, une ville intelligente pour tous et toutes ?
- 16h45 Conclusion. Qu'est ce qu'une vraie ville intelligente ?

Entrée libre sur inscription : <https://remisedeprix-lemonde.eventbrite.fr>

Partenaire principal



Partenaires



Ville partenaire

L'audiovisuel à l'épreuve du rouleau compresseur Netflix

► Avec 125 millions d'abonnés dans le monde, dont 3,5 millions en France, la plate-forme de vidéos est devenue un phénomène de société

► A mi-chemin entre les GAFA et les studios hollywoodiens, le modèle du groupe, qui va investir 1 milliard d'euros dans la création en Europe, fascine

► Menacées, les chaînes de télévision françaises tentent de trouver la parade. Le secteur du cinéma s'inquiète

PAGES 2-3

La stratégie du patron de la Société générale en question

A la tête de la banque depuis dix ans, Frédéric Oudéa se voit reprocher une forme d'immobilisme PAGE 4



Frédéric Oudéa, en mai 2016, à Paris. THOMAS SAMSON/AFP

AUTOMOBILE PSA ET OPEL, DEUX CULTURES ANTAGONISTES

Entre le constructeur français et sa nouvelle filiale allemande, les discussions sociales tournent au dialogue de sourds

PAGE 5

DÉBATS LE NUCLÉAIRE, UNE PRÉFÉRENCE JUSTIFIÉE ?

Le choix de l'atome est au cœur du débat public sur la programmation pluriannuelle de l'énergie, qui a lieu jusqu'au 30 juin

PAGES 6-7

MATIÈRES PREMIÈRES

SE FAIRE DU BEURRE AVEC LA NOIX DE CAJOU

Craquer pour les noix de cajou. A l'apéritif. Comme aux repas. Que l'on soit adepte des régimes végétariens ou simple gourmand. Les rangs des consommateurs prêts à croquer le fruit de l'anacardier n'ont cessé de s'étoffer ces dernières années. Au point que le volume de ce fruit sec passé au casse-noix a progressé de près de 50% depuis 2010. Il a même dépassé les 700 000 tonnes de noix décortiquées.

En quelques années, le cajou a bousculé l'ordre établi. Il a broyé la superbe des pistaches, noix et noisettes, leur grillant la politesse dans la liste de préférence des consommateurs. Seule l'amande lui tient encore la dragée haute. Même au pays où l'amande est reine, les Etats-Unis, les importations du fruit de l'anacardier ont encore progressé de 10% en 2017. Ou comment varier l'assortiment de boissons végétales, dont les Américains sont de plus en plus friands.

Cet engouement n'a pas échappé aux planteurs africains. D'autant que la courbe du prix de la noix de cajou s'est orientée à la hausse. Résultat, la Côte d'Ivoire a décroché le cocotier, devenant le premier producteur mondial de ce fruit à coque, devant l'Inde et le Vietnam. Un titre qu'elle a défendu en 2017, avec une récolte de 711 200 tonnes, selon les estimations de l'organisme N'Kalo. Mais les concurrents se pressent au portillon. Au Burkina Faso, en Guinée-Bissau, au Ghana, en Guinée, au Mozambique ou au Sénégal, l'anacardier a la cote. Parfois au détriment du cacao, qui broie du noir.

La poussée de fièvre du prix de l'amande de cajou, avec un pic atteint en juin 2017, à plus

de 10 000 dollars (8 400 euros) la tonne, échauffe les esprits. Chacun souhaite se faire du beurre avec la noix. L'Etat ivoirien a fixé un prix minimum aux planteurs de 500 francs CFA (0,76 euro) le kilo en 2018. Son voisin ghanéen a mis la barre à 1 000 francs CFA le kilo, et le Burkina à 900 francs CFA. Sans surprise, les cajous jouent à saute-frontières.

Une limite, le prix

La Côte d'Ivoire a décidé de sévir, avec l'annonce, début mai, de sanctions renforcées contre les coupables de contrebande. Sus à l'arnaque à l'anacardier ! D'autant que le gouvernement d'Abidjan a un autre casse-tête avec ses noix. Le pays souhaite accroître le volume des cajous transformés sur son territoire. Ou comment se faire plus de gras avec le fruit sec. Sachant que le Vietnam, l'Inde et le Brésil les importent bruts et les préparent dans leurs usines avant, souvent, de les réexporter. Pas question, donc, de laisser les noix lui glisser entre les doigts...

Reste que l'appétit pour les cajous a une limite, celle du prix. La consommation mondiale tend d'ailleurs à se stabiliser, alors que les planteurs poussent les feux. Même s'il reste très élevé, le cours du cajou s'est quelque peu replié depuis l'été 2017. D'autres, en particulier en Afrique du Sud, misent sur la noix de macadamia, espérant dupliquer le succès. Quant aux consommateurs français, qui privilégient les produits locaux, libre à eux de grignoter les noix de Grenoble ou du Périgord... Avec ses 35 000 tonnes, la noix française ne compte pas pour des prunes... ■

LAURENCE GIRARD

RECHERCHES | CHRONIQUE PAR PIERRE-CYRILLE HAUTCŒUR

Le jubilé des dettes contre les inégalités

La crise financière de 2007 a été attribuée à un excès d'accumulation de dettes tant privées que publiques, et les systèmes financiers sont encore considérés comme fragiles par beaucoup de spécialistes. Une des raisons de cette fragilité se trouve dans la situation des ménages, dont les dettes n'ont en France jamais été aussi élevées par rapport à leurs revenus, notamment celles des classes moyennes. Elles sont structurellement débitrices pour l'acquisition de leurs logements, mais leurs revenus ont stagné et leurs impôts ont augmenté, à l'inverse du « 1% » des plus riches. Si la baisse des taux d'intérêt allège l'endettement, elle conduit aussi à la hausse du prix du logement, qui reste pour beaucoup aussi inaccessible que nécessaire. Or la fragilisation de ces catégories sociales, historiquement soutiens fervents de la démocratie parlementaire, n'est pas sans lien avec l'affaiblissement de celle-ci face aux populismes.

Comme le montre Michael Hudson, professeur d'économie à l'université du Missouri, dans *And Forgive Them Their Debts* -

Credit and Redemption from Bronze Age Debt Remissions to the Jubilee Year (à paraître cet été), des décisions politiques d'annulation des dettes (les « jubilé » bibliques) ont pendant des millénaires permis d'éviter la polarisation excessive de la société, et notamment la confiscation du pouvoir par les grands propriétaires au détriment des plus petits.

Un capital immobilier pour tous ? Pratiqué chez les Sumériens dès 2500 avant J.-C. à Babylone, en Assyrie durant tout le premier millénaire avant notre ère, inscrit dans le Lévitique, utilisé par les tyrans des cités grecques archaïques puis dans la Rome républicaine, le jubilé ne consistait pas en une annulation générale des dettes, qui aurait certainement conduit à un blocage général de l'économie. L'objectif était d'abord de réduire le fardeau des dettes supportées par les petits agriculteurs qui, pour des raisons souvent accidentelles, se trouvaient dans l'incapacité de payer fermages ou impôts et pouvaient de ce fait être réduits à des formes de servage, ou voyaient leur femme ou leurs

enfants être mis au service des créanciers jusqu'au remboursement... souvent irréalisable.

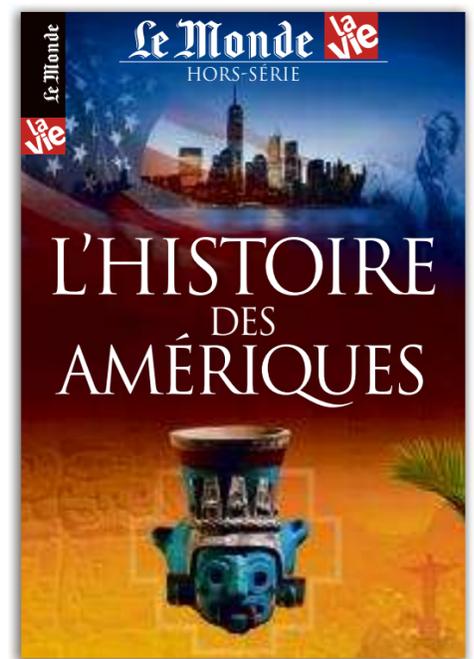
Les jubilé permettaient, souvent lors de l'accession d'un prince au trône, de les libérer et de permettre aux agriculteurs de reprendre les terres qu'ils avaient dû abandonner aux grands propriétaires pour cause de dettes, ce qui les déclassait socialement. Les gouvernants qui annulaient ces dettes réduisaient leurs propres créances, mais rendaient aux citoyens leur autonomie économique, leur capacité à assumer leur rôle dans leur famille et dans la cité, à payer leurs impôts et à servir dans l'armée. En revanche, les dettes commerciales ordinaires restaient dues, ainsi que celles que les plus riches pouvaient avoir entre eux.

A l'inverse, quand l'intérêt des grands propriétaires et des créanciers l'emporte sur l'intérêt général incarné par le monarque, les créances s'accumulent, les inégalités s'accroissent et la puissance publique est fragilisée, ce qui conduit à des émeutes, guerres, révolutions, auxquelles les autorités ne peuvent faire face, n'étant plus

aptes à mobiliser une société civile affaiblie et exclue du pouvoir.

Dans un article récent cosigné avec Charles Goodhart (London School of Economics), Michael Hudson propose une série de mesures qui pourraient jouer aujourd'hui le rôle politique et social du jubilé, sans pour autant mettre en danger les systèmes bancaires (« Could/Should Jubilee Debt Cancellations Be Reintroduced Today? », *CEPR Discussion Paper* n° 12605, janvier 2018). Parmi celles-ci, l'idée d'un capital apporté à tout individu à sa majorité et destiné uniquement à l'investissement immobilier, financé par une taxe sur le patrimoine immobilier. Cette dernière existant désormais en France (elle a remplacé l'ISF au 1^{er} janvier), et tous les partis s'accordant sur la sécurité cruciale qu'apporterait aux plus modestes la propriété de leur logement, il ne manque que la volonté politique de réfléchir activement à une mesure « disruptive » qui bénéficierait au plus grand nombre et à la stabilité sociale. ■

Pierre-Cyrille Hautcoeur est directeur d'études à l'EHESS



L'HISTOIRE DES AMÉRIQUES

Un hors-série **Le Monde**

188 pages - 12 €

Chez votre marchand de journaux et sur Lemonde.fr/boutique

VIDÉO À LA DEMANDE

Netflix dynamite la télé et le septième art

Mi-GAFA, mi-studio hollywoodien, le nouveau monstre de l'audiovisuel connaît un succès fulgurant

Netflix a-t-il déjà gagné la guerre? La question se pose dans les couloirs des chaînes de télévision, les grands studios ou les entreprises technologiques, dans les coulisses du Festival de Cannes ou les cabinets ministériels. Ses séries s'invitent de plus en plus dans les conversations. « *Un de mes collègues est allé à une fête avec ses parents, plutôt âgés. Sa mère y discutait des programmes de Netflix avec ses copines. Ça l'a soufflé* », raconte un producteur français, mi-amusé, mi-effaré.

La formule à la demande de Netflix est en phase avec les attentes des téléspectateurs: c'est une sorte de buffet audiovisuel à volonté, où l'on peut goûter les dernières grandes productions maison, comme la série de science-fiction *Stranger Things*, rattraper des vieux classiques tels que *Friends*, se laisser aller à quelques films de séries B ou s'orienter vers d'étonnants mangas japonais ou un documentaire de six heures sur une secte établie dans l'Oregon jusqu'en 1985. Consommable sur place, avec son téléviseur, ou à emporter, sur ordinateur, tablette ou smartphone, le menu comporte peu de grands films récents et laisse parfois le même goût d'indécision ressenti face aux murs de DVD d'un vidéoclub... mais, pour 10 euros par mois, il offre un rapport qualité-prix assez addictif.

Au premier trimestre 2018, Netflix a dépassé toutes les prévisions en conquérant 7,4 millions de nouveaux abonnés. Son chiffre d'affaires a crû de 43 % par rapport à 2017, lorsqu'il avait engrangé 11,6 milliards de dollars (9,8 milliards d'euros) pour un résultat de 886 millions... Le service dépensera cette année 8 milliards de dollars dans les contenus, et il compte dorénavant 125 millions d'abonnés, dont 3,5 millions en France.

Le modèle de Netflix fascine et fait débat. C'est un ovni, à mi-chemin entre les grandes plates-formes numériques (GAFA) et les géants du divertissement hollywoodien tels que Disney ou Time Warner. Sa capitalisation, qui a doublé en un an à 143 milliards de dollars, reste loin de celle de Facebook (528 milliards) ou Amazon (780 milliards). Mais elle écrase celle des réseaux sociaux Snap (13 milliards) et Twitter (24 milliards) et égale presque la référence Disney (149 milliards),

loin devant Time Warner (72 milliards) ou CBS (19 milliards).

Quand on demande au PDG, Reed Hastings, combien Netflix vise d'abonnés, il se compare aux deux univers: « *Les services gratuits comme Facebook ou YouTube ont de 1 milliard à 2 milliards d'utilisateurs dans le monde, et la télévision payante 700 millions d'abonnés. Nous avons de la marge* ». L'entreprise est implantée dans la Silicon Valley (Californie), où 5 000 employés codent sa plate-forme et ses algorithmes, et, à Los Angeles, temple du cinéma américain, où 1100 personnes sont notamment chargées de commander les séries et les films.

Depuis sa création, en 1997, comme loueur de DVD par correspondance aux Etats-Unis, Netflix

a franchi plusieurs étapes. Après avoir fait, en 2007, le pari du Web pour visionner les programmes, l'entreprise s'est lancée, en 2013, dans le financement de contenus exclusifs, dont *House of Cards*. Son expansion hors des Etats-Unis a commencé en 2011. En 2016, elle devient la première plate-forme par abonnement disponible dans 190 pays et annonce, fin 2017, que son activité au niveau international commence à être rentable.

Programmes « originaux »

Aujourd'hui, Netflix cherche à se démarquer de l'image souvent négative accolée aux GAFA ainsi que des studios américains: les premiers sont accusés de bouleverser des industries en ne respectant pas les réglementations loca-

« Ce que Steve Jobs a fait pour la communication, Netflix le fait pour le divertissement »

FELIX KRAMER
acteur de la série
« Dogs of Berlin »

les, les seconds restent des symboles d'une culture américaine jugée uniformisante. L'entreprise aimerait être vue comme le premier studio international. « *Nous sommes une plate-forme de télévision mondiale* », plaide Erik Bar-

mack, vice-président chargé de la production internationale.

L'expression n'est pas qu'un slogan marketing: le 19 avril, à Rome, une trentaine de jeunes fans italiens s'étaient déplacés pour apercevoir le « Professeur », personnage emblématique de *La Casa de papel*, le programme non anglophone le plus visionné sur la plate-forme, selon Netflix, qui ne livre aucun chiffre d'audience. « *Nous recevons des tonnes de messages sur les réseaux sociaux. Voir un Argentin se faire tatouer votre visage sur une fesse, c'est flippant!* », a témoigné l'acteur espagnol Alvaro Morte, qui interprète le rôle.

Netflix n'a pas eu de mal à faire chanter ses louanges par certains des créateurs qui produisent des contenus pour la firme dans seize

pays, en seize langues, dont l'arabe ou le turc. « *Ce que Steve Jobs a fait pour la communication, Netflix le fait pour le divertissement* », n'a pas hésité à dire Felix Kramer, acteur de la série polar *Dogs of Berlin*. Outre-Rhin, le cas de *Dark*, une série allemande « dont 90 % des spectateurs sur Netflix habitent hors d'Allemagne », a frappé les esprits. Alors que les pouvoirs publics ne rêvent que de « faire rayonner » la culture européenne dans le monde, Netflix se paie le luxe de se poser en champion de l'exportation des contenus du Vieux Continent.

En Europe, Netflix vient d'annoncer, pour 2018, 1 milliard d'euros d'investissements dans les programmes « originaux ». La société emploie désormais

« Etre abonné, c'est faire partie d'une communauté »

Fini les horaires imposés de la télévision, l'arrivée de la plate-forme américaine a révolutionné les usages des consommateurs

TÉMOIGNAGES

C'est un aveu qui ressemble à ceux recueillis sur le divan: Netflix a tué la télévision de papa, si l'on en croit les quelque 300 témoignages recueillis à la suite d'un appel lancé sur *Lemonde.fr*. Christophe Capeyron était un fidèle de Canal+ de plus de vingt ans: une chaîne de télévision payante dont ses parents étaient clients depuis sa création, le 4 novembre 1984. A l'époque, c'était le phénomène du paysage audiovisuel français dont Netflix, avec ses séries vedettes comme *Narcos*, *Dark* ou *La Casa de papel*, est le pendant, plus de trente ans après.

Quand M. Capeyron, cadre commercial, habitant à Epinal, a choisi

la plate-forme américaine, il a programmé la fin du lien « familial » avec Canal+: ce sera en septembre, lorsque son abonnement viendra à échéance. « *On ne regard plus Canal, seul le replay survit dans la maison* ». Une nouvelle ère s'engage, celle du « binge watching » (finir de regarder une série dans la semaine suivant le début du visionnage), du « binge racing » (finir en vingt-quatre heures tous une saison dès sa sortie) ou du « *Netflix cheating* » (regarder seul des épisodes, alors qu'on avait commencé en couple)...

Fini les horaires imposés de la télévision linéaire. Désormais, il est possible d'être le maître du temps, chez soi ou à l'extérieur, avec toutes sortes d'écrans. Et ce sentiment de liberté est réguliè-

ment mis en avant. « *Je suis d'une génération où on attendait le dimanche soir pour voir un grand film* », explique Hervé Paul, un artiste de 58 ans qui vit à Annecy.

De plus, grâce à la possibilité de disposer de plusieurs comptes, la famille peut en profiter, mais aussi les amis. Julie Hivert, 36 ans, qui a découvert le service à l'occasion d'un repos forcé en raison d'une grossesse compliquée, s'exclame: « *C'était il y a bientôt trois ans et, aujourd'hui, toute la famille ne pourrait plus s'en passer!* »

« Je suis devenu honnête »

L'effet mode est indéniable, et il dépasse les générations. Des lycéens aux retraités, le service séduit et captive, si l'on en croit les messages majoritairement en-

thousiastes que nous avons reçus et le nombre d'abonnés, en hausse constante, qui a dépassé les 3 millions en France, fin 2017, selon *Libération*. « *Les jeunes de 13-25 ans en raffolent* », dit Elise Laemmel, lycéenne de 17 ans, qui se présente comme « appartenant à la nouvelle génération ultraconnectée ». « *Mais attention aux excès, car, en période d'examen, il est devenu difficile de s'en séparer!* »

Le bouche-à-oreille joue à plein. « *J'ai dû faire abonner une dizaine de personnes autour de moi* », dit Martine Cendron, une retraitée de 70 ans, ancienne Parisienne retirée dans le Lubéron. Elle s'est désabonnée de Canal+ (elle versait plus de 70 euros par mois pour recevoir Canal Sat « pour les films »), mais a gardé OCS, le bouquet

d'Orange consacré aux séries et au cinéma, notamment pour *La Servante écarlate*, adaptation du roman éponyme de l'auteure canadienne Margaret Atwood.

C'est une « grande famille » qui se met donc en place, s'enthousiasme Pierre-Alain Baron, 28 ans: « *Etre abonné à Netflix, c'est faire partie d'une communauté: au travail, entre amis, on parle toujours de la dernière série que l'on a vue, sur Netflix évidemment, ce qui exclut de la conversation tous ceux qui ne sont pas abonnés* ».

Par ailleurs, nombre de nos témoins se présentent comme des repentis du téléchargement illégal. « *Avec Netflix, je suis devenu honnête* », déclare Thomas Ruedelle, un Parisien de 38 ans. « *Parce que l'offre est là, tout n'est*

pas de première fraîcheur, mais il y a régulièrement du bon contenu, on trouve de la version originale systématiquement, ça ne bogue presque jamais, c'est facile à utiliser ».

Mais tous ne succombent pas à la folie Netflix. Parmi les critiques, beaucoup soulignent l'insuffisance en ce qui concerne l'offre de films. « *De vieux rossignols* », assène Cécile Cottencau, professeure à l'université de Caen-Normandie, pour laquelle Netflix, c'est surtout des séries destinées aux adolescents. Et si elle s'est séparée de Canal+, « pour une question de budget », elle s'apprete à quitter la plate-forme américaine. En un clic. Une autre fonctionnalité pratique de Netflix. ■

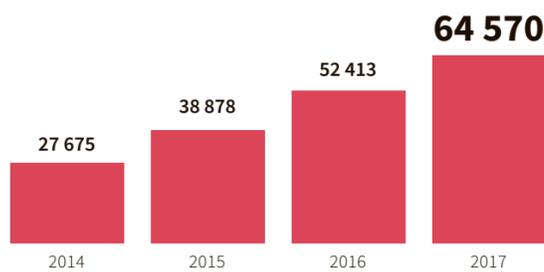
FRANÇOIS BOUGON



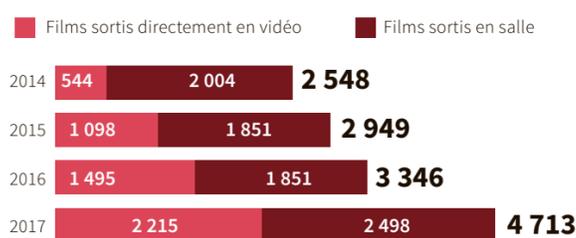
« *La Casa de Papel* », créée par Alex Pina, est la série non anglophone la plus visionnée sur Netflix. NETFLIX

En France, les films américains dominent les plates-formes de vidéo à la demande

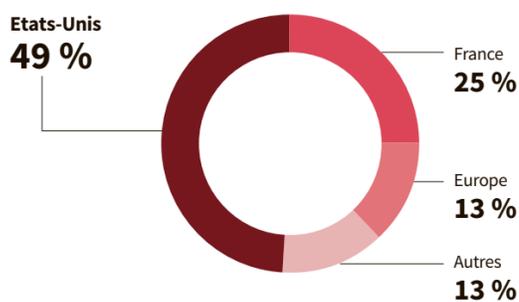
NOMBRE DE TITRES DISPONIBLES* SUR LES PRINCIPALES PLATES-FORMES DE SVOD



NOMBRE DE LONGS-MÉTRAGES DISPONIBLES SUR LES PRINCIPALES PLATES-FORMES DE SVOD



RÉPARTITION DE L'OFFRE DE LONGS-MÉTRAGES DISPONIBLES EN SVOD, PAR ORIGINE DE PRODUCTION



* en comptant le nombre de saisons et d'épisodes pour chaque série
SOURCE : BAROMÈTRE DE L'OFFRE SVOD NPA CONSEIL

220 personnes à son siège d'Amsterdam (Pays-Bas), mais zéro à Paris. Parmi elles, Damien Couvreur, venu de Gaumont Télévision France, producteur de la puissante fresque *Narcos*, tournée en espagnol en Colombie, fief de Pablo Escobar. Netflix a quelques autres acheteurs de contenus à Singapour, Tokyo, Sao Paulo ou Bombay. « Personne n'a une telle activité de production hors des Etats-Unis », assure M. Barmack.

Surenchère sur les contenus

Malgré sa puissance, le modèle de Netflix ne fait pas consensus. « Il entraîne une destruction de valeur, juge un producteur français, qui préfère rester anonyme, car la plate-forme promet de financer en France une dizaine de séries et films par an. Au début, quand Netflix commandait un film ou une série, il exigeait d'avoir les droits pour le monde entier sur dix ans, en échange d'un prix au-dessus de la moyenne. Aujourd'hui, on doit toujours abandonner tous les droits, mais les prix ont baissé. »

Michael Pachter, de Wedbush Securities, fait aussi partie des sceptiques : « Netflix dépense plus de cash qu'il n'en engrange. Et cela ne va pas s'arrêter s'ils essaient de créer du contenu dans chacun des pays où ils sont présents. » Tous les

analystes anticipent une surenchère sur les contenus.

Car Netflix voit son horizon concurrentiel s'obscurcir. La création d'une plate-forme de vidéo à la demande par abonnement est au cœur de la bataille que se livrent le câble-opérateur américain Comcast et le studio Disney pour racheter la « Fox » et son précieux catalogue de films et de séries. Cette concentration inspire les autres studios, dont HBO ou CBS.

Du côté des GAFA, Amazon a promis d'engloutir 1 milliard de dollars pour adapter *Le Seigneur des anneaux* en série. La firme de Jeff Bezos a aussi secoué le secteur en annonçant que 100 millions de personnes utilisaient son service de vidéo à la demande, accessible aux abonnés à Prime, son service payant de livraison accélérée. Facebook ne cache pas ses ambitions dans l'audiovisuel, et Google n'a pas renoncé à faire décoller YouTube Red, la version payante de sa plate-forme de vidéo. L'idée que Netflix finira racheté par l'un de ces géants n'a jamais disparu.

« Toutes les grandes entreprises de technologie et de contenu sont à nos trousses. Cela veut dire qu'il y a un marché pour ce que nous faisons déjà », répond Reed Hastings, arborant un large sourire. ■

ALEXANDRE PIQUARD

La Chine fait de la résistance

Si Netflix est présent dans 190 pays, il en est un qui résiste et non des moindres : la Chine, autrefois le paradis des films piratés, mais où, désormais, les sites de vidéo à la demande explosent. En raison des contraintes réglementaires, la plate-forme américaine ne peut pas s'y installer. Elle a conclu un accord de distribution avec le numéro un, iQiyi. Baidu, le premier moteur de recherche chinois, a coté, fin mars, cette filiale au Nasdaq. L'argent récolté devrait permettre d'investir dans les contenus exclusifs, ce qui est capital pour attirer des abonnés : ils sont actuellement près de 51 millions. Ses deux principaux concurrents sont détenus par les deux groupes Internet chinois, Tencent Vidéo et Youku Tudou (Alibaba).

En France, la riposte peine à s'organiser

Malgré la menace, les groupes audiovisuels français ont des difficultés à s'entendre

Faire émerger un Netflix français ou européen... Tout le monde en rêve, mais personne n'assume, aujourd'hui, cet objectif. La montée en puissance du géant américain intimide : ces derniers mois, il recrute, en France, environ 100 000 abonnés par mois, et espérait en atteindre 3,5 millions fin mars, selon *Libération*.

Arrivé en France en 2015, le groupe Netflix y a d'abord été vu comme un concurrent pour la plate-forme de vidéo à la demande par abonnement Canalplay, puis comme une menace pour le service premium de sa maison mère, Canal+, qui compte 4,95 millions d'abonnés. « Aujourd'hui, tout le monde prend conscience que Netflix concurrence l'ensemble des chaînes de télévision », explique un cadre du secteur. *Le sujet n'est pas de prendre la place de Netflix, mais de l'empêcher de prendre la nôtre !*

Malgré ce sentiment d'urgence, voire de panique, élaborer une riposte crédible est difficile. France Télévisions en fait l'expérience, bien que sa présidente, Delphine Ernotte, ait annoncé, dès 2015, vouloir créer une plate-forme de vidéo à la demande par abonnement. Le groupe public a d'abord constaté qu'il était impossible de construire un service avec ses homologues européens, car aucune chaîne ne possède les droits de diffuser sur tout le continent les séries et films qu'il finance. Et, à l'échelle française, acheter un catalogue d'œuvres attrayant est jugé trop cher et difficile à rentabiliser par France Télévisions.

L'équipe de M^{me} Ernotte a obtenu des grands producteurs qu'ils met-

tent néanmoins à disposition leurs programmes, de façon non exclusive, en échange d'une part (20%) des revenus des abonnements. Mais, après plusieurs retards, le groupe a fini par mettre le projet « en pause » : la direction et Matignon ont estimé qu'il était difficile, pour l'entreprise publique, de porter un tel service payant seul, et qu'il était préférable de s'appuyer sur des chaînes privées comme M6 ou TF1.

Le modèle revendiqué par les intéressés est désormais Hulu, la plate-forme numérique commune créée aux Etats-Unis par les grands réseaux de télévision. Ce service est avant tout gratuit : il permet de visionner en rattrapage les programmes des chaînes associées, jusqu'à sept jours, voire trente, après leur passage à l'antenne. La partie payante deviendrait une option premium qui, pour 7 à 10 euros par mois, donnerait, par exemple, accès aux épisodes passés d'une série.

« Distorsion » de régulation

Les discussions avec TF1 et M6 « avancent bien », selon Takis Candilis, directeur de la stratégie de France Télévisions. « Il y a une volonté d'aboutir », assure Nicolas de Tavernost, le président du directoire de M6, qui espère une issue d'ici à « quelques semaines ». A TF1, on admet juste « des discussions en cours ». Quant au ministère de la culture de Françoise Nyssen, il « soutient » le projet. Malgré ces signaux, beaucoup, dans le secteur, restent sceptiques sur la capacité des chaînes rivales à s'entendre, car l'idée d'une plate-forme commune est un serpent de mer.

« Le sujet n'est pas de prendre la place de Netflix, mais de l'empêcher de prendre la nôtre ! », explique un cadre du secteur

Parmi les sujets à clarifier : l'étenue des services gratuits et la gouvernance de la structure.

Orange, après avoir discuté avec France Télévisions, continue à développer OCS, sa chaîne et sa plate-forme payantes de cinéma et de séries. « Comme l'a dit le PDG de Netflix, [Reed Hastings] "la chaîne payante HBO, aux Etats-Unis, continue de croître malgré l'essor de Netflix, et c'est aussi le cas d'OCS, en France" », souligne David Kessler, directeur d'Orange Content. OCS revendique 2,9 millions d'abonnés et, pour résister, compte sur son accord de diffusion des prestigieuses séries américaines de HBO, dont *Game of Thrones*.

De leur côté, les chaînes Canal+ ont perdu en France 1 million d'abonnés depuis 2015. Le groupe a revu ses offres et y a inclus OCS et Canalplay. Il a conclu des accords avec des opérateurs télécoms. Face à Netflix, Canal+ vante son offre de films plus récents, mais insiste surtout auprès des pouvoirs publics pour qu'ils réduisent la « distorsion » de régulation entre les plates-formes Web

américaines et les chaînes françaises, soumises à des obligations de financement et d'exposition de la création française.

Altice, apôtre de la « convergence » entre les télécoms et les contenus, a créé une plate-forme de vidéo à la demande par abonnement, SFR Play, puis une chaîne cinéma-séries, Altice Studio. Et le groupe de Patrick Drahi s'est lancé dans la production, avec les séries *Les Médecins* ou *Taken*. Mais la responsable de ces productions, Nora Melhi, a quitté la société et intervient désormais en « consultante ». Et, pour les nouveaux abonnés, SFR Play et Altice Studio ne sont plus accessibles que sous forme d'options payantes. Ces signaux semblent trahir un gros coup de frein dans les séries et le cinéma, même si l'opérateur dément tout « désengagement ».

Un dernier acteur se pose en alternative à Netflix, mais il n'est pas français : Amazon, dont la plate-forme Prime Video est disponible en France, depuis fin 2016, pour les abonnés à son option de livraison rapide. La plate-forme de Jeff Bezos a annoncé, le 14 février, sa première série « originale » tournée en France, la comédie *Deutsch-les-Landes*. Selon le site de BFM-TV, l'entreprise songerait aussi à lancer, en France, Amazon Channels, son bouquet de chaînes thématiques.

Enfin, son service Prime Video s'est félicité, fin mars, de proposer désormais plus de cinquante séries et films français, dont *Un village français*, *Candice Renoir* ou *Allice Nevers*... des productions de France Télévisions et TF1. ■

AL. P.

Sortie en salle ou diffusion sur petit écran ? Le dilemme des réalisateurs à Cannes

Netflix veut investir près de 7 milliards d'euros dans l'audiovisuel et le cinéma en 2018

CANNES - envoyée spéciale

Netflix, le grand absent, mis au ban du 71^e Festival de Cannes ? Pas tant que cela. Certes, la plus grande plate-forme mondiale de vidéo par abonnement s'est exclue d'elle-même en refusant de sortir ses films en salle dans l'Hexagone avant de les mettre à la disposition des internautes, comme le prévoit le nouveau règlement de la compétition.

C'est la raison pour laquelle plusieurs longs-métrages qu'elle a financés n'ont pu figurer dans la sélection, comme *The Other Side of the Wind* - celui laissé inachevé par Orson Welles et terminé par Peter Bogdanovich, avec le producteur Frank Marshall - ou encore *Roma*, du Mexicain Alfonso Cuarón, *Hold the Dark*, de l'Américain Jeremy Saulnier, et *Norway*, du Britannique Paul Greengrass.

Pourtant, si aucun des grands patrons de Netflix n'a fait le déplacement à Cannes, les affaires, elles, se poursuivent. Ainsi, la société y a envoyé une importante délégation de vingt-six acheteurs et professionnels du marketing venus des Etats-Unis et d'Europe dans le cadre du Marché du film. A titre de comparaison, Amazon n'en a missionné que dix-sept.

Netflix a la ferme intention de poursuivre ses emplettes (3 000 longs-métrages sont en vente au Marché) afin d'enrichir l'offre proposée à ses 125 millions

d'abonnés dans le monde. Tous les vendeurs internationaux redoublent d'efforts pour séduire la plate-forme, devenue l'un des principaux acheteurs planétaires de droits de films en vidéo. Ses premières offres concernaient surtout le marché américain.

En revanche, les négociations en cours depuis plusieurs mois pour l'acquisition, par Netflix, d'EuropaCorp, le studio de Luc Besson, semblent avoir achoppé définitivement sur la Croisette, faute d'accord sur la valorisation du catalogue. Le fait que l'entreprise française repose strictement sur les épaules du réalisateur aurait également pesé dans la balance. Netflix et EuropaCorp n'ont pas souhaité faire de commentaire.

Scorsese, cas emblématique

Les investissements de Netflix dans la production cinématographique visent désormais les réalisateurs, non sans leur poser un cas de conscience : accepteraient-ils d'être produits par la plate-forme sans que leur film soit montré en salle ? Netflix consacre dorénavant beaucoup d'argent à ce secteur. En effet, l'entreprise compte investir 8 milliards de dollars (6,7 milliards d'euros) dans l'audiovisuel et le septième art cette année, tout en pariant sur les cinémas du monde entier.

Le cas de Martin Scorsese, présent jeudi 10 mai au Festival, est emblématique. Il vient d'achever le tournage de *The Irishman*, une

Pour le cinéaste Wang Bing, les mastodontes d'Internet « ne peuvent pas faire table rase de tout »

fresque à très gros budget avec Robert De Niro et Al Pacino financée par... Netflix parce qu'aucun studio hollywoodien ne souhaitait risquer un seul dollar. Ce biopic sur le tueur à gages Frank Sheeran sortira en exclusivité sur Netflix en 2019.

Martin Scorsese avoue qu'il aurait préféré que son long-métrage sorte sur grand écran. « Mais le plus important est de continuer à faire des films », a-t-il lancé. Quitte à ce qu'ils ne soient vus que sur ordinateur ou sur un petit écran dans le monde entier. D'ailleurs, le réalisateur de *Taxi Driver* doit bientôt tourner une comédie, toujours pour Netflix. « Les choses changent. Il faut en tirer avantage. »

A l'inverse, le Chinois Wang Bing, venu présenter *Les Ames mortes* - un documentaire de 8 heures 16 consacré à l'histoire des camps de rééducation de Jiabianguo et de Mingshui -, estime que « [ses] films sont vraiment faits pour la salle et certains, comme *A l'Ouest des rails*, ne seraient pas regardables sur une télé-

vision ou un écran ». Pour ce réalisateur chinois, « il est difficile, sous prétexte de l'arrivée d'une nouvelle technologie, de renier une tradition aussi forte que la salle de cinéma ». A ses yeux, les mastodontes d'Internet « ne peuvent pas faire table rase de tout ». D'autant moins que la culture du cinéma s'est forgée en salle et « qu'exclure ce mode de diffusion est incompréhensible ».

« Pour moi, la salle est essentielle », confirme le cinéaste français Christophe Honoré, après la projection de *Plaire, aimer et courir vite*. L'un de ses confrères redoute que Netflix brise la carrière des jeunes réalisateurs, en les empêchant de rencontrer leur public. Mais, hormis Cannes, les autres festivals n'ont pas encore rejeté les productions de Netflix de leur compétition.

Si un réalisateur aussi connu que Martin Scorsese a du mal à trouver des financiers aux Etats-Unis, la situation est bien pire pour les cinéastes en devenir qui démarrent outre-Atlantique et prennent eux-mêmes des risques. Netflix compte en jouer sans ambages, avec une stratégie marketing très affûtée. La plate-forme a d'ailleurs nommé une direction des « contenus », mais pas du « cinéma ». Elle vise des publics très précis d'abonnés, en incitant les équipes à repérer par exemple de nouveaux talents en banlieue parisienne, comme elles l'ont fait pour la série *Marseille*. ■

NICOLE VULSER

La mauvaise passe de la Société générale

Dix ans après sa nomination, le directeur général, Frédéric Oudéa, joue les prolongations, sans convaincre

ANALYSE

Bien sûr, la Société générale (SG) a affronté plus fortes tempêtes. Une fraude gigantesque. Deux offres publiques d'achat (OPA) hostiles. Des crises financières. Rien de tel ne se profile, à ce stade. Pourtant, le navire tangue. Le départ précipité, le 14 mars, de Didier Valet – bras droit et dauphin putatif du directeur général, Frédéric Oudéa –, sous la pression des autorités américaines, dans le cadre d'une enquête sur une éventuelle manipulation du taux interbancaire Libor, a mis en lumière les fragilités de la Société générale.

Le 3 mai, sept semaines après le départ de M. Valet, M. Oudéa a dévoilé un nouvel état-major qui n'a guère convaincu. « On fait du neuf avec du vieux », souligne un fin connaisseur de la banque. La question de qui pourrait être le successeur de M. Oudéa, en particulier, semble grande ouverte. « Il y a des solutions immédiates, en cas de crise, contredit le directeur général, interrogé par *Le Monde*. A plus long terme, nous faisons monter des quinquagénaires de qualité pour assurer la continuité tout en les aidant à grandir. Ce nouvel organigramme doit permettre au conseil de choisir, à terme, entre trois ou quatre personnes. »

Selon plusieurs sources, Laurent Mignon, le patron de Natixis, a bien été approché par des administrateurs de la SG, avant d'être intronisé à la tête de BPCE. Complicé, aussi, de chercher des hauts calibres, quand leur perspective de devenir numéro un s'éloigne, le conseil d'administration ayant assuré M. Oudéa de son renouvellement jusqu'en 2022. « Dans n'importe quelle entreprise, une succession interne reste la priorité. Il n'a jamais été question qu'un dirigeant venu de l'extérieur puisse vite me succéder. Dans ce type de recrutement, on a une chance sur deux que le nouvel arrivant ne parvienne pas à s'intégrer », dit M. Oudéa.

Ironie du calendrier, au moment où M. Pérol tourne la page après dix ans à la barre de BPCE, le dirigeant prend le risque de faire le mandat de trop. « Cela fait dix ans

S'il a su stabiliser la banque en période de crise, le patron se voit reprocher une forme d'immobilisme stratégique

qu'il dirige la banque, et ce ne sont pas les années les plus florissantes pour la Société générale », lâche un top-manageur du groupe.

Après une vague de départs qui a marqué les esprits – comme celui de Marie Cheval, ancienne de Boursorama, ou de Christophe Mianné, figure des marchés –, « le banc des remplaçants apparaît bien dégarni », souligne un concurrent. Tout un symbole, la banque a annoncé, mercredi 9 mai, qu'elle avait recruté son nouveau responsable des dérivés actions chez Bank of America. Un ancien de la maison, certes, mais la Société générale n'avait jamais pioché chez un rival le patron de son activité phare de la banque de financement et d'investissement. La baisse de 18 % des revenus dans les activités de marché au premier trimestre ne contredit pas ce sentiment de flottement.

S'il a su stabiliser la banque en période de crise, Frédéric Oudéa se voit reprocher une forme d'immobilisme stratégique. « Il y a très peu de schémas alternatifs, compte tenu des équilibres réglementaires à maintenir. Certains groupes ont fait le choix de quitter la banque de financement et d'investissement, moins bien valorisée par la Bourse. Mais ce n'est pas dans notre ADN de nous recroqueviller sur la banque de détail », rétorque M. Oudéa.

« Le modèle d'affaires de 2002 est toujours en vigueur aujourd'hui. La Société générale n'a pas pris de nouveau virage, elle a effectué des rectifications, constate Daniel Bouton, ancien PDG du groupe (1997-2008). Cela peut paraître surprenant, mais, depuis les crises financières de 2008 et 2011, les banques européennes ont consa-



Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale, en février 2017, à Paris. BENOIT TESSIER/REUTERS

cré tous leurs efforts à lever des murs de fonds propres et à mettre l'accent sur la conformité pour prévenir les risques de litiges. »

Affaires du Libor et de la Libye

Natixis, pourtant, la filiale cotée du groupe BPCE, qui a failli sombrer sous le poids des subprimes (crédits immobiliers à risque), s'est réinventée en orientant ses forces vers l'international, la gestion d'actifs et l'assurance. Crédit Agricole SA a propulsé sa filiale Amundi au premier rang des gestionnaires d'actifs en Europe. BNP Paribas a, elle, creusé l'écart dès 2008 en rachetant les activités belges et luxembourgeoises de Fortis.

Parmi les grandes banques européennes, SG est l'une des moins bien valorisées par rapport à ses fonds propres, si l'on excepte les deux malades allemands,

Deutsche Bank et Commerzbank. Cela fait-il de la banque française une cible à un moment critique ?

Dix ans après la crise financière, en effet, les banques en bonne santé se prennent de nouveau à rêver de fusions, alors que les superviseurs européens n'agissent plus le spectre du « too big to fail » (« trop gros pour faire faillite »). Bien au contraire. La patronne du gendarme bancaire européen, Danièle Nouy, multiplie les appels aux mariages transfrontaliers. Parmi les scénarios échafaudés par les analystes, d'ailleurs, un rapprochement entre la Société générale et la banque italienne Unicredit, remise sur pied par... Jean-Pierre Mustier, qui fut l'autre lieutenant de Daniel Bouton à la SG.

M. Oudéa, lui, ne croit pas à une consolidation transfrontière rapide. « Les managements sont

concentrés sur le chantier de leur transformation et les synergies dans la banque de détail sont très limitées. Dans tous les cas, je ne crois pas aux offres hostiles dans le secteur bancaire qui pourraient susciter des réserves fortes des autorités politiques et réglementaires. » Et de marteler : « Nous avons trois ans pour mettre en place un modèle économique qui nous mettra en position de force si la consolidation se présente. »

M. Oudéa ne croit pas non plus à l'irruption d'un investisseur activiste proposant une stratégie alternative : « Les banques sont des animaux hyperrégulés. Nous ne sommes pas des puzzles qu'on peut manipuler facilement, et les marges de manœuvre sont plus réduites que dans d'autres secteurs. » Cela n'empêche pas, en Suisse, RBR Capital Advisors de prôner

une scission en trois de Credit Suisse. Au Royaume-Uni, l'activiste Edward Bramson a pris plus de 5 % du capital de Barclays.

Sous le sceau du secret, des banquiers d'affaires avouent être sondés à propos de la Société générale. « Les litiges américains sont autant un boulet qu'une pilule anti-OPA », souligne l'un d'eux. M. Oudéa a réaffirmé que les contentieux liés au Libor et à la Libye (la banque fait face à des accusations de corruption pour ses opérations avec le Fonds souverain libyen) seraient bientôt réglés. Il ne restera alors plus que celui lancé par l'organisme de contrôle financier dépendant du département du Trésor américain (OFAC), qui vise des financements impliquant Cuba. ■

ISABELLE CHAPERON
ET VÉRONIQUE CHOCRON

L'Allemagne aurait moins de travailleurs pauvres que la France, selon l'OCDE

En 2015, la part de travailleurs pauvres était de 3,7 % outre-Rhin, soit deux fois moindre que celle de l'Hexagone, à 7,1 %. Les chiffres d'Eurostat, eux, montrent l'inverse

Le chiffre a suscité de vives réactions sur les réseaux sociaux – en particulier en France : en 2015, la part de travailleurs pauvres (vivant sous le seuil de pauvreté, à 50 % du revenu médian) était de 3,7 % en Allemagne, soit deux fois moindre que celle de l'Hexagone, à 7,1 %, selon les chiffres publiés, le 8 mai, par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Voilà ce qui, à première vue, bat en brèche l'idée selon laquelle l'Allemagne est la championne des travailleurs pauvres, en dépit de sa puissance économique. Le générique modèle social français n'était-il pas censé mieux protéger ses salariés ?

Si l'on se fie à Eurostat, c'est pourtant toujours le cas. Selon les données de l'office statistique de l'Union européenne, fréquemment citées sur le sujet, 9,5 % des travailleurs allemands étaient considérés comme pauvres en 2016, contre 7,9 % pour les Français. Soit un constat bien différent de celui de l'OCDE.

Mais alors, qui dit vrai ? « Les deux, car ces données ne mesurent pas exactement la même chose », explique Stefano Scarpetta, directeur de la division emploi à l'OCDE.

Ces nuances de paramètres statistiques ont de quoi donner le tournis aux non-initiés, mais elles sont importantes pour comprendre ce qui sépare nos deux pays. Si l'on schématise, Eurostat regarde la part des travailleurs pauvres pris individuellement par rapport à l'ensemble des personnes en activité, tandis que l'OCDE mesure le pourcentage des personnes membres d'un ménage vivant sous le seuil de pauvreté, et où au moins l'un des adultes travaille.

Faiblesse du modèle français

Ici, la composition du foyer entre donc en compte, avec le nombre des adultes en emploi, et une pondération selon le nombre d'enfants. Et cela explique les écarts. « Tous ces chiffres montrent que la part des travailleurs pauvres est plus élevée en Allemagne qu'en

France, lorsqu'ils sont comptabilisés individuellement, mais elle est plus basse si l'on prend en compte la composition du foyer », détaille M. Scarpetta.

Et ce, pour une raison simple : le taux de chômage est plus bas chez nos voisins (3,4 % en mars, contre 8,8 % chez nous), tandis que leur taux d'emploi, c'est-à-dire la proportion de personnes disposant d'un emploi parmi celles en âge de travailler, est à 75,6 %, soit 10 points de plus que le nôtre (65,2 %). Il y a donc beaucoup plus de ménages allemands où les deux adultes travaillent, ce qui explique que les chiffres de l'OCDE soient plus bas. D'autant que les Français font plus d'enfants. Les membres d'un ménage tricolore avec trois enfants où un seul parent touche un salaire seront mécaniquement plus pauvres que le même couple allemand, mais sans bambin.

« Ces chiffres éclairent surtout les différences de modèles choisis par nos pays », commente Patrick Artus, économiste chez Natixis.

L'Allemagne a fait le choix d'inclure un maximum de personnes dans l'emploi, quitte à ce que certains métiers soient plus précaires. En 2017, la proportion des temps partiels y était de 29,6 %, contre 18,1 % chez nous, selon Eurostat. Et elle est particulièrement élevée chez les femmes (46,4 %, contre 29,6 % en France). Les jobs tricolores sont moins précaires, mais davantage de personnes sont exclues du marché du travail.

C'est d'ailleurs la grande faiblesse du modèle français, car elle fait grimper les inégalités de revenus entre ceux inclus et ceux exclus de l'emploi. « Voilà pourquoi les inégalités de revenus avant redistribution sont plus élevées en France qu'aux Etats-Unis ou en Allemagne, mais elles sont largement corrigées, ensuite, par les transferts sociaux », ajoute M. Artus. Pour les réduire, nous avons intérêt à améliorer l'éducation et la formation pour faire revenir un maximum de personnes sur le marché du travail. ■

MARIE CHARREL

Les pilotes de Brussels Airlines (aussi) se mettent en grève

Il y a un petit parfum venu de France – et d'Air France – dans le conflit que lance, lundi 14 et mercredi 16 mai, une grande partie des pilotes de SN Brussels Airlines. Près de 600 vols seront annulés et 63 000 passagers touchés par ce mouvement, qui n'est que le deuxième dans l'histoire de la société, née en 2006 sur les restes de la défunte Sabena.

Contraints à des efforts salariaux depuis 2012, les pilotes espéraient que le rachat de leur compagnie par Lufthansa, en 2017, la sortirait de l'ornière. Ils ont rapidement déchanté après le licenciement de leur patron, Bernard Gustin, et de son bras droit, Jan

LES 14 ET 16 MAI, PRÈS DE 600 VOLS SERONT ANNULÉS ET 63 000 PASSAGERS TOUCHÉS

De Raeymaekers, remplacés par des dirigeants allemands. Et le sort qui sera finalement réservé à SN Brussels dans l'ensemble Eurowings, filiale du groupe allemand, reste incertain.

Christina Foerster, la nouvelle directrice générale de la compagnie belge, a été clairement parachutée pour restaurer la rentabilité de l'entreprise, qui a subi 26 millions d'euros de pertes au premier trimestre et va perdre quelque

10 millions supplémentaires en raison de la grève. Les pilotes ont rejeté une proposition d'augmentation de 3 % au 1^{er} janvier 2019 et de 3 % en 2020. Vendredi 11 mai, la direction a promis de leur soumettre rapidement un nouveau plan, axé surtout, semble-t-il, sur l'allègement de la charge de travail et un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Pour ce qui est des investissements – et donc de la survie à long terme –, en revanche, les 3 900 employés auraient du souci à se faire. Le directeur de la communication de Lufthansa, Andreas Bartels, a fait savoir – en niant toute menace – que la société n'avait pas l'habitude d'investir « dans une flotte dont le positionnement en termes de coûts n'est pas correct ». « Nous investissons là où il y a des perspectives de croissance », a ajouté M. Bartels. Or, Eurowings dans son ensemble a perdu 203 millions d'euros depuis le début de l'année. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS (BRUXELLES, CORRESPONDANT)

Dialogue social : le choc des cultures entre PSA et Opel

La direction du groupe français et le syndicat allemand IG Metall sont en conflit depuis plusieurs semaines

BERLIN - correspondance

La méthode adoptée par Carlos Tavares compromet-elle l'avenir d'Opel? Le conflit qui dure depuis plusieurs semaines entre la direction du groupe PSA et sa nouvelle filiale allemande, Opel, prend une tournure inquiétante. Entre les représentants du personnel, le syndicat IG Metall et la direction du groupe automobile français, l'incompréhension a atteint son paroxysme et illustre le gouffre entre deux cultures de dialogue social dans l'entreprise.

Le dirigeant portugais entend redresser Opel aussi vite qu'il l'a fait pour PSA : la marque à l'éclair, qui n'a pas gagné 1 euro depuis 1999, doit dégager une marge opérationnelle de 2 % d'ici à 2020, selon ses plans. Pour ce faire, PSA est parvenu à des compromis sur les salaires avec les employés de tous ses sites Opel-Vauxhall en Europe... sauf en Allemagne, le cœur de la marque. Là, PSA a dû accepter à contrecœur d'adopter la nouvelle convention collective négociée en février, qui a accordé 4,3 % d'augmentation pour tous les salariés de l'industrie.

Depuis, une épreuve de force est engagée entre la direction et le syndicat allemand pour obtenir des contreparties à ces hausses de salaire. Pour s'imposer, PSA et la

direction d'Opel ont ouvert un généreux guichet de départs volontaires et entretiennent le flou sur l'activité à venir des trois sites du groupe en Allemagne: Rüsselsheim, Eisenach et Kaiserslautern (19 000 employés au total).

Au sein d'IG Metall et du Betriebsrat d'Opel (le conseil de représentation des salariés), cette façon de faire passe mal. Le plan de départs volontaires est jugé excessif. Ils argumentent que la tradition de dialogue social outre-Rhin prévoit qu'une entreprise en difficulté économique puisse s'affranchir temporairement de certaines conditions prévues par une convention collective si la direction ouvre ses comptes et présente aux représentants des salariés un plan précis de sortie de crise. C'est le sens de l'accord de Pforzheim (Bade-Wurtemberg), scellé en février 2004 entre les fédérations d'employeurs et IG Metall pour s'adapter à la mondialisation.

Mais le syndicat estime ne pas avoir reçu de la direction d'Opel suffisamment d'éléments précis pour pouvoir négocier. « Jusqu'ici, PSA et Opel se sont accrochés au plan de redressement "Pace" [présenté en novembre 2017]. Mais ce plan nous semble beaucoup trop général », explique Michael Ebenau, d'IG Metall, au Monde. « Opel et PSA n'ont pas encore précisé de façon convaincante quel



Des employés d'Opel manifestent devant leur usine, à Eisenach (centre de l'Allemagne), le 24 avril. JENS-ULRICH KOCH/DPA-ZENTRALBLD

modèle allait être produit sur quel site. Si nous concluons un accord où les salariés renoncent à une partie de leurs revenus, ou si tous les emplois ne sont pas maintenus, nous avons besoin de garanties pour l'avenir.»

Pas des « ennemis idéologiques »
Conscient du malaise croissant entre PSA et les salariés d'Opel, Carlos Tavares tente depuis plusieurs jours de jouer la carte de l'apaisement. Jeudi 3 mai, il a reçu à Paris la presse allemande, en précisant qu'il était « prêt à mettre tous les documents sur la table ». Il a expliqué qu'il existait des plans d'investissement prêts pour les trois sites allemands, ajoutant cependant qu'« on pouvait présenter des tonnes de documents, mais qu'il ne fallait pas confondre transparence et management ». Difficile de mieux exprimer la méconnaissance du fonctionnement de

la Mitbestimmung (cogestion) allemande, qui se pense justement comme un comanagement de l'entreprise.

En témoigne la réaction très claire du syndicat au lendemain de l'interview de Carlos Tavares. Dans un communiqué, IG Metall conteste « l'impression que de nouvelles négociations sur les rémunérations avec Opel sont sur le point de s'ouvrir ». Le syndicat déplore qu'il ne dispose ni d'une nouvelle offre ni de calendrier de négociation. « Même PSA doit comprendre que les plans pour les sites allemands ne peuvent être dictés unilatéralement, mais nécessitent impérativement de vraies négociations bilatérales pour arriver à un compromis », écrit Wolfgang Schäfer-Klug, président du Betriebsrat d'Opel.

Officieusement, dans le camp français, on ne cache pas son agacement vis-à-vis des négociateurs

Côté français, on ne cache pas son agacement vis-à-vis de l'approche « politique » des négociateurs allemands

allemands. On reproche même au Betriebsrat une approche « politique » du conflit. Ce qui hérisse IG Metall, lequel répète que PSA doit comprendre que les syndicats allemands ne sont pas des « ennemis idéologiques », mais des acteurs « prêts à jouer le jeu ».

Faut-il un négociateur interculturel franco-allemand pour sauver Opel? Côté français, le compromis conclu dimanche 6 mai par Siemens, qui prévoit de sup-

primer environ 3 500 emplois en Allemagne dans sa division turbines en grave difficulté, pourrait servir de preuve qu'il est possible de nouer des compromis avec IG Metall. Les Allemands, quant à eux, devraient sans doute examiner de plus près les sacrifices consentis par les salariés de PSA en 2012 pour sauver le groupe. Jeudi 10 mai, dans les colonnes du quotidien Handelsblatt, le directeur d'Opel, Michael Lohscheller, s'est efforcé de rester optimiste quant à l'issue du conflit, sans dissimuler la gravité de la situation.

Pour Opel, le temps presse : selon une étude publiée jeudi 10 mai par le Centre de recherche automobile (CAR) de l'université de Duisbourg-Essen, la part de marché de la marque en Allemagne a encore reculé au premier trimestre 2018, à 6,5 %. Son plus bas niveau depuis les années 1950. ■

CÉCILE BOUTELET

En Israël, une économie robuste mais inégalitaire

Soixante-dix ans après sa naissance, l'Etat hébreu est confronté à de fortes disparités de revenus et de niveau de vie

Officiellement né le 14 mai 1948, Israël a matière à célébration pour son soixante-dixième anniversaire : une croissance solide (3,4 % en 2017), un chômage au plus bas (4,2 % de la population active), des finances publiques saines et une réputation d'excellence mondiale dans le domaine des technologies. Des prouesses remarquables pour un pays en état de guerre presque permanent, faiblement doté en ressources naturelles et

dont l'économie faillit s'effondrer, dans les années 1980, sous le coup d'une hyperinflation.

« On peut marquer un temps d'arrêt et regarder en arrière avec satisfaction », louait, il y a quelques semaines, Karnit Flug, la gouverneure de la Banque d'Israël. Parmi les plus belles réussites figure sans conteste le savoir-faire développé par l'Etat hébreu dans le secteur de l'innovation. L'an dernier, les levées de fonds des firmes technologiques nationales ont atteint un niveau record (5,24 milliards de dollars, soit 4,4 milliards d'euros).

Nombreux laissés-pour-compte
Au Nasdaq, la Bourse des valeurs technologiques américaines, ce pays de 8,5 millions d'habitants se classe troisième, derrière les Etats-Unis ou la Chine, en matière de sociétés cotées. Les géants de la high-tech américaine sont d'ailleurs solidement implantés en Israël : d'Intel à Google ou Facebook, pas une multinationale qui n'ait son centre de recherche (R&D) et son incubateur entre Tel-Aviv (ouest) et Haïfa (nord).

« Globalement, si l'on regarde sur 70 ans, c'est une "success story" », estime l'économiste Eytan Sheshinski. Au rang des faits les plus marquants, ce professeur à l'université hébraïque de Jérusalem cite l'absorption réussie de centaines de milliers d'immigrants. Ceux de l'ex-URSS, venus

Le manque d'investissement dans l'éducation et dans les infrastructures pèse sur la productivité

en masse à partir de la fin des années 1980 et souvent très diplômés, jouèrent un rôle déterminant dans l'établissement d'un Israël de la connaissance.

« Nos performances ont de quoi nous rendre fiers, mais il ne faut pas se leurrer, de gros nuages pointent à l'horizon », nuance pourtant M. Sheshinski. Un avis de gros temps lié au sous-investissement dont souffre le pays dans l'éducation et les infrastructures, et qui pèse sur la productivité, environ 30 % plus basse que la moyenne des pays européens.

Dans son dernier rapport sur le pays, publié mardi 1^{er} mai, le Fonds monétaire international (FMI) exhorte les autorités à dépenser davantage pour remettre les infrastructures au niveau. Pour l'anecdote, les routes d'Israël sont les plus congestionnées parmi les économies avancées, trois fois plus que la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Plus inquiétantes encore, les carences socio-économiques dessinent un Israël à deux vitesses, où les laissés-pour-compte sont nombreux. « Il y a la nation start-up, avec ses universités de pointe, mais il y a aussi toute une population qui ne reçoit pas les outils pour pouvoir prendre part à cette économie », alerte Dan Ben-David, président de l'Institut Shoshav pour la recherche socio-économique et professeur à l'université de Tel-Aviv.

Ce décalage résulte largement des disparités qui existent au sein du système scolaire, avec des enfants ultraorthodoxes et arabes israéliens recevant trop souvent « une éducation digne du tiers-monde », se désole M. Ben-David. Or ces deux communautés constitueront la moitié de la population d'ici à 2060. Déjà, les classements internationaux liés aux performances scolaires placent régulièrement Israël en queue de peloton des pays industrialisés.

Ces faiblesses se répercutent sur le marché du travail, avec des populations sous-employées et peu productives. Résultat, les inégalités de revenu et de niveau de vie atteignent des niveaux stratosphériques. Quant au taux de pauvreté (18,6 %), il est le plus élevé au sein de l'OCDE. Une situation renforcée par la cherté de la vie en Israël, où les salaires ont stagné ces dernières années, tan-

dis que le prix des logements explosait. Aujourd'hui, 50 % de la population ne paie pas d'impôt sur le revenu, faute de moyens.

A côté de cela, la scène high-tech est de plus en plus régulièrement dépeinte comme l'apanage d'un petit club de privilégiés aux salaires mirobolants : moins de 10 % de la population active travaille pour le secteur. Si rien ne change dans un proche avenir, ses performances risquent d'être mises en péril par une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. D'ores et déjà, les entreprises s'alarment du déficit d'ingénieurs et de programmeurs.

A moins de parvenir à réduire de manière significative les écarts entre les différents segments de la population, « la croissance et la stabilité pourraient être ébranlées dans les prochaines décennies », mettait en garde le FMI dans son dernier rapport.

« Lors de ses premières années, le pays manquait de tout, même de quoi manger. Pourtant, nos parents ont construit des routes, des écoles, des universités, tout ce qui a constitué le fondement de nos succès d'aujourd'hui », décrit Dan Ben-David. Aujourd'hui, nous sommes beaucoup plus riches, mais nous ne dépensons pas comme il faut pour assurer la cohésion de la société. Il faut changer, et vite, si nous ne voulons pas régresser. ■

MARIE DE VERGÈS

ÉNERGIE Offre du groupe chinois China Three Gorges sur Energias de Portugal

Le groupe public chinois China Three Gorges (CTG) a soumis, vendredi 11 mai, une offre pour prendre le contrôle de la compagnie électrique Energias de Portugal (EDP), la plus grande entreprise du pays. La valeur totale de l'opération s'élève à 9,07 milliards d'euros, si l'on ne tient pas compte de la participation de 23 % que CTG possède déjà dans EDP, dont il est le premier actionnaire. Si l'opération aboutit, elle serait la dernière d'une série d'achats d'entreprises portugaises par des Chinois, où ils ont investi depuis la crise de la dette traversée par le pays de 2010 à 2013. L'offre de CTG pourrait mettre à l'épreuve la capacité de l'Union européenne à accepter qu'une grande entreprise d'infrastructure dans l'un de ses Etats membres passe sous contrôle de la Chine. - (Reuters.)

FINANCE Lanceur d'alerte : grosse amende pour le directeur général de Barclays

L'amende infligée au directeur général de Barclays, Jes Staley, pour avoir tenté d'identifier un lanceur d'alerte au sein de la banque a été fixée à 640 000 livres sterling (727 000 euros), ont annoncé, vendredi 11 mai, le gendarme financier du Royaume-Uni et le régulateur bancaire (Prudential Regulation Authority). - (AFP)

LES CHIFFRES

3,4 %

C'est le taux de croissance que devrait afficher Israël cette année, le même qu'en 2017.

18,6 %

C'est le taux de pauvreté en Israël, le plus élevé parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

6 000

C'est le nombre de start-up actives recensées par le cabinet Deloitte en Israël, considéré comme le deuxième écosystème mondial derrière la Silicon Valley.

Le choix de l'atome est au cœur du débat public qui a lieu jusqu'au 30 juin sur la « programmation pluriannuelle de l'énergie »

Le nucléaire, une préférence justifiée ?

Le seuil de 50 % est sans fondement économique

Pour l'économiste Dominique Finon et l'ingénieur Henri Prévot, le gouvernement doit renoncer à une réduction de la part du nucléaire, qui ne repose que sur des critères politiques

Par DOMINIQUE FINON et HENRI PRÉVOT

Un des principaux thèmes du débat public en cours sur la « programmation pluriannuelle de l'énergie » (PPE) est le choix d'évolution du mix électrique dans les quinze prochaines années. Or, selon les documents qui encadrent le débat, celui-ci est enfermé dans un carcan normatif dont on ne semble pas devoir sortir en dépit du pragmatisme affiché, en décembre 2017, par le président de la République et son ministre de la transition écologique, Nicolas Hulot, lorsqu'ils ont reporté *sine die* l'échéance de l'objectif de 50 % de nucléaire dans la consommation française. Le débat sur la PPE est, en effet, posé de façon fermée avec cet objectif glissant, complété par celui de 40 % d'énergies renouvelables (ENR). Les participants au débat sont juste autorisés à proposer quelques nuances à deux des scénarios prospectifs que le gouvernement a demandés à RTE d'élaborer sur cette base.

La position du président serait de « descendre le plus vite possible vers 50 % de nucléaire, mais à condition de ne pas émettre plus de gaz à effet de serre » (Le Monde du 13 décembre 2017). Mais pourquoi ce chiffre ? Certes, il est inscrit dans la loi de transition énergétique.

POURQUOI L'OBJECTIF DE 50 % DEVRAIT-IL ÊTRE ATTEINT « LE PLUS VITE POSSIBLE », ALORS QUE LE NUCLÉAIRE RÉPOND À L'IMPÉRATIF CLIMATIQUE ?

Mais quelle en est la raison, si ce n'est un compromis politique bancal qui n'a plus de raison d'être depuis l'élection du nouveau président il y a un an ? Pourquoi serait-il préférable à 30 %, ou à 75 % comme actuellement ? Pourquoi devrait-il être atteint « le plus vite possible », alors que le nucléaire répond à l'impératif climatique ?

Il n'existe aucune étude technico-économique indiquant que ce chiffre est un optimum, tant pour le coût de l'électricité que pour la sécurité de l'approvisionnement, et encore moins pour le maintien des émissions de CO₂ à 104 g/Wh, troisième niveau le plus bas des secteurs électriques européens. Vouloir ramener la part du nucléaire de 75 % à 50 % ne relève en aucune façon de préoccupations environnementales objectives, ni d'une préoccupation de minimisation de la facture des consommateurs, et encore moins d'un souci de préservation de l'outil industriel français.

PARI DE GRIBOUILLE

La substitution programmée de capacités éoliennes ou photovoltaïques à une partie du nucléaire fait plutôt figure de pari de gribouille en termes d'émissions de CO₂, puisque la production intermittente doit être adossée à d'importantes capacités de production à base d'énergie fossile. Pour justifier le « 50 % nucléaire », on nous dit aussi qu'il faut réduire la trop forte dépendance de la production électrique au nucléaire. Mais les risques technologiques (accidents, gestion des déchets, etc.) associés à une dépendance à 75 % ont-ils vraiment été évalués ? Qu'il faille réduire coûte que coûte la part du nucléaire sans se préoccuper du coût que cela représente signifierait-il que ces risques sont importants ? Mais alors, si c'est le cas, pourquoi réduire à seulement 50 % ?

Une telle orientation ne peut que nous obliger à dépenser beaucoup plus que si l'on n'arrêtait pas prématurément les réacteurs répondant aux conditions de sûreté de fonctionnement, car l'investissement massif en éolien et en photovoltaïque est incomparablement plus élevé que l'investissement dans le « grand carénage » (le prolongement de la durée de vie) des réacteurs existants. Selon notre modèle de simulation économique, les dépenses supplémentaires

annuelles, à consommation stable dans un scénario nucléaire à 50 %, seraient de 9,4 milliards d'euros, soit un surcoût moyen de 21 euros/MWh, à comparer au prix moyen actuel du marché (40 euros).

La raison de ce surcoût est simple : même avec des coûts bas du kilowattheure éolien ou photovoltaïque (64 à 68 euros/MWh), le nucléaire existant rénové pour vingt ans produit une électricité qui a une valeur économique très supérieure à celle des kilowattheures produits par les ENR, et ceci d'autant plus que l'on augmente la part de ces dernières dans le mix de production.

En effet, les prix horaires du marché électrique s'alignent sur le coût variable de la dernière centrale dont la production est achetée. Or, ces prix décroissent au fur et à mesure que des installations d'ENR subventionnées entrent sur le marché ; les revenus du producteur ENR ne peuvent dès lors plus recouvrer ses coûts d'investissement à partir d'un seuil précis, qui correspond à la part optimale des ENR dans le mix électrique. Si on continue à faire décroître la part du nucléaire pour amener les ENR à 80 % de part de la production électrique vers 2050 (dont 55 % d'ENR intermittente), le surcoût passe à 50 euros/MWh par rapport à un scénario de mix optimal.

Par ailleurs, une réduction du nucléaire à 50 % serait l'amorce d'une dynamique de pertes d'apprentissage technologique et industriel. C'est affaiblir un outil de production électrique qui fonctionne plutôt bien et dont la sûreté a été améliorée continuellement au fur et à mesure des retours d'expérience et des révisions décennales des réacteurs. Avec l'objectif de réduction à 50 %, rien n'est dit sur la possibilité de construire de nouveaux réacteurs dans le futur, alors que ce serait indispensable pour garder les bénéfices de la coûteuse reconstruction de l'appareil industriel opérée autour des quatre premiers EPR.

En fait, derrière cet objectif, on devine de façon sous-jacente une condamnation définitive de l'économie du nouveau nucléaire, ce qui est un autre pari de gribouille. En effet, il est clair qu'au niveau mondial, la transition bas carbone dans l'électricité ne pourra se fonder uniquement sur les ENR et qu'on devra recourir au nucléaire, comme les montrent les prospectives à 2050 de l'Agence internationale de l'énergie. Pourquoi la France, qui dispose d'un outil performant, ne participerait-elle pas à cet effort en continuant d'utiliser l'énergie nucléaire à haut niveau ? Notre politique énergétique est totalement déboussolée

depuis qu'elle est formulée en termes d'objectifs de part de marché par technologie, sans lien avec des critères économiques qui les relieraient aux prix des énergies et du carbone.

Il faut revenir aux fondamentaux de la décision économique en retrouvant les repères qui guident les décisions d'investissement et d'exploitation et renoncer à des objectifs en quantité. Serait-il inconvenant de suggérer au chef de l'Etat, dès que la conjoncture politique le permettra, de dire plus clairement que l'objectif inscrit dans la loi de transition n'a plus lieu d'être ? ■

Dominique Finon est directeur de recherche CNRS émérite, économiste des marchés électriques
Henri Prévot est ingénieur général des Mines et auteur de « Moins de CO₂, pour pas trop cher » (L'Harmattan, 2013).

Un succès français qui dépasse nos frontières

Selon Claude Jaouen, ancien cadre d'Areva, la France ne peut délaissier, au nom de ses difficultés actuelles, un savoir-faire technologique prisé sur les marchés étrangers

Par CLAUDE JAOUEN

Le succès à l'international de l'industrie nucléaire française depuis de nombreuses années représente un gain significatif pour l'économie nationale. Les choix qui seront faits d'ici à la fin 2018 sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) seront déterminants pour les années à venir, en termes d'emplois et de balance commerciale.

Avec une rentabilité obérée par des investissements non rentables, la crise financière et l'accident nucléaire provoqué par le tsunami qui a dévasté la côte nord-est du Japon en mars 2011, Areva a dû se restructurer et être recapitalisé. L'industrie nucléaire a également subi les aléas inévitables lorsque l'on redécouvre, après vingt ans sans construction majeure d'infrastructures en Europe, le

métier des grands projets et les effets classiques des prototypes ou de têtes de série, dans un référentiel réglementaire non stabilisé. Tout cela fait beaucoup, et le doute s'est installé. Les bonnes nouvelles passent inaperçues, et l'ensemble de la filière est fragilisé.

Mais qu'observe-t-on dans les filières éolienne et solaire photovoltaïque, malgré une volonté forte et des subventions significatives ? Danois et Allemands dominent le marché de l'éolien terrestre, les technologies offshore d'Alstom et Areva ont été reprises respectivement par General Electric et Siemens, le marché des panneaux photovoltaïques est largement dominé par la Chine – ce qui contribue d'ailleurs à sa compétitivité coût. Bref, dans ces domaines, les emplois qualifiés ne sont pas en France ! Il faut bien sûr développer les énergies

alternatives, mais pas à n'importe quel prix, et en fonction de ce qu'elles peuvent réellement apporter.

Au-delà de la situation conjoncturelle, l'industrie nucléaire française a des atouts indéniables. Elle représente aujourd'hui 46 milliards d'euros de chiffre d'affaires, 1,8 milliard en recherche et développement chaque année (elle est la quatrième industrie la plus innovante en France), 220 000 salariés et quelque 2 500 entreprises, dont une large majorité de PME. Elle exporte 6 à 8 milliards d'euros par an. Les deux sociétés issues de l'ex-Areva exportent 60 % de leur chiffre d'affaires, et les PME du secteur 5 à 10 fois plus que la moyenne de l'industrie.

DES EMPLOIS QUALIFIÉS PÉRENNES

Grâce à un savoir-faire développé dans l'ensemble des métiers de la filière depuis près d'un demi-siècle, des sciences de base à la fabrication et aux services, des relations commerciales et stratégiques se sont établies dans la durée avec des pays partenaires, tout en créant des emplois qualifiés pérennes sur le sol

national. C'est le cas avec le Japon depuis plus de quarante ans, la Chine depuis vingt-cinq ans. Mais c'est aussi le cas avec les Etats-Unis : à partir d'une présence très modeste il y a vingt ans, Framatome est devenu aujourd'hui un des leaders de la fourniture de produits et services aux réacteurs américains.

Plus récemment, Areva (devenue Orano) y a développé une start-up porteuse de grands espoirs : le développement de produits issus des combustibles et destinés au traitement de cancers en agissant de manière ciblée sur les organes atteints. Ce développement, porté par la filiale ArevaMed (OranoMed), a déjà intéressé des géants pharmaceutiques comme Roche, ainsi que le National Institute of Health à Washington. Primée par la Fondation Clinton, l'entreprise ne représente pas seulement un potentiel de croissance qui pourra faire rêver quelques investisseurs, mais surtout un formidable espoir face à l'un des fléaux de notre siècle. L'industrie nucléaire française, c'est aussi cette réussite internationale, et la fierté des salariés de la filière qui y contribuent.

Faut-il maintenir et continuer à développer ce savoir-faire ? A moins que l'on souhaite qu'il soit, à terme, russe, chinois ou coréen, la réponse est évidemment oui ! Quel que soit le mix énergétique qui deviendra l'objectif commun fin 2018, le nucléaire en restera une composante majeure, pour laquelle il faudra continuer à viser l'excellence.

Lorsque l'Autorité de sûreté nucléaire le jugera nécessaire, il faudra également remplacer progressivement les réacteurs et usines existants par des installations plus modernes – c'est vrai pour toutes les filières ! La loi de programmation devra en donner les grandes orientations, la visibilité étant essentielle pour une industrie aujourd'hui sans boussole sur son propre territoire. La reconnaissance internationale est indéniable. Il nous faut maintenant la retrouver sur notre sol ! ■

Claude Jaouen, ancien cadre supérieur d'Areva, est consultant



ANNE-GAËLLE AMIOT

Une option technologique à contretemps

Le choix français pour le nucléaire est d'autant plus périlleux qu'il est économiquement dépassé par d'autres sources d'énergie, analyse l'économiste Aurélien Saussay

Par AURÉLIEN SAUSSAY

Avec la nouvelle programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), la France semble devoir renouveler ses vœux de fidélité au nucléaire. Les tenants du statu quo avancent des arguments surtout économiques. Seule l'électricité nucléaire, fleuron de la technologie française, serait capable de répondre à nos besoins pour un coût raisonnable, tout en n'émettant pas de gaz à effets de serre.

La santé économique de la filière n'est pourtant guère rassurante. Contrairement aux espoirs d'une «renaissance» soulevés en 2007 lors du lancement du chantier de l'EPR à Flamanville, la décennie écoulée s'est avérée désastreuse pour le nucléaire français et international. Areva, qui avait assuré la conception et la maîtrise d'ouvrage de l'EPR, s'est trouvée dans une situation critique, en 2016, après avoir subi une perte cumulée de 10 milliards d'euros de 2011 à 2015. Seule l'injection de près de 5 milliards d'euros par l'Etat et une restructuration drastique a sauvé de la faillite l'entreprise.

De très nombreux projets de réacteurs ont été annulés ces dernières années, au

Brésil, en Afrique du Sud, aux Etats-Unis. Principale exception : la Chine, avec 20 réacteurs en construction et 60 autres projetés pour la décennie à venir. Le premier EPR mis en service au monde se trouvera d'ailleurs dans le sud-est de la Chine. En dehors de cette spécificité chinoise, comment expliquer la déroute, en France comme à l'étranger, d'une industrie promise au plus bel avenir il y a seulement dix ans ?

STRATÉGIE RISQUÉE

La fusion de trois des quatre réacteurs de la centrale de Fukushima en mars 2011 a certes joué un rôle majeur dans ce revirement. Les terribles conséquences de l'accident pour les populations locales ont assombri la perception d'une filière qui sortait à peine du purgatoire dans lequel la catastrophe de Tchernobyl l'avait plongée.

Mais ce désastre masque les tendances structurelles qui ont miné la compétitivité de cette technologie. En premier lieu, la troisième génération de réacteurs (EPR pour Areva, AP 1000 pour Westinghouse) n'a pas tenu ses promesses en matière de coût. Leur conception, devenue très complexe pour satisfaire aux normes de sécurité renforcées, a rendu leur construction longue et difficile. Ce problème est encore aggravé par la taille des réacteurs.

Prévu pour 2012, l'EPR de Flamanville devait coûter 3,3 milliards d'euros. Son démarrage est reporté à fin 2018, pour un coût dépassant 10,5 milliards d'euros. Cela illustre une caractéristique de la filière nucléaire : contrairement à celui des autres technologies de pointe, son coût a tendance à augmenter au fil du temps. Si l'électricité nucléaire «historique» ne coûtait que 0,04 €/kWh, un kWh EPR devrait dépasser les 0,12 €. Or, d'autres technologies de produc-

tion d'électricité sans émissions de gaz à effet de serre, tels le solaire photovoltaïque ou l'éolien, ont suivi une trajectoire de coût exactement inverse. Dans le cas du solaire, la chute est spectaculaire : certains projets internationaux ont franchi le seuil des 0,04 €/kWh. Bien entendu, en raison de l'intermittence du vent et de l'ensoleillement, les énergies renouvelables ne peuvent offrir une alternative directe aux technologies produisant de l'électricité en continu comme le nucléaire. Mais les progrès parallèles réalisés sur les batteries et la possibilité de coupler les installations renouvelables avec des centrales à gaz, sont autant de solutions à moyen terme.

En dehors de nos frontières, le choix technologique semble fait : en 2017, 95 % des nouvelles capacités électriques installées aux Etats-Unis et 60 % de celles de l'ensemble de l'Asie étaient renouvelables. La Chine elle-même, malgré son ambitieux programme nucléaire, est le leader mondial en matière de solaire et d'éolien.

Dans ce contexte, l'entêtement français sur la voie du nucléaire est une stratégie industrielle risquée. EDF, qui a repris la division d'Areva en charge de la construction des centrales de Flamanville et d'Hinkley Point au Royaume-Uni, se trouve dans une position délicate. A l'international, les perspectives d'exportation se sont refermées. En France, la prolongation de la durée de vie des centrales existantes peut permettre de maintenir pour l'heure sa compétitivité. Mais à plus long terme, l'absence de développement d'une véritable filière industrielle française des énergies renouvelables nous conduira à devoir importer ces technologies dans lesquelles nous n'aurons pas su investir à temps. ■



Aurélien Saussay est économiste et responsable du pôle environnement à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE, Sciences Po)

CONTRAIREMENT À CELUI DES AUTRES TECHNOLOGIES DE POINTE, LE COÛT DU NUCLÉAIRE A TENDANCE À AUGMENTER AU FIL DU TEMPS

Stocker l'énergie des productions intermittentes

Il existe des solutions innovantes, pour l'instant ignorées par les pouvoirs publics, pour consommer moins d'énergie, souligne le consultant Jacques Marceau

Par JACQUES MARCEAU

Ombnubilés que nous sommes par les gaz d'échappement de nos voitures, nous avons presque oublié qu'en France, le bâtiment engloutit à lui seul 45 % de l'énergie consommée et est responsable de 27 % des émissions de gaz à effet de serre, dont une grande partie due au chauffage et la climatisation. Les solutions jusqu'à présent imaginées se bornent à agir sur l'enveloppe du bâtiment, alors qu'il est aujourd'hui techniquement possible de stocker la chaleur l'été dans le sol pour la restituer l'hiver, notamment grâce à l'intelligence artificielle.

Pour réussir la décarbonation des bâtiments, il faut bien sûr favoriser la construction de bâtiments thermiquement vertueux, mais aussi limiter l'émission de gaz à effet de serre associée à leur consommation énergétique.

La première et malheureusement trop souvent unique méthode utilisée en conception comme en rénovation des bâtiments est l'isolation de l'enveloppe. Depuis des années, les pouvoirs publics encouragent le recours à des procédés, matériaux et technologies visant à isoler le bâtiment en déployant tout un arsenal de normes, d'avantages fiscaux et autres subventions.

Mais politiques et professionnels du bâtiment oublient qu'il existe un autre levier d'action avec la décarbonation de la production de chaleur ou de froid. Un levier efficace tant d'un point de vue économique qu'environnemental, qui requiert la mise en œuvre de systèmes énergétiques le plus décarbonés possible, qui consomment une énergie peu polluante, ce qui n'est aujourd'hui pas le cas du fioul, du gaz ou de l'électricité du réseau.

Dans ce contexte, le développement des énergies renouvelables (ENR) est une opportunité historique, à condition de palier leur intermittence grâce à des solutions de stockage adaptées, qui devront être peu émettrices de carbone.

SORTIR DE LA DOXA

L'engouement déclenché par Elon Musk pour les processus d'autoproduction et d'autoconsommation électrique couplant batterie lithium-ion et production photovoltaïque sature l'espace médiatique, et fait oublier des questions simples mais essentielles. Par exemple, le bilan carbone de ces processus et, en particulier, le coût économique et écologique de la production puis du recyclage des batteries ou celles des terres rares nécessaires à leur fabrication.

Surtout, pourquoi cette attention exclusive sur le stockage de l'électricité quand

on sait que la principale source d'émission de CO₂ des bâtiments provient du chauffage et du refroidissement ? Il semble donc urgent de sortir de la doxa du stockage électrochimique et d'envisager le stockage de l'énergie sous une autre forme que celle poussée par les industriels chinois et américains.

Pourquoi ne pas mettre en œuvre le stockage direct du froid ou de la chaleur produits par les ENR pour gommer leur intermittence et augmenter leur taux de couverture des besoins du bâtiment ? Transformer les surproductions photovoltaïques et éoliennes en chaleur pour permettre un stockage plus efficient et plus écologique ?

Des questions auxquelles des chercheurs européens travaillent depuis des années et dont le résultat des travaux se transforme aujourd'hui en innovations chez quelques industriels comme l'allemand Viessmann, qui propose des solutions innovantes de stockage court terme de la chaleur, le français Vinci-Eurovia, qui imagine transformer les routes en unités de stockage de chaleur, ou la start-up Accenta, qui a mis au point, avec le Centre d'efficacité énergétique des systèmes d'ARMinis et l'appui du Bureau de recherches géologiques et minières, une application d'intelligence artificielle destinée à maximiser la production, le stockage dans le sol et la distribution de la chaleur au sein d'un bâtiment.

Ici, pas d'utilisation de terres rares, de très faibles émissions de CO₂, et des durées de vie jusqu'à présent inégalées, comme l'a souligné un récent rapport de l'Alliance nationale de coordination de la recherche pour l'énergie. ■



Jacques Marceau est membre du conseil scientifique de l'Institut de la souveraineté numérique



MA VIE EN BOÎTE

CHRONIQUE PAR ANNIE KAHN

Haro sur l'entre-soi à l'heure du repas !

Il est de bon ton aujourd'hui de vanter les mérites de la diversité. Et particulièrement dans le monde du travail. Outre le fait que s'engager en faveur de la diversité apparaît plus moral, plus équitable, cette attitude serait aussi plus rentable. De nombreuses études ont en effet démontré la meilleure productivité et créativité d'équipes aux profils variés : diversité d'origine, d'âge, de genre, de milieu social, de centres d'intérêt, etc.

Et pourtant, que d'occasions perdues ! Rien de tel que d'observer les mœurs et coutumes des cantines et autres restaurants d'entreprise ou lieux propices à la prise d'un repas en commun pour s'en convaincre. L'entre-soi le plus strict y est la règle.

On se retrouve entre personnes d'un même service, d'un même groupe d'âge, d'un statut social voire hiérarchique équivalent, d'origine semblable.

Vous êtes-vous écarté depuis quelques mois, voire quelques années, de la communauté d'intérêt à laquelle vous appartenez ? Le changement est immédiat. Vous voici exclu du groupe.

Alors qu'il est bien connu que prendre un repas en commun est l'une des meilleures occasions de tisser des liens. Les milieux d'affaires le savent depuis longtemps. Les architectes de bureaux également, qui prévoient des mini-cuisines à la disposition du personnel, selon un modèle popularisé par Google et d'autres entreprises de la Silicon Valley. Et, depuis quelques années, la préparation dudit repas est même devenue une activité prônée par les consultants pour renforcer l'esprit d'équipe. Au même titre que les défis de saut à l'élastique d'hier. A condition de ne pas pousser le bouchon trop loin.

Rares sont les sociologues qui se sont intéressés à cette question. Dans un article de la revue *Le Mouvement social* daté de février 2014 et consacré aux cantines et à l'alimentation au travail, Stéphane Gacon, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Bourgogne, soulignait à quel point « la pause déjeuner [était] l'une des rares occasions de voir naître dans le monde du travail, au quotidien, de petites communautés réconfortantes aux pratiques ritualisées qui peuvent déboucher, au-delà – ou par l'intermédiaire – de plaisanteries révélatrices de jeux de domination classiques, sur des actes de partage ou de solidarité authentiques ».

En 2015, une équipe de chercheurs en management et comportement des organisations menée par Kevin Kniffin, professeur à l'université Cornell (Etats-Unis), avait étudié l'impact de la prise de repas en commun sur la performance de treize casernes de pompiers d'une ville moyenne américaine. La conclusion était qu'effectivement ces deux facteurs étaient positivement corrélés. Mais « attention de ne pas en faire trop », ajoutait-il.

DANS UN CONTEXTE AMÉRICAIN, LA SÉGRÉGATION PERSISTE, LES BLANCS PRÉFÉRANT CONTINUER DE TRAVAILLER ENTRE EUX

L'INSTINCT GRÉGAIRE NE FAIT QU'AMPLIFIER LES STÉRÉOTYPES ET LES PRATIQUES DISCRIMINATOIRES

Les membres d'une équipe qui socialisent uniquement entre eux risquent de se retrouver déconnectés du reste de l'organisation et du monde extérieur.

Les nouveaux arrivants peuvent se trouver excessivement obligés de se conformer aux habitudes en place. Et les moins performants être ostracisés ».

Ces regroupements à table sont hélas représentatifs d'un certain instinct grégaire qui ne fait qu'amplifier les stéréotypes et les pratiques discriminatoires qui prévalent en entreprise, bien au-delà de la cantine. Les biais dont pâtissent les personnes issues de l'immigration à l'embauche sont bien connus. Le tort en est logiquement attribué au responsable du recrutement, qu'il soit dirigeant, manager ou chasseur de têtes. La discrimination entre collègues est en revanche beaucoup plus souvent passée sous silence, surtout dans une population de cadres.

S'OUVRIRE À LA DIFFÉRENCE

Un article de recherche publié en mars dans la revue américaine *Social Science* prouve à quel point les salariés ont tendance à se regrouper de façon homogène. Dans un contexte américain, la ségrégation persiste, les Blancs préférant continuer de travailler entre eux. Sauf ceux qui ont eu l'expérience d'une entreprise où ils se retrouvaient en minorité et qui deviennent, du coup, beaucoup plus ouverts à la diversité, notent les deux auteurs de l'étude, la sociologue Moa Bursell et le mathématicien Fredrik Jansson, tous deux chercheurs à l'université de Stockholm (Suède), mais dont les travaux portent ici sur des travailleurs aux Etats-Unis.

Chacun se défendra ensuite de se comporter de façon discriminatoire. De bonne foi peut-être. Car « notre cerveau peut nous jouer des tours et nous laisser penser que nous sommes bien plus ouverts à la diversité que nous ne le sommes réellement », prouvent Margaret Neale, Lindred Greer, professeurs en comportement des organisations à Stanford (Etats-Unis), et David Daniels, docteurant dans la même université. « Un élément aussi banal que la taille d'une personne ou la couleur de sa chemise peut conduire [inconsciemment] à percevoir que le groupe dont cet individu fait partie est divers à bien d'autres titres tels que l'origine ethnique ou le genre, même quand ce n'est pas le cas », affirment-ils.

Etre conscient de ces biais permet sans doute de s'en méfier. Et la technologie de les contrer. C'est parce qu'elle trouvait absurde ces opportunités de rencontres perdues à l'heure du déjeuner que Marie Schneegans a créé l'application Never Eat Alone, qui permet à des collaborateurs d'une entreprise d'en rencontrer d'autres, jusqu'alors inconnus d'eux. Et ainsi de sortir de l'entre-soi, de s'ouvrir à la différence et de briser le carcan des a priori. ■

kahn@lemonde.fr @anniekahn2

Radio France perd son numéro 2, pressenti pour rejoindre Europe 1

Laurent Guimier devrait prendre les rênes de la station du groupe Lagardère

Est-ce le retour au bercail qui se profile pour le désormais ex-numéro deux de Radio France, Laurent Guimier, qui avait commencé sa carrière à Europe 1 il y a vingt-quatre ans ? Si, depuis quelques semaines, ce n'est qu'une rumeur, son départ de la radio publique, annoncé vendredi 11 mai, lui donne de la crédibilité.

C'est la nouvelle présidente de Radio France, Sibyle Veil, désignée il y a un mois par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui l'a officialisé dans un message adressé aux salariés de la radio publique. A 47 ans, Laurent Guimier, directeur délégué aux antennes et aux contenus depuis mai 2017, « a décidé d'entreprendre un nouveau projet professionnel », a-t-elle expliqué. « Il quitte l'entreprise à compter d'aujourd'hui », a-t-elle ajouté, sans toutefois donner plus de détails. Contacté par *Le Monde*, M. Guimier n'a pas souhaité s'exprimer. Dans un Tweet, il s'est dit « fier de la mission accomplie et convaincu que des regards neufs sauront confirmer l'élan du service public ».

M^{me} Veil doit décider dans les jours à venir qui remplacera M. Guimier. Elle a fait savoir qu'elle informerait les salariés la semaine prochaine « de la succession qui sera mise en place pour soutenir les équipes des chaînes de Radio France ». Selon nos infor-

mations, un ancien de la maison, Matthieu Aron, actuellement grand reporter et conseiller éditorial à *L'Obs*, quitterait l'hebdomadaire détenu par les actionnaires du *Monde* pour rejoindre la direction des antennes, où il s'occuperait de l'information.

Beaucoup soulignent en interne que le poste de directeur des contenus avait moins d'impact opérationnel depuis que les stations avaient été repositionnées, avec des directeurs d'antenne bien installés. Pour la nouvelle présidente, ce recrutement représentera un premier test, alors qu'elle devra être épaulée pour les nombreux chantiers de l'audiovisuel public que l'exécutif souhaite intégrer dans sa future réforme.

« Vision stratégique »

La rumeur de l'arrivée de Laurent Guimier à Europe 1 pour reprendre les rênes de la radio du groupe Lagardère n'a cessé d'enfler, sur fond de tensions entre l'actuel vice-PDG, Frédéric Schlesinger, et l'actionnaire, la relance espérée n'ayant pas eu lieu. Interrogé à ce sujet lors de l'assemblée générale du groupe, le 3 mai, Arnaud Lagardère a demandé « d'attendre quelques jours, voire une petite semaine ou deux, pour avoir une réponse ». M. Guimier faisait même partie des personnes qui avaient été approchées dès décembre 2016 pour diriger la radio,

M. Guimier est un habitué des situations compliquées, comme à Franceinfo qu'il a aidé à redresser

mais les discussions n'avaient pas abouti, conduisant finalement à l'arrivée de M. Schlesinger.

Les circonstances d'une nouvelle restructuration du navire amiral du groupe Lagardère restent toutefois à éclaircir : l'actionnaire souhaitera-t-il réinvestir, alors que la station, au plus bas -6,8 % d'audience cumulée pour la période janvier-mars -, a perdu 19 millions d'euros en 2017 ? La radio doit-elle davantage se déployer dans la vidéo, à l'image du « média global » Franceinfo lancé par France Télévisions et Radio France et copiloté par M. Guimier ? Ce dernier voudrait-il réaliser des synergies avec les deux derniers médias du groupe Lagardère, *Le Journal du dimanche* et *Paris Match* ?

Parfois décrit comme un ambitieux passant de groupe en groupe, Laurent Guimier jouit cependant d'une réputation plutôt positive à Europe 1. « Il connaît

l'histoire de notre radio, mais maîtrise aussi le numérique, ce qui est nouveau », note un journaliste, qui salue sa « vision stratégique ».

Laurent Guimier, qui avait lancé Le Lab, un média social d'info politique fermé en décembre 2017, aura probablement des projets sur le Web, mais « son urgence sera de faire une grille au plus vite pour la rentrée, car le nerf de la guerre reste les audiences radio, qui conditionnent la publicité, principale ressource économique », rappelle cet employé. Le futur directeur devra mener ce chantier en parallèle du déménagement d'Europe 1, qui quitte ses locaux historiques en juillet.

M. Guimier est habitué à reprendre en main des situations compliquées : il a ainsi contribué à redresser Franceinfo, en difficulté, en la recentrant sur l'information chaude. Lors de la campagne pour la présidence de Radio France, à la suite du limogeage fin janvier de Mathieu Gallet, il faisait partie des directeurs qui ont soutenu la candidature de M^{me} Veil. Il avait même été présenté comme la caution éditoriale d'un « ticket » avec celle-ci, plus gestionnaire. Cette dernière n'a jamais démenti, ni évoqué un éventuel départ de M. Guimier, sans pour autant évoquer son nom dans sa campagne. ■

FRANÇOIS BOUGON
ET ALEXANDRE PIQUARD

Face à la bronca de ses adeptes, Snapchat fait machine arrière

Marche arrière toute. Jeudi 10 mai, l'application de messagerie Snapchat a commencé à déployer une nouvelle version de son application mobile, revenant sur les principaux changements introduits en janvier. Cette volte-face constitue un cuisant aveu d'échec pour Evan Spiegel, le jeune cofondateur et patron de l'entreprise californienne qui prend seul les décisions stratégiques.

La mise à jour de l'application rétablit l'affichage par ordre chronologique des photos et vidéos envoyées par ses amis. La précédente version avait introduit un algorithme qui, à l'image du fil d'actualités de Facebook, donnait la priorité aux amis proches. Deuxième changement : les « stories », ces enchaînements de photos et de courtes vidéos, apparaissent de nouveau sur le même écran, qu'elles soient publiées par des amis, des célébrités ou des médias. Les modifications faites en début d'année avaient causé beaucoup de confusion et de frustration.

PLUS DE 1,2 MILLION DE PERSONNES ONT SIGNÉ UNE PÉTITION EN LIGNE CONTRE LES MODIFICATIONS FAITES EN JANVIER

Plus de 1,2 million de personnes ont ainsi signé une pétition en ligne pour réclamer un retour en arrière. Plusieurs célébrités, dont Kylie Jenner, une vedette américaine de télé-réalité, ont publiquement exprimé leur mécontentement. Selon le cabinet YouGov, l'image de marque de Snapchat est tombée en avril à son plus bas niveau chez les 18-34 ans, qui représentent son cœur de cible.

Ce rejet s'est fait sentir dans les résultats financiers du premier trimestre,

publiés mardi 1^{er} mai. Sur cette période, Snap, la maison mère de Snapchat, a accusé un repli de 19 % de son chiffre d'affaires par rapport au quatrième trimestre 2017. Par ailleurs, le nombre d'adeptes n'a progressé que de 2 %. « Le nouveau design nous a handicapés », reconnaissait alors M. Spiegel. Wall Street avait sanctionné ces résultats : le lendemain de leur annonce, l'action avait plongé de 20 %.

Plus inquiétant encore, la refonte ratée de l'application est symptomatique d'une « entreprise mal organisée, qui montre des signes évidents de mauvaise gestion », juge Samuel Kemp, analyste chez Piper Jaffray. Contrairement aux habitudes de Facebook ou de Twitter, Snap n'a en effet mené aucune étude sur un nombre limité d'utilisateurs pour mesurer l'impact des modifications, misant avant tout sur l'instinct de M. Spiegel. Un état d'esprit qui semble changer : cette fois-ci, l'application a effectué des tests avant de faire machine arrière. ■

JÉRÔME MARIN (SAN FRANCISCO, CORRESPONDANCE)

Spotify va pénaliser les artistes au comportement « nocif ou haineux »

La plate-forme de musique en ligne, qui bannit déjà des groupes extrémistes, s'intéresse désormais à la vie privée des chanteurs

Dans les playlists de Spotify, plus de R. Kelly, ni de XXXTentacion. Si les chansons des deux artistes américains restent disponibles sur la plate-forme d'écoute de musique en ligne, elles ne sont plus mises en avant dans les sélections - ces listes générées automatiquement en fonction des goûts des utilisateurs, ou créées par thématique. Une décision liée aux accusations qui pèsent sur les chanteurs, soupçonnés de violences sexuelles pour le premier, et de violences conjugales pour le second.

Les nouvelles règles adoptées par Spotify, et dévoilées le jeudi 10 mai, stipulent en effet que la plate-forme supprimera tout contenu promouvant ou incitant à la violence et à la haine, mais aussi que le comportement des artistes pourra influencer sur la manière dont ils « travaillent avec eux ». Ceux qui commettent des actes « particulièrement blessants ou haineux » (Spotify cite par exemple des « violences envers des enfants » ou des « violences sexuelles ») ne figureront plus dans les playlists de la plate-forme.

La nouvelle a fait grand bruit. En réalité, Spotify supprimait déjà de son catalogue certains artistes. En août 2017, elle avait banni des groupes de musique d'extrême droite, dont certains avaient des textes ouvertement racistes ou islamophobes.

Spotify annonce aujourd'hui s'être entourée d'organisations et d'associations spécialisées dans la lutte contre les propos haineux, comme la Ligue antidiffamation (ADL) et l'association Color of Change.

L'entreprise, qui n'a pas souhaité répondre à nos questions, n'a pas précisé de combien de modéra-

« Pour la première fois, la plate-forme a fait un aveu. Elle a reconnu qu'elle avait un statut de média, et non pas d'hébergeur »

SOPHIAN FANEN
journaliste

teurs elle disposait pour trier les signalements, effectués par ces organisations ou par les utilisateurs.

En s'intéressant au comportement des artistes hors de leurs œuvres, Spotify franchit toutefois un cap, explique Sophian Fanen, auteur du livre *Boulevard du stream* (Le Castor Astral, 2017) et journaliste chez *Les Jours* : « Pour la première fois, Spotify a fait un aveu. Elle a reconnu qu'elle avait un statut de média, et non pas d'hébergeur. Elle ne se contentera plus seulement de réagir aux musiques ou aux artistes problématiques qui lui sont signalés. Désormais, elle va agir en amont, éditorialiser ses contenus, remplacer la loi par la morale. »

« Cela peut virer au puritanisme »

La tâche semble ardue, car il ne s'agit pas de sanctionner uniquement les artistes qui ont été condamnés par la justice. S'il est la cible d'appels au boycott récurrents sur les réseaux sociaux en raison d'accusations de violences sexuelles envers des femmes et envers une personne mineure, R. Kelly n'a pas été condamné par la jus-

tice, et a toujours nié les faits. XXXTentacion, lui, est visé par une plainte pour violences conjugales, mais n'a pas encore été jugé.

La question se pose aussi pour des artistes ayant été condamnés, comme Bertrand Cantat, condamné en 2004 à huit ans de réclusion pour le meurtre de sa compagne, Marie Trintignant. Son récent retour sur la scène musicale a provoqué de nombreux débats, à tel point que plusieurs festivals ont décidé d'annuler sa venue. Spotify n'a pas été en mesure d'indiquer au *Monde* s'il serait concerné par la nouvelle politique de sanction.

« Ce sera toute la difficulté pour Spotify, admet Sophian Fanen. Il va bien falloir qu'ils déterminent où ils veulent placer le curseur. Des artistes qui sont des salopards, il y en a beaucoup. Mais cela peut aussi vite virer au puritanisme, si, par exemple, ils décident de ne plus mettre dans leurs playlists des musiques contenant trop de gros mots. »

Le spécialiste estime que le dispositif pourrait réellement pénaliser les artistes visés. « Ne plus être mis en avant sur les grosses plates-formes peut, à long terme, tuer économiquement un artiste. » Sur Spotify, rares sont, selon lui, les utilisateurs à taper le nom des artistes qu'ils veulent écouter dans la barre de recherche. Il estime qu'entre « 60 % et 70 % » des écoutes ont pour origine des playlists, devenues un nouveau mode de consommation musicale avec le développement du streaming.

Ce dernier constitue une source d'écoute considérable. Spotify compte, à elle seule, 71 millions d'abonnés payants et 159 millions d'utilisateurs, selon des chiffres qui datent de la fin de 2017. ■

FERRINE SIGNORET

HORS-SÉRIE

Le Monde

UNE VIE, UNE ŒUVRE



Jean de La Fontaine
Le maître conteur

« Un hédoniste inquiet », par Patrick Dandrey

JEAN DE LA FONTAINE

Un hors-série du « Monde »
124 pages - 8,50 €

Chez votre marchand de journaux
et sur lemonde.fr/boutique

Les *Fables* de Jean de La Fontaine sont un « miracle de culture », selon André Gide. Le premier recueil a paru en mars 1668, il y a trois cent cinquante ans. Elles ont depuis été consacrées trésor national. Si Jean de La Fontaine reste dans la mémoire collective le grand « fablier » que l'on sait, il est aussi l'auteur de nombreux textes poétiques. Ce merveilleux conteur, si familier, recèle pourtant bien plus de mystères qu'il n'y paraît, comme le montre le hors-série que « Le Monde » lui consacre.

L'époque
Le Monde

Et que ça swingue!

ENQUÊTE

2

Si vous voulez briller en soirée, un filon : le lindy hop. Cette danse de couple super énergique, inventée par des Afro-Américains à Harlem dans les années 1920, connaît un retour en grâce phénoménal. A vos marques, prêts, swinguez !

Par Pascale Krémer

Ales observer, on se surprend à sourire, l'air béat. Gagnée par l'euphorie ambiante. Dopée à la joie de vivre. Est-ce la musique de l'orchestre, qui réveille la mémoire des Tex Avery d'antan, ou cet entremêlement de danseurs, comme au mariage de la cousine, jeunes, vieux, doués ou gauches, tous sautillant avec le même entrain ? Un bal swing vaut antidote à la morosité, nous avait-on avertie. Seul un dépressif pourrait le nier.

Montreuil (Seine-Saint-Denis), au lieu-dit culturel La Marbrerie, un vendredi soir d'avril. Loft géant, béton brut et fumoir tagué. L'ambiance futuriste underground contraste avec l'apparence des participants qu'on dirait échappés d'un film noir et blanc d'avant-guerre. Pantalon à pinces, cravate à losanges,

chaussures bicolores, cheveux courts gominés vers l'arrière pour les gars. Petite robe fleurie à manches ballons et bandeau dans les cheveux côté filles. C'est soir de bal swing, organisé par Brotherswing, la plus grosse école parisienne spécialisée dans ces danses rétro, dont la reine du moment, le lindy hop. Dans un décor Berlin 2018, trois cents personnes rejouent Harlem 1930.

C'est là, au sein de la communauté noire new-yorkaise, qu'a émergé à la fin des années 1920, et prospéré jusque dans l'immédiat après-guerre, cette énergique danse de rue, et de couple, baptisée lindy hop en hommage à l'aviateur Charles Lindbergh. Les GI ont débarqué avec elle en Europe, mais dès les années 1950, le rock l'a balayée d'un mouvement de hanches. Jusqu'à cet inattendu rebond jazzy qui passe par la Suède des années 1980, l'Angleterre, la Lituanie, et la France, depuis

le début du millénaire, avec une franche accélération de tempo ces quatre dernières années.

Paris peut se flatter d'être devenue en un rien de temps l'une des scènes swing qui font du bruit en Europe. Paris où une bonne vingtaine d'écoles spécialisées (elles n'étaient que trois en 2011) se disputent le marché des apprentis-swingueurs – mollement, puisque les cours sont déjà complets, avec 1100 et 700 élèves respectivement inscrits chez Brotherswing et Shake That Swing, les deux plus grandes. Elles organisent des week-ends de stage, des « pratiques » (bals d'école pour s'entraîner), des soirées, des festivals, des démonstrations de plein air pour lesquels toute une flopée de nouveaux groupes de jazz adaptent leur répertoire.

Qui trépigne du pied peut danser tous les week-ends, et plusieurs soirs par semaine, au son d'un orchestre. Les

ENQUÊTE

Alors on danse

Partout en France, on se déhanche au son des orchestres de jazz, en cravate à losanges et robe à manches ballons. Le lindy hop, rythme des Années folles, fait son grand retour sur les parquets cirés



salles où s'écoulent les airs du temps dans la capitale (Le Cabaret sauvage, Le Hasard ludique, Le Ground Control, Le Carreau du temple...) ont saisi l'actualité du filon passéiste : au cinéma, c'est *Au revoir là-haut* (2017) après *Minuit à Paris* (2011), *The Artist* (2011) et *Gatsby le magnifique* (2013), dans les séries, la prohibition version *Peaky Blinders* ou *Boardwalk Empire* et, à la maison, la tendance dorée et graphique Arts déco.

Voilà sept ans que La Bellevilloise, à Ménilmontant, a parié sur l'entre-deux-guerres, tenant chaque mois son grand bal swing, qui fait désormais le plein : six cents personnes ! Jusqu'à refuser du monde, parfois. Sans compter le festival qui s'y déroule, à Pâques (Paris Jazz Roots Festival), le Jour de l'an, un autre festival d'été... « *On a mis en ligne quelques vidéos de swing acrobatique, on a eu des millions de vues ! Un truc se passe* », observe la programmatrice, Julie Musa. Paul-Edouard Thierry, dit « Paulo » dans le milieu gominé, n'a pas l'air de regretter sa reconversion. Ce quadragénaire à fine moustache, jadis prof de sport dans un collège des Tarterêts, à Corbeil-Essonnes, a troqué le bas de survêt contre un total look Al Capone pour développer Brotherswing depuis 2009. L'ex-association, devenue SARL, emploie 18 profs et a déjà formé 15 000 élèves, dans huit lieux différents chaque soir. « *On vit une explosion phénoménale*, dit-il. *A Paris, sortir et n'avoir jamais entendu parler du swing, c'est bizarre.* »

Comme ça l'est partout en France. D'autant que c'est à un prof de claquettes lyonnais, Franck Balbin, que le lindy hop doit son revival français. Grandes ou moyennes, toutes les villes ont désormais leurs cours, où se trémoussent 200 personnes (Gon'a Swing à Lyon, Swingtime à Bordeaux), ou 300 (Grenoble Swing), 400 (Swing Jammerz à Montpellier) et même 800 (Studio Hop à Toulouse). Compter le double de participants pour les soirées du week-end et les festivals locaux. Jean-Baptiste Mino, 30 ans, qui réunit 450 élèves chez Swing Jammerz, parle d'une « *folie, à l'échelle de Montpellier* ». « *Et il y a au moins quatre autres écoles !* »

Retour à la « jazz & swing party » de Montreuil, dans l'espoir de comprendre cette frénésie dansante. Avant que le sextet n'occupe la scène, deux professeurs initient les premiers arrivants aux plaisirs du *bounce*, du « rebond », tout en souplesse du genou. Pas en avant, pas en arrière, pas évident. Mais ça rigole. « *Vite vite lent* », et « *vite vite revient* », puis on « *prend le bounce* » à deux, bras sur le bras du voisin le plus proche. « *Vite vite lent et vite vite tourne !* » On se tape les cuisses, on fait une tête de dindon, en avançant et reculant le menton, on secoue le postérieur. Tout le monde ne suit pas, mais tout le monde bouge et applaudit à la fin.

Et quand l'orchestre démarre, personne ne fait tapisserie. Les vingtenaires et trentenaires, présents en masse, entraînent dans leur sillon des danseurs de l'âge de leurs parents. A moins que ce ne soit l'inverse. Damien Campas, un gaillard, informaticien de 30 ans à barbe de hipster et coupe de cheveux Années folles, ne fait « *que ça le week-end* », du lindy hop. « *Tout le monde danse avec tout le monde, peu importe le niveau. C'est comme ça qu'on apprend le plus, en s'adaptant.* » Ce qui lui plaît ? « *C'est très libre, comme danse, on peut même faire un solo au milieu. Le leader peut être la femme, c'est plus équilibré que le tango.* » Et ? « *Et la musique, c'est charnel... On parle avec le corps. Après seulement, on demande le prénom. Mais on a déjà vu s'il y avait une bonne connexion avec la personne, même rythme, même délire.* » Pas besoin de remplir un profil sur l'adopte un mec ou Tinder.

Cécile Acevedo, une brunette de 27 ans, comédienne et costumière, qui coud elle-même ses tenues, acquiesce : « *Ici, on s'oblige à laisser tomber nos téléphones.* » Au sens propre : avec les acrobaties, des smartphones atterrissent par terre sans provoquer l'affolement. Elle qui n'est jamais allée en boîte (« *A Paris, on ne danse pas, sauf en concert* ») adore « *l'esthétique Great Gatsby* », le côté « *très joyeux, comme les bals des bords de Mame de mes grands-parents* », la danse à deux, « *parce que, quand on y arrive, c'est génial !* », et cette façon de se dépenser moins sinistre que le rameur de la salle de fitness. « *A la fin, j'ai des crampes aux doigts de pieds !* »

Du côté du bar, on repère une jeune femme aux longs cheveux violacés qu'on imaginerait plus volontiers dans un salon du manga. Extatique, elle raconte

au prof de danse en nœud pap et gilet de flanelle, Reda Bendahou, que son copain refusait jusqu'alors toute danse à deux. « *Mais là, il a trouvé que ça avait l'air trop drôle, il se verrait bien essayer. Merci d'avoir réussi à le détendre ! Vous mettez vraiment une chouette ambiance.* » Reda Bendahou excellait encore il y a peu dans les danses urbaines. S'il est venu au lindy hop, c'est pour « *l'esprit de partage* ». « *Ici, on n'est pas en mode battle, confrontation, ni dans le jugement. Tout le monde t'accueille à bras ouverts. Cette danse transmet la joie de vivre des old-timers qui dansaient dans les années 1930-1940 malgré la misère et la ségrégation.* »

On résume, en récupérant notre carnet de notes confié à d'autres par un sexagénaire résolument décidé à nous faire swinguer : une atmosphère bon enfant et joyeuse, susceptible d'occulter pour un temps petits tracas et apocalypses environnementales. « *On ne peut pas s'empêcher de faire la comparaison avec les années 1930, la crise et les orchestres hyper joyeux* », glisse Paulo. Une occasion de rencontres, pour une dizaine d'euros la soirée, sur de la bonne musique live. Une danse dont les quelques pas de base s'acquièrent en une heure, qui n'oblige pas à se concentrer sur l'angle à 45 degrés du pied droit mais laisse une grande liberté d'improvisation, et qui porte des valeurs d'égalité... Tout pour plaire en 2018.

A cela, ajouter une bonne dose d'effet d'entraînement. « *Pourquoi ils y viennent ? C'est simple, ils ont vu des gens danser ! Ils s'amusaient* », nous avait confié, la veille par téléphone, Jean-Baptiste Mino, de Montpellier. Bien loin du musette à la papa, et même



des salsa et tango avec leur jeu de séduction obligé, le lindy hop « *change la vision de la danse à deux pour les jeunes* ». L'émission « *Danse avec les stars* », sur TF1, y avait déjà contribué.

Sur une estrade, près de l'entrée de La Marbrerie, « *Carlos le coiffeur* » rase bien haut les nuques des messieurs. Il officie également à la boutique Casablanca, à Ménilmontant, une friperie vintage où viennent s'habiller des lindy hoppers. Aux soirées de La Bellevilloise, on propose non seulement le coiffeur, le barbier, mais aussi le maquilleur pin-up et le Photomaton. Plaisir de l'élégance, quand plus rien n'y oblige. Et attrait du passé, pour ces jeunes gens hyperconnectés qui, quand ils ne swinguent pas, s'habillent en friperies, se peaufinent un intérieur Formica années 1950, écoutent des vinyles et prennent des Polaroid en mangeant des rutabagas. L'avenir n'est plus ce qu'il était.



Depuis sept ans, La Bellevilloise, institution de la fête parisienne, à Ménilmontant, organise chaque mois un bal swing pouvant réunir jusqu'à 600 personnes. WILLIAM BEAUCARDET POUR « LE MONDE »

« On ne peut pas s'empêcher de comparer avec les années 1930, la crise et les orchestres hyper joyeux »

Paul-Edouard Thierry, de Brotherswing

FESTIVAL SUÉDOIS

A Herräng, on danse « pur Harlem »

L'hiver, ils ne sont que 398 habitants, sur ce petit bout de paradis boisé, à une centaine de kilomètres au nord de la capitale suédoise. Herräng est un village côtier comme il en existe des centaines dans le royaume, les pieds dans la Baltique, parsemé de petites maisons rouges aux contours de fenêtres blancs, où les Stockholmlois viennent se mettre au vert le week-end.

Seule incongruité dans ce paysage scandinave : le nom de cette rue qui passe devant l'école, le Frankie Mannings Väg – hommage à l'immense danseur américain, père du lindy hop, décédé en 2009 à 95 ans, et qui aimait répéter que, après Harlem, Herräng était sa deuxième maison. Frankie Manning y a passé tous ses étés pendant vingt ans. Car, après la Midsommar, célébration majeure du solstice d'été, le paisible village se transforme. Pendant cinq semaines, Herräng accueille le plus grand festival de lindy hop de la planète : un millier de visiteurs en moyenne par semaine venant du monde entier, une centaine de volontaires et les meilleurs danseurs rassemblés pour enseigner, apprendre et danser.

L'idée de ce festival est née un peu par hasard, en 1982. Des danseurs de la Swedish Swing Society, à Stockholm, adeptes de jitterbug, une variante de danse swing, cherchent un instructeur pour leur apprendre le lindy hop, qui refait surface aux Etats-Unis. Ils font venir un Américain de 70 ans, John Clancy, et cherchent un lieu pour organiser un stage d'une semaine : ce sera Herräng et sa salle des fêtes. Ils sont vingt-cinq inscrits, dont Lennart Westerlund, 60 ans aujourd'hui, fasciné tant par le lindy hop que par son histoire. Au Musée de la danse, à Stockholm, il découvre un livre proposant une filmographie : avec des amis, ils visionnent tous les films des années 1930 et 1940 qu'ils peuvent trouver.

Puis ils partent à New York en 1984, fouillent les musées, les archives, visitent les hauts lieux du lindy hop

à Harlem... Et finissent par retrouver d'anciens danseurs aperçus dans des films. « *La plupart d'entre eux étaient très touchés et trouvaient marrant que nous soyons intéressés à ce point* », raconte Lennart Westerlund.

Dans ce petit monde, Frankie Manning, né en 1914 à Jacksonville, est une star sur le retour. Les Suédois l'ont découvert dans *Hellzapoppin'*, film de 1941, qui inclut une scène mythique de cinq minutes avec la troupe des Whitey's Lindy Hoppers, du légendaire Savoy Ballroom de Harlem. En 1989, les Suédois invitent le danseur à Herräng. « *Dès le début, nous avons décidé d'ancrer le festival dans l'histoire, de le doter d'une mission de préservation d'un patrimoine culturel* », explique Lennart. A Herräng, on danse le lindy hop « *pur Harlem* ».

Chaque année, des stars de l'époque sont invitées. Elles ne sont plus nombreuses... Des Whitey's Lindy Hoppers, il ne reste plus que Norma Miller, 98 ans. Cet été, elle fera l'aller-retour depuis la Floride, où elle réside désormais. Si elle ne danse plus, elle a ses souvenirs. Car Herräng, ce n'est pas seulement des cours, en journée, pour tous les niveaux, sous des chapiteaux dressés un peu partout dans le village. « *Il se passe des trucs vingt-quatre heures sur vingt-quatre* », assure Mimmi Gunnarsson Bringlöv, danseuse de la troupe Harlem Hot Shots. Atelier coiffure des années 1930, conseils en mode rétro, démonstration d'un lancer audacieux...

A 21 heures, les participants se retrouvent religieusement pour écouter Lennart Westerlund, qui programme chaque jour un film, l'interview d'une ancienne légende... Il vient de réaliser, à New York, des entretiens avec les acteurs du revival du lindy hop dans les années 1980. Il prévoit d'en visionner des extraits cet été. « *Ça prend vite des allures de talk-show* », confie Mimmi Gunnarsson Bringlöv. Puis les musiciens commencent à jouer, les danseurs, en tenues inspirées des années 1930, envahissent les pistes de danse. « *Les derniers se font virer quand les cours débutent, le lendemain matin* », raconte Pelle Ohlsson, un amateur passé deux fois par Herräng. Cette année, le festival a lieu du 30 juin au 4 août.

Anne-Françoise Hivert

Balboa et shag au Cotton Club

Chez Shake That Swing, on ne fait pas que danser. On plonge dans un bain de culture swing. C'est du moins l'intention de Nawelle Saidi, cofondatrice en 2011 de cette école de danse associative. Tout juste trentenaire, la chevelure brune retenue par un foulard multicolore, la pétulante illustratrice-graphiste parisienne a été subjugée à 20 ans par une « *scène de danse incroyable* » dans *Hellzapoppin'* (1941), de H.C. Potter, qu'elle projetait lors d'une soirée étudiante rétro. La jeune fille est passionnée de jazz mais ignore encore qu'il se danse. « *Grâce au film, je découvre la troupe de lindy hoppers la plus célèbre de l'époque, les Whitey's. Puis que le lindy hop n'est pas une danse morte.* » Après s'y être formée, elle fonde avec un danseur l'association qui compte aujourd'hui 12 professeurs de danse et plus de 700 élèves, organise un bal mensuel très couru au Chalet du lac (Paris 12^e). Et, surtout, diffuse la culture swing : conférences, projections ciné, ateliers avec des musiciens, vide-dressings de tenues 1930-1940...

Un puits de sciences sur les danses swing que cette jeune femme qui raconte, comme si elle avait dansé à Harlem, dans l'entre-deux-guerres, l'ambiance du Savoy Ballroom. C'est là que les danseurs

afro-américains inventent à partir du charleston une danse de couple qu'ils nomment lindy hop, en hommage à Charles Lindbergh, premier aviateur à relier seul et sans escale New York à Paris, en 1927. « *Le Savoy était la première salle ouverte aux Noirs comme aux Blancs, sans ségrégation*, explique-t-elle. *Au Cotton Club, les Noirs étaient sur scène, pas dans la salle. Donc, dans son histoire, le lindy hop a quelque chose de très fédérateur.* »

Et d'expliquer les subtiles différences entre cette danse d'abord pratiquée dans la rue, sur des airs de jazz, dynamique et très libre, et le charleston ou le jazz roots (qui se pratiquent davantage en solo), le balboa (dansé dans les petits clubs, donc plus collé serré, avec un tempo très rapide), le shag (en connexion plus haute avec le partenaire), le blues (rythme lent). Mais rien de tout cela n'est figé, assure-t-elle, secouant ses grosses créoles. « *Les danses évoluent avec notre époque. Moi, je donne mes cours en baskets !* »

P.Kr.



BUREAU-TICS

La cinquième colonne de l'imprimante

Par Nicolas Santolaria

Si l'on en croit la théorie de l'effet papillon, un simple battement d'ailes à Concarneau pourrait provoquer, par un subtil enchaînement causal, un ouragan dans les Caraïbes. Dans le monde de l'entreprise, ce principe, où l'origine des phénomènes serait à chercher dans une vibration apparemment lointaine, infinitésimale et anodine, se matérialise autour de la problématique complexe de l'imprimante. Le battement d'ailes pourrait alors être figuré par le prix exorbitant des cartouches d'encre qui permettent l'impression à domicile, auquel s'ajoute l'obsolescence programmée de certains de ces produits. Cette conjonction de facteurs transforme le fait d'imprimer un simple billet de train chez soi en un luxe de moins en moins abordable. En conséquence, de nombreux utilisateurs adoptent une autre stratégie, consistant à réaliser la plupart de leurs travaux d'impression, en catimini, au bureau.

Première réplique des petits battements d'ailes, ces situations individuelles amoncelées finissent par avoir des incidences inattendues sur le lieu de travail, au premier rang desquelles l'émergence d'une société bureaucratique secrète. Cette cinquième colonne de l'imprimante vit dans une semi-clandestinité qui oblige ses membres à afficher des mines d'autant plus industrieuses qu'ils se livrent, à la fois en secret et à la vue de tous, à une démultiplication d'activités personnelles improductives.

Imprimer au bureau votre itinéraire Mappy, vos places pour Metallica ou le compte rendu écrit de votre coloscopie n'est pas sans risque

Même s'il s'inscrit dans un mouvement historique de mutualisation des ressources, le fait d'imprimer au bureau votre itinéraire Mappy, vos places pour le concert de Metallica ou le compte rendu écrit de votre récente coloscopie n'est pas sans risque. Pour mener à bien cette opération, il faut en premier lieu guetter le

moment propice où la voie se dégagera. Car, certains jours, les abords de l'imprimante sont si encombrés qu'y accéder dans de bonnes conditions ressemble à un remake corporatiste d'*Un pont trop loin*, le film de guerre de Richard Attenborough (1977).

Depuis que tout le monde imprime des trucs perso au boulot, une suspicion de plus en plus lourde pèse sur ceux qui fréquentent trop régulièrement le monstre multibouton. Ce collègue, penché plusieurs fois par jour sur l'interface de la machine, est-il en train d'imprimer le résultat de son reporting ou le mémoire de master de sa fille? Apparemment anecdotique, cette économie clandestine de l'impression est en réalité si répandue que de nombreux services placent désormais les ramettes sous clé et organisent des rondes informelles autour de l'imprimante, obligeant à redoubler de précaution. Là où certains utilisent des complices pour récupérer au plus vite les documents sensibles, d'autres, distraits par un collègue, oublient malheureusement qu'ils viennent juste d'appuyer sur «imprimer» et laissent alors un papier hautement stratégique sécher dans le bac de sortie. Si le doc en question est intitulé «Mon super-projet pour la concurrence», vous risquez alors de quitter promptement la cinquième colonne de l'imprimante pour aller voir si les cartouches sont plus vertes ailleurs.

S'AIMER COMME ON SE QUITTE

Deux jours dans la vie des amoureux. Le premier parce que tout s'y joue, le dernier parce que tout s'y perd. Lorraine de Foucher a recueilli ces moments-clés d'une histoire. A chacun de deviner ce qui s'est passé entre-temps. Cette semaine, Raphaël, 43 ans, se souvient

«Sept mots et c'est tout. Terminé»



Le premier jour

«**JE ME SENS UN PEU SEUL.** Je sors d'une relation courte qui s'est mal terminée – un stop brutal, paf!, sans prévenir. Je m'inscris sur un site de rencontres pour voir des gens. Je tombe sur Linda, qui parle de montagne et de chocolat, ça tombe bien, j'aime le ski et la pâtisserie. J'ai une vraie culture de la correspondance, alors on s'écrit beaucoup. J'aime pas le côté questionnaire administratif de ces interfaces, le "Tu fais quoi dans la vie? Tu habites où? Tu as des hobbies?", j'ai un grand besoin d'authenticité. On s'écrit mais on ne se voit pas, un peu comme les correspondants étrangers de notre enfance. Au bout d'un mois et des dizaines de messages, je romps cette amitié épistolaire: "Et si on dinait?" "Oui, c'est une bonne idée", me répond-elle.

Je passe des heures à chercher le restaurant qui colle au moment, pas trop loin de chez elle. Quitte à ce que la soirée soit ratée, au moins qu'on mange bien. Je trouve une auberge de village, cheminée et cuisine inventive. Je mets mon pull gris col fantaisie, celui dans lequel je me sens bien. J'ai une heure et demie de route, le temps pour moi d'écouter de la musique à fond pour me donner du cœur à l'ouvrage. J'y vais dans l'optique d'être déçu, je ne crois pas aux photos sur Internet, l'écran lisse les imperfections. Mais la soirée est belle, la pleine lune se reflète sur les étangs alentour.

Je suis toujours à l'heure, à la minute près. Sur le parking, je me gare à côté de sa Twingo noire. Tout bascule quand elle sort de sa voiture, dans un effet Vénus de Botticelli qui émerge des eaux. Je ne m'aperçois même pas qu'en fait il pleut dehors. Elle est grande, mince, apprêtée, maquillée, parfumée, c'est une très belle femme. Dans le restaurant, les gens se retournent sur son passage, mais elle est fragile, timide, pas consciente de son charme.

L'évidence s'impose à moi le temps qu'elle s'assoie à table. Ça sera elle. Notre discussion est entrecoupée de silences, pas des silences d'ennui, non, de ceux où l'on se regarde avec un sourire idiot. Je ne sais même pas s'il y a du monde autour de nous, à part peut-être les serveurs qui s'amusent de notre fulgurance. Des lumières s'éteignent dans la pièce, il va falloir rentrer. Sur le parking, elle me propose un café chez elle avant que je reprenne la route.

Je découvre une petite maison moderne, l'intérieur confortable et dépouillé d'une mère divorcée avec deux enfants. Le moment est plus apaisé, on parle des cicatrices de notre jeune âge, de famille, de ces choses que je n'avais jamais dites à personne. Il est 3 heures du matin, elle doit prendre sa classe le lendemain – elle est maîtresse d'école – et moi, j'ai encore 100 kilomètres avant de rentrer chez moi. Sur le palier, il y a bien un blanc, mais je repars avec l'impression de l'avoir trouvée. Sur la route du retour, je dois m'arrêter, à la sortie d'un village, près d'un vieux arbre, pour respirer la nuit, chercher l'air, palper le réel. Le monde semble différent d'un coup. Je comprends qu'en dépit de mes 40 ans passés et de mes nombreuses histoires, elle est mon premier amour.»



MC BESS

Le dernier jour

«**C'EST LE JOUR DE MON ANNIVERSAIRE.** J'aime bien mon anniversaire, c'est un jour pour moi, où j'essaie de me faire plaisir. J'ai prévu de passer la soirée avec Linda, c'est génial. Je vais chez un grand pâtisseries acheter un gâteau; c'est une femme formidable qui mérite beaucoup d'efforts. On dîne chez elle, je lui offre un livre, elle aussi, un roman sur le sens de la vie. Le vin est bon, la discussion aussi. Tout va bien.

A la fin de la soirée, je perçois une petite tension, un peu diffuse. Comme pour conjurer le sort, je lui propose de dormir sur le canapé si elle préfère. "Bien sûr que non", elle répond. On va se coucher. Dans son lit, je me rapproche. "Je ne ressens plus rien pour toi", expulse-t-elle, d'un ton égal et neutre. Sur le ton de la conversation. Sept mots et c'est tout. Terminé.

Je reste bloqué, sidéré. Je n'ai rien à dire, j'ignore s'il faut se battre, protester, ou s'en aller. Je lui tourne le dos dans le lit, je ne dors pas de la nuit, je pleure un peu, ne veux pas la blesser, l'encombrer des conséquences de sa propre décision. "Je sais que je te fais du mal", murmure-t-elle. Elle finit par s'endormir, moi, je me lève une fois, deux fois, je descends au salon, prépare mes affaires. Mais je ne vais pas partir à 4 heures du matin, comme ça, sans rien. Je cherche un bout de papier pour lui écrire un mot, je ne trouve pas les mots, ni le papier. Je suis coincé toute la nuit, à me retourner sans arrêt dans les draps.

Le réveil sonne enfin, je saute sous la douche, m'enferme dans la salle de bains. Elle est là, me regarde en pleurant, interdite. C'est le moment du départ, celui où on a envie de dire de grandes phrases qui ne viennent pas, mais je n'ai rien de grandiose, que des trucs lamentables à bafouiller. Elle me prend dans ses bras, je m'effondre, comme un évanouissement intérieur.

Je reprends ma voiture, mais après quelques kilomètres, je ne tiens plus, je m'arrête, je descends et pars hurler dans un champ pour faire sortir cette douleur aiguë. J'arrive au bureau dans un état second. Pourquoi elle a fait ça? Pourquoi elle a fait ça le jour de mon anniversaire? Pourquoi elle a attendu la nuit et la pénombre de la chambre? Elle m'a offert un traumatisme pour mon anniversaire, un monde terminé dont je ne reviendrai pas. Je comprends qu'elle sera mon dernier amour.»

LES MOTS DU SEXE

Vaginettes

Par Maïa Mazaurette

Pourquoi s'embêter à séduire des femmes quand on pourrait posséder des vagins artificiels? Parce que certains se posent la question, nos «love stores» regorgent de gaines vibrantes ou molles, texturées ou lisses, réutilisables ou jetables, le plus souvent en silicone, imitant les sensations ressenties dans un sexe féminin. Et ça marche: selon le géant du sextoy LoveHoney, ces vaginettes représentent 5% des achats de jouets sexuels aux Etats-Unis. Copier la nature, quitte à la tronquer? Le sujet

est complexe, comme l'illustrent les deux poids lourds du marché. A notre gauche, l'entreprise pionnière originaire du Texas, Fleshlight (un jeu de mots anglais avec *flesh*, «la chair», et *flashlight*, «lampe-torche», les gaines imitant les proportions). Son fondateur a déposé le brevet du vagin artificiel (pardon, du «collecteur de sperme») en 1998, et depuis, ça marche très fort. La marque propose également des anus et bouches artificiels, des modèles gays, interactifs, transparents, en forme de cannette de bière, et surtout des versions pornstar moulées sur des célébrités... soit des dizaines de possibilités, pour un prix de départ de 60 euros environ.

A notre droite, le challenger vient du Japon: l'entreprise Tenga, fondée en 2005, offre des masturbateurs qui

ne ressemblent absolument pas à des vagins, mais plutôt à des cylindres ultradesign et épurés. Pour un tarif un peu supérieur, on a moins de choix mais plus de chic. L'acheteur pourra par exemple exhiber une collection siglée Keith Haring ou des modèles à succion intégrée.

Alors, américanisation ultraréaliste et hyperbolique... ou érotisme plus suggéré? La France hésite, le cul entre deux chaises. Ce dilemme n'a rien d'inconséquent: achète-t-on un vagin ou une masturbation? Le plaisir attendu est-il un lot de consolation ou un moment légitime d'hédonisme? Entre Orient et Occident, le cœur balance, mais le business tourne. Juteux.

DÉRAILLEUR

Deux-roues d'infortune

Fiasco du nouveau Vélib', concurrence brouillonne, infrastructures insuffisantes... Et si le vélo partagé était déjà une idée du passé?

Olivier Razemon

Une tasse à café, un clavier, des drapeaux quadrillés comme dans les compétitions de formule 1... Au début de l'année, les pictogrammes qui s'affichaient sur le tableau de bord des nouveaux Vélib' parisiens laissaient les usagers perplexes. Face à l'incompréhension, Smovengo, l'opérateur du service depuis janvier, a consenti à élaborer de nouveaux logos. Ils représentent un cadenas, un sablier, un tournevis barré d'une clef à molette, une batterie déchargée ou une croix... Et ils signifient tous la même chose : ça ne fonctionne pas. Le « vélibgate », ainsi baptisé sur Twitter, n'est plus seulement un fiasco. Il tourne au grotesque. Fin mars, l'installation des stations se faisait encore laborieusement, pas à pas, et l'opérateur espérait un service efficace d'ici à l'été. Depuis, des centaines de bornes ont été mises en place, moins que prévu, mais suffisamment, en principe, pour assurer une prestation correcte.

Et puis tout a déraillé. Les employés sont en grève, les batteries déchargées, les élus mortifiés. Il suffit de se poster à une station Vélib' pour constater l'ampleur de la débâcle. Un abonné croisé boulevard Richard-Lenoir, dans le 11^e arrondissement de Paris, éprouve « de la rage » face à cette impéritie. « D'habitude, aux beaux jours, je ne me déplace qu'en Vélib'. Mais cette année, je dois passer d'une station à l'autre, j'en fais parfois douze d'affilée pour espérer décrocher un vélo », se plaint-il. David Bober, lui, est « abonné depuis le 15 juillet 2007 », premier jour du dispositif, alors géré par l'afficheur publicitaire JCDecaux. Il aimait bien le Vélib' d'avant, gris souris et un peu lourd. Mais maintenant que le vélo est devenu vert (classique) ou bleu (à assistance électrique), ce jeune homme en voit de toutes les couleurs.

A force de tester le service, il a établi la liste, impressionnante, des dysfonctionnements. « L'application ne donne pas les bonnes informations, le service à la clientèle est débordé, les stations ne sont pas électrifiées correctement. » Ces constats, Smovengo, une entreprise de la galaxie Mulliez, les a faits également. Et a promis d'y remédier. Mais il n'est pas certain que cela suffise. Car l'ergonomie des vélos comme des stations comporte de nombreux ratés, affirme David Bober, tels que « l'absence d'identification des vélos endommagés, le freinage intempestif dès que l'on touche les câbles, ou l'antivol pas assez long ». Pour espérer trouver un moyen de transport, le jeune homme a regroupé sur son smartphone les applications des différentes sociétés de vélos ou de scooters en libre-service. C'est que Vélib' n'est plus seul. Il y en a désormais pour tous les goûts, à Paris, mais aussi à Lyon, Toulouse ou Tours. Gris aux jantes orange, jaune canari, blanc et violet, les Mobike, Ofo et autres Indigo weel ont investi les rues, et les trottoirs, depuis l'automne.

Cette déferlante de vélos multicolores a de quoi intimider l'utilisateur de bonne volonté. A juste titre. Mobike, Ofo ou oBike, proposés par des sociétés privées, nécessitent de télécharger l'application ad hoc et d'en accepter les conditions générales d'utilisation. « Elles changent tout le temps, en fonction des offres commerciales », constate David Bober. A certains moments, la caution est fixée à 1 euro, une

LA DÉFERLANTE DE VÉLOS MULTICOLORES A DE QUOI INTIMIDER L'UTILISATEUR DE BONNE VOLONTÉ

semaine plus tard, elle passe à 49 euros. Pour une autre marque, l'abonnement est parfois gratuit, puis devient payant le mois suivant. C'est la même chose pour la disponibilité : « Tel opérateur en propose soudainement 1500 de plus, et devient hyper-compétitif, jusqu'au jour où un concurrent fait de même. »

Dès lors, qui a encore besoin de Vélib'? A Paris, le nombre d'abonnés a chuté drastiquement depuis le début du feuilleton. Ailleurs, même sans fiasco, le vélo en libre-service pèse lourd sur les budgets des municipalités. A Rennes, le Vélo star supprime des stations dans les quartiers où on ne le loue pas beaucoup. A Dunkerque, le DK'vélo, qui n'existe que depuis 2013, pourrait être supprimé, alors que les bus vont devenir gratuits en septembre. Les usagers, eux, plutôt que des vélos en libre-service, préféreraient des pistes cyclables séparées de la circulation et des arceaux pour garer leur biclou. C'est le principal enseignement du « baromètre des villes cyclables », une enquête effectuée à l'automne par la Fédération des usagers de la bicyclette, qui a enregistré plus de 100 000 réponses. A la station du boulevard Richard-Lenoir, les abonnés, dépités, le constatent : « Il ne nous reste plus qu'à acheter notre propre vélo... »



XAVIER LISSILLOUR

Ça protège

« Je ne te crois pas. Tu en rajoutes. » Confronté au scepticisme de ses collègues, Brice Perrin, journaliste à L'Auto-Journal, a décidé de filmer ses trajets quotidiens à vélo. Ce père de famille cherche à montrer ce que les cyclistes subissent tous les jours : queues de poisson, scooters empruntant les pistes cyclables, aménagements insuffisants, indifférence manifeste de la police. Cette méthode vient tout droit de Russie, où les automobilistes aisés enregistrent leurs trajets de manière préventive, à l'aide d'une dashcam. Ces caméras de tableau de bord permettent de déjouer les tentatives d'escroquerie à l'assurance de quidams qui se jettent volontairement sous les roues des grosses cylindrées en espérant obtenir la condamnation des conducteurs et de substantiels dommages-intérêts.

En France, les motivations des cyclistes à caméra ne sont pas éloignées de celles de ces automobilistes craignant de se faire flouer. Delphine Strauss, qui effectue tous les jours des trajets entre Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) et Paris, cherche à se « protéger en cas d'accident ». La caméra, actionnée en permanence, permet de constituer une preuve en cas de litige. A chacun sa technique. Certains fixent l'appareil sur le guidon, ou le maintiennent sur leur torse grâce à un harnais. D'autres le posent sur le haut ou le côté du casque. Postées en ligne, les vidéos, parfois accompagnées de tags désignant les élus locaux, permettent aussi de dénoncer la faiblesse (voire l'absence) des aménagements cyclables - pistes qui s'arrêtent net, nids-de-poule, potelets métalliques placés en plein milieu... « Dès qu'il y a des travaux, les aménagements sont supprimés, les pistes coupées. Je l'ai vécu tous les jours, porte de Clichy, lorsque l'on construisait le nouveau palais de justice », témoigne Delphine Strauss. A Paris, depuis que la Préfecture de police manifeste son hostilité au réseau cyclable voté en 2015, de nombreuses vidéos montrent des voitures des gardiens de la paix stationnées sur des bandes ou pistes cyclables, et dont les occupants sont allés s'acheter un sandwich dans une boutique voisine. L'arsenal présente parfois un effet dissuasif. A Dunkerque (Nord), Raphaëlle de Sainte Maréville s'est équipée après un accident causé par une voiture roulant à grande vitesse en sens inverse. Confrontée à un automobiliste stationné sur une bande cyclable, elle a signifié à son interlocuteur qu'il devait quitter les lieux. Le conducteur s'est fâché, mais « quand il a vu la caméra, il est devenu tout mielleux, il est remonté dans sa voiture et il est parti ».

FILMER SES TRAJETS À VÉLO
O. R.

POUR OU CONTRE

Ça énerve

Une vidéo, ça va, mais au bout de quelques-unes, ça devient indigeste. Surtout si l'on est confronté au quotidien aux mêmes risques sur son vélo. A force de voir des voitures garées sur les pistes cyclables et des camionnettes qui dépassent à grande vitesse en frôlant le cycliste, on n'a plus très envie de s'aventurer sur une selle. Et le simple fait de filmer ostensiblement peut provoquer des conflits avec les autres usagers. Hugo Couturier, étudiant en journalisme, raconte avoir été menacé et insulté à plusieurs reprises par des livreurs stationnés sur une bande cyclable, et qui n'ont pas aimé qu'on le leur fasse remarquer.

Il faut un certain sang-froid pour affronter des échanges verbaux parfois virulents. A Rouen, « CinquanteEuros », « le casse-couilles roulant », comme il se baptise lui-même, 8500 abonnés sur YouTube, ne compte plus les altercations avec les automobilistes ou les motards. Il a fini par établir une typologie des insultes dont il est victime. Il les range en quatre catégories : « le classique "bobo" » ; « l'injure de classe : "Va travailler", comme si rouler à vélo était un stigmate du chômage » ; « collabo ou justicier : un dénonciateur qui travaillerait pour la police » ; « les insultes homophobes ». Parfois, un mauvais coucheur s'en prend directement à la caméra, un objet qui coûte de quelques dizaines d'euros à 400 euros pour les modèles les plus performants. « CinquanteEuros » raconte qu'on a essayé de lui arracher sa caméra deux fois, et qu'il a reçu à trois autres reprises des coups sur le casque. Dans les Hauts-de-Seine, Brice Perrin, de L'Auto-Journal, se souvient, lui, d'une discussion avec un automobiliste garé sur une piste cyclable. « Je le lui ai fait remarquer, il m'a répondu "je bosse", puis il a vu la caméra, est devenu fou et l'a arrachée en cassant le support. Pour le calmer, j'ai dû lui dire que la séquence était retransmise en direct sur Facebook Live, ce qui était faux », se souvient-il. « Les passages anxiogènes font partie du quotidien, je ne les occulte pas », témoigne un habitué de 41 ans, connu sous le nom de « Bilook le cycliste » sur YouTube, où sa chaîne compte 3600 abonnés. « Mais dans mes films, j'essaie plutôt de donner envie, en montrant des moments agréables. » Ses vidéos, dans lesquelles il tutoie le spectateur de sa voix grave, commentent ses trajets sous le soleil, la neige, la pluie, en ville, en banlieue, la nuit. De quoi donner envie de pédaler, finalement.



Vivaces-cité

Chédigny
C'est sans doute la plus originale, et peut-être la plus sympathique des roseraies de France. Comment ne pas aimer Chédigny, à côté de Loches (Indre-et-Loire), un village qui s'est transformé en parc de roses pour engager tous ses habitants dans un projet où les parfums de fleurs chasseraient peu à peu ceux des pots d'échappement. En 1998, Pierre Louault, maire à l'époque, sénateur aujourd'hui, demande au rosiériste André Eve de l'aider à planter les premiers rosiers grimpants sur les trottoirs du village. Vingt ans après, le hameau est le seul en France à être entièrement classé Jardin remarquable grâce à ses 800 rosiers, ses 3 000 vivaces et son merveilleux jardin de curé. Chaque année, fin mai, la commune organise son Festival des roses. Invitée d'honneur de la nouvelle édition, l'Association des amis d'André Eve célébrera la mémoire de cet immense pépiniériste disparu en 2015. On a hâte de visiter le jardin du presbytère, planté il y a un an, avec l'aide notamment de Philippe Ferret et Claudie Mangold, auteurs de *Jardins de curé* (Flammarion, 2013). Des plantes médicinales et aromatiques, des arbres fruitiers, des rosiers grimpants et un bassin: tout le vocabulaire de ces jardins, à la fois sophistiqué et modeste, est là. Lieu de formation, le jardin accueille amateurs et professionnels pour des stages pratiques.

Festival des roses de Chédigny, les 26 et 27 mai, de 10 heures à 19 heures. Entrée du festival: 2 €. Gratuit pour les moins de 18 ans. Entrée du jardin de curé: 3 €.

Où dormir? Maison d'hôte
Le Moulin des Foulons, à Chédigny.
Le-moulin-des-foulons.com
et Chedigny.fr

Les Tuileries en rose

Paris
La rose de mai, *rosa centifolia* pour les intimes, trouve son origine dans le Caucase et en Iran. C'est une rose que connaissaient les Grecs et les Romains. Son parfum à la fois sucré et épicé est la note de cœur du plus célèbre parfum du monde, le N° 5 de Chanel. Grâce à Jardins, jardin, la maison de couture va « exporter » pendant quatre jours, au cœur du jardin des Tuileries, à Paris, une version réduite des champs de fleurs qu'elle exploite dans le sud de la France. Soit 20 hectares soigneusement cachés à Pégomas, dans les Alpes-Maritimes, où la famille Mul perpétue la tradition de la culture séculaire des plantes à parfum sur une parcelle entièrement consacrée au parfumeur. Ces « champs de Chanel » assurent à la marque des récoltes sécurisées et une maîtrise totale de la transformation en parfums. Les cinq fleurs qui entrent dans la composition des fragrances maison – la rose de mai, le jasmin de Grasse, l'iris pallida, la tubéreuse et enfin les merveilleux géraniums rosats – seront plantées autour d'une bastide dans un champ éphémère de 200 mètres carrés, à quelques pas de la rue Cambon, berceau de la maison de couture. Dans la bastide, une « table des matières premières » offrira de sentir séparément chaque essence de fleur. Des conférences sur les plantes à parfum seront également proposées aux visiteurs le samedi et le dimanche.

Jardins, jardin, au jardin des Tuileries, Paris 1^{er}, du jeudi 31 mai au dimanche 3 juin. Entrée: 14 €.
Tarif réduit: 10 €. Gratuit pour les moins de 18 ans.
Jardinsjardin.com

BONS PLANTS

Chaque rose en son temps

A partir de la fin mai, les fêtes des plantes invitent à découvrir la reine des fleurs à son acmé. Cinq rendez-vous fragrant

Par Thomas Doustaly



Les favorites du château

Chantilly
Depuis que Courson s'est déplacé au château de Chantilly (Oise), les Journées des plantes ont bien poussé. Cette année, elles se tiendront du 18 au 20 mai avec pour thème: « Les favorites de Chantilly », une invitation lancée à chaque pépiniériste pour qu'il présente « l'élue de son cœur » parmi toutes ses créations. Bonne initiative pour revenir à la passion du jardin, en s'éloignant un peu des tendances éphémères tout en aidant les visiteurs à voir l'essentiel dans la masse énorme des végétaux exposés. Roses et rosiers restent extrêmement recherchés parmi les visiteurs de Chantilly, qui ont l'embarras du choix. Plantes de collection, nouvelles obtentions, (re)découvertes et grands classiques, les plus belles créations horticoles sont présentées par les meilleurs pépiniéristes européens, qui constituent la moitié des 230 exposants. Mais la plus importante exposition-vente de plantes réunies en un seul lieu en France est aussi un concours, sorte de Festival de Cannes des jardiniers. Le jury international des mérites sera chargé de distinguer les plus belles plantes. Les palmes ne seront pas d'or mais plus vertes que sur la Croisette.

Journées des plantes de Chantilly, au Domaine de Chantilly, du 18 au 20 mai, de 10 heures à 19 heures. Entrée: 20 €. Chantilly-tourisme.com

Où dormir? A l'Auberge du Jeu de paume.
Aubergedujeudepaumechantilly.fr
et Chantilly-tourisme.com



Le Mesnil-Geoffroy Parfums et couleurs

Le Mesnil-Geoffroy
A dix minutes de la mer, entre Dieppe et Etretat (Seine-Maritime), le château du Mesnil-Geoffroy est une adresse rare que se partagent les amateurs de roses. Très caractéristique du style Louis XIII, cette grande demeure du XVII^e siècle est entourée d'un parc de 10 hectares qui abrite deux admirables roseraies. La première regroupe 1 583 rosiers choisis pour leur parfum; la seconde, la « roseraie des vivaces », rassemble environ 900 sujets sélectionnés pour leurs formes et leurs couleurs. Outre les roses, les jardiniers du château cultivent aussi des légumes anciens et une collection d'iris dans un potager et une iriseraie. Le dimanche 10 juin, à 16 heures, Jérôme Lefrançois, le chef jardinier, entraînera les visiteurs dans une promenade-conseils intitulée « De beaux rosiers sans traitements chimiques, est-ce possible? ». Ce printemps, les roseraies du Mesnil-Geoffroy se sont encore enrichies de rosiers anciens disparus des catalogues et récupérés chez des amateurs à travers la France. Une raison de plus pour découvrir, ou redécouvrir, ce merveilleux jardin.

Château du Mesnil-Geoffroy, 2, chemin de la Dame-Blanche, Ermenouville. Visites du 1^{er} mai au 30 septembre, du mercredi au dimanche, jours fériés inclus, de 14 heures à 18 heures. Chateau-mesnil-geoffroy.com

Où dormir? Pourquoi pas dans une roulotte? Fleur de Lin, à Houdetot. Tél.: 02 35 60 73 34. Seine-maritime-tourisme.com

L'Hajÿ-les-Roses Chef-d'œuvre botanique

L'Hajÿ-les-Roses
C'est au philanthrope oublié Jules Gravereaux (1844-1916), créateur de roses, chercheur et écrivain, que la ville doit ce chef-d'œuvre botanique. Gravereaux s'installe à L'Hajÿ en 1892, et demande sans tarder à l'architecte paysagiste Edouard André de lui dessiner une roseraie, qui acquiert vite une renommée mondiale. A tel point que le nom de la ville du Val-de-Marne change, pour devenir, en 1914, L'Hajÿ-les-Roses. Plus d'un siècle plus tard, elle est toujours là: une exceptionnelle sélection de roses homologuée « conservatoire des collections végétales spécialisées » et classée en tant que telle parmi les Monuments historiques. On peut y admirer plus de 11 000 rosiers représentant 2 900 espèces et variétés différentes. A l'occasion des « Rendez-vous aux jardins », la Roseraie ouvrira gratuitement ses portes, et ça tombe bien, puisque les deux premières semaines de juin sont celles de son acmé. Des visites guidées, des ateliers, des démonstrations sur l'entretien des rosiers ainsi que des activités pour les enfants sont prévus du 1^{er} au 3 juin. Les artistes seront aussi de la partie. Un concours de peinture sur le thème « La rose surréaliste » s'est déroulé au printemps, et les peintres sélectionnés déambuleront dans les allées pendant tout le mois de mai. Leurs tableaux seront exposés le 3 juin et un jury décernera 24 prix.

Roseraie du Val-de-Marne, 1, rue Watel, L'Hajÿ-les-Roses. Entrée: 3,10 €. Entrée gratuite à l'occasion de « Rendez-vous aux jardins », du 1^{er} au 3 juin. Roseraie.valdemarne.fr

CUISINE

Riz au lait, un grain de nostalgie

Soupirs d'aise ou haut-le-cœur, ce doudou roboratif et indémodable ne laisse personne indifférent

Stéphanie Noblet



Certains en restent comme deux ronds de flan et se damneraient pour racler la dernière cuillerée. D'autres sont estomaqués avant même d'y goûter, ou écoeurés dès la première bouchée. Le riz au lait fait partie de ces recettes qui suscitent soit une franche adhésion, soit un rejet viscéral. Pas du genre à laisser indifférent. Et pourtant, les ingrédients entrant dans sa composition sont on ne peut plus simples et consensuels – du riz, du lait, du sucre et de la vanille, pour la version de base. Rien d'exotique, d'inconnu, de fort en goût ou de farfelu susceptible d'effrayer le mangeur timoré.

Pourquoi tant de passion? Probablement parce qu'il y a dans cette recette une bonne part d'immatériel, de souvenir émotionnel lié à l'enfance. Il suffit de faire le test autour de soi – ou d'interroger de grands chefs ou pâtisseries : évoquer le riz au lait, c'est convoquer une partie de la famille, la mère, la grand-mère le plus souvent, les tantes et les cousins au passage, la recette transmise de génération en génération et toute la nostalgie qui va avec. Ce plongeant dans un bain blanc et lacté, sucré, onctueux et parfumé, ponctué de grains de riz comme autant d'îlots de douceur régressive, comment y résister? Ce n'est pas un vulgaire dessert mais un billet pour un voyage mélancolique, un doudou roboratif pour adulte en mal de tendresse, une expédition punitive pour mangeur sage contemporain ayant banni le lait et le sucre (ouf, le riz est sans gluten).

À l'inverse, cette quintessence de l'entremets déplaît parfois du fait de sa nature même. D'aucuns répugnent à manger du riz dans une préparation sucrée; d'autres sont gênés par la texture créée par l'amidon libéré en cours de cuisson (et boudent le risotto salé pour la même raison); les plus catégoriques n'y voient qu'une bouillie informe destinée aux « sans-dents » du jeune et du grand âge. Il n'empêche : au côté du flan, de la crème caramel et des œufs à la neige, le riz au lait résiste à toutes les modes et demeure un emblème de la cuisine de bistrot en même temps qu'un grand classique des desserts familiaux. Aussi généreux que peu onéreux.

Le faible nombre et l'extrême simplicité de ses ingrédients doivent conduire au plus haut degré d'exigence sur leur qualité : le riz sera rond (parfois appelé « spécial dessert »), le lait, entier et bio, la vanille, en gousse jeune, grasse et charnue. Baisser la garde sur un des piliers – une vanille desséchée et maigrelette ou, pire, de synthèse – et c'est la médiocrité assurée. Le seul écueil, dans la préparation de cette recette enfantine, est d'obtenir le juste degré de cuisson du riz, par absorption d'une grande partie du lait, tout en conservant une consistance suffisamment liquide – ce qui la distingue du gâteau de riz, plus ferme et contenant des œufs. Pour fendre l'armure des grains de riz et faciliter la libération de leur amidon, une astuce consiste à les immerger rapidement dans une casserole d'eau à ébullition, avant de les égoutter et de les plonger dans le lait : le résultat sera plus moelleux.

Pour davantage de crémeux encore, certains chefs poussent le vice jusqu'à introduire une dose de crème fouettée dans la préparation refroidie – c'est ainsi, avec une pointe de caramel au beurre salé et des noix de pécan torréfiées et caramélisées, que Stéphane Jégo, le chef de Chez l'ami Jean (Paris 7^e), régale nombre de « rizaualtdolâtres ». Il est vrai que la recette se prête à d'intéressantes variations, que ce soit par l'ajout d'une simple pincée de fleur de sel, d'une douce aromatisation (fleur d'orange, miel, cardamome, zestes d'agrumes...) et/ou d'un *topping* croustillant (noisettes, pistaches, pralines roses, quinoa soufflé...). Les adeptes des desserts végans pourront tenter une version 100% végétale, en prenant soin d'adapter la quantité de liquide selon la boisson choisie : celles au riz (pour les monomaniaques) ou à l'avoine sont très fluides et plutôt fades, tandis que celles à l'amande, à la noisette ou le lait de coco apportent bien plus de texture, de crémeux et de goût.

Dans ma famille, où le riz au lait n'est pas plus consensuel qu'ailleurs, une scission s'est opérée au profit de la teurgoule – une variante normande (au lait de vache, donc), qui « tord » la « gueule », surtout quand on la déguste encore brûlante : un riz au lait à la cannelle cuit au moins 5 heures, à tel point que les grains de riz disparaissent totalement. Une expérience troublante, que j'apprécie aussi même si je préfère l'original, sa texture et son parfum vanillé. La tradition, ça a du bon!

REIN JANSSEN POUR « LE MONDE »

Recette simple, basique

– Pour 6 personnes –

Portez **160 g de riz rond « spécial dessert »** à ébullition dans une casserole d'eau pendant une minute, puis égouttez-le. Rincez et séchez la casserole. Versez-y **1 litre de lait entier bio**. Fendez **1 grosse gousse de vanille** en deux et récupérez les graines avec la pointe d'un couteau. Ajoutez la gousse et les graines dans le lait; portez à frémissement, puis incorporez le riz égoutté. Mélangez et laissez cuire à feu doux 25 minutes, en remuant régulièrement. Incorporez **80 g de sucre en poudre** en pluie, mélangez et prolongez la cuisson de 5 minutes. Coupez le feu, goûtez pour vérifier que le riz est cuit; la consistance de l'entremets est encore liquide à ce stade, c'est normal: elle va épaissir en refroidissant. Dégustez tiède, froid ou à température ambiante.

LES ENFANTS D'ABORD

« Tu me lâches cette manette?! »

Mariène Duret

Sourd à la requête paternelle de passer à table, Rémi reste rivé à sa console. Dîner? Le garçon de 8 ans s'en passerait bien, absorbé par ce jeu vidéo qui le tient en haleine depuis des jours. Il finit par s'exécuter, avant que son père ne voie rouge. Un combat quasi quotidien. Les parents de Rémi s'en inquiètent, sans toutefois regretter cet achat. « Il faut vivre avec son temps », sont convaincus ces deux joueurs occasionnels, conscients de l'attractivité des écrans et préoccupés par la durée d'exposition qui, s'ils lâchent la bride, monte dans les tours.

« Depuis la nuit des temps, l'homme est attiré par ce qui est en mouvement. Nous sommes portés, dès le plus jeune âge, à être attentifs à ce qui va stimuler nos perceptions, observe le psychologue Geoffroy Willo Toke. Toutefois, dès que le contenu d'un écran, et en l'occurrence un jeu vidéo, est trop prévisible, son potentiel d'attractivité s'évante. Et cela vaut pour tout ce qui nous entoure. » Mais la puissance des processeurs et l'ingéniosité créative des concepteurs de jeux vidéo tiennent la monotonie à bonne distance et le joueur dans leurs filets.

Faudrait-il baisser les bras devant la fixette de son enfant? Certainement pas! Selon le psychiatre Serge Tisseron, auteur de la règle « 3-6-9-12 » sur l'adéquation entre l'âge et l'exposition aux écrans, il convient de « cadrer et accompagner l'usage des écrans à tout âge, pour apprendre à s'en servir, et à s'en passer ». D'autant que tous les programmes destinés aux enfants (des-

« CERTAINS
JEUX VIDÉO
ONT UN RYTHME
DE SURGISSEMENT
INADAPTÉ
AUX CAPACITÉS
COGNITIVES
ET D'ASSIMILATION
DE L'ENFANT »
Geoffroy Willo Toke,
psychologue

sins animés, vidéos ou jeux vidéo) ne se valent pas, souligne Geoffroy Willo Toke, pour qui « certains ont par exemple un rythme de surgissement inadapté aux capacités cognitives et d'assimilation représentationnelle de l'enfant ».

Idéalement, la console de jeux est à installer dans une pièce commune à la

famille, pour ne pas isoler le petit joueur et mieux l'accompagner, tout en restant une opportunité de partage. « Observer son enfant jouer, commenter ce qui se passe à l'écran ou lui demander des explications est essentiel. On peut ne pas être séduit par son jeu vidéo, mais on reste réceptif à son plaisir et à ses expériences », considère Geoffroy Willo Toke.

Si le jeu vidéo lui offre la possibilité de développer sa dextérité, son sens de l'observation ou encore sa capacité à se corriger, cela n'exempte pas l'enfant de connaître des expériences « dans la vraie vie », indispensables à son développement cognitif, social ou affectif. Enfin, inutile d'escompter, à quelques exceptions près, que l'enfant s'autorégule. Il appartient aux parents de délimiter un cadre: nature et variété des jeux vidéo, temps alloué au quotidien ou sur la semaine... Il ne respecte pas les règles? « Cela peut être un poison sur le plan éducatif, c'est difficile de contenir l'addiction! Difficile les premiers jours... mais il faut tenir bon pour gagner la partie », indique M. Willo Toke, qui préconise alors « un arrêt complet » pour se remobiliser autour d'autres activités.

UN APÉRO AVEC... EMMANUEL DRUON

Chaque semaine, « L'Époque » paie son coup. Révélé dans le film « Demain », le PDG de Pocheco, qui fabrique des enveloppes, promeut l'écolonomie



A la Galerie du Plaza Athénée, à Paris, le 22 mars. GUILLAUME BELVÈZE POUR « LE MONDE »

« On a créé une bulle contre la violence économique »

Par Denis Cosnard

Il est tout gêné d'être ici, dans ce palace des Champs-Élysées, avec six mètres de hauteur sous plafond et une harpiste qui égrène ses notes tandis que les clients dégustent leur café. « Quand je vais dire ça aux collègues... » Emmanuel Druon a beau être PDG, le luxe n'est pas son monde. Dans son entreprise, il a opté pour le salaire minimum – certains de ses salariés gagnent quatre fois plus que lui ! Alors ce chantre de l'écologie et de la sobriété aurait préféré un lieu plus simple. Pour ne pas être bloqué par les grèves, il a néanmoins accepté de se replier sur un grand hôtel proche de son rendez-vous précédent. Quitte à se sentir un peu déplacé en posant sa grosse sacoche orange sur le canapé... Nous commandons deux thés noirs. Idéal pour la voix.

Patron et « collègue » de ses salariés malgré tout. Industriel et écolo. Businessman mais littéraire dans l'âme. « Maladivement timide » et pourtant vedette. Emmanuel Druon, le PDG du fabricant d'enveloppes Pocheco, est un curieux animal. Un oxymore fait homme, qui tente sans cesse de concilier ce qui paraît incompatible, en lui comme autour de lui. D'emblée, ce fils d'un patron de presse et d'une psychanalyste admet être guetté par une forme de schizophrénie : « D'un côté, il faudrait que l'entreprise ait une croissance continue, se développe sur un continent, puis deux, avale ses concurrents, etc. De l'autre, les ressources s'amenuisent et le réchauffement climatique risque d'entraîner des catastrophes. En tant qu'industriel, on se sent à la fois impuissant et responsable. »

« On peut entreprendre sans détruire », assure-t-il cependant, en sortant de son sac un des deux carnets qu'il transporte toujours avec lui, l'un pour tout ce qui concerne l'entreprise, l'autre pour nourrir son prochain livre. Avant notre apéritif, il y a préparé quelques phrases. « Il est plus économique de produire de façon écologique, l'expérience de notre entreprise le prouve depuis vingt ans. » Récemment, cette expérience a obtenu un écho impressionnant grâce aux deux livres du patron et surtout à son témoignage dans *Demain*, de Cyril Dion et Mélanie

Laurent, un film qui a dépassé le million d'entrées en France et remporté le César du meilleur documentaire en 2016. D'un coup, le quinquagénaire pudique est devenu une figure publique sollicitée. Plus de 200 conférences données en trois ans. Le soir même, il doit intervenir à Rouen.

L'usine Pocheco accueille désormais 500 visiteurs par semaine. « Notre petit site du Nord, qui n'a rien à vendre au grand public, se transforme en une sorte de ferme modèle ! », dit en souriant Emmanuel Druon. C'est qu'à Forest-sur-Marque (Nord), près de Lille, l'entreprise héritée de son père pousse l'expérimentation plus loin chaque année. Pour un arbre coupé afin de fabriquer la pâte à papier, dix sont replantés. Tous les éléments toxiques utilisés dans les encres ont été retirés. Une bambouiserie a été installée : « C'est une station d'épuration très efficace », constate le PDG. Grâce à sa toiture végétalisée, Pocheco récupère aussi l'eau de pluie et la réutilise pour nettoyer les machines, avec du simple savon de Marseille. Les dernières saletés servent de combustible : « On se chauffe presque à l'eau de pluie ! »

Ajoutez à cela une dose d'anti-management. Peu de hiérarchie. Pas de dividendes pour le PDG, seul actionnaire. Tous les bénéfices sont réinvestis ou mis de côté. « Nous sommes une équipe soudée parce que nous avons un projet commun, qui est de produire sans laisser de traces », explique Emmanuel Druon. On a ainsi créé une bulle protectrice contre la violence économique. « La violence, pourtant, reste aux aguets. Surtout dans une industrie qui s'effondre, comme celle du papier. Chaque année, les Français échangent plus d'e-mails et envoient moins de courriers. Le patron baisse la voix : « Ce que j'entends à longueur de journée, c'est : "Votre enveloppe, je n'en veux pas." » Qu'ils sont durs, ces clients ! Il faut donc être le moins cher, sans perdre en qualité. « Coup de bol, en simplifiant nos recettes dans un but écologique, on a aussi réduit nos coûts. »

Malgré ces efforts, Pocheco demeure sur la corde raide, à la merci du moindre accroc. Il y a six ans, un incendie a ravagé le stock et entraîné des pertes. Des dotations aux investissements insuffisantes ont provoqué une nouvelle secousse en 2016-2017. Et voici l'entreprise dans le rouge... « Je crois que le combat n'est pas perdu », assure Emmanuel Druon. Dans des pays comme les États-Unis, l'Allemagne ou l'Espagne, les ventes d'enveloppes remontent, au moins pour certains usages. Les technologies numériques sont si destructrices... y compris de nos libertés individuelles !

Surtout, les actions de la PME pour réduire son empreinte sur l'environnement sont en train de lui ouvrir de nouvelles perspectives. Comment intégrer une usine dans son paysage ? Peut-on utiliser des plantes pour dépolluer des sols industriels ? A la demande de groupes comme Danone, L'Oréal, etc., mais aussi d'architectes ou de collectivités, Pocheco joue désormais les centres de formation et les bureaux d'études sur ce type de sujets. Une activité de pré-tri du courrier a aussi démarré.

Le PDG fait le calcul : « En trois ans, on a créé 25 postes, qui s'ajoutent aux 110 personnes en production. » Cela ne change pas le monde, mais, « au moins, on essaie de détourner la tempête, même si c'est minuscule. Et puis c'est peut-être reproductible par d'autres... ». Soudain, le « Pierre Rabhi de l'enveloppe » soulève ses lunettes et se met à rêver à l'essor que pourrait prendre l'« écolonomie », cette alliance d'écologie et d'économie qu'il promeut inlassablement. « On pourrait même imaginer une vallée de l'écolonomie, comme la Silicon Valley, mais en mieux. Il est peut-être encore temps. »

Le thé a refroidi. Sobre jusqu'au bout, Emmanuel Druon n'a pas touché au fondant aux amandes. Il range son carnet dans sa sacoche, entre deux livres. Ah, les livres ! Dans ce monde si âpre, ils constituent une source d'apaisement et de questionnement tout à la fois. Racine, Camus, Gracq, Thomas Bernhard, Céline Minard... « Je lis au moins deux heures par jour, je ne peux pas faire sans. J'ai ainsi pu sortir de mes angoisses grâce aux angouisses des autres. D'ailleurs, ce qui m'emmerde le plus avec la mort, c'est de ne pas avoir le temps de tout lire... » Les livres sont aussi utiles à ceux qui les écrivent. « J'aime beaucoup le "nous", mais on peut parfois faire surgir le "je" sans que ce soit un acte délictueux. Les livres permettent ça », glisse avec mille précautions l'auteur du *Syndrome du poisson-lune. Un manifeste d'anti-management* (Actes Sud/Colibris, 2015) et d'*Écolonomie. Entreprendre sans détruire* (Actes Sud, 2016). Réconcilier le « nous » et le « je », une tâche peut-être encore plus ardue que de conjuguer écologie et économie.

> 1965

Naissance à Paris. Son père dirige le journal *Le Particulier*, sa mère est psychanalyste

> 1997

Reprend l'usine d'enveloppes Pocheco, à Forest-sur-Marque (Nord), achetée par son père en 1976

> 2015

Premier livre : *Le Syndrome du poisson-lune* (Actes Sud)

> 2015

Témoigne dans *Demain*, de Cyril Dion et Mélanie Laurent, César du meilleur film documentaire l'année suivante

PENDANT CE TEMPS-LÀ... À JOUÉ-LÈS-TOURS

Good Morning, Miss Vietnam Global!

Par Frédéric Potet

Partira, partira pas ? Esthéticienne à Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire), Thannie Bui a été sélectionnée à l'élection de Miss Vietnam Global, un concours de beauté dont elle ignorait tout il y a encore un an. Organisé par une association d'expatriés basée en Californie, cet événement s'adresse à la diaspora vietnamienne. Thannie Bui, 57 ans, y représentera la France dans la catégorie « lady », réservée aux 40-60 ans, une tranche d'âge où l'on retrouve principalement d'anciennes « boat people », comme elle. Le défilé aura lieu le 18 août dans un casino de Las Vegas. Mais Thannie Bui hésite à y aller.

Le voyage a beau être entièrement pris en charge (avion, hôtel, restauration), elle n'a guère les moyens de se payer le reste : « L'argent de poche », comme elle dit, peut monter en flèche à Las Vegas. Et abandonner dix jours durant Beauté d'Asie, son petit salon de la rue Aristide-Briand, ouvert il y a huit ans, n'est pas une bonne idée, alors que son activité décline.

Tout cela est la « faute » de son amie Ha, esthéticienne elle aussi, mais à Paris. C'est elle

qui a envoyé aux États-Unis des photos de charme de Thannie Bui datant d'il y a vingt-cinq ans, une époque où elle posait comme modèle pour arrondir ses fins de mois. En octobre, l'un des représentants de Miss Vietnam Global l'a rencontrée, à Paris, pour finaliser l'affaire. Le concours consistera principalement à défiler habillée en *ao dai*, la longue robe traditionnelle vietnamienne. Le vêtement, qui avait été interdit après la réunification du pays en 1976, était revenu en grâce dans les années 1990.



Thannie Bui, dans son salon d'esthétique, à Joué-lès-Tours. F.P.

C'est en 1984 que cette fille de parachutiste ayant servi dans l'armée française a quitté de manière clandestine Ho Chi Minh-Ville, où elle est née du temps où cette dernière s'appelait encore Saïgon. « J'avais 24 ans, mes parents m'ont obligée à monter dans un bateau avec mes frères et sœurs. Je leur en ai beaucoup voulu de nous faire risquer la mort, même si c'était pour notre bien », raconte-t-elle. Ce jour-là, le frère esquif embarquera 107 personnes en mer de Chine. Cinq mourront de faim et de soif au cours du voyage, long de trente jours,

avant qu'un navire de la marine malaisienne ne vienne procéder au sauvetage des rescapés.

La suite est une histoire d'intégration comme il en existe beaucoup : arrivée en France avec un statut de réfugiée politique, elle apprend la langue de Molière en accéléré, à Nantes, avant d'intégrer une école d'esthétique en région parisienne. Elle travaille de-ci, de-là, se marie avec un membre de la communauté vietnamienne, devient officiellement française en 1994, modifie son prénom (Thannie est la contraction de Thi-Thanh et d'Annie), donne naissance à trois enfants. Thannie Bui est devenue grand-mère il y a un an et demi.

C'est aussi cela – la famille – qui la pousse à se rendre au Nevada. Trois de ses proches vivent en effet dans le sud des États-Unis : sa sœur Trang et son frère Roland, tous deux à Phoenix (Arizona), et son fils Joe, 24 ans, étudiant en économie et finances à Santa Barbara (Californie). Profiter du voyage pour leur rendre visite est tentant. « Disons que cela ne tombe pas au bon moment », maugrée-t-elle, au milieu de sa boutique, qu'elle envisage de fermer, par manque de clientèle, afin de travailler à domicile.

D'autres projets professionnels occupent son esprit, comme cette idée de se reconverter en guide touristique proposant des voyages clés en main dans son pays d'origine. Un titre de Miss Vietnam sur le tard serait une belle carte de visite. A condition d'y aller. Et de l'emporter.

TRAVERSÉE DE LA SYRIE DE BACHAR AL-ASSAD

Damas, Homs et Alep
survivent à l'enfer,
chacune à sa manière.
Récit photographique



Un portrait de Bachar Al-Assad, à Alep-Est, dans un quartier où il n'y a plus d'électricité.

Fred est photographe. Depuis le début de la guerre en Syrie, il a travaillé dans les deux camps en conflit, côté rebelles d'abord, puis côté régime. Récemment, il a pu traverser la « Syrie gouvernementale », du sud au nord, de Damas à Alep, en passant par Homs, et d'ouest en est, de Tartous et Lattaquié, sur la côte, à Deir ez-Zor. *Le Monde* publie dans ce supplément son travail à Damas, Homs et Alep (les étapes de Lattaquié et Tartous seront visibles à partir du 14 mai dans le « Grand format » consacré à ce reportage sur *Lemonde.fr*). Trois villes, trois histoires différentes, trois moments de la révolution et de la guerre qui s'est ensuivie.

Damas, la capitale, est toujours restée sous le contrôle du régime Assad, qui tente d'y entretenir l'illusion d'une normalité, alors que les combats de la Ghouta se déroulaient, il y a encore quelques semaines, à moins de 10 km à vol d'oiseau. Homs, un temps « capitale de la révolution », a été ravagée de 2012 à

2014 par les bombardements, du moins ses quartiers insurgés. Les réfugiés et les déplacés ne sont pas rentrés dans ce champ de ruines laissé à l'abandon : le régime ne veut pas d'eux. A Alep, ceux qui sont restés dans les quartiers orientaux détruits après la chute du bastion rebelle, en décembre 2016, survivent, dans un climat de terreur, grâce à des soupes populaires.

Le pays des absents

Pour sauvegarder sa sécurité personnelle et celle des Syriennes et des Syriens qu'il a rencontrés au cours de sa traversée, Fred a choisi de publier dans *Le Monde* son travail sous un pseudonyme. Contrairement aux journalistes étrangers habituellement flanqués d'un accompagnateur officiel désigné par le ministère de l'information, il a pu se promener seul, aborder des Syriens de toutes confessions et de toutes conditions.

Les propos qu'il a recueillis racontent un pays où règne la peur : peur du régime pour les uns, peur des

rebelles pour les autres. Mais peur toujours de dire ce que l'on pense, de contrevenir au récit que le régime de Bachar Al-Assad entend substituer au réel. La phrase qu'il a le plus entendue au long de son séjour ? « *Tout le monde sait ce qui s'est passé, mais personne ne vous dira rien.* »

Car, même en l'absence de surveillance directe, la parole reste sous contrôle, bridée, étouffée. Le régime du silence et de la propagande a repris ses droits sur la parole, qui fut un temps libérée par la révolution. Entre les mots souvent imposés par le pouvoir, dans le non-dit des images, Fred dresse le portrait d'une Syrie plus que jamais dans l'ombre de la dynastie des Assad, inauguré par le patriarche Hafez, il y a plus de quarante-sept ans. Pour garder ce pays tout entier aux mains de sa famille, Bachar, l'héritier, n'a pas hésité à le transformer en enfer.

Cette Syrie traversée par Fred est aujourd'hui hantée par ses morts et ses absents. Absents, les soldats tombés sur les champs de bataille, aussitôt transformés

en posters de « martyrs » placardés dans les rues pour la plus grande gloire du régime qui a envoyé ces soldats à la mort. Absents, les civils disparus dans les fosses communes creusées au gré des combats. Absents aussi, les réfugiés partis à l'étranger, dont le pouvoir entend empêcher le retour, maintenant que la guerre tire à sa fin. Absents, les prisonniers dont on reste à jamais sans nouvelles, évanouis au fond des geôles du régime voués à la torture, à la maladie et à la mort.

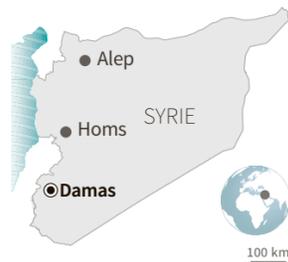
Dans la Syrie de 2018, ces absents sont presque plus nombreux que ceux qui restent. Leur silence, le vide qu'ils laissent pèsent sur le cœur de chacun, sans qu'il soit possible de les pleurer ou d'évoquer leur manque. L'ordre restauré des Assad est maître de la mémoire. C'est la réalité de ce régime que l'œil de Fred nous donne à voir ici, dans le silence des ruines et la stupeur des survivants. ■

CHRISTOPHE AYAD
ET ALLAN KAVAL

DAMAS

LA CAPITALE AVEUGLÉE

Bachar Al-Assad n'a jamais perdu le contrôle total de la capitale. Depuis avril et l'écrasement des faubourgs pauvres et conservateurs de la Ghouta orientale, tenue par la rébellion depuis 2011, il l'a reconquise tout entière. Les frappes occidentales, en représailles à l'attaque chimique lancée par le régime sur le dernier réduit rebelle de Douma, le 7 avril, à moins de 10 km des quartiers centraux où le pouvoir et ses soutiens se sont maintenus, n'ont pas remis en question la férule restaurée du régime



TEXTES ET PHOTOS : FRED POUR « LE MONDE »

SON VISAGE EST PARTOUT. Je le vois, affiché au croisement de deux rues, dans un quartier du centre-ville. Sur un cliché, il paraît jeune, dans un uniforme militaire couleur sable, qui lui fait des épaules trop larges. Les passants marchent d'un pas vif sous son regard impassible. Bachar sourit légèrement, à l'ombre d'une moustache rase. Je le vois de nouveau, plus tard, dans une allée du souk. Sur une banderole plastifiée tendue entre deux murs, au-dessus des échoppes de vêtements colorés, ses yeux disparaissent derrière des lunettes noires. Il porte un treillis verdâtre. Il ne sourit pas, mais les traits de son visage expriment

le calme et la détermination des vainqueurs. Le portrait est accompagné d'un slogan écrit en caractères rouge sang : « Avec toi pour l'éternité. Bien-aimé, fils du bien-aimé. » Ailleurs dans le souk, il apparaît encore, au-dessus d'un étal de boucher, à côté du portrait de son père Hafez Al-Assad. De la graisse, de la chair et des os pendent, comme accrochés sous leurs visages. Sur le comptoir, des morceaux de viande attendent le client dans une odeur de sang. Partout, sous les innombrables regards imperturbables du chef, la vie suit son cours, dans le déni de la guerre qui s'achève.



Au-dessus d'une échoppe du marché, près de la vieille ville, un portrait de Bachar-Al Assad, de son père, Hafez, et du dirigeant du Hezbollah, Hassan Nasrallah.



Un couple mixte, elle chrétienne, lui musulman, dans un bar branché de la vieille ville.



Des touristes venues d'Alep, dans la mosquée des Omeyyades.

DANS LE CIEL, au-dessus des quartiers, grondent des avions de combat. Parfois, on entend au loin le fracas d'une frappe. La Ghouta orientale est bombardée. Le siège touche à sa fin, dans un nouveau déchaînement de la violence. Près de la ligne de démarcation séparant troupes loyalistes et insurgés dans la vieille ville, les rues se sont vidées. Il fait nuit. Des mortiers rebelles tombent encore dans les environs. Plus pour longtemps. Mais voilà un bar ouvert, à deux pas de la guerre. A l'intérieur, lumières chaudes, whisky et selfies. La jeunesse dorée syrienne s'amuse. Il y a de la musique, des éclats de rire. La fumée des cigarettes, des chatolements d'ivresse dans les regards. *Bachar nous a sauvés!*», me dit cette jeune fille sur un fond de musique entraînant. Sauvés de quoi? «*On sait bien ce que le gouvernement fait, mais on veut survivre... La première année de la révolution, on voulait de la liberté, des réformes, mais, ensuite... on a compris que, sans Bachar, on était morts.*» Cette jeunesse qui danse si près des champs de ruines et de la mort de la banlieue pauvre voisine est persuadée que son confort dépend de la main protectrice du « prince ». Elle n'ira pas pour autant se sacrifier pour lui. «*Les amis que tu as vus dans le bar sont tous avec le régime. L'un d'eux fait son service militaire, mais il paye pour rester chez lui le plus souvent possible*», me dit un garçon qui, grâce à son statut de fils unique, a pu échapper à la conscription obligatoire. Cette ville qui fait la fête, et celle, toute proche, où l'on meurt en masse, appartiennent à deux réalités parallèles, séparées d'une paroi que seuls peuvent franchir les projectiles lancés, nombreux d'ici à là-bas et plus rares de là-bas à ici. Un humanitaire syrien me parle de la réalité nue de la Ghouta, distante de quelques kilomètres, de l'autre côté du monde. Une fois ôtés les oripeaux de la propagande et du déni, il n'y a que la mort et la dévastation. «*Tout est détruit, il y a beaucoup de blessés. Des cas de malnutrition, des corps dans les rues. Les gens savent ce qui se passe, mais personne ne te le dira: ils ont peur de parler.*»

HOMS LE BASTION ABANDONNÉ

Homs fut un temps baptisée « capitale de la révolution syrienne ».



Manifestations

massives, répression, formation de groupes armés dans les quartiers majoritairement sunnites, siège, bombardements... La troisième ville du pays a été reprise en 2014, avec l'aide des combattants libanais du Hezbollah. Les quartiers qui avaient été tenus par les rebelles sont livrés à la ruine, punis. Leurs bâtiments ravagés rappellent l'alternative offerte par le pouvoir à son peuple : la soumission ou l'anéantissement

TEXTES ET PHOTOS : FRED POUR « LE MONDE »



Un habitant dans une partie de la ville restée sous le contrôle du régime, près de l'université.



L'OMBRE DES RUINES s'allonge et le ciel refroidit. Un taxi cahote le long des rues aux façades arrachées. La lueur de ses phares révèle des faisceaux de la ville éclatée, fouille les entrailles des bâtiments effondrés. Un peu plus loin, une autre Homs survit, corsetée par les barrières d'hommes en armes fidèles au régime. Dans les quartiers restés dociles, les murs tiennent, encore et partout, et l'homme de Damas y sourit en effigie. On peut encore marcher le long des trottoirs, faire ses courses.

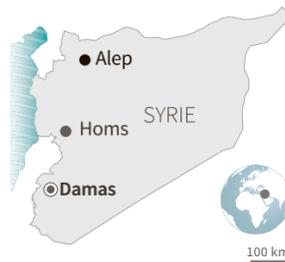


Hassan, avec deux de ses enfants dans sa maison détruite du quartier d'Al-Khaldiya.

DU QUARTIER D'AL-KHALDIYÉ, il ne reste que des ruines. Le long des rues poussiéreuses, quelques bâtiments éventrés tiennent encore debout, comme autant de monuments à l'inflexibilité du régime. A Damas, que je viens de quitter, siège un pouvoir capable d'amputer ses villes pour se maintenir, de punir des pans entiers de sa population. Son drapeau s'agite sur le balcon cassé d'un homme nommé Hassan. Lui a décidé de rentrer chez lui un jour, malgré tout, dans un quartier où plus personne ne vit. Il est occupé à reconstruire, sous les couleurs du régime dont les armes ont ravagé les environs, brisé les familles et les relations humaines. « *Je me donne six mois pour reconstruire ma maison* », dit Hassan. Ce sera une maison sans voisins, sans fêtes, sans jeux. Ses trois enfants sont venus l'aider aujourd'hui, jusqu'à la nuit tombée. La lumière s'enfuit déjà.

ALEP
UNE VILLE ÉCARTELÉE

Quand les rebelles venus des campagnes prennent le contrôle des quartiers orientaux d'Alep, à l'été 2012, ils croient pouvoir se rendre rapidement maîtres de la grande ville du Nord, poumon économique de la Syrie. Leurs conflits internes, leur incapacité à rallier une partie de la population, la détermination du régime et la puissance de ses alliés auront raison de leurs ambitions. Le bastion rebelle d'Alep-Est est évacué à la fin 2016. Ne reste qu'une ville écartelée par les combats et les bombardements



TEXTES ET PHOTOS : FRED POUR « LE MONDE »

Des enfants jouent dans le quartier de Salaheddine, dans l'est de la ville.



AU PIED DE LA CITADELLE, des cafés ont rouvert. Un vendeur ambulant va et vient. Autour, encore des ruines. Et toujours sous le regard du chef, du haut des larges affiches. Hossein porte l'uniforme depuis huit ans. Il est installé sur une chaise en plastique, à une terrasse qui s'étend sous les anciens murs. Soldat, il a combattu. Il a tué. Il montre son téléphone, des photographies de ses années de guerre. On l'y voit se tenir debout sur des cadavres ennemis. Le sourire triomphant aux lèvres, les chaussures enfoncées dans la chair morte. « *Quand je combats, j'enlève mon cœur. Je le reprends après.* »

A Alep-Ouest, dans les quartiers où le régime ne s'est jamais retiré, je rencontre Bachir. Exerçant une profession libérale puis enrôlé de force dans l'armée. Le service militaire est obligatoire de 18 à 42 ans dans la Syrie d'Assad. L'occupation quotidienne de Bachir consiste à tenir le registre des morts, des soldats tombés

au combat. « *Tous les jours, des mères viennent me rendre visite. Elles me demandent où sont leurs fils. S'ils sont vivants ou s'ils sont morts.* » Bachir est chrétien. En utilisant l'identité de son frère, il a toujours réussi à éviter le service militaire. Jusqu'au jour où il a été dénoncé. Prison, un mois durant. Dans les geôles surpeuplées, l'argent familial peut être une garantie de survie. Le frère de Bachir paye pour lui apporter de la nourriture tous les jours. Traitement de faveur qui n'éloigne ni les poux ni le froid. Pas de douche, pas de toilettes. Il a pu sortir de la cellule surpeuplée où il croupissait. Pour être enrôlé près d'Alep, sa ville d'origine, il a fallu payer 8 000 dollars. Je rencontre un prêtre, à la tête d'une organisation humanitaire chrétienne. Il me dit que les dénonciations aux services de sécurité sont fréquentes. De plus en plus fréquentes depuis la fin des combats à Alep. « *Bachar a gagné, il n'en deviendra que plus féroce.* »



A Alep-Est, le marché d'Al-Chaar, quartier anciennement tenu par les rebelles, est toujours là.

Un jeune vend des gâteaux devant un jardin public, dans l'ouest d'Alep.





LES RUES DU QUARTIER Al-Chaar, tant bien que mal, ont pu reprendre vie. Des portraits d'Assad sont affichés sur les devantures des magasins, ils ont été distribués par la municipalité aux commerçants. Dans un parc, je parviens à échanger quelques mots avec une femme, Ilham. « Je ne peux pas parler, j'ai peur, j'ai peur. Les gens ici vous diront que tout va bien, tout le monde vous sourit, mais ils savent dans leur cœur ce qu'il s'est passé. On voulait la liberté, ils nous ont tous tués, ils n'ont eu aucune pitié. » Elle pleure de peur.

Le cimetière du quartier Al-Chaar.



DANS LE QUARTIER AL-CHAAR, il y a un cimetière. C'est là que repose Hamza, un travailleur humanitaire que j'avais rencontré en 2014. Quand il est mort, dans une frappe du régime, il n'y avait plus une tombe de libre. Il avait fallu déterrer son grand-père pour l'enterrer, lui. Il avait 27 ans. Je suis de retour dans le cimetière. Loin des autres, loin des yeux et des oreilles du pouvoir, Abou Ahmed, silencieux jusqu'à présent, me regarde droit dans les yeux. Nous sommes environnés par les tombes de pierre et, sous la terre, par des générations de cadavres. Il pousse une exclamation étranglée : « Bachar dictateur ! Bachar dictateur ! » Puis, instantanément, se tait. La brèche s'est refermée. Il change de sujet. Il ne répond plus.

Assad ou le lion nu

L'auteur Omar Kaddour raconte la férocité du régime des Assad, dont le nom signifie « lion » en arabe

Vers le milieu du mois de mars dernier, la chaîne de télévision Al-Ikhbariya, affiliée à l'Etat syrien, diffusait de rapides interviews avec des habitants quittant la Ghouta orientale à la suite de la longue offensive qu'elle venait de subir. Le journaliste, qui n'apparaissait pas à l'écran, s'adressait à l'un des évacués sur un mode accusateur : « On dit que les habitants soutiennent les factions armées... » A quoi le vieillard répondait : « Nous sommes de pauvres gens sans défense. » Au même moment, un jeune homme prend l'initiative de demander à sa fille de dire qu'elle est « Habiba, la fille de Bachar Al-Assad ». Mais la petite crie avec une grande colère, d'un ton sans réplique, que non, elle n'est pas la fille de Bachar ! N'importe quel Syrien comprendra ici que si cet homme demande une telle chose à sa fille, c'est pour implorer l'aman (miséricorde), d'autant qu'il est en âge de combattre : on sait que les hommes de son âge, après avoir quitté les zones assiégées, ont soit été arrêtés et torturés, soit contraints de se rallier aux forces d'Assad pour combattre les factions de l'opposition. N'importe quel Syrien comprendra également que cette bévue du direct, le père pourrait en payer le prix, et peut-être même sa fille.

La petite Habiba nous rappelle le célèbre conte des *Habits neufs de l'empereur* [connu en arabe sous le titre de *L'Empereur nu*], de Hans Andersen, car elle n'a pas encore acquis la conscience de la peur ni la prudence qu'elle exige. Sauf que dans son cas, on peut imaginer que cela va plus loin que pour l'enfant qui criait « *Le roi est nu !* ». Cette fille a vécu toute son enfance sous le blocus, les barils d'explosifs, les obus, et même les armes chimiques. Il n'est pas improbable qu'un de ses camarades ou un de ses proches ait été tué par ces armes de destruction massive. Dans ce contexte de mort et de famine, Habiba entendait dire que le responsable de leur calvaire, c'était Bachar Al-Assad. Puis vient le jour où son père lui demande de déclarer qu'elle est la fille de ce Bachar. Tel est le sens réel du retour de la domination d'Assad : le fait qu'on l'accepte, malgré tout ce qu'il a fait subir aux gens, et qu'il continuera à leur faire subir.

Dans un roman d'Orwell

Le cas de Habiba, comme d'autres, élucide ce grand paradoxe : les portraits de Bachar déployés à outrance au-dessus des ruines des zones qu'il a reprises. En politique, on est censé éviter les interprétations psychologiques – comme de parler de penchants nécrophiles. Cependant, si l'on observe le discours du régime des Assad – l'ancien comme le nouveau –, on y trouve bien cette langue de l'ivresse de la destruction. J'étais adolescent lorsque Hafez Al-Assad a écrasé le soulèvement des Frères musulmans. Ses troupes venaient de perpétrer un massacre à Hama : plus de 30 000 victimes, sans compter toutes les destructions infligées à la ville. A ce moment-là, des portraits d'Assad père ont envahi toutes les rues de la Syrie. Je me souviens aussi d'une banderole que l'on voyait partout, avec une formule du président qui disait en substance : « *Il n'est de vie dans ce pays que pour le progrès et le socialisme.* » Longtemps, j'ai imaginé cette banderole dressée avec des portraits de Hafez Al-Assad au-dessus de décombres où il ne restait plus de vie. Avant cela, on pouvait lire une autre devise que ses hommes inscrivaient sur les murs ou sur des banderoles : « *Je suis Baas [parti au pouvoir en Syrie depuis 1963], mort à ses ennemis !* » Ici comme là, il s'agissait de



Né en 1966, Omar Kaddour est un poète, romancier et journaliste syrien. Il a publié deux recueils de poèmes dans les années 1990 et quatre romans entre 2002 et 2013, tous non traduits. En 2014, il a quitté Damas pour le Liban. Il vit en France depuis 2015.



Un portrait de Bachar Al-Assad sur la muraille de la citadelle d'Alep.

menacer de mort les adversaires : au nom du parti dans un cas, au nom du progrès et du socialisme dans l'autre.

Il se trouve que je suis entré à l'université en 1984. Le monde relisait 1984 de George Orwell. J'ai lu le roman – la censure d'Assad avait permis qu'il circule, alors qu'elle allait en interdire l'adaptation cinématographique, parce qu'elle savait que les lecteurs étaient bien moins nombreux que les spectateurs. Quoi qu'il en soit, pour les gens comme moi, qui le lisions en Syrie, le roman n'apportait rien de nouveau. Nous vivions une réalité semblable à celle qu'il imaginait, régentée par Big Brother, avec ses services de renseignement qui s'immisçaient dans les moindres détails de l'existence. Cette année-là, Hafez Al-Assad avait fini d'anéantir le mouvement des Frères musulmans ; à présent, il s'occupait d'emprisonner les communistes, y compris ceux qui avaient cessé toute opposition pour le soutenir dans sa bataille contre les Frères. Entre 1984 et 1987, beaucoup de mes amis gauchistes furent arrêtés et condamnés à des peines très dures devant des tribunaux d'exception qui ne leur permettaient pas de se défendre. Toutefois, ils eurent plus de chance que ceux qui se réclamaient des Frères musulmans, car ceux-là furent jugés par des tribunaux dits « de campagne », qui en général prononçaient des peines de mort. Une lointaine parenté me relie à deux frères qui furent arrêtés pour appartenance aux Frères musulmans. Personne dans leur famille n'eut plus jamais de nouvelles. Ils avaient des enfants qui ont grandi sans les connaître. Leur mère a perdu la raison de désespoir, à force de ne rien savoir sur eux. Et s'il restait encore une infime lueur d'espoir, nul doute qu'elle s'est éteinte lorsque l'Etat islamique a pris le contrôle de la prison de Palmyre, sans que nul ne sache ce qu'il est advenu de ses archives.

Hors de prison, où nous vivions comme les personnages du roman d'Orwell, les gens s'abstenaient de faire ne serait-ce qu'une allusion à tout ce qui avait trait à la politique. Une dénonciation d'un indicateur, même par pure vengeance personnelle, pouvait entraîner votre disparition. Il suffisait qu'un simple quidam vous accuse d'avoir insulté le « père commandeur » pour que votre destin sombre dans l'inconnu. Il y a un mot pour cela : « *al-istibaha* » (le fait de déclarer licite la violation des droits humains) ; soit l'idée que la société est entièrement à la merci de la clique au pouvoir et que personne n'y a de dignité. Il n'y a aucune loi qui interdise à cette bande d'avilir les

gens, ni de les tuer, ni de s'emparer de leurs biens. C'est une expression héritée des guerres de jadis, lorsque les conquérants autorisaient leurs soldats à faire ce qu'ils voulaient aux habitants des villes qu'ils occupaient. Concrètement, le pouvoir d'Assad père s'est vite comporté comme une force d'occupation se permettant de bafouer toute une population. Le concept d'*istibaha* implique que ceux qui se trouvent en dehors du cercle du pouvoir n'ont absolument aucun droit. Et si ce dernier s'acquiesce de ses moindres devoirs en matière de services publics, il considère cela comme une forme de générosité. C'est ainsi que les écoliers ont dû étudier les largesses du « père commandeur » : le fait qu'il ait apporté l'électricité dans certains villages, par exemple, comme si elle n'arrivait pas dans les logements de pays plus pauvres que la Syrie. De même, les hausses de salaires des fonctionnaires étaient annoncées comme de généreuses actions du président, comme s'il les payait de sa poche, alors qu'elles s'accompagnaient toujours d'un taux d'inflation plus élevé qui affectait les revenus des bénéficiaires.

« A genoux ou affamés »

Au moment du déclenchement de la révolution, en mars 2011, le régime des Assad était entré dans une nouvelle phase : il ne se cachait plus derrière un socialisme de façade. Plus besoin de ces banderoles promettant la mort aux opposants sous la devise du progrès et du socialisme, ou au nom du parti Baas ; immédiatement, les sbires d'Assad fils arborèrent ce slogan résumant l'essence du régime dynastique : « *C'est soit Assad, soit on brûle le pays.* » Là, aucun soupçon d'un quelconque idéal ni d'une forme de morale, c'est un despotisme nu, qui s'affiche ouvertement comme tel. Aux barreaux dressés par les milices pro-régime qui encerclent les zones échappant à la domination d'Assad, on peut lire un autre slogan : « A genoux ou affamés. » Façon de dire aux assiégés : soit vous mourez de faim, sous les bombes, soit vous acceptez l'opprobre de la soumission.

Au moment même où l'on pratique la politique de la terre brûlée et où l'on affame la population pour la mettre à genoux, le régime insiste pour montrer que dans les régions qu'il contrôle la vie suit très naturellement son cours. Ce n'est pas seulement une image que l'on renvoie à l'étranger pour prouver la solidité du régime : il s'agit avant tout d'entraîner les Syriens à accepter l'idée qu'il ne se passe rien d'anormal chez eux, tandis que, tout

LE CONCEPT D'HOMOGENÉITÉ DE BACHAR AL-ASSAD S'INSPIRE DE LA PIRE LITTÉRAIRE NAZIE, DONT IL A TIRÉ AUSSI L'IDÉE D'HOLocauste

près, d'autres Syriens meurent sous les bombes ou de famine, que des dizaines de milliers de personnes sont entassées dans des camps d'internement et que, chaque jour, les services de sécurité informent de nouvelles familles de la mort d'un fils détenu, sans explication et sans leur rendre son cadavre. La norme, pour Assad, c'est que sa machine de répression tue les Syriens partout où elle le peut. Le monde a pris connaissance du rapport « César » sur l'usage systématique de la torture dans le but de tuer, de même qu'il a eu accès, il y a de cela un an, au rapport du département d'Etat américain sur l'existence d'un crématorium à côté de la prison de Saindaya. Mais tout cela n'est que le sommet de l'iceberg comparé à ce nous savons aujourd'hui et à ce que le régime d'Assad va continuer à faire. Car il ne cherche pas une victoire ponctuelle, mais permanente, une victoire qui lui garantisse qu'aucune autre révolution ne pourra plus jamais se produire ; ce qui signifie une guerre perpétuelle contre la société syrienne.

Nous avons un président dont le monde reconnaît toujours la légitimité. Or, dans un discours prononcé le 20 août 2017, il disait : « *Certes, nous avons perdu nos meilleurs jeunes et une infrastructure qui nous a coûté beaucoup d'argent, sur des générations entières, mais nous avons gagné en retour une société saine et homogène.* » Assad déclarait ainsi qu'avec des milliers de combattants et des millions d'exilés en moins on obtient une meilleure société. Son concept d'homogénéité s'inspire de la pire littérature nazie, dont il a tiré aussi l'idée d'holocauste. Cependant, la victoire d'Assad ne consiste pas uniquement à commettre des crimes inimaginables, mais à faire en sorte qu'ils deviennent une chose banale même aux yeux du monde extérieur. Plus il tue de Syriens, moins la communauté internationale s'intéresse à leur drame ; c'est son critère de réussite.

De fait, dans les médias étrangers, ses tueries ne font plus l'actualité, si tant est qu'on en parle. Quant aux efforts internationaux en faveur d'une transition démocratique, ils ont pratiquement cessé. Certaines puissances mondiales qui réclamaient le départ d'Assad lorsqu'il n'avait fait que quelques milliers de victimes se disent même à présent pour son maintien au pouvoir, alors qu'il en est à des centaines de milliers de victimes.

Atrocités documentées et filmées

Même l'idée de poursuivre Assad pour son usage des armes chimiques est pour lui une victoire, autant qu'elle est une humiliation pour les Syriens, car elle sous-entend que l'on méprise leurs vies pour promouvoir une convention sur l'interdiction des armes chimiques. Que pourrait-il espérer de plus ? On a des puissances responsables de la paix dans le monde, en tant que membres permanents du Conseil de sécurité, qui invoquent le veto russe quand la vie et le devenir des Syriens sont en jeu ; or, ces mêmes puissances agissent seules, sans tenir compte de ce veto, quand Assad enfonce l'accord sur les armes chimiques ! Assad triomphe tout autant lorsque son mufti met en garde l'Europe contre des kamikazes se trouvant sur son sol, prêts à l'action, et que ses menaces se réalisent, après quoi des gens viennent dire qu'Assad se contente de tuer son peuple, alors que l'Etat islamique est un danger pour la planète ! Assad triomphe encore d'être le premier à avoir perpétré autant d'atrocités documentées et filmées sous les yeux du monde entier, sans qu'une forte réaction internationale n'exige qu'il soit poursuivi en justice.

Mais sa plus grande victoire, c'est que les autres nous regardent comme les personnages d'un conte terrifiant, et qu'ils soient sincèrement bouleversés par ce qui nous arrive, de même qu'on est bouleversé lorsqu'on lit une histoire horrible ou qu'on voit un film tragique – sauf que cela reste une histoire avec des personnages imaginaires. Si notre conte s'arrêtait avec la petite Habiba refusant d'être la fille de Bachar, on pourrait y voir une fin optimiste. Hélas, les enfants syriens comme Habiba vont grandir, et la première leçon qu'ils apprendront, c'est que le loup du *Petit chaperon rouge* les croquera avec l'aide du garde-chasse ; et il n'est pas impossible que, dans la version syrienne du conte, le garde-chasse les entraîne à dire « papa » au loup avant qu'il les dévore. ■

OMAR KADDOUR

(Traduit de l'arabe par Stéphanie Dujols.)